Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA COMMUNE

DE 1871

LETTRES ET DÉCLARATIONS

POUR LA PLUPART INÉDITES

(Traduction et présentation de Roger Dangeville)

Autres livres à télécharger sur le site
https://abbassa.wordpress.com

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Engels (Friedrich) (1820-1895) et Marx (Karl) (1813-1881)

La commune de 1871. Lettres et déclarations pour la plupart inédites.

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Karl Marx et Friedrich Engels, La commune de 1871. Lettres et déclarations pour la plupart inédites. (1866-1894) Paris : Union générale d'Éditions, 1971,

320 pages. Collection : le monde en 10-18, nos 567-568.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format

LETTRE (US letter), 8.5′′ x 11′′)

Édition complétée le 12 septembre 2001 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

PRÉSENTATION

- Le Pape et Marx
- Le ≪ parti Marx ≫ et la Commune
- Théorie, histoire et action révolutionnaire

RAPPORT DES FORCES ET CONDITIONS PRÉALABLES

- Analyse de l'opposition au bonapartisme
- Effet de la guerre franco-prussienne

LE DRAME

Notice du traducteur

Conjuration de la bourgeoisie internationale

Réponse de la Commune

COMBATS D'ARRIÈRE-GARDE

Notice du traducteur

Défense de la Commune

Aide à la Commune

Aide aux réfugiés

PROLONGEMENTS HISTORIQUES ET THÉORIQUES DE LA COMMUNE

Enseignements de la Commune

La Question du Parti

La Question de l'État

Vivante Commune

PRÉSENTATION

Le Pape et Marx

Retour à la table des matières

Au Concile du Vatican de 1870, l'Église était déjà embourgeoisée et dut réviser sa doctrine traditionnelle pour proclamer le dogme de l'infaillibilité du Pape.

Que le Dieu des Cieux, créateur de toutes choses, détienne la vérité est, somme toute, logique et affaire de croyance ; mais l'affirmation qu'un homme ne se trompe jamais relève de la doctrine bourgeoise des Lumières des encyclopédistes et libres penseurs, incarnées par la déesse Raison, qui éclaire l'humanité, force les convictions, transforme le monde et fait le tour de l'univers, à l'instar des principes sacrés de liberté, d'égalité, et de fraternité de la Révolution bourgeoise de 1789.

Lorsque les idées toutes-puissantes descendent ainsi sur terre, elles sont personnifiées par le grand Architecte des francs-maçons, le Pape, les chefs d'État capitalistes et, pour les marxistes embourgeoisés, Par Marx, Lénine [1] et Staline.

Marx voulait que l'on ne parlât pas de marxisme, niais de socialisme scientifique, pour éviter qu'on attribuât à sa personne ce qui est le patrimoine théorique du prolétariat. Cependant, l'idéologie bourgeoise imprègne le mode de vie et l'éducation modernes au point qu'on ne petit se faire à l'idée d'une théorie qui ne soit pas liée à un auteur, mais produite par l'activité pratique et intellectuelle d'une collectivité, à l'instar de la Bible, par exemple.

Certes, le nom de socialisme scientifique est bien pompeux, niais c'est - avec les méthodes de la science, telles qu'elles se pratiquent dans le domaine de la physique, chimie, biologie, etc. - un effort de théorisation des relations et du devenir de la société qui, déjà sous nos yeux, exige une coordination et une organisation de plus en plus étroites. Confondre cet effort prodigieux qui incombe tout naturellement à la classe des producteurs, avec les élucubrations de l'esprit d'un seul homme (qu'il faut dès lors doter de vertus surhumaines) dérive de l'esprit de propriété, soit la domination aussi bien physique que spirituelle du monde et des niasses par quelques privilégiés.

Les efforts théoriques de Marx ne peuvent être que déformés et détournés de leur but par ceux qui les divinisent: les masses devront-elles attendre un nouveau Marx ou Lénine pour qu'une révolution ait une chance de succès? L'histoire moderne ne se complaît-telle pas à détrôner et à ridiculiser les géants de l'histoire, déboulonnant les Staline, etc.?

Enfin, il est commode de citer tel écrit traitant de telle période et de tel mouvement particuliers pour justifier n'importe quelle thèse ou action, ou pour mettre le génie [2] en contradiction avec lui-même!

La question: ≪Est-il arrivé que Marx se trompe? ≫ ne mérite pas de réponse.

Le ≪ parti Marx ≫ et la Commune

Retour à la table des matières

C'est probablement pour ne pas vexer les ouvriers français de notre génération et pour ne pas déprécier Marx que la publication de la correspondance Marx-Engels s'arrête en 1868, au moment où, dans leurs écrits privés, les ≪ fondateurs ≫ du socialisme scientifique affirmèrent leur conviction que les ouvriers français s'étaient trop ramollis pour renverser un bonapartisme pourtant décrépit et avaient besoin d'une bonne volée [3], alors qu'ils étaient à la veille d'accomplir la plus grande épopée de toits les temps: la Commune de Paris.

Qui plus est, Marx et Engels s'acharnèrent à déconseiller au prolétariat français de prendre l'initiative d'une révolution sociale, mais revendiquèrent la Commune comme la confirmation et la victoire définitives de leur théorie et de leur parti. En outre, dans la première Adresse de l'Internationale, Marx avait défini la guerre comme défensive du côté allemand et, dans la seconde, il la dénonçait comme expansionniste. Bref, du point de vue de la logique rationnelle, Marx et Engels se seraient contredits d'un événement à l'autre, rectifiant à chaque tournant leur jugement antérieur, pour faire aussitôt une nouvelle bévue!

Les marxistes imprégnés de la mentalité bourgeoise, s'ils sont bien intentionnés à l'égard de Marx, préfèrent ne pas trop insister sur cette partie de l'œuvre du maître, d'autres, moins bien intentionnés, en tirent prétexte pour l'escamoter, car Marx et Engels s'y révèlent de farouches partisans de la violence et d'ardents révolutionnaires.

Lénine qui prépara la révolution russe sur le modèle de la Commune, s'acharna au contraire à étudier les quelques textes de Marx et Engels sur la guerre civile en France, dont il pouvait disposer, comme il ressort de sa Préface de 1907 [4] qu'il termine en disant: ≪ Nous arrêterons ici le bref aperçu des leçons de politique, d'une politique digne du prolétariat, que nous donne Marx dans ses lettres à Kugelmann ≫. Lénine tira de cette partie de l'œuvre de Marx-Engels ses ouvrages les plus importants dit point de vite théorique et pratique: l'État et la révolution, la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, les Tâches du prolétariat dans notre révolution, etc.

Lénine a compris tout le sens de la formule en Marx: ≪ Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent être détruits. Ils resurgiront toujours de nouveau jusqu'à ce que la classe ouvrière soit émancipée ≫.

La victoire de la révolution russe confirma ses prévisions, tirées de l'étude de Marx-Engels confrontée au développement économique et social de la Russie:

≪ Aujourd'hui (avril 1920), nous sommes déjà en présence d'une expérience internationale appréciable, qui atteste explicitement que certains traits essentiels de notre révolution ont une portée non point locale, non point particulièrement nationale, non seulement russe, niais internationale ≫ et de préciser qu'il entend par portée internationale ≪ la répétition historique inévitable, à l'échelle internationale, de ce qui s'est passé chez nous [5]. ≫

Lénine savait parfaitement que le marxisme n'était pas une simple création intellectuelle de Marx, niais l'enregistrement de l'expérience historique des luttes du prolétariat dans les grandes batailles décisives qui représentent les sommets et les tournants de l'évolution humaine. [6] Il savait que le socialisme scientifique avait été conditionné d'abord par l'expérience historique de luttes de masses populaires immenses au cours de la révolution bourgeoise et par l'affirmation -possible seulement après cette vague de faits historiques - que la révolution ne devait pas être théorisée comme elle l'avait fait elle-même, niais d'une manière scientifique, sur la base du matérialisme économique, historique et dialectique. Enfin la révolution de juin 1848 eut déjà un caractère nettement prolétarien et socialiste, et permit à Marx-Engels de prévoir dans leurs grandes lignes les conditions de la future Commune.

La lecture des trois Adresses de l'Internationale, rédigées par Marx en 1870-1871, peuvent donner l'impression de contradictions et de rectifications progressives. En effet, elles ne permettent pas de comprendre les raisons des prises de positions successives de Marx, ni de saisir la complexité, la succession et parfois l'imbrication du développement historique et social. Dans ses ouvrages sur cette période, Lénine a toutefois montré la cohérence des jugements de Marx-Engels, d'une part, avec leur propre théorie, d'autre part, avec les situations objectives, qui au cours de la crise de 1870-1871 furent celles des étapes les plus importantes de toute l'époque capitaliste, du début à sa fin: 1º révolution bourgeoise et formation de l'unité nationale (en Allemagne), c'est-à-dire phase progressive du capitalisme; 2º transformation de la guerre nationale révolutionnaire bourgeoise en guerre impérialiste pour ce qui est de l'Allemagne; 3º unification du prolétariat allemand à l'échelle, non plus de petites fractions d'État, mais d'un État national unitaire; 4º constitution dit prolétariat en classe, et donc en parti politique, non seulement à l'échelle nationale, mais encore internationale, 5º transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, avec le renversement de la bourgeoisie en France et l'érection du prolétariat en classe dominante (instauration de l'État de la dictature du prolétariat).

Tous ces niveaux historiques très divers du développement social qui s'étalent sur des siècles, puisque la première révolution nationale bourgeoise date de 1659 en Angleterre et le capitalisme dure encore aujourd'hui, se succèdent et s'imbriquent au cours de la grave crise sociale de 1870-1871, à un rythme prodigieux. C'est ce qui donne à la guerre civile en France une importance fondamentale pour le marxisme

d'hier et d'aujourd'hui.

Mais il se trouve que la progression historique de la lutte n'a nullement été rectiligne; elle a connu des périodes d'avance et de recul qui semblent chaotiques. Ainsi la formation de l'unité nationale bourgeoise de l'Allemagne provoque le renversement de l'État français et produit une sorte de vacance de pouvoir, qui facilite l'instauration de la dictature du prolétariat en France, c'est-à-dire l'érection du prolétariat français en classe dominante. Or, à un moment où, selon Marx, le prolétariat allemand vient tout juste d'accéder à une existence à l'échelle nationale, il est pratiquement aussi fort que le prolétariat français, qui s'érige déjà en classe dominante en France.

Les directives du ≪ parti Marx ≫ au prolétariat dans cette période dense et complexe dérivent à la fois de principes théoriques et de l'analyse du rapport des forces, qui permet de déterminer le moment et les modalités de l'application de ces principes. C'est l'appréciation de l'ensemble de la situation politique, économique et sociale internationale qui explique les directives du ≪ parti Marx ≫ aux ouvriers allemands, français etc. et à la Commune. C'est sur ce plan que le présent recueil complète les textes classiques sur la Guerre civile en France.

La correspondance de Marx et d'Engels et leurs déclarations sur la Commune permettent, par exemple, de mieux saisir pourquoi ils ont déconseillé au prolétariat français de prendre l'initiative de la Commune (en fait, la bourgeoisie prit l'initiative de l'attaque): 1º l'analyse du rapport de forces vers la fin du règne de Napoléon III

révéla à Marx que l'opposition républicaine et même les ouvriers ne pourraient renverser le bonapartisme, et lui fit comprendre que le prolétariat français ne pouvait vaincre dans la révolution sociale [7]. C'est avec angoisse qu'ils suivirent le processus entraînant le prolétariat héroïque de Paris vers une défaite, d'autant qu'ils estimaient que la crise sociale mûrissait rapidement à l'échelle internationale de sorte que la bataille décisive eût pu s'engager dans des conditions Plus favorables et avec de plus fortes chances de succès (cf. p. 53 et 130 sqq., et les notes nos 39 et 121). Au reste, la correspondance privée et les déclarations qui reflètent l'activité de Marx et d'Engels, mettent en évidence qu'ils pouvaient certes déchiffrer l'histoire et conseiller les quelques camarades de leur parti, mais que leurs moyens d'intervention directe étaient dérisoires.

2º Une amère expérience historique avait appris à Marx et à Engels que le prolétariat pouvait, certes, faire une révolution sans être bien organisé ni conduit par un parti puissant, mais qu'il ne pouvait vaincre dans ces conditions. [8] Or, ils étaient particulièrement bien placés, à la tête de l'Internationale, pour connaître le degré d'organisation du prolétariat français et pour juger que la révolution échouerait parce qu'elle n'avait pas été suffisamment préparée. (cf. p. 53 et 130 sqq.)

Si la révolution est un draine social et zinc lutte impitoyable, la théorie révolutionnaire est, elle aussi, terrible et inflexible. Marx et Engels le montrèrent aussi bien avant, pendant qu'après la Commune, aux côtés de laquelle ils luttèrent à tous les niveaux du combat. [9] Sur le plan de la tactique militaire préconisée par Marx-Engels, la Commune a confirmé que le prolétariat part avec un lourd handicap lorsqu'il attend la défaite militaire pour attaquer le pouvoir bourgeois. En effet, la

révolution a le plus de chances de vaincre, si elle parvient à arrêter la mobilisation et la guerre dès le début des hostilités.

Si demain les premières fusées devaient partir, l'avenir serait sombre. Mais ce n'est pas une fatalité. En tout cas, ce n'est pas en restant passif et en invoquant la paix que le prolétariat arrête les carnages cycliques des guerres: cela le marxisme l'a affirmé depuis toujours, et l'histoire l'a amplement confirmé.

RAPPORT

DES FORCES

ET CONDITIONS PRÉALABLES

Retour à la table des matières

RAPPORT DES FORCES ET CONDITIONS PRÉALABLES

Analyse de l'opposition

au bonapartisme

Retour à la table des matières

> ≪ Que la paix avec l'Autriche [en août 18661 portât dans son sein la guerre avec la France, cela Bismarck non seulement le savait, mais il le voulait [10]. En effet, cette guerre devait fournir le moyen de parfaire cet Empire prusso-allemand que la bourgeoisie lui prescrivait de réaliser. ≫ Fr. Engels, Rôle de la violence et de l'économie clans l'instauration de l'Empire allemand moderne.

ENGELS À MARX

Manchester, le 10 août 1866

Cher Maure,

... La note de Bonaparte semble prouver qu'il y a une fêlure dans ses relations avec Bismarck, sinon sa revendication n'eût sans doute pas été formulée en des termes si grossiers, de façon si imprévue et juste à l'instant le plus mal choisi pour Bismarck [11]. Celui-ci se ficherait sans doute de la satisfaire, mais comment le pourrait-il désormais? Que dirait l'armée victorieuse? Et le parlement allemand, les chambres, et les Allemands du Sud? Et cette vieille bourrique [Guillaume 1er] qui a un air aussi stupidement béat que mon chien Dido lorsqu'il a le ventre trop plein, et qui a déclaré qu'il ne céderait pas un pouce de territoire allemand, etc.?

L'envoi de cette dépêche est une grosse bêtise de Bonaparte, mais les clameurs de l'opposition et probablement aussi de l'armée l'auront forcé, je pense, à précipiter les choses. Or, cela peut devenir très dangereux pour lui. Ou bien Bismarck s'arrange

pour pouvoir céder, et alors il est obligé, à la première occasion, de faire la guerre à Bonaparte afin de prendre sa revanche; ou bien il n'est pas en état de céder, et alors c'est la guerre à plus brève échéance encore. Dans les deux cas, Bonaparte court le risque d'être obligé de faire la guerre malgré lui, sans la préparation diplomatique voulue, sans alliances sûres, et nettement en vue de conquêtes. Au reste, il y a déjà quelques années, Bismarck a déclaré au ministre hanovrien Platen qu'il placerait l'Allemagne sous le casque prussien, puis la conduirait contre les Français pour ≪ la bien souder ensemble ≫. [12]

Meilleures salutations à ta femme et aux filles.

Ton F. E.

ENGELS À MARX

Manchester, le 4 avril 1867

Cher Maure,

... Il n'y a plus le moindre doute que Bismarck soit l'allié des Russes. [13] Mais jamais ceux-ci n'ont eu à payer aussi cher l'alliance prussienne. En effet, ils ont dû lui sacrifier toute leur politique allemande traditionnelle. Si, comme de coutume, ils se figurent que cette fois encore c'est tout à fait momentané, ils se trompent sans doute lourdement. D'ores et déjà, il semble bien qu'en dépit des simagrées impériales, etc., que l'unité allemande s'impose comme force contraignante qui déborde la volonté particulière de Bismarck et de tous les Prussiens. C'est pourquoi les Russes sont obligés d'accélérer leur progression en Orient, car la présente conjoncture favorable ne durera certainement pas longtemps. Mais, on peut mesurer en Russie la crise financière et les difficultés du développement industriel - s'il y en a (Fr.) - au fait que, onze ans après la guerre de Crimée, il n'existe toujours pas de ligne de chemin de fer en direction d'Odessa et de la Bessarabie, ce qui équivaudrait à deux armées dans les conditions actuelles. Si tout marche au gré des Russes, on peut penser que le conflit éclatera cette année encore.

L'affaire du Luxembourg semble suivre le même cours que celles de Sarrelouis et de Landau. [14] Il est certain qu'en 1866 Bismarck a offert de vendre le Luxembourg à Bonaparte, * mais celui-ci ne semble pas avoir manifesté assez d'empressement, espérant sans doute se voir offrir plus tard davantage à titre gracieux. Or, je sais maintenant de source sûre que l'ambassadeur prussien Bernstorff a déclaré, il y a quelques jours, au ministre plénipotentiaire de la Hanse à Londres (Geffcken) que, d'après une dépêche reçue, la Prusse ne céderait en aucun cas dans l'affaire luxembourgeoise. Il s'agit de la dépêche qui est mentionnée par l'hebdomadaire Owl et qui demande à l'Angleterre d'user de son influence à La Haye, à la suite de quoi la Hollande se serait abstenue dans l'affaire (du Luxembourg).

En fait, il se trouve que, dans la situation actuelle, Bismarck ne peut absolument pas permettre aux Français d'annexer un territoire allemand, sans que tous ses exploits et conquêtes tombent dans le ridicule. Et puis, le vieil âne de Guillaume n'a-t-il pas déclaré: ≪ pas un seul village allemand ≫, de sorte qu'il est personnellement engagé. Cependant, il n'est pas exclu que le marché se fasse tout de même: la Gazette de Cologne ne clame-t-elle pas hystériquement qu'on ne peut faire la guerre pour le Luxembourg et que la Prusse n'a aucun droit sur ce pays, le Luxembourg ne devant pas être considéré comme appartenant à l'Allemagne, etc. jamais elle n'a eu une attitude aussi vile.

Bismarck n'est certes pas Faust, mais il a cependant son Wagener. C'est à mourir de rire que de voir comment ce malheureux traduit à la Wagener les faits et intentions de son maître et seigneur. Dernièrement, Bismarck a utilisé une tournure métaphorique où figurait un cheval. Voulant l'imiter cri ceci comme en tout, notre Wagener s'écrie à la fin de son discours: Messieurs, cessons d'enfourcher nos dadas, et montons la noble jument pur-sang: la Germanie. A l'époque de la Terreur, les Parisiens disaient: montez mademoiselle ! [16]...

MARX À ECCARIUS ET LESSNER

Instruction pour le Congrès de l'Internationale

de Bruxelles en septembre 1868

Londres, le 10 septembre 1868

Chers Eccarius et Lessner,

... Les histoires de la guerre intéressent naturellement le publie au plus haut point. Des déclarations ronflantes et de grands mots ne feraient pas de mal ici. La résolution [17] qu'il faudrait adopter me semble très simple: la classe ouvrière n'est pas encore suffisamment organisée pour peser dans la balance de manière tant soit peu efficace, mais que le Congrès proteste et dénonce les fauteurs de guerre au nom de la classe ouvrière, qu'il proclame que la guerre entre la France et l'Allemagne serait une guerre civile, ruineuse pour les deux pays et l'Europe en général. Il me semble que l'on peut arriver à faire admettre à messieurs les Français et Belges la remarque selon laquelle la guerre ne peut servir que le gouvernement russe...

Si l'on aborde la question du crédit mutuel, etc., Eccarius devra déclarer simplement que les ouvriers d'Angleterre, de France et des États-Unis n'ont aucun intérêt à ces dogmes proudhoniens et qu'il faut traiter la question du crédit comme

secondaire. [18]

MARX À ENGELS

Londres, le 11 septembre 1867

Cher Fred,

... Au prochain Congrès de Bruxelles, je tordrai moi-même le cou à ces ânes de Proudhoniens. J'ai préparé toute l'affaire de Manière diplomatique et je n'ai pas voulu paraître personnellement avant que mon livre (le Capital) ne fût publié et que notre Internationale n'eût pris racine. Dans le rapport officiel du Conseil général (où, malgré tous leurs efforts, les bavards parisiens n'ont pu empêcher notre réélection), je ne manquerai pas de les fustiger comme il faut.

Dans l'intervalle, notre Association a fait de grands progrès. Le misérable Star, qui voulait nous ignorer totalement, a déclaré dans son éditorial d'hier que nous étions plus importants que le Congrès de la Paix. A Berlin, Schulze-Delitzsch n'a pu empêcher sa ≪ société ouvrière ≫ d'adhérer à notre Association. Ces cochons d'Anglais des trade-unions, pour qui nous avions des positions trop avancées,

courent maintenant après nous. Outre le Courrier français, la Liberté de Girardin, le Siècle, le Monde, La Gazette, de France, etc. ont donné des comptes rendus de notre Congrès. Les choses marchent (Fr.). Et à la prochaine révolution - moins éloignée peut-être qu'on ne le croit - nous aurons (toi et moi) cette puissante organisation entre les mains. * Compare nos résultats avec ceux que Mazzini a obtenus avec ses machinations depuis trente ans! Et cela sans ressources financières! Malgré les intrigues des Proudhoniens à Paris, de Mazzini en Italie, les velléités d'Odger, de Cremer, de Potter à Londres, les obstacles de Schulze-Delitzsch et des Lassaliens en Allemagne, nous pouvons nous déclarer très satisfaits...

MARX À KUGELMANN

Londres, le 9 octobre 1866

Cher ami,

... J'avais de vives appréhensions pour le premier Congrès de l'Internationale à Genève. Son effet en France, en Angleterre et en Amérique a été inespéré. Je ne pouvais ni ne voulais m'y rendre, mais j'ai élaboré le programme des délégués londoniens. A dessein, je l'ai limité aux points susceptibles d'un accord immédiat et

d'une action commune des travailleurs, afin de donner un aliment et une impulsion directe aux exigences de la lutte de classe et de l'organisation des travailleurs en classe.

Messieurs les Parisiens avaient la tête pleine de phrases proudhoniennes les plus creuses: ils bavardent sur la science, et ne savent rien eux-mêmes; ils dédaignent toute action révolutionnaire, surgissant directement de la lutte des classes, tout mouvement social centralisé, donc réalisable aussi par des moyens politiques (par exemple, la diminution légale de la journée de travail), sous prétexte de liberté, d'anti-gouvernementalisme ou d'individualisme anti-autoritaire. Ces messieurs qui, depuis seize ans, ont supporté et supportent tranquillement le despotisme le plus vil, prônent en fait une vulgaire économie bourgeoise, mais enjolivée d'idéalisme proudhonien.

Proudhon a fait un mal énorme. Son semblant de critique et son simulacre d'opposition aux utopistes - il n'est lui-même qu'un utopiste petit-bourgeois, alors que les utopies d'un Fourier, Owen, etc. sont l'intuition et l'expression imaginaire d'un monde nouveau - ont d'abord séduit et corrompu la jeunesse brillante (Fr.), les étudiants, puis les ouvriers, surtout parisiens qui, en qualité d'ouvriers de luxe, restent sans le savoir fortement attachés à toutes ces vieilleries [*]. Ignorants, vaniteux, arrogants, bavards, emphatiques, ils étaient sur le point de tout gâcher, car ils étaient au Congrès en un nombre qui ne correspond absolument pas à celui de leurs adhérents. Dans le rapport, je leur taperai sur les doigts, en sous-main...

ENGELS À MARX

Manchester, le il septembre 1867

Cher Maure,

... Puisque tu es en relation avec Vermorel, ne pourrais-tu atténuer les sottises qu'il écrit sur l'Allemagne? Il abuse vraiment lorsqu'il demande à Bonaparte de devenir libéral - au sens bourgeois - et d'entreprendre ensuite une guerre pour libérer l'Allemagne de la tyrannie de Bismarck. Même s'ils font une révolution, ces crapauds devront prendre des gants avec l'Allemagne. Mais comment peuvent-ils se figurer qu'il suffira d'un léger tournant libéral pour qu'ils puissent jouer de nouveau leur ancien rôle? Je tiens pour très important - surtout dans le cas d'une révolution - d'habituer ces messieurs à traiter avec nous d'égal à égal. [21] A les en croire, le bismarckisme en Allemagne est une propriété naturelle de l'Allemand, que leur intervention est appelée à faire disparaître, tandis que chez eux le bonapartisme est un pur accident, qu'un simple changement de ministère suffirait à écarter, et même à changer en son contraire...

ENGELS A MARX

Manchester, le 21 juillet 1869

Cher Maure,

... Monsieur Bonaparte semble perdre complètement l'esprit. Il fait gaffe sur gaffe. D'abord le message, avec un simulacre de concessions, puis ajournement soudain, maintenant ce ministère burlesque. [22] Il ne pouvait pas mieux s'y prendre pour faire comprendre, même au Français le plus borné, qu'il cherche à ridiculiser la France aux yeux du monde entier. C'est la meilleure méthode pour semer le désarroi parmi sa majorité, ses ministres et préfets, ses juges et officiers. Et comme tout ce beau monde ne lui est attaché que parce que le succès lui a souri et qu'il l'a grassement payé, il en sera encore plus vite lâché que ne le fut Napoléon Ier par le Sénat et le Corps législatif en 1814 et 1815. En effet, il ne faut vraiment plus grand-chose pour que ce beau monde n'ait plus aucun respect pour monsieur Louis.

Que devient le 18-Brumaire ? Je n'en ai absolument plus aucune nouvelle...

MARX A KUGELMANN

Londres, le 3 mars 1869

Cher Kugelmann,

... Une évolution très intéressante se dessine en France.

Les Parisiens se remettent sérieusement à étudier leur passé révolutionnaire récent. ils se préparent ainsi à la nouvelle entreprise révolutionnaire qui se rapproche. Ce fut d'abord l'Origine de l'Empire, puis le Coup d'*É*tat de Décembre. Tout cela était complètement oublié, tout comme en Allemagne la réaction a réussi à effacer complètement le souvenir de 1848-1849.

C'est ce qui explique que les livres de Ténot sur le Coup d'État aient fait si grande sensation, à Paris comme en province. En un rien de temps, dix Éditions ont été épuisées. Puis il y eut des douzaines d'études sur cette période. C'était la rage (Fr.), une véritable spéculation pour les maisons d'édition.

Ces ouvrages émanaient de l'opposition. Ténot, par exemple, est un homme du Siècle (bien sûr, le journal bourgeois libéral, et non notre siècle). Toute la fripouille libérale et illibérale de l'opposition officielle favorise ce mouvement. La démocratie républicaine fait de même; par exemple, Delescluze, ancien bras droit de Ledru-Rollin, qui, à titre de patriarche républicain, rédige maintenant le Réveil à Paris.

Jusqu'à ce jour, tout ce qui n'est pas bonapartiste s'est grisé de ces révélations posthumes, ou plutôt de ces réminiscences.

Mais voici le revers de la médaille. D'abord, le gouvernement français lui-même a fait publier les Massacres de juin 1848 du renégat Hippolyte Castille. C'est un soufflet pour les Thiers, Falloux, Marie, jules Favre, jules Simon, Pelletan, etc., bref les chefs de ce qu'on appelle en France l'Union libérale, ces vieux chiens infâmes, qui cherchent à escamoter les prochaines élections. [23]

Puis, ce fut le Parti socialiste, qui fit des ≪ révélations ≫ sur l'opposition et les démocrates républicains de vieille souche. Entre autres, Vermorel avec les Hommes de 1848 et l'Opposition. Vermorel est proudhonien.

Enfin, ce furent les blanquistes, avec G. Tridon: Gironde et Girondins.

C'est ainsi que l'histoire fait bouillir son chaudron de sorcière.

Quand en serons-nous là en Allemagne?

Comme vous allez le voir, la police française fonctionne bien: J'avais l'intention d'aller rendre visite à ma fille, au début de la semaine prochaine à Paris. Samedi dernier, un agent de police est venu demander à Lafargue si M. Marx était déjà arrivé: il avait une commission à lui faire. Nous voilà prévenus.

Mes meilleures salutations à votre chère femme et au petit François.

Votre K. M.

MARX À ENGELS

Londres, le 14 novembre 1868

Cher Fred,

... Les fantômes hantent Paris: l'affaire Baudin rappelle sérieusement le mouvement des banquets sous Louis-Philippe. [24] Seulement la Garde nationale fait défaut, et Bugeaud (dans la mesure où la violence intervient) est désormais prêt dès le premier jour, alors qu'en février 1848 l'armée est intervenue le dernier jour, et à un moment où il n'y avait plus de ministère, c'est-à-dire lorsqu'il n'y avait aucun gouvernement. D'ailleurs, il ne faut pas miser sur l'édification de barricades. Abstraction faite du banni Weber-Pyat, je ne vois pas comment une révolution pourrait réussir à Paris, à moins que l'armée se détache du pouvoir et le trahisse, ou qu'elle se fractionne *…

ENGELS A MARX

Manchester, le 20 novembre 1868

Cher Maure,

... Militairement parlant, les Parisiens n'ont pas la moindre chance de succès s'ils déclenchent la révolution maintenant. On ne se débarrasse pas si facilement du bonapartisme. Rien à faire sans révolte des militaires. A mon avis, il faut au moins que la garde mobile hésite entre le peuple et l'armée pour que l'on risque un coup. Il saute aux yeux que Bonaparte souhaite une telle tentative, mais les révolutionnaires seraient des ânes s'ils réalisaient ses vœux. Il y a en outre que les fusils: 10 peuvent être rendus très facilement inutilisables (enlever l'aiguille), et 20 même s'ils tombent entre les mains des insurgés, ne valent rien tant qu'on n'a pas les munitions spécifiques que l'on ne peut fabriquer soi-même, comme cela se faisait pour les cartouches d'antan. Même pourquoi devraient-ils déclencher un moment juste maintenant? La prolongation de cet état de choses nuit chaque jour davantage à Bonaparte, et puis il n'y a pas de raison déterminée de déclencher les choses. Bonaparte lui-même se garde bien de fournir une raison, les révolutionnaires seuls pouvant en avoir besoin...

MARX À ENGELS

Londres, le 14 décembre 1868

Cher Fred,

Samedi soir, nous avons reçu Ténot (≪ Paris ≫ et ≪ Provinces ≫) et les débats du procès Baudin. Je t'envoie aujourd'hui Ténot (≪Paris≫) et Baudin. Tu auras le Ténot (≪ Provinces ≫) d'ici quelques jours. Tu pourras rapporter le tout à l'occasion, étant donné qu'à part moi personne d'autre ici ne lit ces papiers.

Dans le ≪ Paris ≫ de Ténot - je n'ai pas encore lu ses ≪ Provinces≫ - je ne trouve pas grand-chose de neuf, hormis des détails. L'effet extraordinaire de sensation que ce livre a occasionné à Paris et même dans toute la France prouve un fait intéressant, à savoir que la génération qui a grandi sous Badinguet, [26] ne sait absolument rien de l'histoire du régime dans lequel elle vit. Tout le monde se frotte les yeux à présent, et tombe des nues. Si l'on veut comparer le petit avec le grand, ne peut-on dire qu'à notre manière la même chose s'est produite pour nous? En Allemagne, c'est maintenant une nouveauté que Lassalle n'est qu'un de nos satellites et qu'il n'a pas découvert la ≪ lutte des classes ≫.

Je ne trouve rien de marquant dans le discours de Gambetta, qui fait maintenant figure de lion en France. Sa façon de faire évoque de manière frappante celle de Michel de Bourges. Cette médiocrité s'est également fait connaître au grand public grâce à un procès politique. Quelques mois avant la révolution de Février, ce Michel avait déclaré qu'il était revenu de ses illusions démocratiques, étant donné que la ≪ démocratie ≫ se transformait toujours en ≪ démagogie≫. Naturellement, cela ne l'empêcha pas, après Février, de briller comme républicain de la veille (Fr.) et, nolens volens, de rendre de signalés services à Bonaparte, notamment dans l'affaire de la questure [27]. Il était également plus ou moins en liaison avec le républicain Plon-Plon *.

Je me suis littéralement délecté en suivant pas à pas les débats des républicains modérés qui siègent dans l'assemblée législative du 10e arrondissement [29]. Je ne crois pas que l'on puisse retrouver une pareille tragi-comédie dans toute l'histoire universelle, du moins dans une exécution aussi pure. Le Parlement de Francfort, et même celui de Stuttgart [30] n'étaient rien en comparaison. Seuls les Français savent mettre en scène des Assemblées ou des parlements croupions où ne siègent que des salauds... [31]

ENGELS À MARX

Manchester, le 11 février 1870

Cher Maure,

... C'est une bonne chose que Rochefort le bien nanti-ou Rushforth [**], comme l'appelle Lizzie fasse maintenant un séjour en prison [33]. La petite presse marche déjà bien, mais si elle supplantait tout le reste, je ne la trouverais plus à mon goût. Toute cette espèce de gens porte encore toujours en elle ses origines du bas-empire. Lorsque Rochefort prêche l'harmonie entre bourgeois et ouvriers, c'est proprement divertissant. D'autre part, les chefs ≪ sérieux ≫ du mouvement sont vraiment trop sérieux. C'est véritablement étrange. La provision de cerveaux, dont le prolétariat a bénéficié des autres classes, semble depuis lors totalement tarie, et cela dans tous les pays. Il semble que les ouvriers doivent désormais faire de plus en plus les choses eux-mêmes.

Que fait l'illustre Gaudissart [*] ? Je ne vois et n'entends absolument rien de lui. N'a-t-il pas repris ses affaires ?

Meilleures salutations.

Ton F. E.

MARX A ENGELS

Londres, le 18 mai 1870

Cher Fred,

... Les membres français de l'Internationale démontrent devant nos yeux au gouvernement français la différence qu'il y a entre une société politique secrète et une véritable association ouvrière. A peine a-t-il jeté en prison tous les membres des comités de Paris, Lyon, Rouen, Marseille, etc. (dont une partie s'est réfugiée en Suisse et en Belgique), que les journaux annoncent que des sections deux fois plus nombreuses les remplacent, en faisant les déclarations les plus insolentes et les plus provocantes (en prenant même soin d'indiquer leurs adresses privées) [35]. Le gouvernement français a enfin fait ce que nous désirions depuis si longtemps, à **savoir transformer la question politique: Empire ou République, en une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière [36] !**

En somme, le plébiscite donne à **l'Empire un coup fatal. Comme tant d'électeurs se sont déclarés pour l'Empire grâce** à **la formule constitutionnelle, Boustrapa croit pouvoir restaurer impunément l'Empire sans aucune formule, c'est-**à**-dire le régime**

de Décembre. D'après toutes les nouvelles personnelles, la société du 10 Décembre est entièrement restaurée et très active *.

Salut.

Ton K.M.

RAPPORT DES FORCES ET CONDITIONS PRÉALABLES

Effet de la guerre franco-prussienne

Retour à la table des matières

> ≪ Il ne fallut pas cinq semaines pour que s'écroulât tout l'édifice impérial, si longtemps admiré par les philistins d'Europe. La révolution du 4 septembre ne fit qu'en balayer les débris, et Bismarck, qui était entré en guerre pour fonder l'Empire de la Petite-Allemagne, se trouva un beau matin fondateur de la République française [38]. ≫ Fr. Engels, Rôle de la violence et de l'économie

dans l'instauration de l'Empire allemand moderne (op. cit., pp. 571-572).

MARX À ENGELS

Londres, le 20 juillet 1870

Cher Fred,

Ci-inclus la lettre de Kugelmann qui t'éclairera sur les mystères politiques de la guerre actuelle [39]. Il a raison de critiquer l'appel de l'Assemblée de Brunsvick, [40] dont je t'envoie plusieurs copies. Ci-joint aussi le Réveil. Tu y trouveras la première moitié de l'acte d'accusation dressé par la haute cour de Blois. Si on les compare aux Fenians, les conspirateurs français font piètre figure et se transforment sans aucune raison en mouchards [41]. Mais, l'éditorial du vieux Delescluze y est également intéressant. Bien qu'il soit en opposition au gouvernement, il exprime le

chauvinisme le plus effréné, car la France est le seul pays de l'idée (de l'idée qu'elle a d'elle-même!). Ces chauvins républicains enragent simplement parce que l'expression réelle de leur idole - Louis-Napoléon, le boursicoteur aux longues oreilles - ne correspond pas à l'idée qu'ils s'en font. Les Français ont besoin de recevoir une volée. Si les Prussiens gagnent, la centralisation du pouvoir d'État sera utile à la classe ouvrière allemande. Si l'Allemagne l'emporte, le centre de gravité du mouvement ouvrier européen se déplacera de France en Allemagne, et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays de 1866 à nos jours pour voir que, du point de vue de la théorie et de l'organisation, la classe ouvrière allemande est supérieure à la française. Son poids accru sur la scène mondiale signifiera aussi que notre théorie l'aura emporté sur celle de Proudhon, etc.

ENGELS À MARX

Manchester, le 22 juillet 1870

Cher Maure,

Bravo à Kugelmann! On voit que ses études lui ont profité. L'hypothèse qu'il envisage 23 est tout à fait dans l'esprit des acteurs, et elle explique tout. Mais si elle

est effectivement juste, le moins qu'on puisse dire, c'est que les événements prennent déjà un cours qui échappe à Bismarck. Ces messieurs ont manifestement réussi à susciter en Allemagne une guerre tout à fait nationale. Les nombreux tâtonnements dans la cession de territoires allemands - du Luxembourg par exemple - par quoi L. Bonaparte, selon sa coutume, voulait commencer par habituer le public à l'imminent fait accompli, ont eu un effet tout opposé sur le Michel allemand *. Manifestement, cette fois il s'est mis d'accord avec lui-même sur la nécessité d'en finir une fois pour toutes avec ce genre d'escroquerie. En conséquence, pour les deux armées et le vieux borné de Guillaume, il n'est pas possible de feindre une guerre, on ira au fond (Fr.).

Les hésitations et la subite modification des opérations françaises, initialement prévues, semble-t-il, pour le milieu de cette semaine, démontrent que Louis Bonaparte comprend qu'il s'est trompé dans ses calculs. L'intervention rapide des Allemands du Sud, puis la certitude qu'il aura affaire avec le peuple allemand lui-même ont déjà fait échouer l'attaque surprise de Mayence par un bombardement et une pointe lancée en direction de Wurzbourg avec des forces à moitié concentrées seulement. S'il persiste à vouloir attaquer, il devra le faire avec toutes ses forces. Or, cela exige encore du temps.

L'ordre n'a été donné que le 15 ou., 16 de former les quatrièmes bataillons de régiments, dont les cadres consistent en 4 compagnies de 3 bataillons de campagne par régiment. Or, il faut d'abord les élever à 6 ou 8 compagnies et les compléter par des réservistes. Le rappel des permissionnaires a eu lieu à Paris le 19 et 20 juillet, celui des premiers réservistes le 21 et 22 juillet, celui des autres demain. Les deux

premières catégories doivent d'abord arriver à leurs régiments pour que ceux-ci soient complets. En conséquence, l'ouverture de la campagne - abstraction faite d'escarmouches - est reportée au moins jusqu'au milieu de la semaine prochaine. Mais, alors, les Allemands peuvent être assez forts pour que Bonaparte juge nécessaire d'attendre la formation des quatrièmes bataillons, ce qui fait encore un délai de 8 à 15 jours. Et alors il est foutu.

Hier, un philistin allemand m'a raconté qu'il a voyagé samedi en Westphalie dans le train en compagnie d'un général prussien qui l'a pris pour un Anglais et avec lequel il a conversé en anglais. Le général dit: ≪ Certes, il est vrai que nous avons dix jours de retard, mais si, d'ici dix jours, vous n'apprenez pas que nous avons subi une grande défaite, alors nous aurons bientôt vos sympathies. ≫ A la question de savoir ce qu'il entendait par sympathies, il dit: ≪ Comme vous le savez, les sympathies des Anglais vont au vainqueur. ≫

La mobilisation a commencé en Allemagne du Nord le 16, en Bavière le 17. La réserve et l'infanterie de landwehr peuvent être prêtes d'ici huit jours, le reste sera prêt huit jours plus tard. Toute l'infanterie sera donc sur pied de guerre le 25, et tout sera prêt le 30. Or, comme les réservistes se présentent en masse sans même avoir été convoqués, l'armée de campagne sera prête avant cette date.

Sur le Rhin, il y a déjà, c'est sûr, les 7e, 8e, 11e et 12e corps d'année. La Garde a, elle aussi, quitté Berlin - comme me le dit Borchardt, qui est venu me rendre visite - pour la Bavière afin de passer sous le commandement du kronprinz Frédéric

Guillaume. Les armées de l'Est ont commencé hier à traverser Berlin. S'il attend dimanche ou lundi, Bonaparte pourra tout au plus occuper le Palatinat, mais ne pourra plus passer le Rhin, à moins d'une grosse erreur de l'adversaire. A partir de la fin de la semaine prochaine, les Allemands pourront attaquer et faire entrer en France une armée qui écrasera tout ce que Bonaparte lui opposera, même si le combat sera rude et plusieurs batailles nécessaires. Dans l'état de choses actuel, j'estime qu'un succès est impossible pour Bonaparte.

J'ai bien envie de faire chaque semaine deux articles sur la guerre pour la Pall Mall Gazette [43] contre un bon paiement comptant. J'en préparerai un premier sur l'organisation militaire à titre d'essai, il faudrait en tirer de 3 à 4 guinées, le Guardian m'en donnait deux autrefois. Si tu peux régler cette affaire demain, fais-le-moi savoir aussitôt. Aller au Quartier général prussien comme correspondant de guerre n'irait pas sans anicroche, dont le moindre n'est pas le policier Stieber. Quoi qu'il en soit, j'y aurais une vue moins critique.

Les coupures de journaux ci-incluses te renseigneront sur ce que nous avons fait ici. Le compte rendu du Guardian a été fait par nous-mêmes, et tu peux voir ce qu'en a fait un plumitif dans le Courrier: de quoi mourir de rire. C'est certainement la première fois que des ouvriers français ont été applaudis à tout rompre par des philistins et commerçants allemands.

Je viens d'écrire à Dupont, que je pense rencontrer ce soir.

Où veux-tu aller à la mer? Il n'y a rien sur la côte orientale, au Sud de Humber. Au Nord, il y a Scarborough qui est cher et très couru, ainsi que Bridlington Quay. Si tu te décides pour cette dernière ville, nous pourrions nous y retrouver. Je t'envoie les 40 livres sterling dès que tu voudras.

J'aimerais que cette damnée panique cesse, car je dois vendre des actions.

J'ai encore été obligé de supporter Roesler.

L'ultime numéro du Volksstaat de Liebknecht ne m'est pas encore parvenu. C'est embêtant, juste en ce moment.

Meilleures salutations à Lizzie et à vous tous.

Ton F. E.

Ci-inclus je te retourne la lettre de Kugelmann.

J'ai lu que Bonaparte flirte maintenant avec la Marseillaise, et la noble Thérèse [Emma Valadon] la chante tous les soirs avec sa grosse voix de sapeur (Fr.). La

Marseillaise, dans la bouche de Thérèse, c'est l'image directe du bonapartisme. Cela vous soulève le cœur !

MARX À ENGELS

Londres, le 28 juillet 1870

Cher Fred,

J'ai tout de suite envoyé ton article au directeur de la Pall Mall Gazette (F. Greenwood), en lui demandant de me le retourner aussitôt s'il ne veut pas le publier. Dans ce cas, je ne doute pas un instant que je trouverai à le caser au Times ou Daily News.

Par le truchement d'Eccarius, le Times nous avait donné l'assurance qu'il publierait notre (Première) Adresse internationale. Mais, il n'en a rien été, sans doute à la suite d'une intervention russe. Après cela (lundi dernier), j'envoyai aussitôt l'Adresse à la

Pall Mall en même temps que j'écrivai à son directeur pour la correspondance militaire, après avoir obtenu l'accord de son correspondant de guerre (Thieblin, actuellement au Luxembourg). Pas de réponse. L'Adresse, elle aussi, n'a pas été publiée. A la suite de tout cela, j'ai envoyé une lettre très sèche au directeur de la Pall Mall, en ne parlant que de la correspondance de guerre et en y joignant ton article. Autrement dit, je lui ai demandé carrément si oui ou non?

Le Conseil général a décidé, mardi dernier, de tirer l'Adresse à 1000 exemplaires. J'en attends aujourd'hui les épreuves.

Le chant de la Marseillaise en France n'est qu'une parodie, comme tout le Second Empire. Mais, du moins, l'animal * sent-il à présent qu'il ne réussira pas son coup avec sa rengaine ≪ Partons pour la Syrie! ≫ [45] En revanche, de tels trucs ne sont pas nécessaires en Prusse: la Marseillaise allemande, c'est ≪ Jésus, ma foi et mon salut ≫, chanté par Guillaume 1er, ayant Bismarck à sa droite, et Stieber le policier à sa gauche. Tout comme en 1812, etc., le philistin allemand semble littéralement séduit et ravi: ne peut-il pas donner libre cours, sans retenue aucune, à sa servilité innée. Qui aurait pu penser que, 22 ans après 1848, une guerre nationale aurait une telle expression théorique en Allemagne !

Heureusement, toutes ces manifestations partent de la classe moyenne. La classe ouvrière - à l'exception des partisans les plus immédiats de Schweitzer - n'y participe aucunement. Heureusement, la guerre des classes dans les deux pays - France et Allemagne - est assez développée pour qu'aucune guerre extérieure ne puisse faire

tourner sérieusement en arrière la roue de l'histoire.

En faisant publier (par le Times) l'affaire de la convention (sur la Belgique), Bismarck s'est surpassé [46]. La gent respectable de Londres elle-même n'ose plus parler maintenant de l'honnêteté de la Prusse: Macaire et Ciel Au reste, je me souviens d'avoir lu, peu avant 1866, que le journal du digne Brass [Norddeutsche Allgemeine Zeitung] dénonçait la Belgique comme un ≪ nid de jacobins≫ et recommandait son annexion à la France. Enfin, l'indignation morale de John Bull n'est pas moins comique. le droit des traités! Au diable! depuis que Palmerston a élevé à la hauteur d'une maxime de l'État anglais le fait que signer une convention n'était pas du tout s'engager à respecter sa signature, et que l'Angleterre a toujours agi de la sorte depuis 1830 ! De tous côtés, il n'y a que guerres et ignominies!

La Kreuz-Zeitung en a de bonnes: demander à l'Angleterre de ne plus fournir de charbon à la France, autrement dit: dénoncer l'accord commercial franco-anglais de 1860, voire déclarer la guerre aux Français. De fait, à l'époque, l'opposition anglaise fit valoir avec force à Palmerston que le charbon pouvait être une marchandise de-guerre, mais il se débarrassa d'elle au moyen de quelques mauvaises plaisanteries. Ce point n'a donc pas été négligé, lors de la conclusion de l'accord. Urquhart l'attaqua avec violence pendant les négociations. Bref, si l'Angleterre ne déclare pas de prime abord (Fr.) la guerre à la France, elle est obligée de lui fournir le charbon. Toutefois, s'il y avait une telle déclaration de guerre, les choses pourraient s'envenimer gravement entre les pouvoirs établis et le prolétariat de Londres. L'état d'esprit des ouvriers est décidément hostile ici à une semblable action d'éclat de l'État. *

J'ai eu finalement une lettre, ci-incluse, des Russes de Genève. Renvoie-la-moi rapidement, mettons lundi prochain, car je dois y répondre.

En parcourant la lettre ci-jointe de E. Oswald - Urquhartite, mais relativement rationalisé à la manière continentale - tu verras que l'on veut également agir du côté démocratique. [48] Je lui ai répondu que j'avais déjà signé l'Adresse de l'Internationale, qui - pour autant qu'elle est purement politique - développe en substance le même point de vue. Il insiste dans ses lettres d'hier et d'aujourd'hui pour que je me rende au meeting tenu à son domicile (il habite tout près de chez moi). Il m'envoie aussi un passage d'une lettre de L. Blanc. Mais, pour l'heure, cela m'est impossible. Qui peut me garantir que là où se trouve Louis Blanc il n'y ait pas aussi Karl Blind?

Je vais tout de suite chez Smith pour trouver à te loger.

Salut.

Ton K. M.

ENGELS À MARX

Manchester, le 31 juillet 1870

Cher Maure,

Tu trouveras ci-inclus le plan de campagne prussien [49]. Je te prie de prendre tout de suite un fiacre pour l'apporter à la Pall Mall, afin qu'il puisse paraître lundi soir. Il procurera une très grande réputation à là Pall Mall et à moi. Mardi, les opérations seront peut-être si avancées que n'importe quel âne y verra clair. J'ignore si mon second article a été publié samedi, étant donné que la Pall Mall n'est pas arrivée aujourd'hui dans les clubs. Le présent état de choses montre qu'il n'est vraiment pas facile de deviner quel est le plan de la campagne. Ce qui fut décisif

pour moi, ce fut la nouvelle qu'un cousin de Gumpert - commandant une compagnie du 77e régiment qui forme l'avant-garde du VIIe corps d'armée - a quitté Aix-la-Chapelle le 27 juillet pour Trèves. Dès lors tout est devenu clair pour moi.

Par ailleurs, il est nécessaire que tu conviennes avec Greenwood que je lui envoie directement les articles, afin qu'ils puissent paraître le jour même. Toute perte de temps est désormais fatale à ce genre d'article. Je pense t'envoyer en moyenne deux articles par semaine, dans des cas urgents davantage, dans des périodes d'accalmie moins, voire un seul. Dans l'intervalle, peut-être de brèves informations, utilisables à l'occasion.

Certes, nous sommes de plus en plus blâmables de faire la guerre sous les ordres de Guillaume. Cependant, il est utile qu'il se rende aussi complètement ridicule avec sa mission divine et son policier Stieber, sans lequel l'unité allemande ne verrait pas la lumière, Le journal conservateur Courrier a publié samedi l'Adresse de l'Internationale; à un moment différent, d'autres journaux l'eussent imité, mais c'était le jour des annonces du samedi. L'Adresse apprendra à toutes les classes du peuple que les ouvriers ont dorénavant, eux aussi, leur propre politique étrangère. Elle est excellente, et le Times l'a sans doute refusée uniquement sous la pression des Russes. Les gouvernements tout comme la bourgeoisie, seront bien étonnés, lorsque, après la guerre, les ouvriers reprendront tranquillement leur action interrompue, comme si rien ne s'était passé.

Je mise chaque jour davantage sur les chances militaires des Allemands. Nous

avons vraiment remporté le premier engagement sérieux. Les Français ne semblent pas du tout savoir quelle arme représentent les fusils se chargeant par la culasse.

Le Jeu prévu par Moltke est osé. D'après mes calculs, il n'aura pas achevé de concentrer ses troupes avant mardi ou mercredi. D'Aix-la-Chapelle à la frontière, il y a environ vingt mille allemands, soit 4 à 5 grandes marches, pénibles par ces chaleurs. Il sera donc difficile au VIIe corps de se trouver au complet sur la Sarre avant demain. Or, c'est aujourd'hui peut-être déjà la bataille décisive. Quoi qu'il en soit, tout est si strictement combiné que 24 heures de plus ou de moins ont une importance extraordinaire. La véritable bataille se déroulera sans doute sur la Sarre, entre Merzig et Sarrebruck. [50]

C'est une bonne chose que les Français aient fait la première attaque en territoire allemand. Si les Allemands attaquent l'adversaire après avoir repoussé l'invasion, cela ne fera pas le même effet en France que s'ils pénètrent en France sans avoir été eux-mêmes envahis au préalable. Cela donnera, du côté français, un aspect plus bonapartiste à la guerre.

Le succès final des Allemands ne fait absolument aucun doute pour moi: le plan de Moltke trahit qu'il a la certitude absolue d'entrer en scène avec une supériorité écrasante dès la première bataille. Nous saurons sans doute mardi soir déjà si ses calculs sont justes. Moltke fait trop ses plans, sans tenir compte des interventions de Guillaume.

Plus le philistin allemand se prosternera devant son Guillaume, qui, lui, se confie à Dieu et rampe devant le Très-Haut, plus il sera effronté vis-à-vis de la France. Le vieux vacarme fait autour de l'Alsace et de la Lorraine a déjà repris avec vigueur, et nous trouvons en tête la Gazette d'Augsbourg. Mais les paysans lorrains sauront faire sentir aux Prussiens que les choses ne vont pas aussi simplement.

Pour ce qui est du traité, tu as tout à fait raison. Les gens ne sont pas aussi bêtes que Bismarck se le figure. L'affaire a du bon en ce sens qu'elle fera apparaître au grand jour toute cette salade, et qu'alors c'en est fini des combinaisons entre Bismarck et Bonaparte. 23

Dans toute l'affaire de la neutralité, y compris le charbon, les Allemands ont un comportement puéril, comme tout au long de leur histoire. De tels problèmes ne se sont jamais encore posés à ce peuple. Qui les aurait jamais soulevés?

Je te renvoie la lettre des Russes. Un Russe reste un Russe. Quelle affaire: six Russes se chamaillent entre eux, comme si le sort du monde en dépendait. Et l'on n'y trouve toujours pas d'accusations contre Bakounine, mais seulement des pleurnicheries sur les dissensions en Suisse. De toute façon, nos partisans semblent être honnêtes, pour autant qu'un Russe peut l'être; pour ma part, je serais prudent avec eux. Pour l'heure, c'est une bonne chose d'être au courant de tous les ragots: cela ne fait-il pas partie de la diplomatie du prolétariat?

C'est à cause de la poste que le Volksstaat me parvient très irrégulièrement. Le numéro du 23 portait la date du 19 sur le tampon de la poste: voilà comment ces gaillards trafiquent le courrier. De nombreux numéros n'arrivent pas du tout. Dans ses deux derniers numéros, Wilhelm Liebknecht ne s'est pas montré trop actif dans la bêtise: il s'est retiré derrière le mot d'ordre de la fraternisation des ouvriers allemands et français.

Schorlemmer a deux frères dans la division de Hesse, des sous-officiers en service d'un an.

Je n'ai aucune nouvelle de Smith. Je te remercie bien pour ce que tu as fait. Si je n'ai pas de nouvelles cette semaine, j'écrirai à Smith sur un ton plus rude. Quelle mouche a piqué ce propriétaire d'aller faire une enquête sur moi jusqu'à Manchester! S'il en avait chargé son banquier, il aurait eu toutes les informations en trois jours. Il doit se prendre pour un homme d'affaires, l'animal!

Meilleures salutations à vous tous. Le genou de Lizzie va un peu mieux.

Ton F. E.

ENGELS À MARX

Manchester, le 3 août 1870

Cher Maure,

Ci-inclus: W/286.721, Manchester, 20 juin 1869: 20 £; W/277.454, Manchester, 23 janvier 1869: 20 £ et S/11 13.062, Liverpool, 17 mai 1869: 5 £ à titre de souscription de Moore à l'Internationale. Tu recevras la mienne au début de septembre, car je manque plutôt d'argent liquide en ce moment, et j'attends des rentrées d'argent. Je devrai vendre des actions, car j'ai des dépenses à faire. Qu'en penses-tu? Dois-je attendre encore un peu, ou faut-il m'exécuter? Je peux encore vendre sans perte.

Je me réjouis de ce que les Français aient attaqué et occupé Sarrebruck (qui n'était tenue que par un bataillon, quatre escadrons et sans doute un peu d'artillerie). D'abord pour des raisons morales. Ensuite, parce que, dans la première bataille, les Allemands se battront en position défensive, et la défensive est fortement renforcée par les fusils se chargeant par la culasse. Comme, selon mes calculs, les Allemands se trouvent en formation stratégique dès hier soir, je pense que la bataille -dont les premiers engagements locaux commencent probablement aujourd'hui - se déclenchera sans doute demain sur la ligne Ottweiler-Neunkirchen-Hombourg:

l'armée de Frédéric-Charles et celle du kronprinz tiendront la ligne frontale, et Steinmetz attaquera le flanc (gauche) des Français. Ou l'inverse.

C'est idiot que Greenwood n'ait publié l'article qu'hier soir, alors qu'une série de confirmations était déjà arrivée. En outre, il a bêtement modifié la terminologie employée, révélant qu'il n'avait pas la moindre idée du jargon militaire. Cependant, l'article a déjà produit son effet. Le Times a publié aujourd'hui un éditorial démarquant tout à fait mes deux articles 2 et 3. J'envoie une déclaration à Greewood a ce propos. [51]

Tu aurais dû recevoir l'argent dès hier, mais ta lettre ne m'est arrivée que par le second courrier, et je ne l'ai eue que vers 4 heures.

Ton affaire avec Blind est assez amusante. Ton Oswald est-il l'un de ceux que j'ai connu en Bade en 1849 ? Il y en avait trois de ce nom.

Il subsiste toujours un certain risque que les Français ne tombent sur les Allemands alors qu'ils sont encore engagés dans les mouvements d'alignement. Si le noble Bonaparte avait livré bataille vendredi, peut-être serait-il encore arrivé jusqu'au Rhin. Mais mardi l'alignement devrait être achevé. La meilleure chance d'offensive lui a échappé par sa propre faute, autrement dit par celle du bas empire, de la gabegie dans l'intendance militaire, qui lui a fait perdre cinq jours et l'a probablement obligé à se présenter aujourd'hui avec une armée qui n'est pas encore

tout à fait prête.

Si, contre toute attente, les Allemands devaient perdre cette première bataille, d'ici 4 semaines ils pourraient de nouveau être plus forts qu'aujourd'hui: la ligne du Rhin protège les Allemands d'une défaite complète, mais aucun obstacle ne protège les Français,

Accuse réception dès que tu auras touché l'argent; il arrive que des lettres recommandées se perdent. Meilleures salutations à vous tous.

Ton F. E.

MARX À ENGELS

Londres, le 3 août 1870

Cher Fred,

A l'instant - 7 heures du soir - le pauvre Oswald m'a quitté; bien que l'heure de la poste soit passée, je te raconte la chose maintenant, car je risque fort d'être empêché de le faire demain.

Celui qui a accompagné Blind est le prof. Goldstucker, un libéral national de toujours. Les choses s'envenimèrent bientôt. L'ex-étudiant Blind alla jusqu'à mentir: le Dr Jacoby serait de son côté (cela dit pour les Français de l'assistance). Lorsque ceux-ci s'en allèrent, il laissa entendre, non pas ouvertement, mais par insinuations, qu'Oswald était ≪ vendu≫ à Bonaparte.

Cela fit sortir de ses gongs le pauvre Oswald, qui vint me voir. Je devais signer, pour le soutenir. Autrement sa position à Londres se trouverait gravement compromise. Il portait sur lui l'Adresse imprimée (sur épreuves). D'abord, je lui ai répété tout ce que je lui avais déjà dit. Ensuite, je lus le papier -faible et verbeux - qui, par courtoisie vis-à-vis de ses amis français, ne parlait même pas du caractère défensif de la guerre du côté de l'Allemagne (je ne dis même pas: de la Prusse).

Je lui proposai de laisser tomber toute cette affaire, puisque de toute façon son effet ne sera pas ≪ si considérable ≫, puisque la classe ouvrière seule constitue une véritable force active de résistance contre les duperies nationales, ainsi que je le lui avais déjà expliqué en réponse à sa lettre.

Il rétorqua d'abord qu'un certain nombre de Français avaient déjà signé et Louis Blanc a déclaré qu'il voulait y adhérer (par quoi il entendait qu'il n'avait pas participé à la rédaction de l'Adresse). Ensuite, que s'il ne la publiait pas, Blind écrirait à tous les journaux allemands qu'il avait réussi à empêcher la publication de cette adresse de caractère hautement antinational et défaitiste. Bref, il valait mieux la publier.

Le second argument est juste. Je dois avouer que le pauvre garçon me faisait de la peine. Je lui posais donc l'ultimatum suivant:

Je voulais bien adhérer (à la manière de Louis Blanc) à deux conditions:

1º que l'on accompagne ma signature de la remarque suivante: ≪ J'adhère à la présente adresse pour autant que ses grandes lignes coïncident avec celles du manifeste lancé par le Conseil général de l'Association Internationale des travailleurs ≫.

2º que l'on y insère - même sous une forme modeste et diplomatique - l'affirmation selon laquelle la guerre a un caractère défensif du côté allemand.

Il accepta ces conditions. Demain vers 5 h., il y a une nouvelle réunion chez lui, et j'y assisterai.

Il demanda encore: Est-ce qu'Engels ne signerait pas, avec les mêmes réserves?

Je lui répondis qu'il s'agissait d'une Adresse londonienne. Je signe sous condition, par pure courtoisie à son égard et tout à fait contre mon esprit critique. Je ne vois absolument pas pourquoi tu te compromettrais de surcroît, parce que Oswald a eu le tort de vouloir mêler à cette affaire l'ex-étudiant Blind. Les choses en sont restées là.

Au reste, dans une lettre toute récente, j'avais signalé à Oswald une autre manœuvre de Blind. En effet, j'avais lu dans Rappel, une correspondance (par exception, intelligente) de Francfort, dans laquelle l'auteur se révèle trop anti-chauviniste pour être un Français. Toutefois, il observe contre les Allemands: la Gazette de Francfort a publié une correspondance de Londres, selon laquelle ≪ les républicains français ont invité tous les républicains allemands connus afin d'élever une protestation commune contre cette guerre napoléonienne, mais que les républicains allemands ont refusé parce que la guerre est défensive du côté allemand. ≫ Il s'agit d'une manœuvre de l'ex-étudiant, qui écrit toujours sur et pour K. Blind et ses exploits. [52]

L'administration de la Pall Mall m'a envoyé hier un chèque de 2 guinées et demi pour le premier article (de juillet) sur la guerre, en faisant observer que ses correspondants sont toujours payés à la fin du mois. La branche la plus jeune de la famille Marx, consistant en la féroce fille et l'illustre Williams, [53] a aussitôt déclaré

qu' ≪ elle se saisirait de ce premier butin de guerre qui lui revient tout naturellement ≫. Si tu veux protester, il faut le faire de manière énergique auprès de ces ≪ puissances neutres ≫. Ci-joint une coupure de la Pall Mall, qui proteste contre les plagiats du Times. Si la guerre dure un certain temps, tu seras reconnu comme la première autorité militaire de Londres.

En dépit de tous ses côtés négatifs, la Pall Mall a deux avantages:

1º C'est le seul journal respectable qui fasse une certaine opposition contre la Russie.

2º Comme journal des gentlemen par excellence, il donne le ton dans tous les clubs, et surtout dans les clubs militaires.

3º C'est la seule feuille non vénale de Londres.

A propos: achète le dernier London Illustrated News, simplement pour le portrait du filou Brunnow: sa face incarne la diplomatie russe.

Soit dit en passant : Disraëli en vient à invoquer la ridicule garantie de la Saxe prussienne au bénéfice de la Prusse en vertu de l'alliance anglo-russe (il oublie

seulement que l'autonomie de la Pologne était la condition de cette garantie de la part de l'Angleterre). Ce n'est toutefois qu'un ballon d'essai. Mais, effectivement, c'est aussi le plan de Gladstone: l'alliance anglo-russe. Les membres anglais de l'Internationale doivent intervenir énergiquement sur ce point. J'enverrai à ce sujet une lettre au Conseil pour la réunion de mardi prochain.

Salut.

Ton K. M.

ENGELS À MARX

Manchester, le 5 août 1870

Cher Maure,

En toute hâte. La provision est honnêtement méritée.

Que dis-tu de nos soldats, qui s'emparent à la baïonnette d'une position fortifiée contre mitrailleuses et fusils à chargement par la culasse. Des braves! Je te parie que demain Bonaparte fabriquera une victoire pour faire oublier l'événement.

Si cela peut t'arranger et si le temps le permet encore, tu peux mettre mon nom sous l'Adresse d'Oswald, avec les mêmes réserves.

Greenwood m'écrit aujourd'hui très courtoisement. Je peux lui envoyer autant d'articles que je veux. C'est ce qui lui arrivera.

Meilleures salutations.

Ton F. E.

Demain ou dimanche, c'est la bataille principale; maintenant tout près de la frontière de Lorraine, probablement. [54]

MARX À ENGELS

Londres, le 8 août 1870

Cher Fred,

Ayant été retenu par les affaires de l'Internationale, je ne partirai que demain, mais non pour Brighton mais Ramsgate, car, selon des informations que je viens de recevoir, il fait trop chaud dans la première de ces deux villes, sans parler de ce qu'Arnold Winkelried Ruge hante les lieux.

L'Empire, c'est-à-dire l'Empire allemand, est réalisé. D'une façon ou d'une autre, ni par la voie que nous avions voulue, ni de la manière que nous avions imaginée. Il semble que les manigances du second Empire aient abouti finalement à réaliser les buts ≪ nationaux ≫ de 1848, en Hongrie, Italie et Allemagne ! [55] J'imagine que ce mouvement ne trouvera son terme qu'au moment où un conflit éclatera entre les Prussiens et les Russes. [56] Les journaux du parti moscovite (j'en ai vu divers exemplaires chez Borkheim) s'en sont pris au gouvernement russe pour son attitude amicale à l'égard de la Prusse avec la même violence qu'en 1866 la presse française a attaqué Bonaparte, dans le sens de Thiers, à cause de son flirt avec la Prusse. Seuls le tsar Alexandre II, le parti germano-russe et l'officiel journal de Saint-Pétersbourg sonnèrent la charge contre la France, mais ils ne s'attendaient pas à un succès

germano-prussien aussi décisif. Comme Bonaparte en 1866, ils croyaient que les puissances belligérantes s'affaibliraient mutuellement au cours d'une longue lutte, de sorte que la sainte Russie pourrait intervenir souverainement, comme arbitre suprême.

Mais voilà! Si Alexandre ne souhaite pas être empoisonné, il doit faire quelque chose pour calmer le parti national. Le prestige de la Russie est manifestement plus ≪ atteint ≫ par un Empire germano-prussien, que le prestige du second Empire ne le fut par la Confédération de l'Allemagne du Nord. [57]

La Russie manigancera donc avec la Prusse pour obtenir des concessions du côté turc, exactement comme Bonaparte l'a fait, de 1866 à 1870, et tous ces marchandages finiront par une guerre entre les trafiqueurs, malgré la religion russe des Hohenzollern. L'Allemand moyen - si bête soit-il et si gonflé soit-il par le sentiment national tout récent - ne pourra pas facilement se laisser pressurer au service de la Russie, dès lors qu'il ne subsiste plus la moindre raison, voire le moindre prétexte pour le faire, et ce d'autant qu'on ne peut plus désormais lui faire accroire qu'il doit tolérer n'importe quoi pour obtenir l'unité allemande. Qui vivra verra! Si notre beau Guillaume vit encore quelque temps, nous pouvons nous attendre à ce qu'il fasse sa proclamation aux Polonais. [58] Comme le dit le vieux Carlyle, lorsque Dieu veut faire quelque chose de particulièrement grand, il choisit toujours les hommes les plus bêtes.

Mais, c'est la situation de la France elle-même qui me donne les plus vives

inquiétudes en ce moment. La prochaine grande bataille ne pourra pas ne pas s'achever autrement que par une défaite française. Et alors? Si l'armée battue se retire sur Paris sous la direction de Bonaparte, ce sera la paix la plus humiliante pour la France, et peut-être la restauration des Orléans. Si une révolution éclatait à Paris, on peut se demander si elle aurait les moyens et les chefs pour opposer une résistance sérieuse aux Prussien? On ne peut se dissimuler que les vingt années de farce bonapartiste ont créé une démoralisation profonde. On peut difficilement compter sur le seul héroïsme révolutionnaire. Qu'en penses-tu?

Je ne comprends rien à l'aspect militaire, mais il me semble que rarement une campagne ait été menée avec autant de laisser-aller, de gabegie et de médiocrité que celle de Badinguet. En outre, quel beau spectacle que l'inauguration mélodramatique de la Porte Saint-Martin du bas Empire, le père se tenant avec son fils derrière un canon; quelle infamie, si l'on relie cette ≪ oeuvre sublime ≫ au bombardement de Sarrebruck! C'est tout à fait caractéristique.

Au conseil de guerre improvisé à Metz, Mac-Mahon insista pour que l'on mène des opérations rapides, mais Lebœuf fut d'un avis contraire.

A propos: une lettre de Vienne (du cousin d'Eccarius, âgé de 72 ans), nous apprend que Bismarck s'est rendu en cachette dans cette ville.

Tout à fait dans le même esprit de bas Empire, cette guerre, son intendance et sa

diplomatie s'effectuent suivant la formule: s'escroquer et se mentir mutuellement, si bien qu'en France tout le monde - du ministre au citoyen, du maréchal au simple soldat, de l'Empereur à son cireur de bottes - est profondément consterné sitôt que le feu du canon lui apprend le véritable état de choses.

Mr John Stuart Mill a fait de grands éloges de notre Adresse. En général, elle a eu un grand effet à Londres. Entre autres, dans une lettre, la philistine Société de la Paix de Cobden a offert de la diffuser.

A propos de l'Adresse d'Oswald, je me suis prévalu de ton autorisation; en fait, il me déplaisait d'y figurer sans ≪ toi ≫. Naturellement, tirée ainsi en longueur, l'Adresse devient encore plus bête. Mais, cela nous est égal, puisque nous n'y souscrivons que pour les idées générales, etc. et que dans la mesure où, etc. Malgré le ridicule, il n'est pas possible de nous retirer maintenant, car Louis Blanc et Cie croirait que nous le faisons à cause des victoires prussiennes.

A propos: il y a huit jours, le vieux Ruge a écrit à Oswald qu'il ne pouvait pas signer. Pourquoi? Farce qu' ≪ il est persuadé que les Prussiens proclameront la République française à Paris ≫. [59] On reconnaît, dans toute sa splendeur, ce vieil animal toujours aussi constructif que confus.

Ci-inclus quelque chose du prophète Urquhart.

Salut.

Ton K. M.

ENGELS À MARX

Manchester, le 10 août 1870

Cher Maure,

C'est aujourd'hui le 10 août. Les Parisiens l'auraient-il oublié? [60] D'après la Pall Mall de ce soir, il semblerait que non. Le bas Empire semble partir comme en un pet. Badinguet abdique la direction de l'armée et doit la confier à Bazaine (!!), qui, n'ayant pas encore été battu, est son meilleur homme. Mais, cela signifie pratiquement qu'il abdique tout. La révolution en sera rendue très facile à ceux qui la feront: tout se désagrège tout seul, comme on pouvait s'y attendre. Les quelques jours qui viennent en décideront sûrement.

Je crois que les Orléanistes - sans l'armée - ne sont pas assez forts pour tenter tout de suite une restauration. Étant maintenant l'unique dynastie possible, ils préféreront sans doute un interrègne républicain. Dans ce cas, n'est-ce pas l'ex-Marseillaise qui viendrait au pouvoir?

Je crois que, face a une République, les Prussiens acquiesceraient à une paix relativement honorable. Ils n'ont pas intérêt à susciter un nouveau 1793-1794. Tout le discours du trône de Guillaume laissait entendre qu'on spécule sur une révolution et qu'on ne veut pas pousser les choses à l'extrême. En revanche, une rage nationale s'est emparée de l'Allemagne, et tout le monde réclame à cor et à cri l'Alsace et la Lorraine. Toutefois, on ne peut compter sur Guillaume. Mais, pour le moment, je crois encore qu'ils se contenteront de moins. La France y perdra sans doute un peu de son territoire. Pour que se reproduise l'élan de 1793, et de manière efficace, il faudrait les ennemis de 1793 et aussi, comme tu le dis justement, des Français un peu différents de ceux qui sortent du bas Empire.

Je pense, du reste, que les Prussiens ont déjà commencé des tractations avec les Orléans.

Il me semble que la visite de Bismarck à Vienne n'est qu'une rumeur de la Bourse. Vienne est très forte en la matière.

Ce que tu dis des Russes est tout à fait mon avis. Et il ne faudra pas beaucoup de

temps pour y arriver. Je suis convaincu que, pour cette raison, Bismarck voudra se ménager d'emblée les Français. [61]

Sur la stratégie de Badinguet, j'ai fait hier un éditorial, et ce soir un article dans la Pall Mall. Depuis j'ai découvert qu'il a fait de nouvelles bêtises. Le 7e corps de Félix Douay n'a été déplacé que très lentement de Belfort à Altkirch, le 1er août. Or, comme la ligne de Strasbourg-Nancy a été occupée par les Allemands près de Saverne, il devra passer par Vesoul et Chaumont pour rejoindre Metz ou Châlons. On n'a jamais vu de gâchis pareil. Excellent que ce soient justement les Allemands qui démasquent d'un coup toute cette imposture!

Les lettres du capitaine Jeannerod que le Temps publie depuis dimanche, montrent quelle est l'idée que l'armée française s'est faite de son adversaire. Ce brave capitaine a été fait prisonnier à Sarrebruck et a vu le 8e corps (rhénan). Son étonnement prête à rire. La seule vue du camp prussien lui a fait une impression énorme: ≪Une belle et bonne armée, une nation fortement organisée pour la guerre ≫, c'est ce qui ressort de tout ce que l'on voit, et jusqu'au sous-officier prussien, dont ≪ la valeur morale est malheureusement digne d'être enviée par nous ≫ (Fr.). Et c'est l'un des plus intelligents, qui sait bien parler l'allemand. En outre, il reconnaît que les Prussiens tirent bien mieux au fusil que les Français.

Les Allemands ont maintenant 1/4 de million de soldats sous les armes, si bien que même 100 000 - 200 000 Italiens (= à la moitié des Français) ne représentent qu'une faible différence.. L'Autriche, si elle bouge, risque une révolution à Vienne. La Russie

se tiendra probablement tranquille jusqu'à la conclusion de la paix ou l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire à Paris, puisque ce sont là des faits qui ne se prêtent pas à ses intrigues. Tout le monde se garde bien d'exciter la rage dans laquelle se trouve actuellement le Michel allemand. Mais, tu vois combien j'avais raison de voir dans cette organisation militaire prussienne une force tout à fait gigantesque qui, en cas d'une guerre nationale comme l'actuelle, est absolument invincible.

Officiellement, on parle désormais de la 1re, 2e, 3e armée allemande.

Je vais retourner à l'institut Schiller pour prendre connaissance des derniers télégrammes. Meilleures salutations à vous tous.

Ton F. E.

MARX À ENGELS

Ramsgate, le 15 août 1870

Cher Fred,

Tu liras dans le Daily News - et reproduit dans la Pall Mall d'aujourd'hui - qu'un éminent écrivain vient de lancer un pamphlet anglais en faveur de l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne.

L'éminent homme de lettres qui a réussi à insérer lui-même cette nouvelle dans le Daily News, n'est naturellement personne d'autre que l'ex-étudiant Karl Blind. Cette misérable fripouille peut faire beaucoup de mal en ce moment avec ses intrigues dans la presse anglaise.

Comme tu as maintenant des rapports avec la Pall Mall, il faut que tu prennes note de cet animal afin de l'étriller sérieusement, sitôt qu'il lancera son pamphlet.

Soit dit entre nous, les Prussiens pourraient faire un grand coup diplomatique, sans réclamer pour eux le moindre pouce de territoire français, s'ils demandaient que la Savoie et Nice soient restituées à l'Italie et que la bande de territoire neutralisée par les accords de 1815 soit rendue à la Suisse. [62] Personne n'aurait rien à y objecter. Mais ce n'est pas à nous de donner des conseils pour des échanges de territoires.

Toute la famille s'amuse royalement ici. Tussy et la petite Jenny ne veulent pas quitter la mer et se font de belles réserves de force et de santé. En revanche, je reste plus ou moins immobilisé à cause de rhumatismes et d'insomnies.

Salut.

Ton K. M.

ENGELS À MARX

Manchester, le 15 août 1870

Cher Maure,

Après avoir souffert durant trois jours de violents maux de ventre, avec des poussées de fièvre, je vois que même une lente amélioration ne me procure pas beaucoup de plaisir à m'étendre sur la politique de Liebknecht. Comme il te faut tout de même cette salade, la Voici. [63]

J'ignore dans quelle mesure le très faible Bracke s'est laissé entraîner par l'enthousiasme national et comme en 15 jours j'ai reçu tout au plus un numéro du Volksstaat, je ne suis pas en mesure de juger le Comité sur ce point, sauf à partir de la lettre de Bonhorst à Wilhelm [Liebknecht], qui est plutôt réservée, mais révèle des incertitudes théoriques. Par contraste, l'assurance bornée et l'invocation pédante des principes de la part de Liebknecht font, bien sûr, meilleur effet, comme nous le savons tous.

Il me semble que les choses se présentent comme suit: l'Allemagne a été entraînée par Badinguet dans une guerre pour son existence nationale. Si elle succombait, le bonapartisme serait consolidé pour longtemps, et l'Allemagne serait fichue pour des années, voire des générations. Il ne pourrait plus être question d'un mouvement ouvrier indépendant en Allemagne, la revendication de l'existence nationale absorbant toutes les énergies. Les ouvriers allemands seraient pris en remorque, dans le meilleur des cas, par les ouvriers français.

Si l'Allemagne triomphait, le bonapartisme français serait fichu en toute occurrence; les sempiternelles chamailleries autour de la réalisation de l'unité allemande étant enfin écartées, les ouvriers allemands pourraient s'organiser à l'échelle nationale, ce qu'ils ne pouvaient faire jusqu'ici, et les ouvriers français - quel que soit le gouvernement issu de ce bouleversement - auraient certainement les coudées plus franches que sous le bonapartisme. Toute la masse du peuple allemand et toutes les classes ont reconnu qu'il y allait avant tout de l'existence nationale, et

elles ont aussitôt réagi. Il me semble que, dans ces conditions, il ne soit pas possible qu'un parti politique allemand prêche l'obstruction totale, en plaçant toutes sortes de considérations secondaires au-dessus de l'essentiel, comme le fait Wilhelm [Liebknecht].

Il y a, en outre, le fait que Badinguet n'eût pu mener cette guerre sans le chauvinisme des masses de la population française, des bourgeois et petits-bourgeois, aussi bien que des paysans et du prolétariat impérial du bâtiment, issu de paysans chargés dans les villes de réaliser les plans à la Haussmann. Tant que ce chauvinisme n'en prend pas un bon coup, il n'est pas de paix possible entre l'Allemagne et la France. On aurait pu s'attendre à ce qu'une révolution prolétarienne se. charge de cette oeuvre, mais depuis qu'il y a la guerre, il ne reste plus aux Allemands qu'à s'en charger eux-mêmes dès à présent.

Venons-en maintenant aux considérations secondaires: si cette guerre est dirigée par Lehmann, Bismarck et Cie, et sert, pour le moment du moins, leur gloire; s'ils parviennent à la gagner, nous le devons à cette lamentable bourgeoisie allemande. Certes, c'est écœurant, mais il n'y a rien à y changer. Dans ces conditions, il serait absurde, pour cette seule raison, de faire de l'anti-bismarckisme le principe directeur unique de notre politique.

Tout d'abord, jusqu'ici - et notamment en 1866 - Bismarck n'a-t-il pas accompli une partie de notre travail, à sa façon et sans le vouloir certes, mais en l'accomplissant tout de même. Il nous procure une place plus nette qu'auparavant.

Et puis, nous ne sommes plus en l'an 1815. Les Allemands du Sud ne manqueront pas, à présent, d'entrer au Reichstag, ce qui créera un contrepoids au prussianisme. En outre, il y a des devoirs nationaux qui lui incombent et - comme tu l'as déjà écrit - empêchent d'emblée une alliance avec la Russie. Bref, il est absurde de vouloir, comme Liebknecht, que l'histoire tout entière fasse marche arrière jusque 1866, parce qu'elle lui déplaît. Ne connaissons-nous pas les citoyens modèles que sont les Allemands du Sud. Tout cela est absurde.

J'estime que nos gens peuvent:

1º se joindre au mouvement national dans la mesure où il se limite à la défense de l'Allemagne et tant qu'il s'y tient (ce qui n'exclut pas, au demeurant, l'offensive jusqu'à la paix). * Dans sa lettre, Kugelmann a montré combien ce mouvement national est puissant.

2º souligner la différence entre les intérêts nationaux de l'Allemagne et les intérêts dynastiques et prussiens.

3º s'opposer à toute annexion de l'Alsace-Lorraine (Bismarck laisse percer maintenant son intention de la rattacher au pays de Bade et à la Bavière).

4º agir en faveur d'une paix honorable, dès l'instauration à Paris d'un

gouvernement républicain, non chauvin.

5º mettre sans cesse en évidence l'unité d'intérêts des ouvriers allemands et français, qui n'ont pas approuvé la guerre, et ne se font pas la guerre.

6º la Russie, comme il en est question dans l'Adresse internationale [65]. Wilhelm [Liebknecht] est amusant lorsqu'il déclare que la véritable position, c'est de rester neutre, parce que Bismarck a été dans le temps le compère de Badinguet. Si telle était l'opinion générale en Allemagne, nous en serions de nouveau à la Confédération rhénane, [66] et notre noble Wilhelm serait étonné de voir quel rôle il pourrait y jouer, et ce qui resterait du mouvement ouvrier. L'idéal pour faire la révolution sociale, ce serait alors un peuple qui ne reçoit que des coups de pied et des coups de bâton et se trouve coincé dans la série de ces petits États chers à Wilhelm !

As-tu remarqué comment le misérable cherche à me dénoncer pour quelque chose qui est paru dans la Gazette d'Elberfeld! [67] Pauvre bête!

La débâcle en France semble terrible. Tout se décompose, s'achète et se vend. De mauvaise fabrication, les chassepots lâchent dans la bataille; comme il n'y en a plus, il faut aller chercher les vieux fusils à silex. Malgré tout, un gouvernement révolutionnaire - s'il vient rapidement - n'a pas à désespérer. Mais, il devra abandonner Paris à son sort et continuer la guerre dans le Sud. Il sera toujours

possible alors de tenir assez longtemps pour acheter des armes et organiser des armées nouvelles, grâce à quoi l'ennemi sera progressivement repoussé jusqu'aux frontières. Ce serait en réalité la meilleure issue de la guerre, les deux pays se prouvant mutuellement leur invincibilité. Mais, si cela ne se produit pas bientôt, la comédie sera finie. Les opérations de Moltke sont tout à fait exemplaires; il semble que le vieux Guillaume lui laisse les mains libres pour tout, et les quatrièmes bataillons viennent déjà grossir l'armée, alors que les français n'existent pas encore.

Si Badinguet n'a pas déjà évacué Metz, cela pourrait mal tourner pour lui.

Les bains de mer sont excellents pour les rhumatismes. Mais Gumpert - qui est en Galles pour un mois - soutient que l'air marin est un remède particulièrement efficace. J'espère que tu seras bientôt libéré de cette maladie vraiment infâme. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas le feu et le plus important pour toi c'est de rétablir ta santé.

Meilleures salutations.

Ton F. E.

P.-S. - Au reste, tu as sans doute remarqué que ce misérable Wilhelm Liebknecht intrigue continuellement avec les particularistes réactionnaires (Wulster, Obermuller, etc.) et compromet le parti.

Liebknecht a manifestement compté sur une victoire &,Bonaparte, simplement pour que Bismarck casse la pipe. Tu te souviens qu'il le menaçait toujours avec les Français. Tu es, toi aussi, évidemment du côté de Wilhelm!

MARX À ENGELS

Ramsgate, le 17 août 1870

Cher Fred,

Mes meilleurs remerciements (idem de Mme Marx, pour ta lettre) pour le mal que tu t'es donné, dans des conditions aussi graves. Ta lettre concorde pleinement avec le projet de réponse que j'ai préparé. Mais je ne voulais pas agir sans t'avoir préalablement consulté, dans une affaire aussi importante, car il ne s'agit pas de Liebknecht, mais d'instructions à donner sur l'attitude des ouvriers allemands.

Wilhelm déduit qu'il est d'accord avec moi:

1º en raison de l'Adresse de l'Internationale, qu'il a naturellement traduite au préalable en langage wilhelmien;

2º du fait que j'ai approuvé la déclaration de Bebel et la sienne au Reichstag [68]. C'était le ≪ moment ≫ d'enfourcher les principes et de faire véritablement preuve de courage; mais, il ne s'ensuit pas que ce moment continue de durer et, moins encore, que la position du prolétariat allemand, dans une guerre qui est devenue nationale, se résume en les antipathies que Wilhelm éprouve à l'égard de la Prusse. C'est tout à fait comme si nous eussions voulu annuler la relative indépendance obtenue par l'Italie à la suite de la guerre [de 1859], parce qu'au moment voulu nous avons élevé notre voix pour protester contre la libération ≪ bonapartiste ≫ de l'Italie.

Les visées sur l'Alsace-Lorraine semblent prédominer dans deux milieux: dans la camarilla prussienne et chez les patriotiques buveurs de bière d'Allemagne méridionale. Ce serait le plus grand malheur qui puisse frapper l'Europe, et tout particulièrement l'Allemagne. Tu as sans doute vu que la plupart des journaux russes parlent déjà de la nécessité d'une intervention diplomatique européenne, afin de préserver l'équilibre en Europe.

Kugelmann confond une guerre défensive avec des opérations militaires défensives. Ainsi donc, si un individu m'attaque dans la rue, j'ai juste le droit de parer ses coups, et non de le terrasser, parce que je me transformerais alors en agresseur!

Le manque de dialectique se lit dans chaque mot que prononcent ces gens. [69]

C'est la quatrième nuit consécutive que je ne dors pas à cause de mes rhumatismes, et je passe tout ce temps à m'exalter et à broder sur Paris, etc. Je me ferai préparer ce soir le soporifique prescrit par Gumpert.

Le second Empire est donc mort comme il est né, dans la parodie. C'est bien ce que j'avais prévu avec mon Bonaparte. [70] Peut-on s'imaginer de parodie plus belle de la campagne napoléonienne de 1814 ? Je crois que nous avons été les seuls à ne pas nous laisser impressionner et fourvoyer par les succès momentanés et à considérer, dès le début, Boustrapa dans toute sa médiocrité, comme un simple illusionniste.

A propos: la Société bourgeoise de la Paix a envoyé 20 £ au Conseil général de l'A.I.T. pour la publication du Manifeste en français et en allemand. [71]

Salut.

Ton K. M.

ENGELS À MARX

Manchester, le 20 août 1870

Cher Maure,

J'espère que tes rhumatismes sont en voie de guérison. Le chloral te fera sans doute du bien; dans le cas contraire, consulte un médecin, qui te prescrira quelque chose pour dormir. Gumpert est au pays de Galles, tu ne peux donc le consulter.

J'ai écrit aujourd'hui sur un ton énergique à Smith pour la maison. Je ne veux pas être lanterné plus longtemps par cet aristocrate chasseur de perdrix: je devrais être installé depuis un mois. Il y a eu cinq semaines hier que j'ai convenu de l'affaire avec Smith, et j'attends toujours sa réponse!

Je crois que l'annexion des Franco-Germaniques est maintenant décidée. On aurait encore pu faire quelque chose, si un gouvernement révolutionnaire s'était formé la semaine dernière. Il arrive trop tard maintenant, et ne peut que se rendre ridicule, en parodiant la Convention. [72] Je suis convaincu que Bismarck aurait conclu une paix sans cession de territoire avec un gouvernement révolutionnaire, s'il s'était formé en temps voulu. Mais, la France s'étant comportée comme elle l'a fait, il n'a aucune raison pour résister aux pressions de l'extérieur et à sa propre vanité vis-

à-vis de l'intérieur. C'est un grand malheur, mais je ne crois pas qu'on puisse l'éviter. Si l'Allemagne formait un État comme la France, elle serait plus facilement excusable. Mais, comme les conquêtes devront être partagées entre les trois pays-frontières, la chose devient ridicule. Et le ridicule atteint son comble dès lors que les Allemands veulent s'annexer à l'Ouest une Vénétie de langue allemande. Je vais essayer de me procurer le gros pamphlet de ce lourdaud de Blind; mais je crains d'arriver trop tard.

Que dis-tu de Mack-Bazaine ? Mack-Mahon était déjà un médiocre, mais voici venir Mack (d'Ulm) tout court. Ce serait vraiment trop idiot que 120 000 Français soient obligés de rendre les armes; or, c'est ce qui se produira sans doute. [73] Cette vieille bourrique de Guillaume qui, sur ses vieux jours, voudrait déflorer Metz la pucelle! Mais, il n'y a jamais eu une dégringolade comme celle du second Empire. Je suis curieux de savoir si les Parisiens ne vont pas enfin réagir une bonne fois, lorsqu'ils auront appris la vérité sur ce qui s'est passé durait cette dernière semaine. [74] Certes, cela ne servira plus à grand-chose. Les démolitions gigantesques, entreprises tout autour de Paris, afin de permettre sa défense, je ne peux pas croire qu'elles aient été bien exécutées. La population y a presque triplé depuis 1840, et avec cela les problèmes d'approvisionnement. Enfin tout le trafic marchand dépend maintenant si étroitement des chemins de fer qu'après la destruction de quelques ponts sur chacune des lignes ferroviaires, il sera pratiquement impossible d'amener des wagons de vivres à la ville, même si le blocus n'est pas total.

Les pertes de ces dernières semaines ont dû être gigantesques. Durant toute la

guerre, les Allemands ont attaqué à la baïonnette avec une grande énergie, et maintenant ils lancent la cavalerie contre une infanterie ébranlée: avec de telles méthodes, les hommes doivent tomber comme des mouches. Le beau Guillaume ne souffle mot de tout cela. Mais, ce qui est sûr, c'est que homme contre homme, bataillon contre bataillon, les Allemands se sont montrés supérieurs aux Français. D'abord, ce fut près de Spickeren où 27 bataillons se sont opposés à 42 bataillons français (au moins), qui tenaient une position quasi imprenable. Après la bataille de jeudi [75] la démoralisation ne sera plus à contenir dans le camp français. *

Kugelmann sera-t-il à Karlsbad ? Je ne sais où lui envoyer le portrait.

Meilleures salutations de Lizzie et de moi-même à vous tous. J'espère que tu m'enverras bientôt des nouvelles de tes rhumatismes.

Ton F. E.

Freiligrath se met à crier ≪ Hourrah Germania ! ≫ [77] Même ≪ Dieu ≫ et les ≪ Gaulois ≫ ne manquent pas dans le chant qu'il a pété à grand-peine. Je préférerais être un petit chat, et miauler, plutôt que d'être un semblable rimailleur vénal.

MARX A ENGELS

Londres, le 2 septembre 1870

Cher Fred,

Nous sommes revenus ici avant-hier soir. J'irai aujourd'hui même chez le Dr Madison.

Hier soir, j'ai reçu le billet et le chèque ci-inclus de la Pall Mall Gazette. Dois-je endosser ce dernier et l'expédier à Manchester, ou l'encaisser et t'envoyer l'argent?

Après la brillante confirmation de ton premier article sur Mac-Mahon, il est temps maintenant que tu commences ton prochain article, en résumant tes Notes sur la guerre. Tu sais que les Anglais ont besoin qu'on leur mette le nez sur les faits essentiels et qu'une modestie et sobriété excessives ne sont pas de mise avec le fort en gueule John Bull. Les dames de la famille enragent de voir ton article pillé par tous les journaux londoniens sans qu'ils ne le citent jamais.

A mon avis, toute la défensive de Paris n'est qu'une farce policière pour obtenir

que les Parisiens se tiennent tranquilles jusqu'à ce que les Prussiens soient aux portes et pour préserver l'Ordre, c'est-à-dire la dynastie et ses mamelucks.

Le spectacle piteux qu'offre Paris en ce moment - ou plus exactement: durant toute la guerre -montre combien il fallait une leçon tragique pour sauver la France.

C'est bien une déclaration typiquement prussienne que d'interdire à quiconque de défendre sa propre ≪ patrie ≫, s'il n'est pas en uniforme! Les Prussiens devraient savoir de leur propre histoire qu'on ne peut obtenir de garantie ≪ éternelle ≫ vis-à-vis de l'adversaire vaincu, en démembrant son territoire, etc. Or, même après la perte de la Lorraine et de l'Alsace, la France sera encore loin d'être aussi abattue que ne l'était la Prusse après le traitement de cheval de Tilsit. Et quel en a été le résultat pour Napoléon 1er ? Cela n'a fait que remettre la Prusse sur pied.

Je ne pense pas que la Russie intervienne activement dans cette guerre même. Elle n'y est pas préparée. Mais c'est un coup de maître diplomatique que de s'annoncer dès maintenant comme le sauveur de la France. [78]

Dans mon ample réponse au Comité de Brunsvick, [79] j'ai éliminé une fois pour toutes l'odieuse identification entre nous et Wilhelm [Liebknecht] dont ce dernier abuse dès que cela sert ses intérêts. C'est très bien que son initiative m'ait fourni l'occasion de m'expliquer une bonne fois officiellement sur ce malentendu qu'il entretient intentionnellement et de mauvaise foi.

Mais, que dis-tu du poète des familles Freiligrath ? De véritables catastrophes historiques comme l'actuelle lui servent simplement à chanter sa propre marmaille. [80] A cette occasion, l'infirmier volontaire est transformé pour les Anglais en chirurgien.

La correspondance de l'ex-séminariste souabe Strauss et l'ex-élève des jésuites Renan est un épisode comique. [81] Un curé reste un curé. Le cours historique de M. Strauss semble avoir ses racines chez Kohlrausch ou un semblable manuel scolaire.

Addio !

Ton K. M.

En ce qui concerne le bombardement de Sarrebruck, il semble que les Prussiens aient grossièrement menti.

A Paris, une farce dépasse l'autre. Mais la plus belle, c'est celle des soldats sortant par une porte et entrant par une autre.

Ci-inclus une lettre de Laura. Ces imbéciles hésitent, de manière impardonnable, à **se retirer** à **Bordeaux.**

ENGELS À MARX

Manchester, le 4 septembre 1870

Que m'importe ma femme, que m'importe mon fils, Moi, mon idéal va bien plus haut.

Qu'ils aillent mendier, s'ils ont faim!

Mon Empereur, mon Empereur est prisonnier! [82]

L'histoire universelle est bien la plus grande poétesse, puisqu'elle a réussi à **parodier Heine lui-même: Mon Empereur, mon Empereur est fait prisonnier! Et c'est un comble: par ces ≪ porcs de Prussiens ≫ ! Le pauvre Guillaume 1er assiste** à **tout cela et assure pour la centième fois qu'il n'est vraiment pour rien dans tout ce qui**

arrive et que c'est simplement la volonté divine. Guillaume a l'air d'un gamin d'école, à qui on demanderait: qui a créé le monde? ≪ - C'est moi, monsieur l'instituteur, qui l'ai fait, mais en vérité je ne le referai plus! ≫

Et voici venir ce misérable jules Favre qui propose que Palikao, Trochu et autres Arcadiens [83] forment le gouvernement. On n'a jamais encore vu une bande de minables pareils. Il faut tout de même s'attendre à ce qu'il se passe quelque chose, lorsque les nouvelles arriveront à Paris. Je ne peux pas m'imaginer que la douche glacée de nouvelles, qui doivent être connues aujourd'hui ou demain, ne provoquera pas une quelconque réaction. Peut-être un gouvernement de gauche qui, après quelques opérations de résistance, fera la paix.

La guerre est finie. Il n'y a plus d'armée en France. Sitôt que Bazaine aura capitulé, ce qui arrivera probablement cette semaine, [84] une moitié de l'armée allemande avancera jusqu'aux portes de Paris, et l'autre passera la Loire et nettoiera le pays de tous les centres armés.

En ce qui concerne mes articles, tu auras vu que j'ai fait le nécessaire dans celui d'avant-hier. Cependant, mon pire ennemi dans la presse anglaise, c'est Mr Greenwood lui-même. Cet imbécile me rature régulièrement tous les petits coups que je porte à ses concurrents qui me plagient; qui plus est, dans sa revue de la presse, il rassemble des articles copiés du mien de la veille avec une parfaite bonhomie et sans ironiser le moins du monde sur le plagiat. Ce gaillard ne veut pas renoncer au plaisir personnel d'avoir sa propre opinion militaire, ce qui est pure

imbécillité.

De même que c'est un point d'honneur pour tout philistin de savoir monter à cheval, de même c'en est un d'entendre quelque chose à la stratégie. Mais ce n'est pas tout. Il y a quelques jours -simplement pour remplir toute la colonne - il a glissé dans mon article quelques passages absolument idiots sur le siège de Strasbourg. A la première occasion, j'écrirai un article sur ce sujet, et je dirai exactement le contraire. [85] Mais que veux-tu? En temps de paix, le journalisme n'est rien d'autre qu'une continuelle exposition de choses que l'on n'a pas apprises, et c'est pourquoi je n'ai pas le droit, en fait, de me lamenter.

Encaisse le chèque, et garde l'argent. Une moitié te revient de droit, et l'autre est une avance sur la prochaine échéance pour laquelle je t'enverrai donc encore 70 £. [86]

Abstraction faite du facteur typiquement teuton, la filouterie alsacienne est principalement de nature stratégique: s'assurer comme champ avancé la ligne des Vosges et la Lorraine germanique. (Frontière linguistique: si, du Donon ou de Schirmeck dans les Vosges, tu tires une ligne droite d'une heure à l'Est de Longwy, où se rencontrent les frontières de la France, du Luxembourg et de la Belgique, cela colle pour ainsi dire exactement; du Donon à la frontière suisse, le long des Vosges.) En fait, les Vosges du Donon, au Nord, ne sont pas aussi hautes et escarpées que les Vosges au Sud. Mais, il n'y a que les ânes du Staatsanzeiger et les Brass et Cie qui soient assez stupides pour croire que la France sera matée, si on lui enlève cette

mince bande de territoire peuplée d'environ 1 million 1/4 d'habitants. Les criailleries des philistins qui réclament des ≪ garanties ≫ sont toujours absurdes, mais il se trouve qu'elles arrangent les petites affaires de la camarilla et de la cour.

Je n'ai pas encore lu le poème de l'infirmier. Ça doit être beau. A de rares exceptions près, les infirmiers sont les plus grands lambins et traînards qui soient; ils ne sont jamais à leur poste, lorsqu'on a besoin d'eux, mais ils mangent et boivent comme quatre et la ramènent au point qu'ils sont repérés dans toute l'armée.

A Sarrebruck, les Français ont causé autant de dommages qu'ils ont pu. Naturellement, le bombardement n'a duré que quelques heures, et non jour et nuit durant des semaines comme à Strasbourg.

Je te renvoie ci-inclus la très intéressante lettre de Cacadou. A moins d'un événement extraordinaire, la défense de Paris sera un épisode comique. On comprend mieux le régime de la terreur grâce à ces éternelles petites paniques, qui sont toutes dues à la peur du moment où l'on doit enfin apprendre la vérité. Nous, nous entendons par ce terme le règne de gens qui inspirent la terreur; pour les autres, en revanche, c'est le règne de gens qui sont eux-mêmes terrorisés. Il s'agit alors de cruautés en grande partie inutiles, commises par des gens qui ont peur et ont besoin de se rassurer. Je suis convaincu que les fautes du régime de terreur de l'année 1793 retombent presque exclusivement sur le bourgeois follement apeuré et jouant au patriote, sur le petit-bourgeois philistin qui fait dans ses culottes de peur, et sur la racaille du sous-prolétariat, qui faisait ses petites combines grâce à la

terreur. Dans la petite terreur actuelle, il s'agit précisément de nouveau de ces classes [87].

Meilleures salutations de nous tous - y compris Jollymeyer et Moore - à vous tous.

Ton F. E.

MARX À ENGELS

Londres, le 6 septembre 1870

Cher Fred,

A peine m'étais-je ≪ installé ≫ pour t'écrire que Serraillier arrive et m'annonce qu'il quittera Londres demain pour se rendre à Paris, mais qu'il n'y restera que quelques jours. Objectif principal: arranger les affaires avec l'Internationale de là-bas (Conseil fédéral de Paris). C'est d'autant plus nécessaire que toutes la branche française s'en va à Paris pour y commettre des bêtises au nom de l'Internationale. ≪ Ils ≫ veulent renverser le gouvernement provisoire, établir la commune de Paris, nommer Pyat ambassadeur français à Londres, etc.

J'ai reçu aujourd'hui du Conseil fédéral de Paris une proclamation au peuple allemand (que je t'enverrai demain) en même temps qu'une demande insistante au Conseil général de lancer un nouveau Manifeste tout exprès pour les Allemands. Aie l'obligeance de m'envoyer aussi vite que possible, en anglais, des notes militaires, susceptibles d'être utilisées pour le manifeste.

J'ai longuement répondu aujourd'hui même au Conseil fédéral, en assumant du même coup la tâche très désagréable de leur ouvrir les yeux sur le véritable état de choses. [88]

J'ai reçu une réponse de Brunsvick aujourd'hui: ils organiseront l'agitation en suivant exactement mes instructions.

A propos: Longuet m'a télégraphié dimanche la proclamation de la République. Le télégramme est arrivé à 4 heures du matin.

Jules Favre, voyou notoire et homme de Juin, [89] est pour le moment bien à sa place comme ministre, des Affaires extérieures. Il a toujours combattu la vieille politique de Thiers et s'est toujours prononce en faveur de l'unité italienne et allemande.

Le seul qui me chagrine, c'est Rochefort qui est entré dans un gouvernement au côté de l'infâme Garnier-Pagès. Cependant, étant membre du comité de défense, il ne pouvait guère refuser d'agir. [90]

Vifs remerciements pour l'argent. Les dieux eux-mêmes ignorent en quoi je pourrais prétendre à la moitié de tes honoraires.

Salut.

Ton K. M.

Paul, Laura et Schnappy sont bien arrivés à Bordeaux, le 2 septembre. Tant mieux, car Paul n'aurait jamais quitté Paris, dans les circonstances actuelles.

Il y a ici une véritable invasion de réfugiés qui ont sauvé leur bourse (Fr.). Comme je te l'ai écrit, les habitations pour gentlemen sont en train d'augmenter de prix.

Si le temps qui en France est, paraît-il, horrible en ce moment, continue de durer comme il est probable après la longue période de sécheresse exceptionnelle, ne crois-tu pas que les Prussiens auront des motifs pour entendre raison, d'autant qu'il y a la menace d'une alliance anglo-russo-autrichienne ?

Dupont qui entretient depuis fort longtemps une, correspondance avec Pigott, devrait écrire à cet animal une lettre bien sentie, au nom des Républicains français. Encourage-le dans cette voie.

ENGELS À MARX

Manchester, le 7 septembre 1870

Cher Maure,

(Suite). Le chauvinisme est monté horriblement à la tête du philistin allemand, à la suite de victoires inespérées et auxquelles il n'a aucun mérite. Il est grand temps de faire quelque chose pour y remédier. Ah! si le Volksstaat n'était pas aussi misérable! Avant que mon Introduction à la Guerre des Paysans ne paraisse comme brochure, les événements seront depuis longtemps passés. Le nouveau manifeste de l'Internationale (dont tu devras écrire aussi le texte allemand cette fois) est donc d'autant plus nécessaire.

Si l'Appel international des Parisiens a été télégraphié fidèlement ici, cela démontre qu'ils se trouvent encore complètement sous la domination de la phraséologie. Après avoir toléré Badinguet pendant 20 ans, après avoir été incapables, il y a six mois encore, d'empêcher qu'il obtienne 6 millions de voix contre 11/2 et les lance contre l'Allemagne sans aucune raison et sans aucun prétexte, ces gens prétendent aujourd'hui, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une république - mais laquelle! -, que les Allemands doivent quitter immédiatement le sol sacré de la France, sinon: guerre à outrance! (Fr.) C'est en tout et pour tout la vieille idée de la supériorité de la France, du sol sanctifié par 1793 qu'aucune autre cochonnerie française ne peut profaner ultérieurement, bref: la sainteté du mot république. En fait, cela évoque la façon de faire des Danois qui, en 1864, laissaient approcher les Prussiens jusqu'à 30 pas de distance pour lâcher leur salve sur eux, puis déposaient les armes en espérant que cette formalité leur éviterait qu'on leur rende la monnaie de leur pièce.

Je veux espérer que, sitôt passée la première ivresse, ces gens reprendront leur esprit, autrement il deviendrait bigrement difficile d'avoir des rapports internationaux avec eux.

Toute cette république dont l'origine est exempte de luttes, est jusqu'à présent une farce pure et simple. Comme je l'attends depuis 15 jours et davantage, les Orléanistes veulent une république intérimaire pour conclure une paix déshonorante, de sorte que la responsabilité n'en retombe pas sur les Orléans qui seront restaurés dans un second temps. Les orléanistes détiennent pratiquement le

pouvoir: Trochu le commandement militaire et Kératry la police, les messieurs de la Gauche ont les postes de bavards. Comme les Orléans sont maintenant la seule dynastie possible, ils peuvent attendre tranquillement jusqu'au moment opportun leur réel avènement au pouvoir.

Dupont vient de s'en aller. Il a passé la soirée ici, et il est furieux à cause de ce bel Appel parisien. Il s'est quelque peu calmé lorsque je lui ai appris que Sermillier rejoignait Paris et avait parlé avec toi auparavant. Son opinion sur le cas est très claire et parfaitement juste: il faut utiliser les libertés consenties inévitablement par la République pour organiser le parti en France, agir, une fois l'organisation mise sur pied, si l'occasion s'en présente; réserver l'Internationale en France jusqu'à ce que la paix soit conclue.

A en juger par la correspondance du Daily News, ces messieurs du gouvernement provisoire et les bourgeois de Paris savent fort bien que la poursuite de la guerre n'est qu'une belle parole. La pluie ne gênera guère les Allemands, les soldats qui sont actuellement au front y sont maintenant habitués et se portent mieux qu'avec la forte chaleur. Certes, des épidémies peuvent se déclarer, notamment lors de la capitulation de Metz, où des foyers d'épidémie existent déjà sûrement, mais 'tout cela ne jouera guère. Une guerre de guérilla, qui obligerait les Prussiens à fusiller massivement, est plutôt improbable, encore que des actions de guérilla pourraient surgir çà et là, sous la première impression de la révolution. Nous pourrons juger de l'évolution ultérieure du conflit, lorsque nous aurons appris quel est le contrecoup de la capitulation de Metz, qui aura lieu ait plus tard la semaine prochaine. * jusqu'ici les mes-ores - ou plus exactement les phrases - des nouveaux gouvernants me

semblent promettre peu de chose, sinon la reddition prochaine.

Rochefort ne restera probablement pas longtemps avec cette bande de vauriens: lorsque la Marseillaise reparaîtra. il y aura bientôt un heurt avec eux. [92]

Schorlemmer est parti aujourd'hui avec Wehner, afin de porter à Sedan, directement par la Belgique, une grande quantité d'alcool, de vin, de couvertures, de chemises de flanelle, etc. aux blessés de la part du Comité d'Assistance de Manchester. S'il trouve un peu de temps, il passera te voir; mais il a encore quantité de choses à régler, car les achats et l'emballage des affaires ont commencé hier matin seulement. De Sedan ils veulent aller, si possible, à Metz où chacun d'eux a un frère dans l'armée.

Ce qui caractérise le piteux gouvernement de Paris c'est qu'il n'a pas non plus le courage de dire au public de manière franche où en sont les choses. Je crains - s'il ne se produit pas un miracle -qu'un moment de domination bourgeoise directe sous les Orléans ne soit inévitable, afin que la lutte puisse se dérouler sous sa forme pure. Sacrifier maintenant les ouvriers serait une stratégie à la Bonaparte et Mac-Mahon; en aucun cas, ils ne peuvent faire quoi que ce soit avant la paix; ensuite, ils auront besoin, en tout premier, de temps pour s'organiser.

La menace d'une alliance exercera probablement une légère pression sur les Prussiens. Mais, ils savent que les fusils à chargement par la culasse des Russes ne

valent rien, que l'Angleterre n'a pas d'armée et que les Autrichiens sont extrêmement faibles. En Italie, Bismarck semble avoir rendu impossible à cause du Pape toute résistance de la part des gouvernants (puisque le gouvernement de Florence annonce officiellement qu'il ira à Rome avant même la fin de septembre), et aussi à cause de la promesse de la Savoie et de Nice: le coup est bien monté. Du reste, il semble que Bismarck n'attende qu'une pression pour se contenter d'argent et de la ville de Strasbourg et alentours. Il a encore besoin des Français, et il s'imagine peut-être qu'ils considéreront cela comme de la générosité.

Adieu, mes meilleures salutations.

Ton F. E.

MARX À ENGELS

Londres, le 10 septembre 1870

Cher Fred,

Toi-même et Dupont, vous devez m'excuser si je vous réponds avec un tel retard. Je suis surcharge de tâches politiques.

Les âneries ci-incluses, en provenance de deux points opposés - Brunsvick et Paris - te montreront comment on s'ingénie à me rendre les choses agréables.

Tu sais que j'avais envoyé des instructions à Brunsvick. Je supposai - à tort - que je n'aurai pas affaire à des polissons, mais à des gens intelligents qui doivent savoir que le langage brutal des lettres n'est pas destiné ≪ à la publication ≫, et en outre que, dans des instructions, on convient de signaux discrets dont on tient compte, mais qu'il ne faut pas trahir en les criant sur les toits. Fort bien! Ces ânes, non seulement publient ≪ littéralement ≫ des passages de ma lettre, mais insistent, comme des lourdauds, sur le fait que je suis l'auteur de la lettre. En outre, ils publient des phrases, comme celle sur ≪ le déplacement, de France en Allemagne, du centre de gravité du mouvement ouvrier continental ≫, etc., qui devaient leur servir d'aiguillon, mais ne devaient en aucun cas être rendues publiques en ce moment. Probablement faut-il encore que je leur sois reconnaissant de ne pas avoir publié au moins ma critique des ouvriers français. Et par-dessus le marché, ils envoient, en toute hâte, leur compromettante élucubration... à **Paris! (Sans parler de Bruxelles et de Genève !). [93]**

Je leur passerai un savon, mais la bêtise est faite. Il y a, d'autre part, ces imbéciles de Paris! Ils m'envoient, en grande quantité, leur manifeste ridiculement chauviniste, qui a suscité ici, parmi les ouvriers anglais, la risée et l'indignation, que

j'ai eu toutes les peines du monde à ne pas laisser se manifester publiquement. Il faudrait que j'en envoie des quantités en Allemagne, probablement pour faire comprendre aux Allemands qu'ils doivent d'abord ≪ se retirer au-delà du Rhin ≫ pour être chez eux à la maison! Au lieu de répondre rationnellement à ma lettre, ces gaillards se permettent, en outre, de m'envoyer des instructions par télégraphe (des instructions de l'ex-étudiant Longuet!) sur la manière dont je dois faire l'agitation en Allemagne! Quel malheur! (Fr.).

J'ai mis tout en oeuvre ici pour que les ouvriers forcent leur gouvernement à reconnaître la République française (une série de manifestations a commencé lundi). [94] Gladstone était assez bien disposé tout au début, mais il en est autrement de la reine, influencée par des instructions prussiennes, ainsi que de la fraction oligarchique du cabinet.

Je déplore que ce bavard, importun, vaniteux et ambitieux Cluseret se soit acoquiné avec Grousset de la Marseillaise, qui est un homme très capable, ferme de caractère et courageux.

La nouvelle Adresse (merci pour la contribution que tu as fournie) sortira mardi. Je n'ai pu éviter qu'elle ne soit longue.

Tes articles sur les fortifications de Paris et le bombardement de Strasbourg sont magistraux. [95]

Dis à Dupont que je partage tout à fait son opinion, et que j'ai chargé expressément Serraillier de lui écrire qu'il ne doit pas quitter Manchester pour le moment.

Schorlemmer est venu nous rendre visite avant-hier soir.

Salut.

Ton K. M.

A propos: le prof. Schaeffle de Tubingen a publié un livre volumineux et idiot (il coûte 12 1/2 sh !) contre moi.

ENGELS À MARX

Manchester, le 12 septembre 1870

Cher Maure,

Nos amis d'Outre-Manche - en Allemagne comme en France - se surpassent tous pour ce qui est de l'habileté politique. Ces ânes de Brunsvick ! Ils tremblaient a l'idée de te fâcher s'ils avaient donné une autre forme à ce que tu as exprimé, de sorte qu'ils ont publié le texte à la lettre. La seule chose vraiment déplaisante, c'est le passage sur le déplacement du centre de gravité. C'est un manque de tact invraisemblable de leur part. Cependant, il faut espérer qu'en ce moment les Parisiens ont d'autres choses à faire que de se consacrer à l'étude de ce Manifeste, d'autant qu'ils ne savent pas l'allemand. Leur allemand dans l'appel est beau. Et, dans sa feuille, Wilhelm. [Liebknecht] chante les louanges de cette salade chauvine. Longuet est bon lui aussi. Parce que Guillaume 1er leur a fait cadeau d'une République, il faut faire aussitôt maintenant la révolution en Allemagne. Pourquoi n'en ont-ils pas fait une après l'espagnole? [96]

La Zukunft d'aujourd'hui a reproduit le passage du Manifeste sur l'Alsace et la Lorraine, mais comme s'il émanait des Brunsvickois. Envoie-moi deux - ou même plus - exemplaires de la nouvelle Adresse, dès sa parution.

S'il nous était possible de faire quoi que ce soit à Paris, il faudrait empêcher que les ouvriers déclenchent un mouvement avant la paix. Bismarck sera bientôt en condition pour conclure la paix, soit parce qu'il aura pris Paris, soit parce que la situation européenne l'obligera à mettre fin à la guerre. De quelque manière que se

fasse la paix, elle doit être conclue avant que les ouvriers puissent faire quelque chose. S'ils vainquent à présent - au service de la Défense nationale -, ils doivent assumer l'héritage de Bonaparte et de l'actuelle misérable république, puis ils seront inutilement battus par les armées allemandes et rejetés vingt ans en arrière. Eux-mêmes n'ont rien à perdre s'ils attendent. Les éventuelles modifications de frontière ne seront jamais que provisoires et seront de nouveau annulées. Ce serait folie que de se battre pour les bourgeois contre les Prussiens. Du simple fait de conclure la paix, un gouvernement - quel qu'il soit - perd toute chance de durer longtemps et l'armée qui revient de captivité ne sera pas très redoutable dans les conflits internes.

Après la paix, toutes les chances pour les ouvriers seront plus favorables qu'elles ne l'ont été avant. Mais, ne se laisseront-ils pas entraîner, sous la pression de l'attaque extérieure, à proclamer la République sociale à la veille de l'assaut contre Paris? Il serait horrible que les armées allemandes, comme dernier acte de guerre, aient à livrer une bataille de barricades contre les ouvriers parisiens. Cela nous rejetterait 50 ans en arrière et fausserait toutes les données, chacun et chaque chose se trouvant dans une position double, sans parler de la haine nationale et du règne de la phraséologie qui, dans ce cas, surgiraient parmi les ouvriers français!

C'est un grand malheur qu'il y ait si peu de gens à Paris qui aient le courage et la volonté de considérer, dans la situation actuelle, les choses telles qu'elles sont réellement. Quel est celui qui, à Paris, a simplement le courage de penser que la force d'une résistance active de la France dans cette guerre est brisée de sorte que s'écroule pour ainsi dire la perspective de chasser l'envahisseur grâce à une révolution. Mais, justement parce que les gens ne veulent pas entendre la vérité telle

qu'elle est, il faut craindre qu'on en vienne tout de même là. En effet, on peut penser que l'apathie des ouvriers d'avant la chute de l'Empire va cesser maintenant.

Pourrais-tu m'indiquer le titre du livre de Schaeffle? Voilà un véritable adversaire. Il a été membre du parlement douanier, [97] c'est un économiste vulgaire tout à fait ordinaire, plutôt du type Faucher, mais c'est un Souabe. Cc livre te divertira sûrement.

Comme, selon toute vraisemblance, quelque chose sera annexé, le moment est venu de penser aux points sur lesquels les ouvriers allemands et français pourraient s'entendre afin de déclarer l'annexion comme nulle et non avenue et de l'annuler le moment voulu. Il nie semble qu'il eût été utile de le faire dès le moment où la guerre a éclaté; mais c'est indispensable maintenant que la question de cessions territoriales touche les Français, autrement ils crieront à mort.

Dis à Tussy que ma femme lui est très reconnaissante pour sa lettre, et qu'elle lui répondra ces jours-ci. Avec mes meilleures salutations à vous tous.

Ton F. E.

MARX À CÉSAR DE PAEPE

Londres, le 14 septembre 1870

Cher citoyen,

Ci-inclus deux exemplaires de notre Adresse, l'un pour l'Internationale, l'autre pour la Liberté. Je n'ai pas le temps de la traduire, et Dupont est à Manchester, Serraillier à Paris, comme délégué du Conseil général. Mon temps est absorbé par la correspondance avec l'Allemagne et l'agitation parmi les ouvriers anglais.

Notre Comité central de Brunswick a publié le 5 septembre un appel aux ≪ Ouvriers allemands,) contre l'annexion de territoire français et pour la paix avec la République. Sur l'ordre du général Vogel von Fackenstein, l'infâme Prussien qui s'est distingué en 1866 par son vandalisme à Francfort, les manifestes n'ont pas seulement été confisqués, mais tous les membres du Comité -et même le malheureux imprimeur du manifeste - ont été arrêtés, chargés de fers comme des criminels et transportés à Lötzen, ville de Prusse orientale. Vous savez que, sous prétexte d'un débarquement français, toute la côte de l'Allemagne du Nord a été mise en état de guerre, de manière à ce que messieurs les militaires puissent arrêter, juger, fusiller, comme bon leur semble. Cependant, même dans les parties de

l'Allemagne où l'état de guerre n'a pas été proclamé, les Prussiens ont établi un régime de terreur, soutenu par la classe moyenne, contre toute opinion indépendante. Les ouvriers allemands se comportent admirablement, malgré cette terreur et les hurlements patriotiques es bourgeois.

Je regrette de ne pas pouvoir dire la même chose des camarades français. Leur manifeste [98] est une absurdité: ≪Repassez le Rhin! ≫, mais ils oublient que, pour arriver chez eux, les Allemands n'ont pas besoin de repasser le Rhin, il leur suffit de se retirer dans le Palatinat et la Province rhénane (prussienne). Vous comprendrez comment cette phrase chauvine a été exploité-- par les journaux officiels de Bismarck! Tout le ton de ce manifeste est absurde et pas du tout dans l'esprit de l'Internationale.

Je n'ai pas le temps de vous copier toute la lettre de Serraillier, mais le passage suivant suffira à vous éclairer sur l'état des choses a Paris. C'est notre devoir de ne pas nous tromper nous-mêmes par des illusions:

≪ C'est incroyable de penser que des gens peuvent pendant six ans être internationaux, abolir les frontières, ne plus connaître d'étrangers, et en arriver au point où ils en sont venus pour conserver une popularité factice et dont, tôt ou tard, ils seront les victimes. Quand je m'indigne de leur conduite, ils répondent eue s'ils parlaient autrement, ils seraient boulés! Ainsi, il leur paraît plus convenant de tromper ces malheureux sur la véritable situation de la France, que de chercher, au risque d'y perdre leur popularité, a les ramener à la raison, ce que je crois serait bien

plus utile à notre France. Il y a plus: par leurs discours ultra-chauvins, quelle situation font-ils à l'Internationale ? Combien faudra-t-il de générations pour effacer l'antagonisme profond de nationalité qu'ils cherchent à faire renaître par tous les efforts que leur pauvre imagination leur suggère! Ce n'est pas qu'ils soient sots, loin de là. Mais comme moi, ils savent qu'ils trompent le peuple en le flattant; ils sentent qu'ils creusent un abîme sous eux; je dis plus, ils ont peur de s'avouer franchement International, et comme cela est bête, il s'ensuit qu'ils ne peuvent rien trouver d'autre que de parodier la révolution de 1793 ! ≫.

Tout cet état de choses disparaîtra, je l'espère, devant la capitulation prochaine et inévitable de Paris. Le malheur des Français, même des ouvriers, ce sont les grands souvenirs! Il faudra, une fois pour toutes, que les événements brisent ce culte réactionnaire du passé!

Le manifeste imprimé dans le supplément de la Solidarité [99] ne m'a pas étonné. Je sais fort bien que ceux qui prêchent l'abstention absolue de la politique - comme si les ouvriers étaient des moines qui établissaient leur monde à eux cri dehors du grand monde - retombent toujours, au premier tocsin historique, dans Ici politique bourgeoise.

La presse anglaise - à l'exception de bien peu de journaux - est vendue, la majorité à Bismarck, la minorité à L. Bonaparte, qui a sauvé assez d'argent pour acheter tout une armée. Néanmoins, j'ai trouvé les moyens pour faire une guerre à mort à messieurs les Prussiens. [100]

Nos amis de Paris m'ont bombardé de télégrammes qui m'informent sur ce que j'ai à faire en Allemagne. Je crois connaître un peu mieux que les Parisiens la manière dont il faut traiter mes compatriotes.

Vous m'obligeriez en m'écrivant quelques lignes sur l'état des choses en Belgique.

Salut et fraternité

Karl Marx.

ENGELS À MARX

Manchester, le 13 septembre 1870

Cher Maure,

Quels ânes incorrigibles que ces Prussiens! Voilà que, sur ordre de Vogel von Falckenstein, ils ont arrêté et conduit en wagon clos à Loetzen (Prusse orientale) tout le malheureux Comité social-démocrate de Brunsvick et jusqu'à l'imprimeur de cet appel bien intentionné et vraiment encore très mesuré. [101] Tu sais sans doute que, sous prétexte d'un débarquement français, presque toute l'Allemagne du Nord est déclarée en état de guerre de sorte que les autorités militaires peuvent procéder à des arrestations comme elles l'entendent. Par bonheur, la déportation immédiate en Prusse orientale démontre qu'elles veulent les tenir en prison jusqu'au moment de la paix seulement, mais non les déférer devant un tribunal de guerre, auquel cas l'officier chargé de les foudroyer pour le compte du pouvoir leur aurait certainement flanqué dix années de forteresse ou de bagne. Mais on voit comment le simple mot de république effraie ces esprits pusillanimes, et comment le monde officiel se sent mal à l'aise sans prisonniers d'État.

En général, la guerre prend une forme déplaisante, avec le temps qui passe. Les Français n'ont pas encore reçu assez de coups, et les ânes d'Allemands ont déjà remporté une trop grande victoire. Victor Hugo écrit des bêtises en français, [102] et le beau Guillaume maltraite la langue allemande: ≪ Et alors, adieu avec le cœur ému à la fin d'une telle lettre ≫ !! Et cela se prétend roi, qui plus est, de la nation la plus ≪ cultivée ≫ * du monde! Et sa femme admet la publication d'une chose pareille! [104] Si cela continue encore ainsi pendant huit jours, on en arrivera à la conclusion que tous les deux partis nous...**

Or donc, adieu, le cœur ému ou pas, à la fin d'une telle lettre.

Ton F. E.

LE DRAME

Retour à la table des matières

LE DRAME

Notice du traducteur

Retour à la table des matières

On ne peut séparer radicalement les textes de Marx et d'Engels sur la première phase dit drame de la Guerre civile en France, celle où les événements sont positifs, comme l'affirme le ≪parti Marx ≫, de ceux de la seconde phase où la guerre nationale allemande - après avoir fait l'unité de l'Allemagne, renversé le bonapartisme, et préparé la République en France - se change en guerre contre-révolutionnaire et impérialiste, avec l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Si, en théorie et dans la logique impitoyable de l'histoire, la rupture est nette, elle ne l'est ni dans les textes de la correspondance et les manifestes de Marx et d'Engels, ni dans les événements pris ait jour le jour où elle est parfois anticipée.

En effet: 1º Marx et Engels ont pour tâche de prévoir le cours des événements, afin de définir les positions du parti et transmettre ses instructions aux quelques éléments qu'il influence. Ainsi, Marx rédige dès la fin du mois d'août - lorsqu'il tient pour acquise la défaite militaire de Napoléon III, mais pas du tout celle d'une France républicaine [106] -, un appel ait Comité de Brunsvick dénonçant la volonté de Bismarck d'annexer l'Alsace et la Lorraine, c'est-à-dire de transformer la guerre défensive en guerre impérialiste que les ouvriers d'Allemagne et de France doivent combattre. En fait, ce n'est que le 16 octobre 1870 que Bismarck prendra la décision ferme d'annexer l'Alsace-Lorraine et annoncera publiquement à la nation allemande qu'il poursuivra la guerre contre la France jusqu'à ce qu'il ait atteint ce but.

20 Dès avant le changement de la politique de guerre bismarckienne, certains événements annoncent et portent déjà la marque de la seconde phase, et vice versa; certains faits ne produisent leur effet qu'au bout d'un certain temps, si bien qu'un enchevêtrement et une certaine confusion sont inévitables pendant un laps de temps donné. Au reste, Bismarck a intérêt à brouiller les cartes autant qu'il le peut, d'une part, pour préparer ses troupes et ses concitoyens et, d'autre part, pour entretenir les illusions dans le camp adverse. Enfin, un sursaut français, parfaitement possible, pouvait encore changer et inverser l'issue de la guerre durant quelques mois: Trochu, ait lieu de trahir, eût pu se battre, et le gouvernement de la Défense nationale, disposant encore d'un vaste territoire, eût pu ordonner la mobilisation générale, levant assez de troupes pour arrêter Bismarck, et obtenir une paix avantageuse pour les deux nations.

En, tant que correspondant de guerre de la Pall Mall Gazette, Engels suivit ait jour le jour l'évolution tics opérations militaires de la guerre franco-prussienne et ne s'était pas trompé dans l'évaluation du rapport des forces, ni dans ses prévisions militaires. Dans ces articles, il exprime en de multiples occasions sa conviction qu'un redressement français était possible pour obtenir ait moins une paix honorable, si le gouvernement de la Défense nationale l'avait vraiment voulu et avait pris les mesures de stratégie et de mobilisation adéquates.

Après la première défaite grave de Sedan qui balaya le bonapartisme, ce ne furent pas simplement les armes qui décidèrent de l'issue fatale de la guerre, niais un fait

politique de classe, à peine décelable ait début, mais confirmé massivement et ouvertement par la suite: la bourgeoisie française, menacée d'une révolution où, au bout d'un certain temps, le prolétariat eût pris l'avantage, préféra être battue par la bourgeoisie allemande et s'assurer de la sorte la survie pour toute une période historique. Là encore, les faits évoluèrent très progressivement, accompagnés d'actions et déclarations contradictoires. Certes, ce ne lut pas une politique consciemment voulue par tous les membres de la classe bourgeoise, ni arrêtée clairement et publiquement, mais ce fut la politique qui s'imposa progressivement au gouvernement bourgeois, dans ses actes, ses alliances et même dans certaines de ses déclarations publiques.

Comme la correspondance échangée régulièrement entre Marx et Engels s'arrête en septembre, du fait qu'Engels va s'installer à Londres non loin de son ami, nous utiliserons pour la période ultérieure une correspondance moins directe et suivie, puisqu'elle s'adresse à de multiples destinataires de tendance souvent diverse et de pays plus ou moins affectés par le drame qui se noue. Nous extrairons des passages significatifs des Notes d'Engels sur la guerre de 1870-1871 des éditions Costes: le lecteur en trouvera le texte complet dans cette traduction française, difficile à trouver aujourd'hui. Engels y suit le rapprochement progressif entre la bourgeoisie française et les vainqueurs prussiens qui finirent par conclure une véritable alliance de brigands.

Les lettres de Marx et d′ Engels sur la répression anti-ouvrière en Allemagne laissent présager ce revirement de Bismarck.

Il n'est pas non plus possible de séparer, dans les textes écrits par Marx et Engels au fur et à mesure du déroulement de la crise, la phase de transformation de la guerre de défense allemande en guerre impérialiste d'une part, de celle de la transformation de la guerre impérialiste bonapartiste en guerre civile dit prolétariat de Paris et de province (masquée par la collaboration de fait entre le gouvernement de la Défense nationale et Bismarck) d'autre part. En effet, le caractère de plus en plus accentué de la guerre impérialiste va de pair avec le développement de la guerre civile.

Avant de reproduire les textes relatifs à ces questions, nous traduirons une correspondance sur la situation en Angleterre, nullement étrangère ait drame qui est en train de se nouer. En effet, la crise continentale se répercute sur la politique anglaise et provoque un renversement d'alliance, au détriment de la France. Le gouvernement anglais, quoique divisé, est en majorité favorable à la victoire allemande et peu enclin à reconnaître la République française, proclamée le 4 septembre. Le Conseil général de l'Internationale, sous l'impulsion de Marx, et les ouvriers, soutenus par leurs syndicats, organiseront de puissantes manifestations de sympathie à la République française: le mouvement ira si loin que certains demanderont l'instauration d'une république en Angleterre (que Marx et Engels ne conçoivent tas en régime bourgeois).

Le gouvernement anglais, après toutes sortes de louvoiements, raidira sa position et s'engagera dans une voie de plus en plus contre-révolutionnaire. Au moment de la

crise sociale de la Commune, l'Angleterre bourgeoise aura rejoint, en fait, le camp des bourgeoisies française et allemande et contribué à leur rapprochement: toute la bourgeoisie internationale sera liguée contre les ouvriers parisiens insurgés.

Marx et Engels espéreront jusqu'au dernier moment que le front de la bourgeoisie internationale, jamais exempt de contradictions internes, ne se soucie pas: ils ne ménageront pas leurs efforts sur ce plait à Londres. Mais, à cette époque, l'Angleterre est ait faîte de sa puissance: elle peut sauver les apparences d'une politique libérale et démocratique, tout en œuvrant à la contre-révolution et en soutenant la réaction et le despotisme sur le continent. Déjà, en 1849, Mary écrivait: ≪ Ce n'est qu'au montent où les chartistes seront à la tête du gouvernement anglais que la révolution sociale passera du domaine de l'utopie à celui de la réalité. ≫ (Nouvelle Gazette rhénane, 1er janvier 1849).

L'Angleterre eût pu empêcher Bismarck d'annexer l'Alsace-Lorraine, si bien que la guerre franco-prussienne se fût achevée de manière positive - l'Allemagne étant unifiée et disposant de structures politiques modernes, la France étant débarrassée du despotisme bonapartiste -, et l'Europe occidentale eût connu une phase de développement accéléré dans un climat de paix pratiquement assurée pour vit temps suffisant pour organiser les ouvriers afin de vaincre.

Mais l'Angleterre ne voulait à aucun prix que de fortes nations bourgeoises se développent sur le continent et lui fassent concurrence. L'annexion de l'Alsace-Lorraine constituait précisément une pomme de discorde entre les nations les plus

puissantes du continent qui, divisées, permettaient à l'Angleterre d'assurer pour une longue période son hégémonie sur le marché mondial.

Le pays capitaliste le plus puissant de l'époque eut donc son mot à dire dans le drame qui allait éclater. L'Angleterre officielle joua à fond la crise sur le continent, d'abord en exaspérant la tension franco-prussienne, puis en liguant les bourgeoisies franco-allemandes contre le prolétariat insurgé de Paris: la lointaine Amérique bourgeoise participa elle-même à l'assassinat de prolétaires parisiens comme Marx le montre, en dénonçant les agissements de l'ambassadeur des États-Unis, Mr Washburne. Le Pape lui-même dénoncera les révolutionnaires (tout en demandant que l'on prie pour leur salut).

Toute la période qui suivit immédiatement la Commune renforça encore l'Internationale bourgeoise qui fit durement sentir au prolétariat son activité contre-révolutionnaire, lâche, hypocrite et sanguinaire, lors de la chasse aux Communards à travers toute l'Europe et leur déportation jusque dans plusieurs continents.

Le drame de la Commune a donc, pour premier épisode, la réaction de toutes les bourgeoisie, puis leur rapprochement. Hélas, les classes ouvrières d'Europe ne seront pas en mesure de concerter leur action et de renforcer leurs organisations au même rythme, à mesure que la crise sociale s'aggrave.

LE DRAME

Conjuration
de la bourgeoisie

internationale

Retour à la table des matières

≪ Il y a quinze jours, les Anglais supputaient les conséquences possibles d'une victoire française dans la première grande bataille. Ils craignaient avant tout qu'un tel succès initial fournit à Napoléon III une occasion de conclure une paix rapide, dont la Belgique eût fait les frais. [107] Ils furent vite rassurés sur ce point ≫ (Fr. Engels, la crise de la guerre, in Pall Mall Gazette, 20 août 1870).

MARX À ENGELS

Londres, le 14 septembre 1870

Cher Fred,

En même temps que cette lettre, 12 exemplaires de l'Adresse. Diverses erreurs typographiques, omissions de petits mots, etc., mais rien ne fausse le sens. Ce sera corrigé à la 2e édition. Il ne faut pas oublier que le Conseil général se heurte de toutes parts aux susceptibilités, et il ne peut donc écrire comme nous le ferions en notre nom.

La nouvelle de Brunsvick nous est arrivée hier soir de la part de Liebknecht; mais, comme toujours, l'imprécision de Wilhelm la rend inutilisable. J'ai envoyé aujourd'hui des notes à ce sujet à la Pall Mall, l'Écho, etc.

Le fait est excellent. Cette fois la chasse aux démagogues [108] commence avant même que la guerre ne soit terminée et se fait contre les ouvriers, au lieu des étudiants fumeux d'antan. C'est une très bonne chose que les Prussiens révèlent ce qu'ils sont, et qu'ils détruisent toute illusion possible dans la classe ouvrière, avant même que la paix ne soit conclue. En outre, la classe ouvrière ne peut être poussée dans le feu du combat que sous la persécution directe de l'État.

La ≪ république ≫ - même le simple mot - a donc donné une tournure nouvelle aux événements. En Angleterre, par exemple, Mr George Potter - ce ≪ héros ≫ de l'ouvrier - professe publiquement qu'il est républicain. Cela te fera comprendre l'état d'âme de Londres. J'espère que la politique prussienne de la Cotir déclenchera le mécanisme. L'ingérence inconstitutionnelle de la petite-fille de George III et de la belle-mère du Fritz, c'est un fameux levier.

Dans tout cela, Bismarck est un âne. Comme tout lui a réussi tant qu'il fut l'instrument des aspirations allemandes à l'unité, il a perdu la tête au point de croire maintenant qu'il peut faire, sans pudeur et sans fard, une politique spécifiquement prussienne, non seulement à l'extérieur, mais encore à l'intérieur.

Hier, il y a eu un meeting ouvrier dans un local de Lincolns Fields. Nous étions réunis comme chaque mardi à notre siège, lorsqu'est arrivé un télégramme nous appelant à la rescousse. Les partisans de la Société de la Paix qui ont fait des ≪

achats de grand style ≫ parmi les ouvriers (par exemple Cremer) s'étaient presque assurés d'une toute petite majorité. Notre arrivée à l'improviste a fait tourner le vent. Il s'agissait notamment de diverses résolutions en faveur de la République française qui, comme le soutenait la Société de la Paix, auraient pu conduire à la guerre contre la Prusse. J'ai écrit aujourd'hui longuement pour donner des instructions, en Belgique et en Suisse, ainsi qu'aux États-Unis. [109]

La lettre ci-incluse de Serraillier t'intéressera ainsi que Dupont. Je ne t'envoie qu'un fragment, car le reste contient des nouvelles de la famille et est donc demeuré aux mains de madame Serraillier.

Salut.

Ton K.M., Secrétaire pour la Russie!

Le livre de Schaeffle s'intitule: Capitalisme et socialisme, etc.

MARX À ENGELS

En toute hâte.

Londres, le 16 septembre 1870

Cher Fred,

Charge Dupont de répondre - au nom du Conseil général - aux Marseillais (ci-inclus leur manifeste et lettre) pour leur passer un savon, et leur faire parvenir en même temps notre Adresse [*]. S'il le faut, je lui enverrai d'autres Adresse.

En dehors du Spectator, qui a écrit un article perfide sur notre Adresse, et de la Pall Mall qui en a publié un bref passage, toutes les feuilles de Londres se sont appliquées à la passer sous silence.

Salut. [**]

Ton K.M.

MARX À EDWARD SPENCER BEESLY

Londres, le 12 septembre 1870

Très estimé monsieur Beesly,

A. Serraillier, membre du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs et chargé des pleins pouvoirs du Conseil, est parti mercredi dernier pour Paris. Il tenait pour son devoir d'y aller, non seulement pour participer à la défense, mais encore pour user de son influence sur notre Conseil fédéral de Paris, car il possède effectivement de remarquables qualités intellectuelles. Sa femme vient d'être informée de ce projet. Hélas, elle n'est pas seulement sans le sou, elle et son enfant, mais les créanciers de Serraillier, qui ont des traites s'élevant à quelque 12 livres, menacent de faire vendre ses meubles et de la jeter à la rue. Dans ces conditions, mes amis et moi, nous avons décidé de lui venir en aide, et c'est pour cela que je me permets d'en appeler, par cette lettre, également à vous et à vos amis.

Vous remarquerez que l'Adresse que j'ai présentée vendredi dernier au Conseil général et qui est actuellement sous presse, coïncide sur bien des points presque littéralement avec votre pamphlet. [112]

Mon opinion est que Paris devra capituler; de lettres personnelles que je reçois de Paris, il ressort clairement que plusieurs membres influents du Gouvernement provisoire sont préparés à une telle issue.

Serraillier m'écrit aujourd'hui que la hâte avec laquelle les Prussiens marchent sur Paris est la seule chose au monde qui puisse prévenir une nouvelle insurrection de juin. Si Paris tombe, la France est loin d'être perdue si les provinces font leur devoir.

Le Conseil fédéral de Paris me bombarde de télégrammes, ayant tous pour seul but d'obtenir la reconnaissance de la République française par l'Angleterre. C'est effectivement d'une importance primordiale pour la France. C'est le seul moyen de l'aider à présent. Le roi de Prusse traite officiellement Bonaparte comme le souverain régnant de la France. Il voudrait le rétablir sur le trône. La République française n'existera pas tant que le gouvernement britannique ne l'aura pas reconnue. Mais il n'y a pas de temps à perdre. Permettrez-vous à votre reine et à votre oligarchie, sous la dictée de Bismarck, d'abuser de l'immense influence de l'Angleterre?

Respectueusement,

votre Karl Marx

A propos. En ce moment, la presse anglaise bavarde bien inutilement sur les mesues pour assurer la ≪ défense ≫ de l'Angleterre. En cas de guerre avec la Prusse

ou d'autres puissances militaires du continent, vous disposez d'un moyen d'attaque, mais celui-là imparable: la destruction du commerce maritime des pays du continent européen. Vous ne l'obtiendrez qu'en remettant en vigueur vos ≪ droits maritimes [113] ≫ qui ont été abandonnés à la Russie en 1856 par le traité de Paris, à la suite d'une intrigue ministérielle, sans aucune ratification du parlement. La Russie attribue à cette affaire une telle importance qu'elle a poussé la Prusse, tout au début de la guerre, à revendiquer officiellement ces clauses de l' ≪ accord ≫ de Paris. Il va de soi que la Prusse n'y était que trop disposée. D'abord, elle n'a aucune marine. Ensuite, il est incontestablement de l'intérêt commun des puissances militaires du continent d'amener l'Angleterre, seule grande puissance maritime d'Europe, à renoncer aux moyens les plus efficaces de la guerre maritime, sous prétexte d'humanitarisme. Le privilège de l'inhumanité - et l'on ne peut faire la guerre d'une façon ≪ humaine ≫ - sera donc réservé aux forces terrestres! En outre, cette ≪ philanthropie ≫ diplomatique présume que la propriété - toujours sur mer, et non sur terre - est plus précieuse que la vie humaine. Telle est la raison pour laquelle les fabricants et marchands anglais que l'on prend pour des imbéciles, ont permis eux-mêmes qu'on les berne par les clauses de Paris sur la guerre maritime - pour eux sans effet pratique, puisque non reconnues par les États-Unis. En effet, ce n'est que dans une guerre contre ces derniers qu'une telle condition pourrait être de quelque valeur pour les marchands d'argent d'Angleterre. Le mépris que vouent désormais à l'Angleterre la Prusse aussi bien que la Russie (qui avance tranquillement vers les Indes) provient uniquement de ce qu'elles savent que l'Angleterre n'est bonne à rien dans une guerre offensive sur terre, et que pour une guerre maritime, décisive pour elle, l'Angleterre s'est désarmée elle-même, ou mieux: a été désarmée par le geste arbitraire de Clarendon, agissant sur les instructions secrètes de Palmerston. Déclarez demain que ces clauses du traité de Paris - qui n'ont même pas reçu la forme de clauses de traité -sont des chiffons de papier, et je vous garantis que les

matamores continentaux baisseront aussitôt le ton.

MARX À EDWARD SPENCER BEESLY

Londres, le 16 septembre 1870

Très estimé monsieur Beesly,

Veuillez m'excuser de vous importuner encore avec une lettre, mais à la guerre comme à la guerre (Fr.).

Les prévisions les plus pessimistes des deux Adresses du Conseil général de l'Internationale se sont déjà réalisées.

Après avoir déclaré qu'elle faisait la guerre à Louis Bonaparte et non au peuple français, voilà que la Prusse combat maintenant le peuple français et fait la paix avec

Bonaparte. [114] Elle vient de libérer l'assassin et de proclamer son intention de le rétablir, lui ou quelqu'un de sa famille, aux Tuileries. L'infâme Times tente aujourd'hui de présenter cette nouvelle comme un simple cancan. Elle sait, ou devrait savoir que l'information provient de l'officiel Staatsanzeiger de Berlin, le Moniteur prussien. D'après les journaux prussiens semi-officiels, telle que la Gazette de Cologne, je vois que ce vieil âne de roi Guillaume, fidèle aux traditions de famille des Hohenzollern, se prosterne déjà aux pieds du tsar et l'implore d'être assez magnanime pour l'employer comme sa créature contre les Turcs. Bref, la réaction a déjà commencé en Allemagne. Nos gens de Brunsvick, pour commencer par eux, ont été transportés, enchaînés comme de vulgaires criminels, vers la frontière orientale, comme je vous l'ai déjà écrit. Mais, ce n'est qu'un fait parmi tant d'autres.

Après la première guerre d'indépendance allemande contre Napoléon 1er, le gouvernement fit, vingt ans durant, une chasse féroce aux prétendus démagogues, [115] mais alors elle n'eut lieu qu'après la fin de la guerre. Or, maintenant, elle commence avant la conclusion de la paix.

A l'époque les persécutions visaient des idéalistes soufflés et la jeunesse exubérante (les étudiants des universités) de la bourgeoisie, de la bureaucratie et de l'aristocratie. Elles visent désormais la classe ouvrière.

Pour ma part, je suis enchanté de tous ces méfaits du gouvernement prussien. C'est ce qui mettra l'Allemagne en mouvement. Je pense que vous devriez faire maintenant la chose suivante: la première Adresse du Conseil général sur la guerre

n'a été publiée en entier que par la Pall Mall Gazette, d'autres journaux n'en ayant donné que des extraits ou l'ayant simplement évoquée dans leurs éditoriaux. Cette fois, bien que l'Adresse ait été envoyée à tous les journaux de Londres, aucun n'en a soufflé mot, à l'exception de la Pall Mall, qui en a donné un très bref extrait.

Soit dit en passant, ce journal, qui, dans son numéro d'hier, parle de vous en termes fort élogieux, a certaines obligations personnelles à mon égard. En effet, ne lui ai-je pas proposé les Notes sur la guerre de mon ami Engels? Je l'ai fait à la demande de Nicolas Léon Thieblin qui passait parfois en contrebande quelques passages sur l'Internationale dans la Pall Mall. C'est pourquoi notre seconde Adresse n'a pas été entièrement étouffée dans ce journal.

Sur le continent, jusqu'à Moscou et St-Pétersbourg, et même dans les journaux français sous le règne bonapartiste et actuellement à Berlin, les gens avaient et ont l'habitude de voir les manifestes de l'Internationale traités sérieusement et reproduits en entier par un journal ou l'autre, si bien qu'on nous reproche souvent de ne pas ≪ user ≫ avec assez de zèle de la ≪ libre≫ presse londonienne. On n'a certes aucune idée de la totale corruption de cette vile engeance, flétrie depuis longtemps déjà par William Cobbett pour sa ≪ vénalité, son infamie et son inculture ≫: on ne peut pas y croire sur le continent.

J'estime que vous rendriez le plus grand service a l'Internationale - et je me préoccuperai de faire reproduire votre article dans nos journaux en Espagne, Italie, Suisse, Belgique, Hollande, Danemark, Hongrie, Allemagne, France et États-Unis -, si

vous publiez dans la Fornightly Review, quelque chose sur l'Internationale, les manifestes du Conseil général relatifs à la guerre et le traitement que nous avons subi aux mains de ce modèle de presse qu'est la ≪ libre ≫ information anglaise. [116] (83) Cette espèce est en fait plus asservie à la police prussienne que la presse de Berlin.

Lafargue, qui dirige en ce moment un journal à Bordeaux, vous envoie, à vous et à madame Beesly, ses meilleurs compliments.

Votre dévoué

Karl Marx

EXTRAITS DU PROTOCOLE DE LA RÉUNION

DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 17.1-1871.

MARX

Exposé sur le gouvernement de la Défense

nationale à la réunion du 17 janvier 1871 [117]

Le citoyen Marx, constatant qu'un assez grand nombre de membres anglais étaient présents, dit qu'il désirait faire une importante observation: les déclarations faites par Odger, président de l'Association, au dernier meeting public de St. James′ Hall ne correspondent pas à la vérité. Nous affirmions, dans notre seconde Adresse, que plusieurs membres du gouvernement provisoire français étaient marqués d'une ineffaçable flétrissure depuis la révolution de 1848. Ce qui n'a pas empêché Odger d'affirmer qu'aucune faute ne pesait sur qui que ce soit.

Et Marx de poursuivre: on ne peut accueillir Favre que comme représentant de la République, et non comme un patriote sans reproche. Or, la manière avec laquelle on parle aujourd'hui de Favre le pousse sur l'avant-scène, tandis qu'on perd pour ainsi dire de vue la République. Un exemple des agissements de Favre: après la révolution de 1848, Favre fut choisi par Ledru-Rollin comme ministre de l'Intérieur, Flocon étant tombé malade. L'une des premières mesures de Favre fut de ramener l'armée à Paris, ce qui permit ensuite à la bourgeoisie de faire tirer sur les ouvriers et les écraser. Plus tard, lorsque le peuple se fut convaincu que l'Assemblée nationale était composée d'hommes issus de la bourgeoisie, il manifesta sa sympathie à la Pologne, et envahit, à cette occasion, l'Assemblée constituante. [118] Le président de celle-ci supplia Louis Blanc de s'adresser aux manifestants et de les tranquilliser, ce qu'il ne manqua pas de faire. Une guerre contre la Russie eût sauvé la République.

La première chose que jules Favre entreprit quelques jours après, ce fut de réclamer les pleins pouvoirs afin de poursuivre Louis Blanc comme complice des manifestants. L'Assemblée nationale était convaincue que Favre avait reçu à cet effet un mandat du gouvernement, mais les a.-Litres membres du gouvernement déclarèrent que cette mesure était une initiative personnelle de Favre tendant à faire croire que le gouvernement provisoire aurait conspiré pour provoquer l'insurrection de juin 1848.

Après que la troupe eut tiré sur les manifestants et les eut terrassés, Favre proposa d'éliminer la Commission exécutive. [119] Le 27, il promulga le décret selon lequel les prisonniers pouvaient être ≪ transportes ≫ sans procès ni jugement des tribunaux. [120] Il y eut 15 000 déportés. En novembre, l'Assemblée constituante fut contrainte d'examiner certains cas de déportés. Dans la seule ville de Brest, on dut libérer 1000 prisonniers. Il fallut aussi relâcher un grand nombre de personnes arrêtées et mises en accusation par la Commission militaire comme étant particulièrement dangereuses; d'autres ne purent être condamnées qu'à des peines de prison légères. On proposa l'amnistie par la suite: Favre s'y opposa sans relâche. Il prétendait être de ceux qui avaient demandé la création d'une commission d'enquête sur toute la révolution, à l'exception de Février.

Il a participé à l'élaboration des lois de presse les plus infâmes [121] qui aient jamais existé, et que Napoléon III sut habilement exploiter. Sous la monarchie de juillet, Favre entretint certaines liaisons avec les bonapartistes et mit en oeuvre

toute son influence pour accueillir Napoléon à l'Assemblée nationale. Il fit tout ce qui était en son pouvoir pour réaliser l'expédition de Rome, [122] qui fut le premier pas vers l'instauration de l'Empire.

ENGELS

Projet de résolution

sur l'attitude de la classe ouvrière anglaise

vis-à-vis de la guerre franco-prussienne dans

l'actuelle phase

(réunion du Conseil général

du 31.1.1871)

1) Que le mouvement ouvrier, pour le soutien de la République française, aurait dû en premier concentrer ses efforts pour obliger le gouvernement britannique à reconnaître la République,

2) Que l'intervention militaire de l'Angleterre en faveur de la France - telle qu'elle était envisagée par ceux qui la proposaient - n'aurait pu avoir d'effet qu'à un moment bien déterminé, moment qui est maintenant dépassé;

3) Que l'Angleterre non seulement demeure incapable d'intervenir efficacement dans les affaires continentales, mais qu'elle ne peut même pas se protéger contre le despotisme militaire du continent, tant qu'elle n'aura pas reconquis la faculté de disposer de sa véritable force militaire, sa flotte de guerre. Elle ne le peut qu'en dénonçant la Déclaration de Paris. [123]

MARX ET ENGELS

Exposé sur le mouvement

républicain en Angleterre, à la réunion

du 28 mars 1871

Le citoyen Engels dit que la question n'est pas de savoir s'il faut soutenir le mouvement républicain, mais si, dans les conditions actuelles, il s'engagerait dans notre vole. Des hommes tels que Peter Taylor et d'autres réclament simplement la république; mais, il faut tenir compte de ce que l'abolition de la monarchie

entraînerait l'élimination de l'Église d'État, de la Chambre des Lords et de beaucoup d'autres institutions. [124] En Angleterre, nul mouvement républicain ne peut se développer sans transcroître en un mouvement de la classe ouvrière. Lorsqu'un tel mouvement prend naissance, il importe donc de savoir aussi comment il continuera de se développer. Il faut que la république soit instaurée pour que nos idées passent dans la réalité. Il s'agit donc de suivre avec la plus grande attention la manière dont évolue le mouvement républicain; et il est juste que des membres de l'Internationale y prennent part et lui donnent la direction adéquate. Si le mouvement républicain devait prendre une forme bourgeoise, il deviendrait l'affaire d'une clique. La classe ouvrière ne peut pas ne pas rompre avec toutes les formes traditionnelles.

Le citoyen Engels ajoute que l'oppression est aussi grande en Amérique qu'en Angleterre, mais que la république offre à la classe ouvrière de larges possibilités d'agitation. Dans les États à population de forte densité, le mouvement ouvrier est organisé, mais l'immensité d'un pays faiblement peuplé l'empêche de se renforcer.

Le citoyen Marx exprime sa conviction qu'aucun mouvement républicain ne petit devenir une force réelle s'il ne se transforme en mouvement social. Ceux qui tirent les ficelles de l'actuel mouvement n'ont évidemment aucune intention de ce genre.

ENGELS A CARL KLEIN ET FRIEDRICH MOLL

122, Regent's Park Road, N.W.

Londres, le 10 mars 1871

Chers amis Klein et Moll

... Une dure période commence maintenant pour les ouvriers allemands. Il semble bien qu'on ait décidé de les sacrifier sur l'autel de la réconciliation entre les hobereaux et la bourgeoisie. Mais, cela ne fait rien. Le mouvement ouvrier n'est-il pas désormais trop puissant pour être liquidé à la suite de quelques manœuvres prussiennes. Bien au contraire, les persécutions, auxquelles nous devons nous attendre, nous procurerons des forces accrues et, dès lors que l'ivresse du bourgeois plein de sa victoire se sera dissipée et que les pleurnicheries recommenceront, alors il se trouvera de nouveau une occasion où notre parti trouvera son mot à dire. En tout cas, les ouvriers allemands ont démontré par leur attitude exemplaire au cours de la guerre, qu'ils savent fort bien quel est l'enjeu. De tous les partis le leur seul sait déchiffrer justement l'histoire de notre temps, alors que l'ivresse de la victoire embrouille complètement les bourgeois.

J'habite à Londres depuis 5 mois. Il est douteux que vous puissiez longtemps

encore faire partie, autrement qu'en principe, de l'Association internationale des travailleurs, étant donné qu'en Allemagne on semble vouloir considérer une telle adhésion comme un crime. En tout cas, attendez-vous à ce que nous fassions ici tout ce qui est humainement possible pour éviter que se brise de nouveau le lien entre le prolétariat de toute l'Europe et de l'Amérique que nous avons établi il y a 7 ans. Et c'est ce qui importe.

Salut fraternel et poignée de main

votre F. Engels

ENGELS À RUDOLF ENGELS

Londres, le 10 mars 1871

Cher Rudolf,

... Je doute fort que les sympathies que vous éprouvez pour la France dans votre région (et qui sont répandues à peu près dans le monde entier) proviennent de ce

que la France a essuyé les coups les plus durs. Quoi qu'il en soit, ce qui est sûr, c'est que si la Prusse recevait à l'occasion d'événements futurs une bonne raclée (ce qui n'est pas si improbable), elle ne bénéficierait d'aucune sympathie, mais on rirait d'elle. Tout bonnement, vous ne voyez pas plus loin que le bout de votre nez; les jérémiades feront bientôt suite aux ivresses de la victoire: vous serez alors tout marris de vous trouver dans votre peau. Avec toute votre puissance et votre gloire, vous êtes dans la même situation qu'à Olmütz, cet Olmütz qui a été conclu à Varsovie [125] où votre maître suprême - le tsar de toutes les Russies - vous a donné l'ordre de vous incliner bien humblement devant l'Autriche et la Diète Impériale. A présent que vous avez fait de la France (qui demeure de toute façon à votre frontière) votre ennemie pour longtemps, la Russie reste votre seul rempart et vous fera bientôt payer sa protection. Car vous êtes plus que jamais sous la domination russe.

Veux-tu transmettre à maman mes meilleures salutations, et lui dire que je lui écrirai bientôt. Salue ta femme, tes enfants, les frères et sœurs, ainsi que tout ce qui se rattache à la famille et s'y balance.

Ton Frédéric

ENGELS

Le sort de Metz

Pall Mall Gazette, le 17 octobre 1870

Metz est une forteresse infiniment plus forte que Paris... La reddition de Metz aurait une répercussion morale infiniment moindre, mais un effet matériel bien plus considérable sur le cours ultérieur de la guerre que la chute de Paris. Si Paris est perdu, la France cédera peut-être, mais cela ne s'imposerait pas plus à ce moment-là qu'à présent. En effet, la majeure partie des troupes prussiennes qui encerclent aujourd'hui Paris continueraient d'être nécessaires pour tenir Paris et ses environs. Il est donc plus que douteux que les Allemands disposent alors d'assez de troupes pour avancer jusqu'à Bordeaux.

En revanche, si Metz capitulait, les Prussiens pourraient disposer de 200 000 soldats devenus libres; dans l'actuelle situation des troupes françaises en ligne, cette armée suffirait amplement pour gagner le pays non fortifié, quand il lui plaira et jusqu'où elle le voudra. L'occupation du reste de la France qui est empêchée par les deux grands camps retranchés, commencerait aussitôt et toutes les tentatives d'une guerre de guérilla qui, actuellement, pourraient être très efficaces, seraient alors rapidement écrasées. *

ENGELS

Sur la Guerre

Pall Mall Gazette, le 6 octobre 1870

Les bataillons des faubourgs de Paris, composés d'ouvriers, sont résolus à se battre; ils obéiront et manifesteront une espèce de discipline instinctive s'ils sont conduits par des hommes ayant personnellement et politiquement leur confiance. Envers tous les autres chefs, ils seront rebelles. En outre, ils n'ont ni instruction, ni officiers entraînés et, à moins qu'il n'y ait une bataille finale derrière les barricades, leurs excellentes qualités de combat ne seront pas utilisées.

En revanche, le gros des Gardes nationaux, armés par Palikao, se compose de bourgeois, particulièrement de la classe des petits boutiquiers, et ces hommes-là répugnent par principe à se battre. Sous les armes, leur affaire est de garder leurs boutiques et leurs maisons: si celles-ci sont attaquées à distance par les obus ennemis, leur enthousiasme martial s'évanouira probablement. C'est une force

organisée plutôt contre un ennemi intérieur qu'extérieur. Toutes ses traditions vont en ce sens, et neuf sur dix d'entre eux sont convaincus qu'un tel ennemi intérieur est dès maintenant embusqué en plein cœur de Paris, n'attendant qu'une occasion pour lui tomber dessus ... *

MARX À EDWARD SPENCER BEESLY

Londres, 19 octobre 1870

Très honoré monsieur Beesly,

Deak est hostile aux ouvriers. En fait, c'est la version hongroise d'un whig anglais.

En ce qui concerne Lyon, [128] j'ai reçu des lettres qui ne sont pas faites pour être publiées. Au commencement, tout a bien marché. Sous la pression de la section de l' ≪ Internationale ≫, on proclama la République, avant même que Paris n'ait fait ce pas. On forma aussitôt un gouvernement révolutionnaire - la Commune -, composé en partie d'ouvriers appartenant à l' ≪ Internationale ≫, en partie de républicains radicaux de la bourgeoisie. On abolit immédiatement les octrois, et ce avec raison.

Les intrigants bonapartistes et cléricaux furent intimidés. On prit des mesures énergiques pour l'armement de tout le peuple. La bourgeoisie commençait, sinon de sympathiser vraiment avec le nouvel ordre des choses, du moins à le tolérer passivement. L'action lyonnaise eut aussitôt un effet sensible à Marseille et Toulouse, où les sections de l' ≪ Internationale ≫ sont fortes.

Mais, les ânes de Bakounine et de Cluseret arrivèrent à Lyon et gâchèrent tout. Comme tous deux appartiennent à l' ≪ Internationale ≫, ils eurent hélas suffisamment d'influence pour fourvoyer nos amis. Ils s'emparèrent de la mairie - pour peu de temps - et proclamèrent les lois les plus insensées sur l'abolition de l'*É*tat et autres bêtises du même genre. Vous comprendrez que le simple fait qu'un Russe - présenté comme un agent de Bismarck par la presse bourgeoise - ait la prétention de jouer au chef d'un Comité de Salut de la France, suffise à faire revirer l'opinion publique. Pour ce qui est de Cluseret, il se comporta à la fois en fou et en lâche. Tous deux ont quitté Lyon après leur échec.

A Rouen, comme dans la plupart des autres villes industrielles de France, les sections de l'Internationale, en suivant l'exemple de Lyon, ont imposé que l'on reconnaisse officiellement des corps d'ouvriers dans les ≪ comités de défense ≫.

Malgré tout, je suis bien obligé de vous dire que, d'après toutes les informations que j'ai reçues de France, la bourgeoisie préfère la conquête prussienne à la victoire d'une République de tendance socialiste.

Votre très dévoué

Karl Marx

Je vous envoie un exemplaire de la New York Tribune arrivé hier. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me le renvoyer après lecture. Vous y trouverez un article sur l'Internationale. Je n'en connais pas l'auteur, mais à en juger par le style et la manière, je suppose qu'il s'agit de Mr. Dana. Ci-joint également trois exemplaires de la Défense nationale de la part de Lafargue qui vous adresse ses salutations.

MARX À LAFARGUE

Londres, le 4 février 1871

Cher Paul,

Il faut créer de nouveaux défenseurs à la France (Fr.). Vous - toi et Laura - vous semblez sérieusement et efficacement préoccupés de cette tâche patriotique. Toute

la famille a été heureuse d'apprendre que notre chère Laura a victorieusement surmonté ce moment critique et que la suite se présente favorablement.

Embrassez de ma part le petit Schnappy et dites-lui que Old Nick est très fier des deux photographies de sa succession. Dans la pose ≪ grave ≫, notre petit bonhomme exprime davantage ses qualités de sérieux, tandis que dans celle où il prend l'attitude d'un franc-fileur il fait preuve de charme, d'esprit et d'espièglerie.

Vous savez que j'ai une triste opinion des héros de la bourgeoisie. Mais il se trouve que jules Favre et Cie ont encore dépassé mes pires attentes. Lorsque Trochu a exécuté son ≪ plan ≫ secret, * autrement dit lorsque ce ≪ sabre orthodoxe ≫, ce ≪ crétin militaire ≫ eut poussé la résistance passive de Paris jusqu'au point extrême où il ne restait plus d'autre alternative que de mourir de faim ou se rendre, jules Favre et Cie n'eurent plus qu'à suivre l'exemple du commandant Je la place fortifiée de Toul. Il ne capitula pas après que sa force de résistance se fut effondrée. Il informa simplement les Prussiens de la situation, en déclarant que le manque de vivres le forçait à renoncer à la défense et qu'ils pouvaient faire ce qui leur plairait. Il ne rechercha aucune concession, mais reconnut simplement un fait accompli. jules Favre et Cie ne se bornèrent pas à signer une capitulation. formelle, [130] ils eurent l'impudence d'ajouter qu'ils agissaient au non, de la Farce !oui entière, bien qu'ils ignoraient totalement la situation de la France en dehors de Paris (Fr), étant donné qu'ils en étaient réduits aux informations partiales que Bismarck avait la grâce de leur communiquer. Qui plus est: après qu'ils eurent capitulé et qu'ils furent devenus les prisonniers du roi de Prusse, ils allèrent jusqu'à déclarer que la fraction encore libre du gouvernement de Bordeaux [131] avait perdu ses pleins pouvoirs et ne

pouvait plus agir sans le consentement de messieurs les prisonniers du roi de Prusse. Lorsqu'il capitula et fut fait prisonnier à Sedan, Louis Bonaparte lui-même déclara à Bismarck qu'il ne pouvait engager la m. oindre négociation, puisqu'il ne pouvait plus agir selon sa volonté propre et qu'il ne disposait plus d'aucune autorité en France, du fait qu'il était prisonnier de la Prusse.

Même l. Bonaparte avait eu plus de pudeur que Favre et Cie.

Favre pouvait tout au plus convenir d'un armistice sous condition, c'est-à-dire sous réserve de ratification de la part du gouvernement de Bordeaux. Quoi qu'il en soit, il eut dû laisser le soin de déterminer les clauses de cet armistice à des hommes qui n'étaient pas prisonniers du roi de Prusse. En tout cas, ils n'eussent pas permis que le théâtre de guerre oriental fût exclu de l'armistice, de sorte que les Prussiens peuvent invoquer l'armistice pour arrondir leur zone d'occupation d'une manière aussi avantageuse pour eux.

Rendu insolent par les abus de pouvoir et la servilité des délégués du gouvernement parisien qui continuent de jouer au gouvernement français, après que ces messieurs les capitulards soient prisonniers du roi de Prusse, Bismarck se considère de facto comme l'autorité suprême en France et se met à agir en conséquence. Il proteste, le noble, contre le décret de Gambetta relatif aux élections générales, sous prétexte qu'il porte atteinte aux ≪ libertés ≫ électorales. [132] Il dicte les conditions dans lesquelles l'Assemblée nationale doit être élue! En fait, Gambetta aurait dû répondre par une protestation contre toutes les entraves qui

suppriment la liberté des élections au Reichstag. Pour rendre libres ces élections, il devrait même réclamer que Bismarck lève - ou du moins suspende - l'état de siège imposé à la majeure partie de la Prusse. Pour vous donner un exemple de la liberté des élections en Allemagne: à Francfort-sur-le-Main, un ouvrier (qui n'est pas domicilié à Francfort) se présente comme candidat, et commence sa campagne électorale dans cette ville. Que font les autorités prussiennes? Elles expulsent ce candidat de Francfort, en mettant la police à ses trousses. [133]

Je souhaite que les Prussiens maintiennent inflexiblement leur ≪ modeste ≫ contribution de guerre de 400 millions de livres sterling, soit la moitié de la dette publique anglaise ! [134] Cela pourrait, en effet, mettre en colère les bourgeois français, dont les intrigues menées de concert avec les autorités locales (laissées en grande partie par Gambetta entre les mains des bonapartistes, des orléanistes, etc.) donnent la véritable explication des défaites subies jusqu'ici dans la guerre. Peut-être la bourgeoisie pourrait-elle comprendre enfin qu'elle a plus à perdre si elle cède que si elle combat.

Par ailleurs, si la France résiste encore quelque temps. la situation internationale évoluera bien plus favorablement pour sa cause. En Angleterre, le cabinet Gladstone semble enfin menacé. Il se peut qu'il soit bientôt chassé du gouvernement. L'opinion publique s'affirme de plus en plus favorable à la guerre. Ce revirement a été suscité par les revendications de la Prusse, et surtout par ses visées sur Pondichéry et les vingt meilleurs navires de guerre français. L'Anglais moyen y voit une menace contre l'Angleterre et une manœuvre de la Russie (de fait, cette revendication a été suggérée à la Prusse par le cabinet de Saint-Pétersbourg. *)

En Russie même, il semble que de grands bouleversements soient imminents. Depuis que Guillaume s'est métamorphosé en Empereur d'Allemagne, le parti anti-allemand - ce que l'on appelle le parti de la vieille Russie - à la tête duquel se trouve l'héritier présomptif du trône, a repris complètement le dessus. On peut donc s'attendre à ce que le tsar actuel ou bien accepte le diktat et renverse complètement l'orientation de sa politique extérieure, ou bien qu'il partage le sort de ses prédécesseurs et morde la poussière. Si ce bouleversement s'opérait en Russie, la Prusse, dont les frontières avec la Russie et l'Autriche sont entièrement dégarnies de troupes, serait gravement exposée, sans résistance possible, si bien qu'elle ne pourrait maintenir en France ses forces militaires actuelles.

Cela amènera Bismarck à modérer son ton et le rendra plus conciliant.

Si la France résiste, utilise l'armistice pour réorganiser ses armées et comprend enfin que pour mener une guerre révolutionnaire il faut des mesures et des énergies révolutionnaires, elle peut encore être sauvée dans le rapport de forces actuel. Bismarck sait fort bien qu'il est en posture difficile. Il espère s'en sortir, en usant de l' ≪ intimidation.≫ et en faisant confiance au soutien actif de tous les éléments réactionnaires de la France.

Votre Old Nick

LE DRAME

Réponse de la commune

MARX

La formation de la Commune
et le Comité Central

Première ébauche de la Guerre Civile en France. 1871

Retour à la table des matières

Après Sedan, la Commune fut proclamée à Lyon, puis à Marseille, Toulouse, etc. Gambetta fit de son mieux pour l'écraser. [136]

A Paris, les différentes actions de début octobre visaient à instaurer la Commune en tant que mesure de défense contre l'invasion étrangère, concrétisant véritablement l'insurrection du 4 septembre. Si l'action du 31 octobre n'aboutit pas à l'instauration de la Commune, c'est que Blanqui, Flourens et les autres chefs du mouvement firent confiance aux gens de parole (Fr) qui avaient donné leur parole d'honneur (Fr) de démissionner et de céder la place à une Commune librement élue par tous les arrondissements de Paris. Elle échoua parce que ses chefs sauvèrent la vie de gens qui ne cherchaient qu'à tuer leurs sauveurs. Ils laissèrent Trochu et Ferry s'échapper, mais ceux-ci les assaillirent avec les Bretons de Trochu. Il importe de rappeler que, le 31 octobre, le ≪ gouvernement de la Défense ≫, nommé par lui-même, n'existait que parce qu'on voulait bien le supporter. Encore n'avait-il pas décidé d'entreprendre la farce du plébiscite. [137]

Dans ces conditions, rien n'était plus facile que de donner une image fausse de la nature du mouvement, de le dénoncer comme une conspiration nouée avec les Prussiens, d'utiliser la démission du seul de ces hommes [Rochefort] qui ne voulût point manquer à sa parole, afin de renforcer les Bretons de Trochu (qui furent pour le

gouvernement de la Défense ce que les spadassins corses avaient été pour L. Bonaparte), en nommant Clément Thomas commandant en chef de la Garde nationale. Rien n'était plus facile à ces fauteurs de panique éprouvés que de solliciter les lâches frayeurs qu'éprouvaient les classes moyennes à l'égard des bataillons ouvriers qui venaient de prendre l'initiative, que de semer la suspicion et la dissension au sein même des bataillons ouvriers en en appelant au patriotisme, afin de préparer les conditions d'une de ces journées de réaction aveugle et d'équivoques fatales, grâce auxquelles les usurpateurs ont toujours su se maintenir au pouvoir. Tout comme ils s'étaient glissés furtivement à ce pouvoir, ils étaient maintenant en mesure de lui donner une justification fallacieuse grâce à un plébiscite de pur style bonapartiste dans un climat de terreur réactionnaire.

Si la Commune avait remporté la victoire au début de novembre 1870 à Paris (à un moment où elle était déjà instaurée dans les grandes villes du pays), elle aurait sûrement trouvé un écho et se serait étendue à toute la France. Non seulement elle aurait arraché la défense des mains des traîtres et lui aurait insufflé l'enthousiasme, comme le démontre l'héroïque guerre que Paris mène actuellement, mais encore elle aurait changé complètement la nature de la guerre.

Elle serait devenue la guerre de la France républicaine, hissant l'étendard de la révolution sociale du XIXe siècle contre la Prusse, porte-drapeau de la conquête et de la contre-révolution. Au lieu d'envoyer le vieil intrigant usé (jules Favre) mendigoter dans toutes les cours d'Europe, on aurait électrisé la masse des producteurs de l'Ancien et du Nouveau-Monde. En escamotant la Commune le 31 octobre, les jules Favre et Cie ont assuré la capitulation de la France devant la Prusse et suscité

l'actuelle guerre civile.

Mais la preuve est faite: la Révolution du 4 septembre n'a pas simplement rétabli la République, du fait que la place de l'usurpateur était devenue vacante à la suite de la capitulation de Sedan, ni conquis cette République sur l'envahisseur étranger grâce à la résistance prolongée de Paris qui luttait pourtant sous la direction de ses ennemis, cette révolution s'est frayé un chemin jusqu'au cœur des classes ouvrières. La République avait cessé d'être un nom pour une cause du passé: elle était grosse d'un monde nouveau. Sa tendance véritable fut masquée aux yeux du monde par les supercheries, les mensonges et les platitudes d'une bande d'avocats intrigants et de phraseurs impénitents, mais elle ne cessait de reparaître à la surface au cours des actions spasmodiques de la classe ouvrière de Paris et du Midi de la France, dont le mot d'ordre fut toujours le même: la Commune! [138]

La Commune, forme positive de la révolution contre l'Empire et les conditions de son existence, fut d'abord instaurée dans les villes du Midi de la France et fut sans cesse proclamée au cours des actions spasmodiques durant le siège de Paris. Mais, elle fut tenue en échec et brisée par les agissements du gouvernement de la Défense et par les Bretons de Trochu, le héros du ≪plan de capitulation ≫. Elle finit par triompher le 26 mars, mais elle n'est pas née brusquement ce jour-là. C'était l'invariable but des révolutions ouvrières.

La capitulation de Paris, la conspiration ouverte à Bordeaux contre la République, le coup d'État déclenché par l'attaque nocturne sur Montmartre ont rallié autour

d'elle tous les Parisiens ouverts à la vie: les hommes de la Défense n'étaient plus en mesure de la réduire à des tentatives isolées des éléments révolutionnaires les plus conscients de la classe ouvrière de Paris.

Le gouvernement de la Défense n'avait été toléré que comme un pis-aller (Fr), né de la première surprise, une sorte de nécessité de la guerre. La vraie réponse du peuple de Paris au Second Empire, règne du mensonge, ce fut la Commune.

Aussi le soulèvement de tout le Paris ouvert à la vie - à l'exclusion des piliers du bonapartisme et de son opposition officielle, des grands capitalistes, des boursicoteurs, des escrocs, des oisifs, des traditionnels parasites de l'État - contre le gouvernement de la Défense ne date-t-il pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là sa première victoire sur la conjuration. Il date du, 31 janvier, du Jour même de la capitulation.

La Garde nationale - c'est-à-dire tous les Parisiens armés - s'est organisée et a vraiment gouverné Paris à partir de ce jour-là, indépendamment du gouvernement usurpateur des capitulards (Fr), mis en place par la grâce de Bismarck. [139] Elle a refusé de livrer ses armes et son artillerie, qui lui appartenaient et qui lui avaient été laissées à la capitulation, parce qu'elles étaient sa propriété. Ce n'est pas la magnanimité de jules Favre qui a sauvé ces armes des mains de Bismarck; c'est la promptitude des combattants parisiens à les arracher à jules Favre et Bismarck. [140] ...

EXTRAITS DU PROTOCOLE DES RÉUNIONS

DU CONSEIL GÉNÉRAL

ENGELS

Exposé sur la révolution du

18 mars 1871 à la réunion du 21 mars 1871

Le citoyen Engels décrit la situation à Paris. Il dit que les lettres reçues de Paris cette semaine et déjà citées par Serraillier, ont expliqué ce qui était incompréhensible auparavant. Il semblait qu'un certain nombre d'hommes s'étaient soudainement emparés de plusieurs canons et les avaient gardés. Toute la presse et les correspondants ont écrit qu'il eut fallu leur demander des comptes, mais que le gouvernement français était demeuré dans l'expectative. Notre Comité parisien nous a informé que les Gardes nationaux avaient payé pour fabriquer ces canons et tenaient à les conserver. Ils ont compris que sous l'Assemblée nationale qui venait d'être élue, [141] la République n'était pas du tout garantie. Lorsque les Prussiens pénétrèrent dans Paris, ces canons avaient été transportés hors de leur portée, dans

un autre faubourg de la ville. Par la suite, le gouvernement réclama les canons et tenta de les enlever à la Garde nationale. Aurelle de Paladine aurait été nommé commandant en chef de la Garde nationale et préfet de police *. Sous Napoléon III, il avait été colonel de gendarmerie et un défenseur des curés. Sur l'ordre de l'évêque d'Orléans - Dupanloup -, il aurait fait pénitence à l'église pendant 5 heures, tandis que son armée se faisait battre dans un engagement avec les Allemands. Cette nomination ne laisse subsister aucun doute sur les intentions du gouvernement.

Dès lors, la Garde nationale organisa la résistance. Sur 260 bataillons, 215 - des soldats aux officiers - ont constitué un Comité Central. Chaque compagnie a choisi un délégué, les délégués ont formé des sous-comités d'arrondissement ou de quartier, qui ont ensuite élu le Comité Central.

Sur les vingt arrondissements, cinq seulement n'ont pas élu de délégués. Lorsque l'Assemblée nationale se transporta à Versailles, le gouvernement tenta de nettoyer Paris des révolutionnaires et de leur enlever les canons. Les troupes qui venaient d'arriver à Paris, furent placées sous le commandement de Vinoy, sous les ordres duquel les soldats, lors du coup d'État de 1851, tirèrent sur la foule des boulevards. Aux toutes premières heures de la journée, ces troupes enregistrèrent quelques succès, mais lorsque la Garde nationale s'aperçut du tour que prenait l'affaire, elle se mit en devoir de reconquérir les canons, et les soldats se mirent à fraterniser avec le peuple. A présent, la ville se trouve aux mains du peuple; les troupes qui ne sont pas passées du côté du peuple se sont repliées sur Versailles, et l'Assemblée nationale ne sait plus ce qu'il faut entreprendre.

Aucun des hommes du Comité Central n'est célèbre; il n'y a pas parmi eux de Félix Pyat et individus de son espèce; mais ces hommes sont bien connus de la classe ouvrière. Quatre membres de l'Internationale font partie du Comité.

Le lendemain, ce fut l'élection de la Commune. [143] Le Comité Central proclama qu'il respecterait la liberté de presse, mais ne tolérerait pas la presse pourrie des bonapartistes. La résolution la plus importante qu'il adopta, déclarait que les préliminaires de paix seraient respectés. Les Prussiens sont toujours encore à proximité immédiate et les chances d'un succès seraient plus grandes, si l'on pouvait réussir à les tenir à l'écart de la lutte.

ENGELS

Exposé sur la Commune de Paris, à la réunion du 11 avril 1871

Le citoyen Engels dit qu'il a encore un autre fait à mentionner. Récemment, la presse était pleine des miracles que l'Association aurait accompli, mais le dernier miracle dont relate un journal parisien est que Marx aurait été le secrétaire privé de

Bismarck en 1857.

Engels dit, en outre, qu'on lie peut admettre d'assister au déroulement des événements de Paris sans en dire quelque chose. Tant que le Comité Central de la Garde nationale a dominé la situation, les choses se sont bien passées; mais après les élections, [144] il y eut plus de bavardages que d'actions. Il eût fallu foncer sur Versailles, lorsque celle-ci était faible. Or cette occasion a été manquée, et il semble maintenant que les Versaillais prennent le dessus et repoussent les Parisiens. Le peuple ne tolérerait pas longtemps qu'on le conduise à la défaite. Les Parisiens semblent avoir perdu du terrain, leurs munitions ont été utilisées sans grande efficacité et leur approvisionnement en vivres décline. Tant que Paris a eu un accès vers l'extérieur, on ne pouvait pas obtenir sa reddition en l'affamant. Favre aurait rejeté l'offre d'un soutien prussien. [145] En juin 1848, la lutte a été terminée en quatre jours, mais les ouvriers ne disposaient pas alors de canons. Aujourd'hui, les choses ne peuvent aller aussi vite. Louis-Napoléon a fait construire de larges avenues pour pouvoir tirer sur les ouvriers à coups de canon. Or, aujourd'hui, ce plan tourne à l'avantage des ouvriers qui peuvent balayer à coups de canon leurs adversaires dans ces avenues. Les ouvriers - 200 000 hommes - sont bien mieux organisés que lors de tous les soulèvements précédents. Cependant, la situation est difficile, et les chances moins bonnes qu'il y a 15 jours.

MARX

Exposé sur la Commune de Paris,

à la réunion du 25 avril 1871

Marx... ou journaux. [146] On a trouvé une solution pour l'avenir, étant donné qu'un homme d'affaires qui circule entre Londres et Paris, se charge aussi d'établir la liaison entre la Commune et nous.

Serraillier et Dupont se sont portés candidats pour les sièges vacants du XVIIe arrondissement. [147] Serraillier nous a informés que Dupont serait certainement élu, mais il n'a plus écrit depuis les élections. Peut-être a-t-il envoyé sa lettre à Manchester. On s'aperçoit qu'il y a plus de lettres expédiées que de lettres arrivées à bon port.

Félix Pyat et Vésinier ont calomnié Serraillier et Dupont, à Paris; mais ils se sont récusés, lorsque Serraillier les a menacés de les poursuivre en justice. Il est tout à fait urgent d'écrire immédiatement à Paris pour révéler les raisons secrètes qui ont poussé Pyat à calomnier Serraillier et Dupont. (Le citoyen Mottershead propose que le citoyen Marx soit chargé de rédiger cette lettre.) [148]

Lafargue a posté les lettres à l'extérieur des lignes de défense parisiennes, leur

réexpédition par chemin de fer explique leur retard; les lettres ont été ouvertes aussi bien par les autorités françaises que prussiennes. La plupart des nouvelles qu'elles contenaient avaient vieilli; mais les journaux n'ont pas mentionné certains faits. Les lettres disaient que la province était aussi peu au courant de ce qui se passe à Paris qu'au temps du siège. Dès lors que les combats s'arrêtent, Paris est aussi calme qu'auparavant.

Une grande partie de la classe moyenne a rallie la Garde nationale de Belleville. Les gros capitalistes se sont enfuis, mais les petits commerçants et artisans se sont joints aux ouvriers. L'enthousiasme du peuple et des gardes nationaux est indescriptible, et les Versaillais sont insensés de s'imaginer qu'ils peuvent envahir Paris. Les Parisiens ne croient pas à un soulèvement dans les provinces et savent que l'ennemi concentre des forces supérieures contre la capitale, mais ils ne les redoutent pas. Ils sont néanmoins préoccupés par une éventuelle intervention prussienne et par la pénurie de vivres. Les décrets sur les loyers et les dettes sont vraiment des mesures magistrales, sans elles les trois quarts des petits commerçants et artisans eussent fait faillite. [149] L'assassinat de Duval et de Flourens ont suscité un désir de vengeance. La famille de Flourens et la Commune ont chargé des fonctionnaires judiciaires de rechercher quelles ont été les causes de sa mort, mais sans résultat. Flourens aurait été tué dans sa propre maison.

On a obtenu quelques informations sur la manière dont on fabrique les dépêches. Lorsque Brutto contrôla les comptes du gouvernement de la Défense nationale, il découvrit qu'on avait dépensé de l'argent pour réaliser une guillotine plus perfectionnée et transportable. Cette guillotine aurait été retrouvée par la

Commune et brûlée. La société du gaz se serait endettée pour plus d'un million de francs auprès de l'administration municipale, mais n'aurait pris aucune disposition pour la rembourser. Ce n'est que lorsqu'on confisqua ses biens qu'une traite de cette somme fut adressée à la Banque de France. Toutes les dépêches et nouvelles de correspondants ne donnent qu'une version tronquée de ces faits. Ce qui tracasse le plus tous ces gens, c'est que la Commune administre à si peu de frais. Ses employés du plus haut poste ne reçoivent que 6 000 francs par an, les autres le salaire d'un ouvrier.

L'Adresse [sur la Guerre Civile] serait prête pour la prochaine réunion.

ENGELS

Exposé sur la Commune de Paris,

à la réunion du 9 mai 1871

Le citoyen Engels dit alors que l'Adresse n'est pas encore terminée. Le citoyen Marx a été très souffrant, et l'élaboration de l'Adresse a encore aggravé son état. Toutefois, elle serait achevée samedi, et le Comité permanent pourrait passer chez

Marx dans l'après-midi à n'importe quelle heure après 17 heures. Un émissaire de la Commune serait passé à Londres et aurait apporté de bonnes nouvelles. Des mesures sévères viennent d'être prises pour empêcher quiconque d'entrer en ville sans laissez-passer. On s'est aperçu que des espions versaillais se promenaient librement à Paris. L'attaque principale a été repoussée. L'armée de Versailles a tenté de percer les lignes de défense des gardes nationaux et le système des fortifications; mais désormais elle ne peut plus attaquer qu'à un seul point, et précisément là où elle a déjà subi un échec. La défense se renforce. La Commune a perdu un peu de terrain. Clamart a été reconquis. Même si l'armée versaillaise réussissait à s'emparer des remparts, elle se heurterait ensuite aux barricades. Il n'y a jamais eu encore de combat comme celui qui se prépare maintenant: pour la première fois, des barricades seront défendues au moyen de canons, de fusils militaires et de troupes régulières organisées. Les armées en présence sont pratiquement de force égale à présent. Versailles ne peut pas se procurer des troupes en province; une partie de ses propres forces a dû y être détachée pour maintenir l'ordre dans plusieurs villes. Thiers ne peut même pas tolérer que les conseillers municipaux se réunissent pour discuter de questions politiques à Bordeaux. Pour les en empêcher, il est obligé d'appliquer la loi napoléonienne. [150]

MARX A LEO FRANKEL

Londres, vers le 26 avril 1871

Cher citoyen,

Le Conseil général m'a charge, en son nom, de démentir avec la dernière énergie les basses calomnies répandues sur Serraillier par le citoyen F. Pyat. L'infamie de cet homme s'alimente à une seule source. sa haine contre l'Internationale. Grâce à la prétendue Section française de Londres que le Conseil général a exclue et dans laquelle s'étaient faufilés des mouchards, d'anciens gardes impériaux et autres chenapans, Pyat tenta de se faire passer aux yeux du monde comme le chef secret de notre Association, alors qu'il n'en faisait même pas partie. Son but était de nous rendre responsables de ses manifestations grotesques à Londres et de ses indiscrétions compromettantes à Paris, ce pour quoi le citoyen Tridon lui a donné la réponse qu'il méritait, lors de son séjour à Bruxelles. [151] Le Conseil général s'est donc vu contraint de désavouer publiquement ce vulgaire intrigant. D'où sa colère contre Dupont et Serraillier. Lorsque dans la prétendue Section française Serraillier menaça les misérables comparses de Pyat de les citer devant un tribunal anglais, pour juger des calomnies que Pyat répète maintenant à Paris, ils furent désavoués par la Section française et flétris comme calomniateurs. Comme la vie politique de Serraillier n'offre pas la moindre prise à la calomnie, on s'est tourné vers sa vie privée. Si Pyat avait une vie privée aussi propre que celle de Serraillier, il n'aurait pas eu à essuyer quelques affronts sanglants à Londres.

Le Conseil général publiera ces jours-ci une Adresse sur la Commune. Il en a remis jusqu'ici la publication, car il attendait jour après jour des informations précises de la Section parisienne. En vain! Pas un mot! Le Conseil ne pouvait hésiter plus longtemps, étant donné que les ouvriers attendaient avec une impatience croissante les explications de notre part.

Cependant, nous n'avons pas perdu notre temps. Grâce aux correspondances des différents secrétaires aux Sections du continent et des États-Unis, les ouvriers ont obtenu partout l'explication du véritable caractère de cette sublime révolution de Paris.

J'ai reçu la lettre des mains du citoyen. * **Il était au courant de l'envoi que vous savez pour moi. On a eu tort à Paris, lorsqu'on n'a pas expédié les papiers susceptibles de faciliter les opérations. Vous devez maintenant avoir des titres à 3 %, en cote libre, négociables au cours du jour. Le citoyen vous fournira toutes les autres explications utiles. On peut lui confier les valeurs: elles sont en parfaite sécurité dans ses mains.**

MARX À LEO FRANKEL ET LOUIS-EUGÈNE

VARLIN

(Brouillon)

Londres, le 13 mai 1871

Chers citoyens Frankel et Varlin,

J'ai eu des entrevues avec le porteur.

Ne serait-il pas utile de mettre en lieu sûr les papiers compromettants pour les canailles de Versailles? Une telle précaution ne peut jamais être nuisible.

On m'a écrit de Bordeaux que quatre Internationaux ont été élus aux dernières élections municipales. Les provinces commencent à fermenter. Malheureusement leur action est localisée et ≪ pacifique ≫.

J'ai écrit plusieurs centaines de lettres pour exposer et défendre votre cause à tous les coins du monde où nous avons des branches [153]. La classe ouvrière était du reste pour la Commune dès son origine.

Même les journaux bourgeois de l'Angleterre sont revenus de leur première réaction de férocité. Je réussis à y glisser de temps en temps des paragraphes favorables.

La Commune me semble perdre trop de temps à des bagatelles et à des querelles personnelles. On voit qu'il y a d'autres influences que celles des ouvriers. Tout cela ne serait rien, si vous disposiez de temps pour rattraper le temps perdu. [154]

Il est absolument nécessaire de faire vite pour tout ce que vous voudriez faire en dehors de Paris, en Angleterre ou ailleurs. Les Prussiens ne livreront pas les forts aux Versaillais, mais après la conclusion définitive de la paix (le 10 mai [155]), ils permettront au gouvernement de cerner Paris avec ses gendarmes. Étant donné que Thiers et Cie avaient, comme vous le savez, stipulé un grand pot-de-vin [156] dans leur traité conclu par Pouyer-Quertier, ils refusèrent d'accepter l'aide des banquiers allemands offerte par Bismarck. Dans ce cas, ils auraient perdu le pot-de-vin. La

condition préalable de la réalisation de leur traité étant la conquête de Paris, ils ont prié Bismarck d'ajourner le paiement du premier terme jusqu'à l'occupation de Paris. Bismarck a accepté cette condition. La Prusse, ayant elle-même un besoin très pressant de cet argent, donnera donc toutes les facilités possibles aux Versaillais pour accélérer l'occupation de Paris. Ainsi, prenez garde!

ENGELS

Résolution du Conseil général

sur l'exclusion de Tolain

The Eastern Post, 29 avril 1871

Attendu que le Conseil général a été prié de confirmer la décision du Conseil fédéral des sections parisiennes qui a exclu le citoyen Tolain de l'Association parce qu'ayant été élu pour représenter la classe ouvrière à l'Assemblée nationale, il y a trahi sa cause de la manière la plus lâche;

Attendu que la place de tout membre français de l'Association internationale des travailleurs est indubitablement au côté de la Commune de Paris, et non dans l'Assemblée usurpatrice et contre-révolutionnaire de Versailles, [157] le Conseil général confirme la décision du Conseil fédéral de Paris et déclare que le citoyen Tolain est chassé de l'A.I.T.

Le Conseil général n'a pu régler cette affaire plus tôt, parce que la version authentique de la décision ci-dessous mentionnée du Conseil fédéral de Paris ne lui est parvenue que le 25 avril.

MARX À KUGELMANN

Londres, le 12 avril 1871

Cher Kugelmann,

Tes conseils médicaux ont eu pour effet que Je suis allé consulter le Dr Maddison et que je suis maintenant la cure qu'il m'a prescrite. Il déclare toutefois que mes poumons sont en parfait état et que la toux est d'origine bronchitique, etc. Sa médication agira aussi sur le foie.

Nous avons reçu hier la nouvelle peu rassurante que Lafargue - sans Laura - était en ce moment à Paris.

Si tu relis le dernier chapitre de mon 18-Brumaire, tu verras que j'y prévois que le prochain assaut révolutionnaire en France devra s'attacher non plus à faire passer la machine bureaucratico-militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire, et que c'est là la condition préalable de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. De quelle souplesse, de quelle initiative historique, de quelles capacités de sacrifice ont fait preuve ces Parisiens! Après six mois de famine et de destructions dues à la trahison intérieure plus encore qu'à l'ennemi extérieur, ils se soulèvent, sous le règne de la baïonnette prussienne, comme s'il n'y avait jamais eu de guerre entre la France et l'Allemagne, comme si l'ennemi n'était pas toujours aux portes de Paris! L'histoire n'a pas connu à ce jour d'exemple aussi grand!

S'ils succombent, la faute en sera uniquement à leur ≪ magnanimité≫. Il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles, après que Vinoy d'abord, les éléments réactionnaires

de la Garde nationale parisienne ensuite, eurent eux-mêmes laissé le champ libre. On laissa passer le moment propice par scrupule de conscience: on ne voulait pas déclencher la guerre civile, comme si le méchant avorton de Thiers ne l'avait pas déjà déclenchée lorsqu'il tenta de désarmer Paris! Deuxième faute: le Comité Central abandonna trop tôt le pouvoir en cédant la place à la Commune. [158] Encore par un excessif scrupule d' ≪ honneur ≫ !

Quoi qu'il en soit, même si elle est en train de succomber devant les loups, les porcs et les chiens de la vieille société, l'actuelle insurrection de Paris est le plus glorieux exploit de notre Parti depuis l'insurrection parisienne de juin 1848. Que l'on compare ceux qui, à Paris, sont montés à l'assaut du ciel avec ceux qui sont les esclaves du céleste Saint-Empire romain de la Germanie prussienne, avec ses mascarades posthumes et ses relents de caserne et d'église, de féodalité et surtout de philistinisme.

K. M.

MARX À KUGELMANN

Londres, le 17 avril 1871

Cher Kugelmann,

Ta lettre est bien arrivée. En ce moment j'ai du travail par-dessus la tête. Aussi quelques mots seulement. Je ne peux absolument pas comprendre que tu compares les manifestations petites-bourgeoises à la 13 juin 1849, etc. avec l'actuelle lutte à Paris. [159]

Il serait évidemment fort commode de faire l'histoire du monde, si l'on n'engageait le combat qu'avec des chances infailliblement favorables. Au demeurant elle serait de nature très mystique, si les ≪ hasard ≫ n'y jouaient aucun rôle. Ces hasards eux-mêmes font naturellement partie du cours- général de l'évolution et se trouvent compensés par d'autres hasards. Or, l'accélération ou le ralentissement de l'évolution sont très dépendants de tels ≪ hasards ≫, parmi lesquels figure aussi le ≪ hasard ≫ du caractère des gens qui se trouvent d'abord à la tête du mouvement.

Pour cette fois, il ne faut pas rechercher le plus décisif des ≪ hasards ≫ défavorables dans les conditions générales de la société française, mais dans la présence des Prussiens en France et dans le fait qu'ils encerclaient étroitement Paris. Les Parisiens le savaient fort bien, mais c'est aussi ce que savaient les canailles bourgeoises de Versailles. C'est exactement pour cela qu'elles placèrent les Parisiens

devant l'alternative ou de relever le défi, ou de succomber sans lutter. Dans le dernier cas, la démoralisation de la classe ouvrière eût été un malheur infiniment plus grand que la liquidation d'un nombre quelconque de ≪ chefs ≫. [160]

Grâce à la lutte des Parisiens, la bataille de la classe ouvrière contre la classe et l'État capitalistes est entrée dans une phase nouvelle. Quelle qu'en soit l'issue, c'est la conquête d'un nouveau point de départ d'une importance historique universelle.

Addio.

K. M.

MARX À WILHELM LIEBKNECHT

Londres, le 6 avril 1871

Cher Liebknecht,

Le Conseil général a accueilli avec joie la nouvelle de ta libération, ainsi que de celle de Bebel et des Brunsvickois.

Il semble que les Parisiens aient le dessous. C'est de leur faute, mais une faute qui provient en fait de leur trop grande honnêteté. Le Comité Central et plus tard la Commune laissèrent le temps au méchant avorton Thiers de concentrer les forces ennemies: 1º parce qu'ils avaient la folle volonté de ne pas déclencher la guerre civile, comme si Thiers ne l'avait pas déjà engagée en essayant par la force de désarmer Paris, comme si l'Assemblée nationale, convoquée seulement pour décider de la guerre ou de la paix avec la Prusse, n'avait pas aussitôt déclaré la guerre à la République? 2º parce qu'ils ne voulaient pas laisser planer sur eux le doute d'avoir usurpé le pouvoir, ils perdirent un temps précieux du fait de l'élection de la Commune, dont l'organisation etc. coûta beaucoup de temps, alors qu'il eût fallu foncer directement sur Versailles après la défaite des réactionnaires à Paris. [161]

Ne crois pas un seul mot de tout ce que tu peux apprendre par les journaux sur les événements qui se sont déroulés à Paris. Tout n'est que mensonge et tromperie. jamais la presse bourgeoise n'a aussi brillamment fait étalage de sa bassesse.

Il est tout à fait symptomatique que l'Empereur unique de l'Allemagne, l'Empire unitaire et le Parlement de l'unité ne semblent même pas exister à Berlin aux yeux du monde extérieur: le moindre coup de vent à Paris suscite plus d'intérêt.

Vous devriez suivre avec attention les événements dans les Principautés danubiennes. Si la révolution est momentanément écrasée en France, le mouvement ne peut être bloqué cependant que pour très peu de temps, et une nouvelle période de guerre s'ouvrira pour l'Europe à partir de l'Est: la Roumanie en fournira le premier prétexte à l'orthodoxe tsar. Donc attention de ce côté-là!... [162]

K. M.

MARX À EDWARD SPENCER BEESLY

1, Maitland Park Road, N.W., 12 juin 1871

Cher Monsieur,

Lafargue, sa famille et mes filles sont dans les Pyrénées près de la frontière espagnole, mais du côté français. [163] Étant né à Cuba, Lafargue a pu se procurer un passeport espagnol. Mais, j'aimerais qu'il s'établisse définitivement du côté

espagnol, du fait qu'il a joué à Bordeaux un rôle de premier plan.

J'estime beaucoup vos articles du Bee-Hive. [164] Mais vous me permettrez de vous faire remarquer qu'en étant homme de parti j'ai une position tout à fait hostile à l'égard du comtisme, et en tant qu'homme de science j'en ai une très mince opinion. Cependant, je vous considère comme le seul comtiste, aussi bien en Angleterre qu'en France, qui ne traite pas les crises et tournants historiques en sectaire, mais en historien au sens le meilleur du terme. En conséquence, je déplore presque de trouver votre nom dans ce journal. Le Bee-Hive se fait passer pour un journal ouvrier, mais c'est en réalité l'organe de renégats, vendu à Samuel Morley et Cie. Lors de la récente guerre franco-prussienne, le Conseil général de l'Internationale a été obligé de rompre toute relation avec cette feuille et de déclarer publiquement que c'est un organe pseudo-ouvrier. Les grandes feuilles londoniennes se refusèrent toutefois à publier cette déclaration, à l'exception de l'Eastern Post, journal local de Londres. Dans ces conditions, votre collaboration au Bee-Hive n'est pas une contribution à notre bonne cause.

Une de mes amies part dans trois ou quatre jours pour Paris. Je lui confierai trois passeports en règle pour certains membres de la Commune qui doivent se cacher à Paris. Si vous, ou l'un de vos amis, avez des commissions à y faire, écrivez-moi, je vous prie.

On m'envoie régulièrement de Paris les absurdités que la petite presse publie chaque jour sur mes écrits et mes relations avec la Commune. Tout cela m'amuse. En

outre cela démontre que la police versaillaise éprouve un besoin impérieux de se procurer des documents véritables. Un marchand allemand qui voyage toute l'année pour affaires entre Paris et Londres, a assuré la liaison entre la Commune et moi. Tout était réglé oralement, sauf pour deux affaires.

Par cet intermédiaire, j'ai envoyé premièrement aux membres de la Commune une lettre de réponse à la question qu'ils me posaient sur la possibilité de négocier certaines valeurs à la bourse de Londres.

Deuxièmement, le 11 mai, dix jours avant la catastrophe, j'ai envoyé par le même canal tous les détails de l'accord secret entre Bismarck et Favre à Francfort. [165]

L'information m'avait été transmise par un collaborateur direct de Bismarck [166] qui appartint jadis à une société secrète (1848-1852), que je dirigeais. Cet homme sait que je détiens encore tous les rapports qu'il m'a expédiés d'Allemagne sur la situation de ce pays, en sorte qu'il dépend de ma discrétion. D'où ses efforts pour me prouver encore ses bonnes intentions. C'est celui-là même qui, comme vous le savez, m'a fait prévenir que Bismarck était décidé à me faire arrêter, si j'avais été rendre visite cette année au Dr Kugelmann à Hanovre.

Quant à la Commune, que n'a-t-elle écouté mes avertissements! J'ai conseillé à ses membres de fortifier le côté nord des hauteurs de Montmartre, (le côté prussien), alors qu'il en était encore temps. Je leur ai dit à l'avance qu'ils risquaient autrement

d'être pris dans une souricière. En outre, je les ai mis en garde contre Pyat, Grousset et Vésinier. Enfin, je leur ai demandé d'envoyer aussitôt à Londres les papiers compromettants pour les membres de la Défense nationale pour pouvoir grâce à ce moyen tenir quelque peu en échec la férocité des ennemis de la Commune. Bref, tout cela eût pu faire échouer en partie le plan des Versaillais.

Si les Versaillais avaient trouvé ces documents, ils n'auraient pas publié de faux.

L'Adresse de l'Internationale ne paraîtra pas avant mercredi. Je vous ferai parvenir aussitôt un exemplaire. Un texte couvrant 4 à 5 feuilles d'imprimerie a été publié sur 2 feuilles. D'où d'innombrables corrections, révisions et coquilles. Tout cela a causé du retard.

Votre fidèle,

Karl Marx

MARX

Mr. Washburne, l'ambassadeur américain à Paris

Au Comité central new-yorkais de la Section de

l'Association internationale des travailleurs aux

États-Unis

Londres, juillet 1871

Citoyens,

Le Conseil général de l'Association estime devoir vous éclairer sur l'attitude prise par l'ambassadeur américain, Mr. Washburne, au cours de la guerre civile en France. [167]

I

Un premier témoignage émane de Mr Robert Reid, un Écossais qui a vécu dix-sept ans à Paris et qui fut le correspondant du Daily Telegraph de Londres et du Herald de New York durant la guerre civile. Notons, en passant, que le Daily Telegraph poussa la connivence avec le gouvernement versaillais au point de falsifier les brèves

dépêches télégraphiques que lui transmettait Mr Reid.

Étant de retour en Angleterre, Mr Reid est disposé à témoigner sous serment.

≪ Le fracas du tocsin d'alarme, mêlé aux grondements du canon, se poursuivit toute la nuit. Impossible de dormir. Mais où sont donc - me disais-je - les représentants d'Europe et d'Amérique? Est-il possible qu'ils ne fassent pas le moindre geste de conciliation, alors que le sang des innocents coule à flots? Ne pouvant supporter plus longtemps cette idée et sachant que Mr Washburne était en ville, je décidai d'aller lui rendre visite. C'était, je pense, le 17 avril; quoi qu'il en soit, la date exacte peut être établie par ma lettre à lord Lyons, auquel j'écrivis le même jour. En passant sur les Champs-Élysées pour aller trouver Mr Washburne, je croisai de nombreuses ambulances transportant des blessés et des morts. Des bombes éclataient tout autour de l'Arc de Triomphe, et toujours plus d'innocentes personnes venaient s'ajouter à la longue liste des victimes de M. Thiers.

A mon arrivée au 95 rue de Chaillot, je m'adressai au portier de l'ambassade qui m'envoya au second étage. L'étage de l'appartement que vous habitez à Paris est une indication presque infaillible de votre fortune et de votre rang, une sorte de baromètre social. Tout de suite au premier étage, nous trouvons un marquis, au fond du cinquième un modeste artisan. Les étages qui les séparent symbolisent l'abîme social qui existe entre eux. En montant les escaliers, je ne vis pas de laquais ventrus, en culottes rouges et bas de soie, et je me dis: ≪ Eh bien! les Américains placent leur argent mieux que nous, qui le gaspillons. ≫

Dans le bureau du secrétaire, je m'informai de Mr Washburne: ≪ Désirez-vous le voir personnellement? ≫ - ≪ Certainement! ≫ On m'annonça, et je lui fus présenté. Il était vautré nonchalamment dans son fauteuil et lisait le journal. je m'attendais à ce qu'il se lève, mais il resta assis, en continuant à lire son journal: un acte d'une telle grossièreté choque dans un pays où tout le monde est si poli.

Je dis à Mr Washburne que nous trahirions la cause de l'humanité, si nous ne faisions pas tout ce qui est en notre pouvoir pour aboutir à une conciliation. Que nous réussissions ou non, il était de notre devoir d'essayer, et le moment semblait des plus favorables, puisque les Prussiens étaient pressés d'arriver à une conclusion définitive avec Versailles. L'influence concurrente de l'Amérique et de l'Angleterre eussent pu faire pencher la balance en faveur de la paix.

Mr. Washburne répondit: ≪ Les Parisiens sont des rebelles. Ils doivent déposer les armes l ≫ Je lui fis observer que la Garde nationale était en droit de les garder, mais que ce n'était pas là la question. En effet, lorsque l'humanité est foulée aux pieds, le monde civilisé a le droit d'intervenir, et je vous prie de coopérer avec lord Lyons dans ce but. - Mr Washburne: ≪ Ces Versaillais ne voudront rien entendre. ≫ - ≪ Si vous refusez, vous en porterez la responsabilité morale. ≫ - Mr. Washburne: ≪ Je ne pense pas. Je ne puis rien dans cette affaire. Voyez plutôt Mr Lyons. ≫

Ainsi prit fin notre entrevue. Je quittai Mr Washburne profondément déçu. J'étais

tombé sur un personnage grossier et arrogant, n'ayant rien de cette fraternité que l'on s'attend à trouver chez un représentant d'une République démocratique. J'ai eu l'honneur de rencontrer deux fois lord Cowley, alors qu'il représentait l'Angleterre en France. Sa courtoisie et sa simplicité forment un contraste frappant avec la froideur, la prétention et les airs pseudo-aristocratiques qu'affiche l'ambassadeur américain.

Je m'efforçai maintenant de convaincre lord Lyons qu'il était de l'intérêt de l'humanité que l'Angleterre tentât un effort sérieux pour obtenir une réconciliation, car j'étais convaincu que le gouvernement anglais ne pouvait assister sans broncher aux atrocités et aux massacres de Clamart et de Moulin-Saquet, sans parler des scènes d'horreur de Neuilly, si elle ne voulait pas encourir la malédiction de tout ami de l'humanité. Lord Lyons me fit savoir oralement par son secrétaire, Mr Edouard Malet, qu'il avait transmis ma lettre au gouvernement et qu'il était disposé à en faire autant pour tout ce que j'aurais à y ajouter. Un instant, les conditions furent extrêmement favorables à la conciliation et, si notre gouvernement avait jeté tout son poids dans la balance, il eût épargné au monde le bain de sang de Paris. En tout cas, ce ne fut pas par la faute de lord Lyons que le gouvernement anglais manqua à ses devoirs.

Mais, revenons à Mr Washburne. Dans l'après-midi du mercredi 24 mai, comme je passais sur le boulevard des Capucines, quelqu'un m'appela par mon nom et, en me retournant, je vis Mr Hossart, au côté de Mr Washburne dans une calèche, entouré d'un grand nombre d'Américains. Après les politesses d'usage, j'entrai en conversation avec le Dr Hossart.

La conversation roula aussitôt sur les scènes d'horreur qui se déroulaient non loin de là, et chacun dit son mot. Mr Washburne, se tournant vers moi, dit d'un ton profondément pénétré: ≪ Tous ceux qui appartiennent à la Commune et tous ceux qui sympathisent avec elle seront fusillés. ≫ Hélas! Je ne savais que trop bien qu'on tuait jeunes ou vieux pour le seul crime de sympathiser avec la Commune; mais je n'imaginais pas de l'entendre dire semi-officiellement par Mr Washburne. Au moment où il prononçait cette phrase sanguinaire, il était encore temps pour lui de sauver l'archevêque. [168]

II

≪ Le 24 mai, le secrétaire de Mr Washburne alla proposer à la Commune qui siégeait à la mairie du XIe arrondissement, un compromis préparé par les Prussiens en vue d'un règlement entre Versailles et Fédérés. Les conditions en étaient les suivantes: suspension des hostilités; réélection de la Commune d'une part, et de l'Assemblée nationale de l'autre; les troupes versaillaises quittent Paris et s'installent dans les forts; la défense continue d'être assurée par la Garde nationale; personne ne pourra être poursuivi parce qu'il a servi ou sert dans l'armée fédérale.

Lors d'une séance extraordinaire, la Commune accepta ces propositions, sous réserve que la France aurait deux mois pour se préparer aux élections générales de

l'Assemblée constituante.

Une seconde entrevue eut lieu avec le secrétaire de l'ambassade américaine. Le 25 mai, dans sa séance du matin, la Commune décida d'envoyer cinq plénipotentiaires - parmi lesquels Vermorel, Delescluze et Arnold - à Vincennes, où devait se trouver un représentant de la Prusse, selon les indications du secrétaire de Mr Washburne. Mais la délégation fut repoussée par les Gardes nationaux à la porte de Vincennes. Lors d'une dernière entrevue avec le même secrétaire américain, celui-ci transmit un sauf-conduit au citoyen Arnold pour se rendre le 26 mai à Saint-Denis, où il ne fut pas reçu par les Prussiens.

Cette médiation américaine eut pour résultat de faire croire à un armistice et à une position de neutralité de la Prusse à l'égard des belligérants: au moment le plus critique, elle servit à paralyser la défense durant deux jours. Malgré les mesures prises pour garder secrètes les négociations, elles vinrent à la connaissance des Gardes nationaux qui, se fiant à la neutralité de la Prusse, se rendirent dans les lignes prussiennes pour se constituer prisonniers. On sait comment leur confiance fut trompée par les Prussiens, qui les reçurent à coups de fusil et livrèrent les survivants au gouvernement de Versailles.

Tout au long de la guerre civile, par le truchement de son secrétaire, Mr Washburne ne cessa d'assurer la Commune de ses plus vives sympathies, que seule sa position diplomatique empêchait de manifester publiquement, tandis qu'il prétendait réprouver fermement le gouvernement de Versailles. ≫

Ce second témoignage provient d'un membre de la Commune de Paris, qui est prêt - comme Mr Reid - à confirmer ses assertions par serment.

Pour juger vraiment de l'attitude de Mr Washburne, il faut lire le témoignage de Mr Robert Reid et celui du membre de la Commune comme un tout unique, deux faces d'une seule et même affaire.

Tandis que Mr Washburne déclarait à Mr Reid que les communards étaient des ≪rebelles ≫ qui méritaient leur châtiment, il assurait la Commune qu'il sympathisait avec sa cause et prétendait mépriser le gouvernement de Versailles. Le même 24 mai, il informai! Mr Reid que, non seulement les Communards, mais tous ceux qui sympathisaient avec eux méritaient purement et simplement la mort, tandis qu'il chargeait son secrétaire de persuader la Commune que non seulement ses membres, mais encore tous les soldats de l'armée fédérée auraient la vie sauve.

Nous vous prions, chers citoyens, de soumettre ces faits à la classe ouvrière des États-Unis afin qu'elle décide si Mr Washburne mérite de représenter la République américaine.

Londres, le 11 juillet 1871.

Le Conseil général de l'Association

internationale des travailleurs (suivent les signatures)

EXTRAITS DU PROTOCOLE DES RÉUNIONS

DU CONSEIL GÉNÉRAL

MARX

Exposé sur la Commune de Paris,

le 23 mai 1871

Le citoyen Marx déclare qu'il est malade et n'est donc pas en mesure de terminer l'Adresse promise, mais il espère qu'elle sera prête mardi prochain. En ce qui concerne les combats de Paris, il craint que la fin ne soit proche; mais si la Commune est battue, le combat est simplement différé. Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent pas être détruits: ils resurgiront toujours dé nouveau jusqu'à ce que la classe ouvrière soit émancipée.

La Commune de Paris a été écrasée avec l'aide des Prussiens, qui ont assumé le rôle de gendarmes de Thiers. Bismarck, Thiers et Favre ont conspire pour liquider la Commune. A Francfort, Bismarck a reconnu que Thiers et Favre lui ont demandé d'intervenir. Le résultat démontre qu'il est disposé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour les aider -, sans risquer la vie de soldats allemands, non parce qu'il ménage les vies humaines lorsque s'ouvre à lui la perspective d'un butin, mais parce qu'il veut humilier encore davantage les Français qui se battent entre eux pour pouvoir leur extorquer encore plus de choses. Bismarck a autorisé Thiers à utiliser plus de soldats que n'en prévoyait la convention; en revanche, il n'a permis qu'un approvisionnement limité de Paris en vivres.

Tout cela n'est que la répétition de pratiques anciennes. Les classes supérieures se sont toujours mises d'accord, lorsqu'il s'agissait de mater la classe travailleuse. Au XIe siècle, lors d'une guerre entre les chevaliers français et normands, les paysans se soulevèrent et organisèrent une insurrection. Aussitôt les chevaliers oublièrent leurs différends et s'allièrent pour écraser le mouvement paysan. Pour montrer comment

les Prussiens firent office de policiers, il suffit de rappeler que, dans la ville de Rouen qu'ils occupent, ils firent arrêter 500 hommes sous prétexte qu'ils appartiennent à l'Internationale. On redoute l'Internationale. Tout récemment, le comte de Jaubert - momie desséchée, ministre en 1834, bien connu pour avoir prôné des mesures dirigées contre la presse - a déclaré dans un discours à l'Assemblée nationale française, qu'une fois l'ordre de nouveau rétabli, il serait du devoir du gouvernement d'enquêter sur l'activité de l'Internationale et de la liquider.

COMBATS D'ARRIÈRE-GARDE

Retour à la table des matières

COMBATS D′ ARRIÈRE-GARDE

Notice du traducteur

Retour à la table des matières

Marx et Engels n'ont pas arrêté le combat pour la Commune le jour où elle fut vaincue. Sur le simple plan militaire de la lutte des classes, il importe que le parti organise les forces révolutionnaires, non seulement quand elles passent à l'attaque, mais encore lorsqu'elles battent en retraite: la défaite est plus ou moins lourde selon la manière dont le vaincu y réagit, physiquement et moralement; en outre, les conditions de la reprise de la lutte et la chance de vaincre dans la prochaine guerre de classes sont fortement déterminées par la capacité de sauver et d'organiser les forces révolutionnaires après la défaite. La Seconde Internationale n'aurait pu surgir plus forte que la Première, si elle n'avait pas été reliée par un fil ininterrompu, quoique ténu, sur le plan théorique aussi bien que politique et militant. On ne construit pas une Internationale dans l'enthousiasme et la volonté révolutionnaires, retrouvés un beau jour. Même lorsqu'elle eut cessé d'exister ≪ formellement ≫, le petit ≪ parti Marx ≫ continua de défendre ses principes avec une continuité totale et sur des positions invariables. De même Lénine, en fondant la Troisième Internationale, mena sans interruption une dure lutte, toujours contre le révisionnisme, et par fois à contre-courant des masses, par exemple après la débâcle de la Seconde Internationale, le 14 août 1914.

Du plan militaire de l'agencement de la retraite, on arrive tout de suite au plan politique, en passant par le problème organisationnel. Mais ce qui est toujours fondamental, c'est la lutte théorique qui oriente et le caractère et le but de la lutte

politique.

Marx et Engels avaient déconseillé aux ouvriers parisiens d'engager la bataille décisive, parce qu'un rapport de forces défavorable et la faiblesse de leur organisation les empêchaient de vaincre. On devait retrouver, après la dure défaite, un rapport de force général au moins aussi défavorable et une organisation amoindrie. Cependant, Marx avait saisi que les ouvriers, acculés à la bataille par la bourgeoisie, avaient eu le juste instinct de se battre plutôt que de succomber sans lutter devant la bourgeoisie, car ≪ dans le dernier cas, la démoralisation de la classe ouvrière eût été un malheur infiniment plus grand ≫ (cf. supra p. 130).

Si l'Internationale remporta encore des victoires lors de la bataille d'arrière-garde, ce fut l'immense mérite de Marx et d'Engels, ainsi que des ouvriers courageux et combatifs. Il existe toujours un rapport, non pas direct, mais dialectique, entre la force et la valeur du prolétariat et celles de son parti, entre les conditions objectives et les conditions ≪ subjectives ≫.

Les textes de la dernière partie de ce volume sur la Commune sont, grosso modo, subdivisés logiquement et chronologiquement, selon les rubriques suivantes:

1 º Défense immédiate de la Commune. Marx et Engels intensifient encore la lutte après la défaite de Mai, en dénonçant avec énergie les ennemis déclarés et cachés de tout l'univers officiel: gouvernements, presse, partis réactionnaires, oppositionnels,

petits-bourgeois, républicains, etc. Parallèlement, la presse libérale anglaise, par exemple, découvre son véritable visage: son hostilité croît à chaque Adresse de l'Internationale et, elle se fait la complice de Thiers dans la chasse aux Communards.

La grande peur de toutes les classes privilégiées atteint son paroxysme après la Commune et gagne tout le monde civilisé. Elle va de pair avec le terrorisme de la bourgeoisie à l'encontre des ouvriers, des Communards, et des membres de l'Internationale. La répression va des fusillades et déportations à la délation, la fabrication de faux, la provocation, la diffamation et la falsification des principes et des buts de la Commune et du socialisme. Le spectre du communisme hante toute l'Europe voire l'Amérique, et l'attitude courageuse de l'Internationale sous la direction de Marx et d'Engels atteint un résultat que l'on pouvait difficilement espérer après l'écrasement de la Commune et le déchaînement de la réaction: faire de l'Internationale une véritable puissance en Europe.

En rendant coup pour coup avec les moyens dont elle disposait, l'Internationale fit connaître et respecter partout la Commune et elle-même. Marx définit sa méthode, en accord avec les blanquistes: ≪ Nous devons mener une action non seulement contre les gouvernements, mais encore contre l'opposition bourgeoise qui n'est pas encore arrivée au gouvernement. Comme le propose Vaillant, il faut que nous jetions un défi à tous les gouvernements, partout, même en Suisse, en réponse à leurs persécutions contre l'Internationale. La réaction existe sur tout le continent: elle est générale et permanente, même aux États-Unis et en Angleterre, quoique sous une autre forme ≫ (p. 213).

La condition sine qua non du succès, c'était que l'Internationale reste unie. C'est pourquoi Marx s'efforça, autant qu'il le put, de concilier les multiples tendances et de dissimuler les dissensions qui déchiraient l'Internationale.

Dès 1844, Engels dit que les persécutions ne contribuèrent pas à détruire le communisme, mais tout au contraire le servirent (ce qui n'empêche que l'on combatte et dénonce la répression par tous les moyens): la même chose se produisit après la Commune, et Marx-Engels le répéteront souvent.

Ce fut surtout un fait économique - le développement pacifique du capitalisme en Europe occidentale de 1871 à 1914 - qui diminua la capacité et l'initiative révolutionnaires du prolétariat, cependant que le centre de gravité du mouvement révolutionnaire se déplaçait vers la Russie, comme Marx l'entrevit dans la Préface russe du Manifeste Communiste, et Kautsky et Lénine le remarqueront souvent.

Le reflux de la vague révolutionnaire dans les pays capitalistes occidentaux atteignit d'abord l'Angleterre, les États-Unis, puis la France et à un degré moindre l'Allemagne (qui eut une grave défaillance en 1914, mais se ressaisit magnifiquement en 1919-1921). Le ≪ parti Marx ≫, puis les marxistes de la Seconde Internationale tentèrent de contrecarrer cette évolution: en l'absence de grands mouvements révolutionnaires, la licite se déplaça vers la défense du programme marxiste à l'intérieur de l'Internationale, puis de la social-démocratie et se limita à

des revendications syndicales et politiques, ne dépassant pas le cadre du régime existant.

La lutte politique et organisationnelle au sein de l'Internationale éclata entre marxistes et anarchistes, à propos des méthodes et des principes révolutionnaires, proposés et utilisés par chacune de ces tendances durant et après la Commune. Elle porte sur les enseignements de l'un de ces grands événements qui ont permis de théoriser et de confirmer l'un des trois points fondamentaux du marxisme: la dictature du prolétariat. En même temps, la divergence portait sur les tâches immédiates des ouvriers au cours de la période qui s'ouvrait.

2º La phase politique et théorique tourne essentiellement autour de la nature et la fonction du parti et de l'État. Après l'échec de la tentative du prolétariat de se constituer en classe dominante pour réaliser ses buts socialistes, c'est-à-dire de se forger un État susceptible de réduire par la violence les survivances capitalistes, puis de s'éteindre progressivement, le prolétariat battu rétrogradait au niveau de la classe existant pour soi, c'est-à-dire dotée d'un parti. En prétendant que le prolétariat ne devait pas s'organiser en parti, les anarchistes faisaient tomber le prolétariat plus bas encore: au lieu d'exister comme classe consciente d'elle-même et luttant ensemblement pour ses propres intérêts, les prolétaires n'eussent plus été qu'une classe pour les capitalistes qui les exploitent. C'était retomber au niveau historique du prolétariat à l'aube du capitalisme. Tels furent le contexte et l'enjeu de la polémique sur l'abstention en matière politique et sur l'autoritarisme.

Les textes, comme les événements, ont un caractère à la fois théorique et pratique: d'une part, les anarchistes, consciemment ou inconsciemment au service de la bourgeoisie en pleine fureur répressive, s'acharnèrent à minimiser d'abord l'importance et le rôle de l'Internationale, puis à nier toute organisation militante unitaire; d'autre part, Marx et Engels affirmèrent avec une netteté et une vigueur accrues la nécessité et la fonction du parti. Parallèlement, se déroula la lutte politique concrète au sein de l'Internationale, dont le procès de dissolution s'amorça irrésistiblement deux ans après la chute de la Commune et s'acheva - pour sauver l'honneur et les principes - par soit transfert à New York et sa mise en veilleuse. En apparence, Marx et Engels sont vaincus, comme le lut la Commune, par suite du ≪manque de centralisation et d'autorité ≫ (p. 218).

Pourtant, ce n'est pas par un aveugle optimisme de commande qu'Engels affirme, lors des différentes commémorations de la Commune, que le prolétariat était plus fort et mieux organisé qu'au montent de la Ire Internationale: les traditions révolutionnaires restaient vivaces et conservaient leur prestige, en outre, le développement même de l'économie capitaliste concentre et discipline les ouvriers, de manière élémentaire, tandis que le gonflement de l'appareil politique de l'État, les menaces en politique extérieure et l'intensification des luttes de partis ait sein dit Parlement, par exemple, développèrent le sens politique des ouvriers en général. La formation de la Seconde Internationale en 1885 confirme l'optimisme de Marx et d'Engels: de grands et puissants partis ouvriers formèrent la nouvelle Internationale.

Marx dit que la Commune avait démontré la faillite du proudhonisme et de l'anarchisme en général, et confirmé le marxisme. Lénine ajoute que la victoire du

marxisme fut si éclatante que désormais les ennemis dit prolétariat, les pseudo-socialistes, revendiqueraient eux-mêmes le marxisme, en paroles, pour le trahir en fait.

3 º La dernière phase expose les positions dît marxisme sur le rapport entre parti prolétarien et État existant. Marx et Engels théorisent ici encore l'expérience de la Commune: le prolétariat et son parti doivent détruire par la violence l'État bourgeois avant d'instaurer la dictature du prolétariat. Cependant, pour se préparer à cette lutte, les prolétaires doivent revendiquer au sein du système capitaliste pour des conditions de vie meilleures au moyen -des syndicats, de même qu'ils doivent faire de la politique sans s'insérer dans le système bourgeois.

Les textes théoriques s'imbriquent étroitement aux écrits traitant de problèmes immédiats et d'actualité brûlante: détermination de la politique et de l'action des organisations ouvrières. Marx et, après lui, Engels jouent le rôle de conseiller et d'arbitre dans les conflits opposant les multiples courants de la social-démocratie des divers pays. La phase idyllique de développement du capitalisme suggère avec force la possibilité et l'efficacité d'une politique de réformes et, par voie de conséquence, de révision du marxisme révolutionnaire.

Les novateurs prônent l'abandon de la violence et l'utilisation de la démocratie en politique et des revendications graduelles en économie, et scindent le mouvement unitaire du prolétariat en deux secteurs poursuivant en fait des buts différents avec des moyens et des organisations particuliers, contrairement au modèle de la Ire

Internationale de Marx. Les améliorations progressives des conditions de vie du prolétariat (surtout en Amérique, en Angleterre et en Allemagne) et le gonflement des appareils syndicaux et politiques de la classe ouvrière font illusion et sont exploités par le révisionnisme qui déclare qu'une nouvelle phase sociale s'ouvrait, exigeant un changement de doctrine et de politique. La partie militaire du marxisme et ses méthodes de lutte violente, tirées de l'expérience des luttes de classes en France et confirmées par l'histoire des autres pays, sont évidemment les plus contestées par les novateurs. Or, la théorie marxiste et la stratégie à appliquer dans la guerre de classes ne sont pas le patrimoine de chefs, niais l'expérience théorisée des luttes des classes ouvrières: nul Comité directeur, ni Congrès n'ont le droit, ni le pouvoir de changer les lois historiques inexorables.

Certains dirigeants de la social-démocratie allemande mirent sous le boisseau une grande partie de l'œuvre de Marx-Engels, choisirent les écrits qui leur convenaient et en tronquaient d'autres, les accompagnant de commentaires tendancieux. Ils allèrent jusqu'à demander au vieil Engels de modifier lui-même certains passages en fonction de situations contingentes et, si cela ne suffisait pas, en supprimaient certains, dans l'espoir de démontrer qu'il s'était converti au réformisme et au révisionnisme, en devenant un démocrate. La dernière tentative porta sur le dernier texte important écrit par Engels et présenté en quelque sorte comme la conclusion de toute son oeuvre et de son expérience militante: la Préface de 1895 aux Luttes de classes en France. Or, ces luttes représentent le modèle classique de l'action politique pour les ouvriers du monde entier.

Dans cette Préface, Engels - expert militaire - dit, par exemple, que les luttes de

barricades sont aujourd'hui dépassées. Mais il ne commande pas pour autant de ne jamais plus utiliser cette méthode de combat, mais constate simplement que, face aux armées modernes, ce moyen est dérisoire pour s'emparer du pouvoir. De même, affirmer qu'on ne peut renverser le régime capitaliste au moyen d'une grève générale, n'est pas renoncer aux grèves.

A ce point, Engels ne peut concéder davantage, même si les ouvriers allemands doivent être prudents à un moment très court où le gouvernement cherche un prétexte pour les surprendre et les attaquer à l'heure et dans les conditions choisies par lui: ≪ J'estime que vous n'avez rien à gagner si vous prêchez le renoncement absolu à l'intervention violente. Personne ne vous croira, et aucun parti d'aucun pays ne va aussi loin dans le renoncement au droit de recourir à la résistance armée.

≪ Qui plus est, je dois tenir compte des étrangers - Français, Anglais, Suisses, Autrichiens, Italiens, etc. - qui lisent ce que j'écris: je ne peux me compromettre aussi complètement à leurs yeux. ≫ (p. 260).

COMBATS D'ARRIÈRE-GARDE

Défense de la commune

Retour à la table des matières

≪ Le Conseil général est fier du rôle éminent que les sections parisiennes de l'Internationale ont assumé dans la glorieuse révolution de Paris. Non point,

comme certains faibles d'esprit se le figurent, que la section de Paris, ni aucune autre branche de l'Internationale, ait reçu un mot d'ordre d'un centre. Mais, comme dans tous les pays civilisés la fleur de la classe ouvrière adhère à l'Internationale et est imprégnée de ses principes, elle prend partout, à coup sûr, la direction des actions de la classe ouvrière. ≫ (K. Marx, Deuxième. ébauche de la Guerre civile en France.)

MADAME MARX À WILHELM LIEBKNECHT

Dimanche, le 26 mai 1872

Mon cher Library,

... Vous ne pouvez avoir idée de ce que nous avons enduré ici à Londres, depuis la chute de la Commune. Toute cette misère indescriptible et ce malheur infini. Et en plus le travail presque insoutenable pour l'Internationale! Toute la racaille s'est tue, tant que notre Maure a réussi à grand-peine par son travail, sa diplomatie et ses

louvoiements, à **tenir ensemble - aux yeux du monde et de la multitude de nos ennemis - les** éléments récalcitrants, à **sauver l'Association du ridicule et** à **inspirer crainte et terreur** à **la masse de ceux qui tremblaient, tout en ne participant** à **aucun congrès officiel et en prenant sur lui toute la peine sans en avoir l'honneur. A présent que nos ennemis l'ont tiré de l'ombre et l'ont placé** à **l'avant-scène en pleine lumière, la meute se rassemble, et policiers et démocrates clament le même refrain** à **propos de son ≪ despotisme, de son autoritarisme et de son ambition ≫ ! Certes, il se fût infiniment mieux porté s'il avait continué tranquillement son travail et élaboré pour les combattants la théorie de la lutte** à **mener. Mais il n'a eu ni trêve ni repos, jour et nuit! Et pour nos affaires privées, ce fut ruineux: la gêne - et quelle gêne - s'est installée chez nous. Précisément au moment où nos filles avaient besoin d'aide...**

Jenny MARX

ENGELS

L'Adresse sur la Guerre Civile en France et la presse anglaise

Londres, le 30 juin 1871

Depuis que Londres existe, aucun imprimé n'a eu un retentissement aussi profond que l'Adresse du Conseil général de l'Internationale. La grande presse a éprouvé pour commencer son moyen de prédilection: tuer une idée en faisant le silence le plus complet sur elle. Mais il suffit de quelques jours pour établir que cette méthode ne convenait pas. Le Telegraph, le Standard, le Spectator, la Pall Mall Gazette et le Times durent se résoudre les uns après les autres à parler dans leurs éditoriaux de ce ≪ remarquable document ≫. Ensuite, ce furent les lettres de lecteurs aux journaux pour souligner tel ou tel point particulier. Puis de nouveau des éditoriaux, et ce weekend les hebdomadaires revinrent une fois de plus sur ce sujet. Toute la presse unanime a dû reconnaître que l'Internationale était une grande puissance européenne, avec laquelle il fallait compter et que l'on ne pouvait éliminer, en faisant le silence sur elle. Tout le monde a dû reconnaître la maîtrise de style de l'Adresse - une langue aussi puissante que celle de William Cobbett, à en croire le Spectator.

Il fallait s'attendre à ce que cette presse bourgeoise dans sa quasi-unanimité tombe à bras raccourcis sur un exposé aussi radical des positions prolétariennes et sur une justification aussi éclatante de la Commune de Paris. De même, on pouvait s'attendre a ce que la presse policière de Paris fabrique des faux sur le modèle de Stieber et que jules Favre exhibe les écrits de l'Alliance de la démocratie socialiste de Bakounine (qui n'a rien à voir avec notre Association) pour nous les attribuer, malgré

les dénégations publiques du Conseil général. Cependant, tout ce tapage finit par agacer les philistins eux-mêmes. Le Daily News commença à se modérer, et l'Examiner, la seule feuille qui se comporta vraiment comme il faut, prit nettement parti pour l'Internationale dans un article de fond.

Deux membres anglais du Conseil général, dont l'un - Odger - entretenait depuis longtemps des rapports trop étroits avec la bourgeoisie, et l'autre - Lucraft - se montrait bien plus compréhensif aux idées des gens ≪ respectables ≫ depuis son élection au conseil scolaire de Londres, se laissèrent aller, par suite de tout le tapage de la presse, à déclarer qu'ils quittaient le Conseil, ce dont il prit acte à l'unanimité. Ils sont déjà remplacés par deux autres ouvriers anglais - J. Roach et A. Taylor - et ils se rendront bientôt compte des conséquences de leur trahison à l'heure de la décision pour le prolétariat.

Un curé anglais - Llewellyn Davies - pleurnicha dans le Daily News sur les accusations portées par l'Adresse contre jules Favre et Cie; il estimait qu'il serait souhaitable de faire constater ce qui est vrai ou faux, en organisant par exemple un procès du gouvernement français contre le Conseil général. Dès le lendemain, Karl Marx déclara, dans la même feuille, qu'il se tenait personnellement pour responsable de ces accusations,- mais, il semble que l'ambassade française n'ait donné aucun ordre d'engager une action en diffamation. A la fin, la Pall Mall Gazette déclara qu'elle ne s'imposait pas, la personne privée d'un homme d'État étant sacrée et ses actes publics seuls pouvant être attaqués. Bien sûr, il suffirait de mettre à la lumière du jour la vie privée des hommes d'État anglais pour que ce monde oligarchique et bourgeois vive sa dernière heure.

Un article de et sur la fripouille de Netchaïv dans le Wanderer de Vienne a fait le tour de la presse allemande, qui magnifie ses œuvres en même temps que celles de Serebrenikof et d'Elpidine. Pour l'heure, il suffit de remarquer que cet Elpidine est notoirement un espion russe.

EXTRAIT DU PROTOCOLE

DES RÉUNIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL

MARX

Exposé sur les calomnies répandues par la presse bourgeoise
sur l'Internationale et la Commune de Paris
à la réunion du 6 juin 1871

Marx attire l'attention du Conseil sur les mensonges éhontés, répandus par la presse anglaise sur la Commune: ces - mensonges sont fabriqués par la police française et prussienne, qui redoutent que la vérité n'arrive à la lumière du jour. On

affirme que Millière a été l'un des membres les plus fanatiques de la Commune. Or, il n'a jamais fait partie de celle-ci; cependant, comme il était député de Paris, il a fallu trouver un prétexte pour le faire fusiller.

La presse anglaise accomplit pour Thiers un rôle de policier et de chien de chasse sanguinaire. Pour justifier la politique répressive de Thiers, elle invente 'des calomnies sur la Commune et l'Internationale. Pourtant, les buts et les principes de l'Internationale sont bien connus de la presse. Elle a beaucoup écrit sur les persécutions auxquelles l'Internationale fut soumise à Paris sous l'Empire. Des correspondants de presse ont assisté aux différents Congrès de l'Association et ont rendu compte de leurs débats. Tout cela ne l'empêche pas de faire circuler des rumeurs selon lesquelles la fraternité des Fenians, les carbonari, Marianne [169] et d'autres sociétés secrètes appartiennent à l'Association; Elle s'adresse au colonel Henderson pour lui demander s'il sait où se trouve le Conseil général, quel est son siège à Londres et quel est sa dénomination. Tout est inventé à seule fin de justifier n'importe quelle mesure prise à l'encontre de l'Internationale. Les ≪ classes supérieures ≫ ont peur des principes de l'Internationale.

Marx attire, en outre, l'attention sur le fait que Mazzini a publié, dans Contemporary Review, un article où il calomnie la Commune. On ne sait pas assez que Mazzini a toujours été hostile au mouvement ouvrier. Mazzini a diffamé les insurges de juin 1848, au point que Louis Blanc - jadis plus courageux qu'aujourd'hui - l'attaqua à son tour. C'est Mazzini qui dénonça Pierre Leroux, père d'une nombreuse famille, lorsqu'il trouva du travail à Londres.

Le fait est que Mazzini, avec son républicanisme de style ancien n'a rien compris et n'a jamais obtenu le moindre résultat. Son mot d'ordre tapageur de nationalité a contribué à la formation en Italie d'un despotisme militaire. L'état forgé par son imagination est tout pour lui, tandis que la société réelle n'est rien. Plus vite le peuple se débarrassera d'un tel homme, mieux cela vaudra.

MARX-ENGELS

Déclaration du Conseil général relative

à la circulaire de jules Favre

(au directeur du Times)

Londres, 17 juin 1871

Monsieur,

Le 6 juin 1871, monsieur jules Favre a adressé une circulaire [170] à toutes les puissances européennes, pour les sommer de faire une chasse à mort à l'Association internationale des travailleurs. Quelques mots suffisent à caractériser ce document.

Comme l'indique déjà le Préambule de nos Statuts, l'Internationale a été fondée le 28 septembre 1864, lors d'un meeting publie tenu à St. Martin's Hall, Long Acre, Londres. Pour des motifs qui lui sont tout personnels, Jules Favre reporte cette date en 1862.

Pour expliquer nos principes, il prétend mentionner la feuille (de l'Internationale) du 25 mars 1869. Et que cite-t-il ? La feuille d'une société qui n'est pas l'Internationale. Il utilisa déjà ce tour de passe-passe au commencement de sa carrière d'avocat, lorsqu'il défendit le National, journal de Paris, poursuivi par Cabet pour diffamation. Il glissa des passages de son propre cru dans les extraits de pamphlets de Cabet qu'il lut au tribunal. Toutefois, ce petit jeu fut découvert en pleine séance du tribunal et Favre aurait été radié du barreau, sans l'indulgence de Cabet. De tous les documents qu'il cite comme pièces à conviction contre l'Internationale, aucun n'appartient à l'Internationale. Il dit, par exemple:

≪ L'Alliance se proclame athée, comme le dit le Conseil général constitué à Londres, en juillet 1869. ≫

Le Conseil général n'a jamais publié de pareil document. Au contraire, il a publié

un document qui s'oppose aux statuts créant l' ≪ Alliance ≫ - l'Alliance de la Démocratie Socialiste de Genève - citée par Jules Favre.

De bout en bout de sa circulaire, dont il prétend qu'elle est dirigée aussi contre l'Empire, Jules Favre ne fait que répéter contre l'Internationale les inventions policières des procureurs impériaux, inventions qui se sont écroulées lamentablement même devant les tribunaux de l'Empire.

Chacun sait que le Conseil général de l'Internationale a dénoncé les visées de conquête prussiennes aux dépens de la France, dans ses deux Adresses de juillet et septembre dernier. Par la suite, M. Reitlinger, secrétaire personnel de Jules Favre, s'adressa - naturellement en vain - à quelques membres du Conseil général pour organiser une manifestation de masse hostile à Bismarck et favorable au gouvernement de la Défense nationale, en les priant de ne jamais y mentionner la République. On mit en train les préparatifs d'une manifestation, à l'occasion de l'arrivée attendue de Jules Favre à Londres - certainement avec les meilleures intentions du monde, mais contre la volonté du Conseil général qui, dans son Adresse du 9 septembre, avait expressément mis en garde les ouvriers de Paris contre Jules Favre et ses collègues.

Que dirait Jules Favre, si l'Internationale adressait a son tour une circulaire sur Jules Favre à tous les cabinets européens pour attirer tout particulièrement leur attention sur les documents publiés à Paris par leu M. Millière?

Je demeure, Monsieur, votre dévoué serviteur.

John Haies

Secrétaire du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs

MARX

A la rédaction dit ≪ Daily News ≫

Londres, le 26 juin 1871

Monsieur,

Un Conseil formé de plus de 30 membres ne peut évidemment rédiger directement ses propres documents. Aussi doit-il confier ce soin à tel ou tel de ses membres, en se réservant le droit de repousser ou de compléter le projet. L'Adresse sur la Guerre Civile en France que j'ai rédigée a été adoptée à l'unanimité par le Conseil général de l'Internationale et est, en conséquence, l'expression officielle de sa pensée. Toutefois, il en va autrement des accusations personnelles portées contre jules Favre et Cie. Sur ce point, la grande majorité du Conseil a dû faire confiance à ma parole. C'est exactement pour cette raison que je soutins un autre membre du Conseil, qui proposa que Mr John Hales indique dans sa réponse à Mr Holyoake, que je suis l'auteur de l'Adresse. Je me déclare personnellement responsable pour ces accusations, et je somme, par la présente, jules Favre et Cie de m'intenter une action en diffamation. Mr Llewelly Davies affirme dans sa lettre: ≪ Il est triste de lire les accusations personnelles d'infamie que les Français se lancent à la face les uns les autres. ≫

Cette phrase n'évoque-t-elle pas ce philistinisme propre à certains Britanniques, comme William Cobbett l'a dit avec humour? Nous demandons à Mr Llewellyn Davies: la petite presse française de boulevard, qui est au service de la police contre

les communards - qu'ils soient morts, emprisonnés ou qu'ils se cachent - et qui fabrique les plus odieuses calomnies, est-elle pire que la presse anglaise, qui, malgré son prétendu mépris pour cette presse, en reprend chaque jour les mensonges? Est-ce une marque d'infériorité des Français, si des accusations aussi graves que celles par exemple qu'un homme comme Mr David Urquhart a soutenues pendant tout un quart de siècle contre feu lord Palmerston, ont pu être passées totalement sous silence en Angleterre, et non en France.

Karl Marx

MARX

Au rédacteur de la ≪ Pall Mail Gazette≫

Frederic Greenwood

Publié dans The Eastern Post du 8 juillet 1871

Monsieur,

J'ai écrit au Daily News - et vous l'avez reproduit dans votre Pall Mail - que je me déclarai personnellement responsable pour les accusations que j'ai portées contre jules Favre et Cie.

Dans votre édition d'hier, vous prétendez que ces ≪ accusations ≫ sont des ≪ calomnies ≫. Or, je déclare que c'est vous le calomniateur. Ce n'est pas de ma faute, si vous êtes aussi ignorant qu'arrogant. Si nous vivions sur le continent, je vous en demanderais raison de toute autre manière.

Votre dévoué

Karl Marx

ENGELS

Résolution du Conseil général sur l'exclusion de Durand

Attendu que le Conseil général possède la preuve irréfutable que Gustave Durand de Paris -ouvrier orfèvre, ex-délégué des ouvriers orfèvres au comité de la chambre fédérale des Sociétés ouvrières de Paris, ex-chef de bataillon de la Garde nationale, excaissier-chef du ministère des Finances sous la Commune, actuellement réfugié à Londres - s'est mis au service de la police française pour moucharder le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, de même qu'il a servi et sert encore d'indicateur de police contre les anciens communards réfugiés à Londres, et qu'il a touché la somme de 725 frs pour les basses besognes;

Gustave Durand est stigmatisé comme traître et exclu de l'Association internationale des travailleurs.

Toutes les sections de l'Association internationale des travailleurs doivent être informées de cette décision.

Londres, le 9 octobre 1871

Au nom du Conseil général:

Karl Marx, secrétaire pour l'Allemagne

MARX

Déclaration du Conseil général

relative à l'utilisation abusive par Netchaïev

du nom de l'Internationale

Der Volkstaat, le 1er novembre 1871

La Conférence des délégués de l'A.I.T. tenue à Londres du 17 au 23 septembre

1871 a chargé le Conseil général de déclarer publiquement:

que Netchaïev n'a jamais été membre ou agent de l'Association internationale des travailleurs;

que ses déclarations (portées à la connaissance du publie par le procès politique de Saint-Pétersbourg), [171] selon lesquelles il aurait fondé une section de l'Internationale à Bruxelles et aurait été chargé par une section bruxelloise d'une mission à Genève, sont mensongères;

que le susdit Netchaïev a usurpé le nom de l'Association internationale des travailleurs et l'a exploité pour faire des dupes et des victimes en Russie. Londres, le 25 octobre 1871

Au nom du Conseil général:

Karl Marx, Secrétaire pour l'Allemagne et la Russie

EXTRAIT DU PROTOCOLE

DU CONSEIL GÉNÉRAL

MARX

Exposé contre Odger, à la réunion

du 1er août 1871

The Eastern Post, le 5 août 1871

Le citoyen Marx dit qu'il lui reste à parler d'un autre sujet. Il se trouve que, dans une réunion de la Land and Labour League, un certain Mr Shipton, - un illustre inconnu, mais qui passe pour être le bras droit de Mr Odger - a critiqué l'Adresse sur la Guerre civile en France et a déclaré qu'il [le Dr Marx] aurait répudié toute attache avec le Conseil général. Une telle remarque montre simplement l'ignorance de Mr Shipton et n'est pas signe de son intelligence, même s'il agit peut-être en tant qu'homme de paille d'Odger. En effet, comment Marx se serait-il désolidarisé du Conseil, alors qu'il a pris sur lui toute la responsabilité des accusations formulées dans l'Adresse? Qui plus est, le Conseil général a approuvé cette initiative, afin que des individus tels que Mr Odger, qui chantent les louanges de MM. Thiers et Favre,

ne puissent plus dire que les accusations formulées dans l'Adresse sont sujettes à caution. En effet, dans la lettre où Marx déclara qu'il était l'auteur de l'Adresse, il mit les personnes incriminées en demeure d'engager contre lui un procès en diffamation afin qu'un tribunal éclaircisse les faits. Mais, cela ne les intéresse pas, car elles savent fort bien quel serait le résultat.

Il est facile de comprendre pourquoi Mr Odger n'est pas content. Dans les affaires de politique extérieure, il a fait preuve d'une ignorance qu'un simple lecteur des journaux ne pourrait avoir. Odger a dit que jules Favre est un homme irréprochable, alors que l'on sait fort bien qu'il a été, toute sa vie durant, un ennemi acharné de la classe ouvrière française et de tout ce qui est ouvrier. Il a été le principal instigateur du bain de sang de Juin 1848 et de l'expédition contre Rome en 1849. C'est lui qui réussit à faire expulser Louis Blanc de France, et c'est l'un de ceux qui ont contribué à ramener Bonaparte sur le trône. Malgré tout, Mr Odger a proclamé sans sourciller: ≪ On ne peut rien reprocher à jules Favre, dans tout ce qu'il a fait. ≫

Si Mr Odger qui prétend avoir été l'un des membres les plus actifs de l'Internationale, avait simplement fait son devoir, il saurait qu'une telle déclaration est dénuée de tout fondement. Ou bien c'est un mensonge, ou bien Odger témoigne d'une ignorance impardonnable. Au cours des cinq dernières années, Mr Odger a complètement ignoré l'Internationale et n'a jamais rempli les devoirs de sa charge. Le poste de président du Conseil général a été supprimé par le Congrès, parce qu'il était inutile et purement fictif. Mr Odger a été le premier et le seul président de l'Internationale [172]. Il n'a jamais rempli ses devoirs, et le Conseil général a très bien pu agir sans lui, c'est pourquoi le poste de président a été supprimé. *

ENGELS

Déclaration du Conseil général

relative à la lettre de Holyoake

à la rédaction du Daily News

Londres, le 20 juin 1871

Monsieur,

En réponse à la lettre de Mr Georges Jacob Holyoake [174] publiée dans l'édition de mardi du Daily News le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs m'a chargé de vous faire la déclaration suivante:

1º A propos de l'insinuation selon laquelle l'Adresse publiée par le Conseil ≪ pourrait servir de prétexte à Versailles pour condamner certains prisonniers à mort ou à la déportation ≫, le Conseil estime que ses amis parisiens sont mieux à même d'en juger que Mr Holyoake.

2º Le Conseil a pour règle d'apposer le nom de tous ses membres, présents ou absents, au bas de tous les documents officiels. Toutefois dans ce cas, on s'est contenté, par exception, d'enregistrer officiellement l'approbation de tous les membres présents.

3º A propos de l'affirmation selon laquelle cette Adresse ≪ ne saurait être un produit anglais, bien qu'elle ait été manifestement revue par une plume anglo-saxonne ou celte ≫, le Conseil fait observer qu'il va de soi que les produits d'une société internationale ne peuvent porter aucune marque nationale particulière. Quoi qu'il en soit, le Conseil n'a rien a cacher -en l'occurrence. Comme de nombreuses publications antérieures du Conseil, l'Adresse a été mise au point par le secrétaire correspondant pour l'Allemagne, le Dr Karl Marx, et, après avoir été adoptée à l'unanimité, elle ne fut ≪ révisée ≫ par personne.

4º Au cours de l'année dernière, Mr George Jacob Holyoake a posé sa candidature au Conseil, mais elle n'a pas été acceptée.

Je demeure, Monsieur, votre dévoué serviteur John Hales Secrétaire du Conseil

général de l'Association internationale des travailleurs

ENGELS

Déclaration du Conseil général relative aux

lettres de Holyoake et Lucraft

The Daily News, le 29 juin 1871

Monsieur,

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs m'a chargé de répondre comme il convient aux lettres de MM. G.J. Holyoake et B. Lucraft que vous avez publiées dans votre édition de lundi dernier. En relisant le protocole du Conseil général, je constate qu'on a autorisé Mr Holyoake à assister à une réunion du Conseil, le 16 novembre 1869 et qu'il y formula le vœu d'appartenir au Conseil et de participer au Congrès général de l'Internationale qui devait avoir lieu en septembre

1870 à Paris. Après son départ, Mr John Weston présenta cette candidature aux membres du Conseil qui lui firent un tel accueil que Mr Weston n'insista pas et retira sa proposition.

En ce qui concerne l'affirmation de M. Lucraft, selon laquelle il n'était pas présent lors du vote sur l'Adresse, on peut constater qu'il assista à la réunion du Conseil du 23 mai 1871, où l'on annonça officiellement que le projet d'Adresse sur la Guerre Civile en France serait lu et discuté à la prochaine session ordinaire du Conseil, le 30 mai. Mr Lucraft put donc décider en connaissance de cause s'il voulait ou non être présent à cette occasion. En outre, non seulement il savait que le Conseil avait pour règle d'apposer les noms de tous ses membres, présents ou non, au bas des documents officiels, mais encore il avait été l'un des défenseurs les plus zélés de cette règle, et il s'opposa, à plusieurs occasions - par exemple le 23 mai - aux tentatives pour l'abolir. A cette occasion, il informa de son propre chef le Conseil que ≪ toutes ses sympathies allaient à la Commune de Paris ≫. Lors d'une réunion du Conseil, mardi soir le 20 juin, Mr Lucraft fut obligé d'admettre qu'il n'avait même encore lu l'Adresse, et qu'il tenait toutes ses opinions des nouvelles de la presse.

En ce qui concerne le démenti de M. Odger, tout ce qu'on peut dire, c'est qu'on lui a rendu visite pour l'informer personnellement de l'intention du Conseil de publier une Adresse et pour lui demander également s'il était opposé à ce que son nom y figure.

Il répondit que non. Le publie en jugera. Je voudrais ajouter que l'exclusion de

MM. Lucraft et Odger a été approuvé à l'unanimité.

Je demeure, Monsieur, votre dévoué serviteur

John Hales

Secrétaire du Conseil général de, l'Association internationale des travailleurs.

EXTRAIT DU PROTOCOLE

DU CONSEIL GÉNÉRAL

MARX ET ENGELS

Exposés sur les rapports de

Mazzini et de l'Internationale, à la réunion du

25 juillet 1871

Le citoyen Marx dit qu'un personnage tel que le Pape lui-même [Pie IX] s'est

préoccupé de l'Internationale. En réponse à une délégation de la Suisse qui lui adressait ses vœux lors d'une audience, il répondit: ≪ Votre pays jouit de grandes libertés, mais il donne refuge à beaucoup d'hommes mauvais. Je pense aux membres de l'Internationale, qui veulent subvertir tout l'ordre et toutes les lois, et s'efforcent d'instaurer dans toute l'Europe cela même que l'on s'est efforcé de réaliser à Paris. Oui, ces messieurs de l'Internationale - qui ne sont pas des messieurs - sont l'incarnation du Mal, et la seule chose que nous puissions faire pour eux, c'est de prier pour eux. ≫

Le citoyen Engels dit qu'après le pape, c'est le tour de l'anti-pape. Il tient à informer le Conseil que Giuseppe Mazzini a attaqué l'Internationale dans les colonnes de son journal. Mazzini y a décrété que le peuple italien l'aimait, et qu'à son tour il aimait le peuple. Ensuite, il a poursuivi:

≪ Il s'est formé une Association qui menace de détruire l'ordre tout entier ≫ (le Pape a tenu le même langage). ≪ Elle a été fondée il y a quelques années, et j'ai refusé dès le début d'y participer. Elle est dirigée par un Conseil, dont le siège se trouve à Londres et dont l'âme est Karl Marx, esprit doué, mais destructeur comme Proudhon, nature dominatrice, jalouse de son influence sur autrui. Le Conseil lui-même, formé d'hommes de différentes nationalités, est incapable, dans le traitement des maux dont souffre la société, de poursuivre un but collectif et d'avoir une conscience commune des moyens pour éliminer ces maux. C'est pourquoi, j'ai quitté l'Internationale, comme l'a fait ensuite la section italienne de l'Alliance démocratique (Londres). Les trois principes essentiels de l'Internationale sont: 10 la négation de Dieu, c'est-à-dire de toute morale; 20 la négation de la patrie, qu'elle

veut dissoudre en un conglomérat de communes, dont le destin fatal serait d'entrer en conflit les unes avec les autres; 30 la négation de la propriété, c'est-à-dire le dépouillement de chaque travailleur des fruits de son travail, car le droit à la propriété personnelle n'est rien d'autre que le droit de chacun sur ce qu'il a produit. ≫

Après qu'il se soit étendu en long et en large sur ces points, Mazzini a décidé de conseiller à la classe ouvrière italienne de se grouper sous sa bannière pour former une ligue contre l'Internationale, en faisant confiance aux lendemains de l'Italie, en oeuvrant pour l'avenir et la gloire de la patrie et en créant ses propres magasins de consommation (pas même des coopératives de production), afin que tout le monde puisse obtenir le plus grand profit possible.

Voyons maintenant comment Mazzini se contredit lui-même sur un point important: d'abord, il dit qu'il a ≪ refusé dès le début de participer à l'Internationale ≫; puis qu'il s'en est retiré par la suite. Or, comment peut-il quitter une organisation à laquelle il n'a jamais appartenu? Le public des lecteurs de Mazzini peut toujours se casser la tête pour imaginer comment il a pu réaliser ce tour de force. Le fait est que Mazzini n'a jamais fait partie de l'Internationale, mais qu'il a tenté d'en faire son instrument. Il a rédigé un projet de programme qui a été soumis au Comité provisoire, mais rejeté. Il y eut ensuite l'échec de plusieurs tentatives dans le même sens du major Wolff, qui, dans l'intervalle, a été démasqué comme mouchard de police. Depuis lors et jusqu'à l'incident le plus récent, Mazzini s'est abstenu de toute immixtion dans l'Internationale.

Quant à ses accusations contre l'Internationale, elles sont, ou bien fausses ou bien absurdes. La première, à savoir que l'Internationale voudrait rendre l'athéisme obligatoire, est un mensonge, qui a déjà été réfuté dans la réponse du secrétaire du Conseil général à la circulaire de jules Favre. La seconde accusation est absurde: en ne reconnaissant aucune patrie, l'Internationale tend à l'unité de l'humanité, et non à sa dissolution. Elle est contre le mot d'ordre de la nationalité, parce que cette formule tend à diviser les peuples et est exploitée par les tyrans pour créer des préjugés et semer la haine; la rivalité entre les races latine et germanique a conduit à la récente guerre catastrophique et a été invoquée aussi bien par Napoléon que par Bismarck.

La troisième accusation révèle que Mazzini ignore jusqu'aux questions les plus élémentaires d'économie .politique. L'Internationale n'a nullement l'intention d'abolir la propriété personnelle qui garantit à chacun les fruits de son travail, mais elle veut au contraire l'instaurer. Actuellement, les fruits du travail des masses vont dans la poche de quelques individus, et ce système de la production capitaliste, Mazzini entend le laisser inchangé, alors que l'Internationale s'efforce de le détruire. L'Internationale veut que les ouvriers reçoivent le produit de leur travail. Les lettres d'Italie démontrent que les ouvriers Italiens marchent dans le sillage de l'Internationale et ne se laissent pas fourvoyer par les sophismes creux de Mazzini.

ENGELS

La prise de position de Mazzini contre l'Internationale

Il Libero Pensiero, le 31 août 1871

Dans son manifeste aux ouvriers italiens, Mazzini affirme:

≪ Cette Association fondée à Londres voilà des années et à laquelle j'ai refusé dès le début ma collaboration... Un petit noyau d'individus qui a la prétention de gouverner directement une multitude considérable d'hommes divers par la patrie, les tendances, les conditions politiques, les intérêts économiques, les moyens d'action, en viendra finalement à devenir tout à fait impuissant ou à devoir opérer de manière tyrannique. C'est pourquoi je me suis retiré et la section ouvrière italienne m'a suivi peu après, etc. ≫

Venons-en maintenant aux faits. Après l'assemblée inaugurale de l'Association

internationale des travailleurs le 28 septembre 1864, le Conseil provisoirement élu tint une réunion, où le major l. Wolff proposa un Manifeste et un projet de Statuts, rédigés tous deux par Mazzini. Dans son Projet, non seulement il ne craignait pas de ≪ gouverner directement une multitude considérable ≫, mais il n'envisageait ,même pas que ≪ ce petit noyau d'individus en viendrait finalement à devenir tout à fait impuissant ou à devoir opérer de manière tyrannique ≫. Au contraire, ses statuts étaient établis dans l'esprit d'une conspiration centralisée qui attribuait des pouvoirs tyranniques à l'organe central. Le manifeste était dans le style habituel de Mazzini: démocratie bourgeoise qui offre des droits politiques aux ouvriers dans le but de maintenir les privilèges sociaux des classes moyennes et supérieures.

Ce manifeste et ce projet de statuts furent évidemment rejetés. Les Italiens restèrent membres jusqu'à ce que certains bourgeois français qui voulaient utiliser l'Internationale à leurs fins, eurent soulevés une nouvelle fois certaines questions. Après qu'on leur eût infligé une défaite, Wolff d'abord puis les autres se retirèrent. C'est ainsi que l'Internationale en finit avec Mazzini. Quelque temps après, le Conseil central provisoire, répondant à un article de Vésinier dans le journal de Liège, déclara que Mazzini n'avait jamais été membre de l'Association internationale des travailleurs et que son projet de manifeste et de statuts avait été rejeté.

Mazzini a furieusement attaqué la Commune de Paris, jusque dans la presse anglaise. Il a toujours agi ainsi, lorsque les prolétaires se sont soulevés. Après l'insurrection de juin 1848, il s'est mis aussitôt à dénoncer les ouvriers révoltés, et de manière si infâme que Louis Blanc, qui pourtant avait déclaré à diverses reprises que l'insurrection de juin avait été fomentée par des agents bonapartistes, lui répondit

par un pamphlet.

Mazzini appelle Marx ≪ un esprit doué... dissolvant, un tempérament dominateur ≫, etc. C'est sans doute parce que Marx s'est entendu fort bien à déjouer la cabale ourdie par Mazzini aux dépens de l'Internationale, en surclassant, par son tempérament dominateur, la soif de pouvoir mal refrénée du vieux conspirateur, en sorte qu'il le rendit inoffensif. L'Internationale ne peut donc que se féliciter de posséder dans ses rangs un homme assez ≪ doué ≫, ≪ dissolvant ≫ et ≪ dominateur ≫ pour la tenir sur pied pendant sept ans et pour oeuvrer sans relâche - plus que quiconque - pour la hausser à sa fière position actuelle.

A propos du démembrement de l'Association qui, selon Mazzini, aurait déjà commencé en Angleterre, il s'agit tout simplement de ce que deux des membres anglais du Conseil qui étaient devenus trop intimes avec la bourgeoisie, ont trouvé que notre Adresse sur la Guerre civile était trop radicale et nous ont quittés pour ces raisons. Nous les avons remplacés par quatre nouveaux membres anglais et un irlandais, et le Conseil général s'estime renforcé en conséquence.

Au lieu de se désagréger, l'internationale est pour la première fois reconnue publiquement par toute la presse anglaise comme une grande puissance européenne, et jamais à Londres un petit opuscule n'a fait aussi grosse impression que l'Adresse du Conseil général sur la Guerre civile en France, qui en est déjà à sa troisième édition.

Il importe que les ouvriers italiens prennent conscience de ce que le grand conspirateur et agitateur Mazzini ne leur adresse jamais qu'un seul conseil: *É*duquez-vous, instruisez-vous aussi bien que vous le pouvez (comme si c'était réalisable sans moyens)..., employez-vous *à* créer des coopératives de consommation (pas même de production) - et faites confiance *à* l'avenir !

MARX

Lettre du Conseil général à la

rédaction du ≪ Standard ≫

Londres, le 20 juin 1871

Au Directeur du Standard,

Vous affirmez dans votre éditorial (du 19 juin) sur l'Internationale: ≪ Des deux programmes (l'un de Londres, l'autre de Paris) qui viennent d'être publiés, celui de la

section parisienne de l'Association a le mérite d'être plus honnête et plus sincère. ≫

Malheureusement pour vous, le manifeste ≪ parisien ≫ n'a pas été publié par notre section de Paris, mais par la ≪ police versaillaise ≫.

Vous affirmez: ≪ Les Internationalistes de Londres expriment pour le moins aussi fermement que leurs frères de Paris ≪ la volonté et la nécessité de détruire la vieille société ≫. Ils parlent d'incendier les édifices publics et de fusiller les otages en tant que ≪ gigantesque effort pour abattre la société ≫ - et, même après un échec, ils entendent poursuivre cela jusqu'à ce que le but soit atteint. ≫

Le Conseil général de cette Association vous met au défi de nous indiquer dans notre Adresse la page et les lignes exactes où l'on trouve les mots que vous nous attribuez.

K. M.

ENGELS

Lettre du Conseil général à la direction

du ≪ Spectator ≫ et de l' ≪ Examiner ≫

Londres, le 21 juin 1871

Monsieur,

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs vous serait très obligé de bien vouloir informer le public que tous les prétendus manifestes et autres publications de l' ≪ Internationale ≫ de Paris, dont la presse anglaise fourmille en ce moment (et qui tous ont d'abord été publiés par le fameux Paris-journal) sont, sans exception aucune, l'œuvre de la police versaillaise.

Votre dévoué

F. E.

MARX

A la direction du ≪ Morning Advertiser ≫

Londres, le 13 juillet 1871

Monsieur,

Dans votre éditorial d'aujourd'hui, vous citez une série de phrases telles que: ≪ Londres, Liverpool et Manchester en effervescence contre le Capital honni ≫, etc. et vous m'en attribuez généreusement la paternité.

Permettez-moi de vous déclarer que toutes les citations sur lesquelles repose votre article, sont de bout en bout des faux. Vous avez sans doute été induit en erreur par les inventions de la police parisienne que l'on fait passer quotidiennement sous mon nom dans les journaux, afin d'obtenir des pièces à conviction contre les Internationaux emprisonnés à Versailles.

Je demeure votre...

Karl Marx

MARX

A la rédaction du ≪ Times ≫

Londres, le 7 août 1871

Monsieur,

La lettre ci-jointe ne manquera pas d'intéresser vos lecteurs puisque le Journal Officiel français s'inscrit en faux contre l'article du Times sur les procédés dilatoires employés par les Versaillais pour juger les Communards, article largement commenté par la presse du continent. La lettre en question provient d'un avocat chargé de la défense de certains emprisonnés.

Je demeure, Monsieur, votre respectueux

Karl Marx

A la rédaction du ≪ Times ≫

Les observations du Times sur les continuels reports du procès des prisonniers communistes à Versailles ont indubitablement porté juste et exprimé les sentiments de l'opinion française. La note rageuse du Journal Officiel en réponse à ces observations ne fait que confirmer encore cette évidence. L'article du Times a suscité de nombreuses protestations de lecteurs aux journaux parisiens. Or, elles n'eussent eu aucune chance d'être portées devant le public dans d'autres conditions. J'ai devant les yeux la lettre d'un Français, dont la charge fait qu'il connaît bien les actes qu'il relate et dont le témoignage devrait vous éclairer sur les motifs de l'invraisemblable atermoiement du procès. En voici quelques extraits:

≪ Personne ne sait, à ce jour, quand la troisième cour martiale commencera à siéger. Il semble que la raison en soit le remplacement du capitaine Grimal, le commissaire de la République (accusateur public), par quelqu'un de plus docile; à la dernière minute, en relisant attentivement l'acte d'accusation qu'il devait lire à la cour, on s'aperçut qu'il avait l'air d'être un peu celui d'un républicain qui avait servi sous Faidherbe, etc. dans l'armée du Nord, etc. Quoi qu'il en soit un autre officier se présenta subitement; le pauvre capitaine en fut si surpris qu'il en fut tout retourné...

Monsieur Thiers a la prétention de tout faire lui-même; il pousse cette manie jusqu'à heurter toutes les règles de la convenance, en convoquant les juges

d'instruction dans son cabinet; qui plus est, il va jusqu'à exiger de fixer lui-même la composition du public admis à assister aux séances de la cour. Il fait distribuer les cartes d'admission par monsieur de Saint-Hilaire...

Entre-temps, les prisonniers meurent comme des mouches à Satory - l'implacable mort travaille plus vite que la justice du mesquin homme d'État... Dans la prison cellulaire de Versailles, on a enfermé un gros homme qui ne parle pas un mot de français, on suppose que c'est un aliéné. Comment il est tombé dans cette misère reste un mystère. Parmi les emprisonnés il y a un monsieur très honorable, nommé... Il se trouve depuis deux mois déjà en cellule, et n'a toujours pas été interrogé. C'est infâme. ≫

Je demeure, Monsieur, votre respectueux serviteur,

Justitia

Londres, le 7 août 1871.

MARX

Déclaration dit Conseil général de

l'A.I.T. sur l'intervention de Cochrane aux Communes

Les exploits de la Chambre versaillaise des ruraux et des Cortès espagnols qui cherchent à détruire l'Internationale, n'ont pas manqué de susciter une noble émulation dans les cœurs des représentants des dix mille privilégiés aux Communes britanniques. Le 12 avril 1872, dans cet esprit, l'un des personnages les plus représentatifs pour ce qui est de l'intellect des classes supérieures, Mr Cochrane attira l'attention de l'Assemblée sur les paroles et les actions de notre terrible Association. Comme notre homme fait peu de cas de la lecture, il se mit en devoir l'automne dernier d'effectuer une tournée d'inspection dans les quartiers généraux de l'Internationale sur le continent, et à son retour il se ménagea aussitôt, grâce à une lettre au Times, une sorte de réservation temporaire de priorité pour traiter de ce thème. Son discours au Parlement témoigne de ce qu'on appellerait chez tout autre une ignorance consciente et préméditée du sujet qu'il traite. Toutes les publications officielles de l'Internationale, à l'exception d'une seule, lui sont inconnues. A la place de celles-ci, il cite un mélange d'extraits de publications insignifiantes d'individus privés de Suisse, pour lequel l'Internationale, en tant qu'organisation, est aussi peu responsable que le Cabinet britannique pour le discours de Mr Cochrane.

Celui-ci déclare: ≪ L'immense majorité de ceux qui appartenaient à cette

Association en Angleterre - il s'agit de 180 000 personnes - se trouvait dans l'ignorance complète des principes que cette organisation s'efforçait de réaliser et qu'elle leur tenait soigneusement cachés au moment de l'adhésion. ≫

En fait, les principes que l'Internationale entend réaliser se trouvent énoncés dans le préambule aux Statuts généraux, et Mr Cochrane ignore béatement que nul ne peut adhérer à l'Association s'il ne reconnaît pas expressément ses principes.

Puis, il prétend. ≪ Cette Association reposait à l'origine sur les principes des trade-unions et n'avait alors aucun caractère politique. ≫

Non seulement le préambule aux Statuts provisoires ont un caractère nettement politique, mais les tendances politiques de l'Association sont formulées expressément dans l'Adresse inaugurale qui a été publiée en 1864 en même temps que ces Statuts.

Une autre découverte étonnante est que Bakounine fut ≪ chargé ≫ de répondre, au nom de l'Internationale, aux attaques de Mazzini, ce qui est purement et simplement faux. Citant la brochure de Bakounine, Cochrane poursuit: ≪ Ces absurdités tonitruantes prêteraient à rire; cependant, lorsque ces écrits partirent de Londres ≫ (d'où ne sont-ils pas partis!), faut-il s'étonner de ce que les gouvernements étrangers se mirent à être inquiets? ≫

Faut-il s'étonner de ce que Mr Cochrane s'en fasse le porte-parole en Angleterre? Une autre accusation tout aussi fausse est que l'Internationale a commencé, à Londres précisément, de publier un ≪ journal ≫. Mais que Mr Cochrane se console: l'Internationale possède un grand nombre d'organes en Europe et en Amérique, dans les langues de la plupart des pays civilisés.

Néanmoins, c'est dans le passage suivant que l'on trouve le noyau de tout son discours: Il est en mesure de montrer que la Commune et l'Association internationale sont en réalité une et que l'Association internationale de la Commune qui se trouve à Londres (!), a donné à la Commune l'ordre de brûler tout Paris et d'assassiner l'archevêque de cette ville.

En voici les preuves: Eugène Dupont, président du Congrès de Bruxelles en septembre 1868, a affirmé de manière authentique que l'Internationale se proposait la révolution sociale. Et quel est le maillon secret entre cette constatation d'Eugène Dupont en 1868 et les actes de la Commune? ≪ Eugène Dupont a été arrêté la semaine dernière seulement à Paris, où il s'était rendu par des voies secrètes. Or, ce monsieur Eugène Dupont a été membre de la Commune aussi bien que de l'Association Internationale. ≫

Il est regrettable pour cette façon si convaincante d'établir une preuve que Anthime Dupont, membre de la Commune, qui vient d'être arrêté à Paris, n'a jamais

fait partie de l'Internationale, et qu'Eugène Dupont, membre de l'Internationale, n'a jamais fait partie de la Commune.

La seconde preuve, c'est que Bakounine a affirmé que ≪ le Congrès a proclamé son athéisme, lorsqu'il s'est réuni sous sa présidence à Genève, en juillet 1869 ≫.

Or, il n'y a jamais eu de Congrès international à Genève en juillet 1869. Bakounine n'a jamais présidé un quelconque Congrès international et n'a jamais été chargé de faire des déclarations en son nom.

La troisième preuve est extraite de Volksstimme, l'organe de l'Internationale à Vienne: ≪ Bien que le drapeau rouge soit le symbole de l'amour universel, que nos ennemis prennent garde à ce que ce symbole ne se transforme en terreur universelle. ≫ Qui plus est, le même journal affirma à plusieurs reprises que le Conseil général de Londres est effectivement le Conseil général de l'Internationale, c'est-à-dire son organe d'administration central et mandaté.

Quatrième preuve: lors des débats d'un tribunal français contre l'Internationale, Tolain s'est moqué 'de l'affirmation du procureur selon laquelle ≪ il suffirait au président de l'Internationale ≫ (fonction qui n'existe pas) ≪ de lever le petit doigt pour s'assujettir le monde entier ≫. L'esprit confus de Mr Cochrane fait d'une négation de Tolain une affirmation.

Cinquième preuve: De l'Adresse du Conseil général sur la Guerre civile en France, Mr Cochrane cite le passage justifiant les représailles contre des otages et l'utilisation du feu comme mesure de guerre nécessaire dans les circonstances données. Comme Mr Cochrane approuve les massacres commis par les Versaillais, devons-nous en conclure qu'il a donné l'ordre de les entreprendre, bien qu'il soit établi qu'il n'a jamais trempé dans une affaire quelconque d'assassinat, si ce n'est de gibier?

Sixième preuve: ≪ Avant l'incendie de Paris, il y eut une réunion entre les chefs de l'Internationale et de la Commune. ≫ Cela est tout aussi vrai que la nouvelle qui a circulé récemment dans la presse italienne, à savoir que le Conseil général de l'Internationale a envoyé son très cher et honnête ami Alexandre Baillie Cochrane en tournée d'inspection sur le continent et que celui-ci lui a envoyé des rapports tout à fait satisfaisants sur le développement de l'organisation, ayant constaté qu'elle comptait 17 millions de membres.

Preuve finale: ≪ Dans le décret de la Commune ordonnant la destruction de la colonne de la place Vendôme, il est fait état de l'approbation de l'Internationale. ≫ Le décret ne fait mention de rien de semblable, bien que la Commune ait su indubitablement que, dans le monde entier, toute l'Internationale approuverait cette mesure.

Telles sont donc, pour le Times, les preuves irréfutables de l'affirmation de Cochrane selon laquelle l'archevêque de Paris a été tué et Paris incendié sur ordre direct du Conseil général de l'Internationale à Londres. Si l'on compare ce flux de paroles incohérentes avec le rapport de monsieur Sacaze à Versailles sur la loi contre l'Internationale, on s'apercevra de la distance qui continue de séparer un authentique rural français et un dogberry britannique.

Du fidèle compagnon de Mr Cochrane, Mr Eastwick, il suffit de dire, comme Dante: ≪ Suis ton chemin et laisse-le dire. ≫ Il reste l'affirmation absurde selon laquelle l'Internationale est responsable pour le Père Duchêne de M. Vermersch, que le très cultivé Mr Cochrane appelle Vermouth.

Si c'est un vrai plaisir d'avoir un adversaire comme Mr Cochrane, il est un affligeant de jouir de la bienveillance de Mr Fawcett, pour autant qu'on puisse parler de bienveillance. En effet, s'il pousse l'audace jusqu'à défendre l'Internationale contre des mesures de répression que le gouvernement britannique ne prendra pas, soit parce qu'il n'ose pas aller si loin, soit par ce qu'il n'est pas de son intérêt de le faire, il possède néanmoins un sens du devoir et un courage moral si élevés qu'il se sent obligé de prononcer contre l'Internationale un jugement professoral de condamnation sans appel. Hélas, les prétendus enseignements de l'Internationale qu'il prend pour cible ne sont que des inventions de son pauvre esprit.

Ainsi, il affirme: ≪ l'État devrait s'efforcer par tous les moyens de rassembler de l'argent pour exécuter tous les projets de l'Internationale. Le premier point de ce

programme demande à l'État de racheter toutes les terres ainsi que tous les instruments de production pour les affermer ensuite au peuple contre un prix raisonnable et honnête. ≫

Pour ce qui est de l'achat des terres par l'État dans certaines conditions et leur affermage au peuple à un prix juste et raisonnable, que Mr Fawcett se mette d'accord avec son maître théorique Mr John Stuart Mill et son chef politique Mr John Bright.

Le second point ≪ propose que l'État doit réglementer le temps de travail ≫. L'étude historique de notre professeur brille de tous ses feux, lorsqu'il attribue à l'Internationale la paternité de la législation de fabrique et l'atelier, et ses capacités scientifiques sautent aux yeux lorsqu'il se déclare favorable à l'établissement de telles lois.

Troisième point: ≪ l'État devrait permettre l'éducation gratuite. ≫ Que sont des faits aussi généralement connus que l'existence d'un enseignement gratuit aux États-Unis et en Suisse par rapport aux sombres prophéties du professeur Fawcett?

Quatrième point: ≪ l'État devrait avancer du capital aux coopératives. ≫ Il y a ici une petite erreur: Mr Fawcett confond les principes de l'Internationale avec les revendications de Lassalle, qui est mort avant la fondation de l'Internationale. C'est lui l'initiateur des prêts de l'État que les grands propriétaires fonciers se sont si

généreusement octroyés au Parlement anglais sous prétexte d'améliorations agricoles de leurs terres.

Cinquième point: ≪ Pour couronner le tout, on propose que tous les revenus du pays proviennent d'un impôt hiérarchisé sur la propriété. ≫ il est trop affreux de faire des propositions de Robert Gladstone et de ses réformateurs financiers tout bourgeois de Liverpool la ≪ couronne ≫ de l'Internationale!

Tout le mérite et la gloire du grand représentant de l'économie politique qu'est Mr Fawcett est de vulgariser pour les enfants des écoles le manuel d'économie politique de Mr John Stuart Mill, et il confesse que ≪ les prédictions faites il y a 25 ans par les libre-échangistes ont été contredites par les faits ≫.

En même temps, il s'estime en état d'endiguer le gigantesque mouvement prolétarien actuel, en répétant sous une forme de plus en plus affadie les lieux communs sur lesquels reposent les prédictions faites il y a vingt-cinq ans et démenties aujourd'hui. Il faut espérer que son hypocrite défense de l'Internationale - il veut en réalité se faire pardonner ses prétendues sympathies d'antan pour les classes laborieuses - ouvrira les yeux des ouvriers anglais, s'ils se laissent encore toucher par le sentimentalisme sous lequel Mr Fawcett s'efforce de cacher sa médiocrité scientifique.

Si aux Communes Mr B. Cochrane représente l'intelligence politique et Mr Fawcett

la science économique, que faut-il dès lors penser de ce ≪ club londonien le plus agréable de tous ≫, si on le compare avec la Chambre des représentants américaine, qui a adopté le 13 décembre 1871 une loi instituant un Bureau statistique du travail [175] et a déclaré que cette loi a été promulguée conformément au souhait exprès de l'Association internationale des travailleurs, ce que l'Assemblée considérait comme l'un des faits les plus importants de notre époque?

Londres, le 17 avril 1872

Signature de tous les membres du Conseil général

MARX

Ait directeur de ≪ Public Opinion ≫

Monsieur,

Dans votre édition d'aujourd'hui, vous traduisez un article publié par la National-

Zeitung de Berlin, l'organe bien connu de Bismarck. Il contient des calomnies d'une bassesse insigne sur l'Association internationale des travailleurs, et notamment le passage suivant:

≪ Le Capital - aux dires de Karl Marx - fait commerce de la force et de la vie des travailleurs. Mais, ce nouveau Messie a été incapable de faire mieux: il tire de la poche de l'ouvrier l'argent que le capitaliste lui a payé pour son travail et lui donne en échange une traite sur un État qui sans doute n'existera même pas encore d'ici mille ans. Chacun a été édifié par les Congrès et les journaux de ce parti: affaires scandaleuses sur la basse corruption des agitateurs socialistes; détournements éhontés des fonds qu'on leur confie, et accusations réciproques des pires malversations. De tout cet immense volcan d'ordures il ne pouvait rien sortir d'autre qu'une Commune de Paris. ≫

En réponse à l'auteur stipendié de la National Zeitung, il suffit de déclarer que je n'ai jamais demandé ni reçu le moindre centime de la classe ouvrière de quelque pays que ce soit.

A l'exception du secrétaire général qui touche un salaire de 10 shillings par semaine, tous les membres du Conseil général de l'Internationale accomplissent leur travail gratuitement. Le rapport financier du Conseil général, présenté chaque année devant le Congrès général de l'Association, a toujours été approuvé à l'unanimité, sans jamais susciter la moindre discussion.

Je demeure, monsieur, votre respectueux

Karl Marx

Haverstock Hill, 19 août 1971.

MARX

A la direction de l' ≪ Evening Standard ≫

Monsieur,

Dans l'Evening Standard du 2 septembre, votre correspondant berlinois publie la ≪traduction d'un article intéressant de la Gazette de Cologne sur l'Internationale ≫, où l'on m'accuse de vivre aux frais de la classe ouvrière. Or, jusqu'au 30 août, date de la lettre de votre correspondant, la Gazette de Cologne n'avait pas publié un tel article. En conséquence, votre correspondant était bien empêché de le traduire. En revanche, l'article en question fut publié il y a déjà plus de quinze jours dans la

National-Zeitung de Berlin, et une traduction anglaise - qui correspond mot pour mot à celle de votre correspondant - en a été publiée dès le 19 août dans l'hebdomadaire anglais Public Opinion. Le numéro suivant de Public Opinion contenait ma réponse à ces crachements, et je vous mets en demeure par la présente de la publier dans le prochain numéro de votre journal. Vous en trouverez une copie ci-inclus. Le gouvernement prussien a des raisons évidentes pour obtenir par tous les moyens dont il dispose que la presse anglaise diffuse de telles calomnies. Ces articles ne sont que l'annonce des persécutions que les gouvernements ont l'intention de faire subir bientôt à l'Internationale. Je demeure, Monsieur, votre dévoué

Karl Marx Haverstock

Hill, 4 septembre 1871.

COMBATS D'ARRIÈRE-GARDE

Aide à la commune

Retour à la table des matières

MARX À WILHELM LIEBKNECHT

Londres (vers le 10 avril) 1871

Cher Wilhelm

En toute hâte: deux nouvelles seulement, que tu pourras sans doute utiliser pour le Volksstaat:

1º Dans les ≪ Papiers et Correspondance de la famille impériale ≫ qui sont maintenant officiellement publiés, on trouve à la lettre V (ceux qui touchaient de l'argent sont, en effet, classés par ordre alphabétique) littéralement: ≪ Vogt, il lui est remis en août 1859 40 000 frs. ≫ [176]

2º Tandis qu'en Allemagne le gouvernement de Bismarck fait de ma correspondance un cas d'urgence tout à fait dramatique (voir le procès de Brunsvick, tout comme autrefois au procès des communistes de Cologne), elle cherche, en France, à faire peser sur moi un soupçon (et, par moi, sur l' ≪ Internationale ≫ à Paris, car tel est le but de toute la manœuvre), à savoir que je suis un agent de monsieur Bismarck. La tentative est entreprise par les éléments de l'ancienne police

bonapartiste, qui continuent - plus que jamais sous le régime Thiers - d'avoir une liaison internationale avec la police de Stieber.

Ainsi, j'ai été obligé de démentir dans le Times divers mensonges de Paris-journal, du Gaulois, etc., car ces imbécillités étaient transmises par télégraphe aux feuilles anglaises. Le tout dernier vient du Soir (journal d'About, partisan bien connu de Plon-Plon) que la Commune vient tout récemment d'interdire. Du Soir, elle est passée dans toutes les feuilles réactionnaires de province. De Laura (à propos, Lafargue est en ce moment à Paris comme délégué de Bordeaux) je reçois aujourd'hui, par exemple, l'extrait suivant du journal la Province (hier, j'ai eu le même, d'un journal clérical belge):

≪ Paris. 2 avril. Une découverte en provenance d'Allemagne a fait sensation ici. On a constaté de manière authentique maintenant que Karl Marx, l'un des chefs les plus influents de l'Internationale a été le secrétaire privé dit comte de Bismarck en 1857 et n'a cessé depuis lors de rester en relations avec son ancien patron. ≫ *

Ce Stieber devient vraiment ≪ terrible ≫.

Salut.

Ton K. M.

ENGELS À ÉLISABETH ENGELS

Londres, le 16 juin 1871

Chère mère,

En ce qui concerne ma visite, c'est une chose délicate. Comme tu le sais, depuis l'affaire de Paris, on nous fait, à nous les ≪ Internationaux ≫, une chasse systématique. N'avons-nous pas fomenté toute cette révolution depuis Londres, ce qui est aussi vrai que si l'on disait que j'ai semé la zizanie entre mes frères, et Adolphe. Quoi qu'il en soit, les choses en sont là et nous savons de source sûre que Marx, qui devait aller à Hanovre, devait y être arrêté. Certes, on ne, pourrait rien me faire de bien grave, mais il pourrait toujours y avoir de petits heurts. Or, pour rien au monde, je ne voudrais que cela se passe sous ton toit. De plus, ces misérables Belges

réclament toujours des visas. Je crois donc qu'il vaut mieux attendre que les choses se tassent un peu, jusqu'à ce que la police et les philistins se soient de nouveau calmés...

Salue tout le monde bien cordialement,

ton fils fidèlement attaché

Frédéric

ENGELS À ÉLISABETH ENGELS

Londres, le 21 octobre 1871

Chère mère,

Si je ne t'ai pas écrit depuis si longtemps, c'est que je désire répondre à tes dernières observations sur mon activité politique d'une façon qui ne te choque

point. En effet, quand je lisais encore et encore les mensonges infâmes de la Gazette de Cologne, en particulier les bassesses de ce voyou de Wachenhusen, quand je voyais comment ceux-là mêmes qui, pendant toute la guerre, ne voyaient que mensonge dans toute presse française, claironnent en Allemagne, comme parole d'Évangile, chaque invention de la police, chaque calomnie de la feuille de chou la plus vénale de Paris contre la Commune, tout cela ne me mettait pas dans des dispositions qui me préparaient à t'écrire. On a fait grand bruit autour de quelques otages qui ont été fusillés selon le modèle prussien, autour de quelques palais qui ont été brûlés, toujours selon le modèle prussien: tout le reste est mensonge. Mais, personne ne souffle mot des 40 000 hommes, femmes et enfants que les Versaillais ont massacrés et passés par les armes, après qu'ils eurent été désarmés. Bien sûr, vous ne pouvez pas le savoir, puisque vous en êtes réduits à la lecture de la Gazette de Cologne et du journal d'Elberfeld, qui vous bourrent la tête de leurs mensonges. Pourtant, au cours de ta vie, tu as déjà entendu traiter certaines gens de véritables mangeurs d'hommes les gens du Tugendbund sous le vieux Napoléon, les Démagogues de 1817 à 1831, les gens de 1848, alors qu'il s'est toujours trouvé par la suite qu'ils n'étaient pas si terribles, une rage intéressée de persécution leur ayant attribué depuis le début toutes ces horreurs qui, par la suite, se sont envolées en fumée. J'espère, chère mère, que tu y penseras et que tu en feras bénéficier aussi les gens de 1871, lorsqu'il sera question à leur sujet de semblables forfaits imaginaires.

Tu sais fort bien que je n'ai pas changé d'opinions, d'autant qu'elles sont miennes depuis quelque trente ans. Il faut donc t'attendre à ce que non seulement je les défende, mais encore que je les exécute dûment, sitôt que les circonstances m'y poussent. Tu aurais, bien plutôt, à avoir honte de moi, si je n'agissais pas ainsi. Si Marx n'était pas ici, voire s'il n'existait pas du tout, cela n'aurait rien changé à

l'affaire. Il est donc parfaitement injuste de l'en charger. Au reste, je me souviens de ce qu'autrefois la famille de Marx prétendait que c'était moi qui l'avais perverti...

De tout mon cœur. ton Frédéric

COMBATS D´ ARRIÈRE-GARDE

Aide aux réfugiés

Retour à la table des matières

MARX À ADOLPHE HUBERT

(Brouillon)

Londres, le 10 août 1871

Cher citoyen,

Je pense qu'il y a un malentendu.

D'abord, ce n'est pas un éditeur, mais mon ami E. Glaser de Willebrord qui a bien voulu se charger lui-même des frais de publication du rapport à Bruxelles.

Avant-hier, j'ai reçu une lettre de lui, me disant ceci : ≪ Dimanche, j'ai reçu la lettre ci-incluse (de M. Bigot), à laquelle j'ai répondu qu'étant donné le montant élevé des frais de publication, je ne peux assumer par-dessus le marché une dépense quotidienne de 100 frs. Cependant, je ne poursuis aucun but de profit et je propose de payer le sténographe et le correspondant avec les recettes escomptées. N'ayant pas obtenu de réponse, je pense que ma proposition n'a pas été acceptée. Je m'en réjouis beaucoup, parce que le Figaro et la Gazette des Tribunaux se sont mis d'accord pour publier in extenso le compte rendu du procès qui a commencé hier à Versailles. Au reste, en raison de mon séjour prolongé à Londres, je n'aurais pas trouvé le temps de préparer les mesures qui s'imposent. ≫

M. Willebrord ajoute qu'à l'avenir toute lettre est à envoyer directement à son adresse: ≪ E. Glaser de Willebrord, 24, rue de la Pépinière, Bruxelles. ≫

A Versailles, le procureur a exhibé un acte d'accusation grotesque contre l'Internationale. [178] Peut-être conviendrait-il, dans l'intérêt de la défense, d'informer M. Bigot des faits suivants:

1º Ci-inclus (sous nº 1) les deux Adresses du Conseil général sur la guerre franco-prussienne. Dans sa première Adresse du 23 juillet 1870, le Conseil général déclarait que la guerre n'était pas faite par le peuple français, mais par l'Empire, et qu'au fond Bismarck en était tout aussi responsable que Bonaparte. En même temps, le Conseil général appelait les ouvriers allemands à ne pas permettre au gouvernement prussien de transformer la guerre de défense en guerre de conquête.

2º La seconde Adresse du 9 septembre 1870 (5 jours après la proclamation de la République) condamne très fermement les visées de conquête du gouvernement prussien. Cet appel invite les ouvriers allemands et anglais à prendre parti pour la République française.

De fait, les ouvriers appartenant à l'Association Internationale s'opposèrent en Allemagne avec une telle énergie à la politique de Bismarck qu'il fit arrêter illégalement les principaux représentants allemands de l'Internationale sous la mensongère accusation de ≪ conspiration ≫ avec l'ennemi, et les fit jeter dans des forteresses prussiennes. [179]

A l'appel du Conseil, les ouvriers anglais tinrent à Londres de grands meetings pour forcer leur gouvernement à reconnaître la République française et pour s'opposer, par tous les moyens, à un morcellement de la France.

3º Le gouvernement français ignore-t-il aujourd'hui que l'Internationale a fourni son soutien à la France au cours de la guerre? Absolument pas. Le consul de M. jules Favre à Vienne - M. Lefaivre - commit l'indiscrétion - au nom du gouvernement français - de publier une lettre de remerciement à MM. Liebknecht et Bebel, les deux représentants de l'Internationale au Reichstag allemand. Dans cette lettre, il dit entre autres (je retraduis le texte à partir d'une traduction allemande de la lettre de Lefaivre): ≪ C'est vous, Messieurs et Votre Parti (c'est-à-dire l'Internationale) qui maintenez la grande tradition allemande (c'est-à-dire l'esprit humanitaire) ≫, etc. [180]

Or, cette lettre figure dans les pièces du procès pour haute trahison, que le gouvernement saxon, sous la pression de Bismarck, a intenté contre Liebknecht et Bebel, procès qui est encore actuellement en cours. Il servit à Bismarck de prétexte pour faire arrêter Bebel après l'ajournement du Reichstag allemand.

Au moment même où d'infâmes journaux me dénonçaient à Thiers comme agent de Bismarck, ce même Bismarck emprisonnait mes amis pour haute trahison vis-à-vis de l'Allemagne, [181] et donnait l'ordre de me faire arrêter sitôt que je mettrai les pieds en Allemagne.

4º Peu de temps avant l'armistice, le brave jules Favre nous demanda - comme le Conseil Général le déclare dans sa lettre du 12 juin * au Times (dont vous trouverez copie ci-inclus sous nº II) - par l'intermédiaire de son secrétaire privé, le Dr. Reitlinger, d'organiser à Londres des manifestations publiques en faveur du ≪ gouvernement de la Défense nationale ≫. Comme le Conseil général l'écrit dans sa lettre au Times, Reitlinger ajoutait qu'il ne fallait pas, à cette occasion, parler de ≪ la République ≫, mais ≪ de la France ≫. Le Conseil Général refusa de contribuer à des manifestations de ce genre. Mais, tout cela prouve que le gouvernement français lui-même considérait ≪ l'Internationale ≫ comme l'alliée de la République française contre les conquérants prussiens: et, de fait, c'était la seule alliée de la France pendant la guerre.

Salutations fraternelles

K.M.

MARX À ADOLPHE HUBERT

(Brouillon)

[Londres, après le 14 août 1871]

Cher citoyen,

D'abord, je n'ai pas l'adresse de M. Bigot, et ne puis donc lui écrire directement; ensuite, je tiens pour plus sûr de lui faire parvenir mes lettres par VOUS.

Je n'ai pas sous la main les journaux allemands qui relatent l'incident Lefaivre, mais, dans le numéro du Volksstaat (paraissant à Leipzig sous la direction de Liebknecht), M. Bigot trouvera la lettre de Lefaivre, précédée d'un commentaire de la rédaction. Au reste, les poursuites dont Liebknecht et Bebel ont fait l'objet sont bien connues du public.

Dans le n º 63 du Volksstaat (5 août 1871), M. Bigot verra à l'endroit marqué par moi, que le procès contre Liebknecht, Bebel, etc. porte sur la préparation d'un acte de haute trahison et que la lettre de Lefaivre joue un rôle parmi les pièces à conviction.

Veuillez trouver ci-inclus la déclaration d'un Anglais, Mr. Wm Trate, sur l'incendie

du ministère des finances [183]: elle peut servir à la défense de Jourde.

Je vais écrire à Willebrord afin qu'il nous garde les papiers provenant de M. Bigot.

Salut fraternel

K.M.

MARX À ADOLPHE HUBERT

Londres, 15 septembre 1871

Cher citoyen

Allez demain (avant dix heures) chez monsieur Fuisse, 35, Richmond Terrace, Clapham Road.

Monsieur Fuisse est français, c'est un marchand, réfugié, à Londres depuis longtemps. Je l'ai entretenu hier de votre affaire, et je lui ai dit qu'il me ferait grand plaisir en vous aidant. Il m'a répondu qu'il pouvait peut-être arranger la vente de certaines de vos toiles. Présentez la carte ci-jointe, en arrivant chez M. Fuisse.

Salut fraternel

Karl Marx

MARX À ENGELS

Brighton, le 21 août 1871

Cher Fred,

Tu as le temps jusqu'à mercredi. Jung est ici depuis samedi; il revient aujourd'hui. Je vais recevoir un peu d'argent pour les réfugiés par l'intermédiaire d'un curé (français) nommé Pascal. [184]

Salut

Ton K.M.

La plume est trop mauvaise pour écrire.

MARX À EUGÈNE OSWALD

Londres, le 21 juillet 1871

Cher Oswald,

Je dois encore vous ennuyer pour une histoire de passeport *, qui a été visé par le consulat français.

(Le dernier est déjà à Paris.) Grâce à votre aide, nous avons pu sauver jusqu'ici 6 personnes, et une oeuvre aussi noble est la meilleure récompense de vos efforts.

Votre tout dévoué

Karl Marx

MARX À EUGÈNE OSWALD

Londres, le 24 juillet 1971

Cher Oswald,

Je vous recommande vivement mon ami joseph Rozwadowski. Il a été chef d'état-major sous le général Wroblewski. C'est un jeune homme remarquable, mais sans le sou. Ce qu'il cherche tout d'abord c'est a donner des leçons de français. Sitôt qu'il aura appris l'anglais, il lui sera possible de chercher un emploi d'ingénieur.

Il habite au 9 Packington Street, Essex Road, Islington.

Votre tout dévoué

K.M.

ENGELS À MARX

Londres, le 23 août 1871

Cher Maure,

... Toute la séance [du Conseil général] a de nouveau été consacrée au débat de la question suivante: Weston, Hales, Applegarth et encore un autre Anglais de G. Potter à inviter à une séance où assisterait aussi le Dr Engländer ! Potter raconta que Sir Ed. Watkin avait convenu d'un plan avec le gouvernement canadien: les prisonniers de Versailles seraient envoyés au Canada [186] et y recevraient 1 acre de terre par tête. Je suppose que Thiers est derrière cette affaire pour se débarrasser de ces gens. Weston s'enthousiasma pour ce plan: il radote de plus en plus (Fr.). La chanson trouva une fin, fort bien motivée par Longuet, Theiz et Vaillant.

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 22 AOÛT 1871

Le secrétaire dit qu'il a assisté dans l'après-midi a une réunion tenue au bureau du journal Bee-Hive où l'on discuta d'un plan ayant pour objet l'émigration de 35 000 communistes, prisonniers à Versailles, dans la partie francophone du Canada. Il avait été préparé par Sir E. Watkin, et le gouvernement canadien, après consultation, avait répondu favorablement. On avait dit que les prisonniers eux-mêmes étaient

favorables à ce projet.

Le citoyen Eccarius s'oppose à ce plan tramé par le gouvernement de Versailles. Celui-ci s'était déjà mis auparavant en rapport avec le gouvernement américain pour la même question: on avait envisagé un plan de transfert des communistes dans une partie des Montagnes Rocheuses où ils auraient formé une colonie destinée à faire contrepoids à la population mormonne de l'Utah. On ne peut guère attendre autre chose de la direction du Bee-Hive.

Le citoyen Vaillant se réjouit de ce que la proposition émane d'un membre du parlement anglais. S'il était accepté par le gouvernement de Versailles, celui-ci admettrait qu'il détient illégalement ces prisonniers.

Le citoyen Engels dit que le Conseil général aurait une attitude indigne s'il intervenait de quelque façon dans cette question.

Le citoyen Lessner estime que le Conseil n'a pas à accepter ce plan, alors qu'il a pris la défense de la Commune.

Le citoyen Weston dit qu'il valait mieux l'accepter plutôt que de permettre qu'on envoie ces gens à Cayenne.

Le citoyen Longuet dit que ce serait aussi mal pour les prisonniers d'être envoyés au Canada qu'à Cayenne. Il est plus probable que si l'on jugeait ces prisonniers, ils seraient bientôt amnistiés.

Le citoyen Theiz est du même avis. Il faut laisser les gens régler la question eux-mêmes.

Après une brève discussion, le citoyen Longuet propose la résolution suivante, soutenue par le citoyen Vaillant et le citoyen Hales, et adoptée à l'unanimité:

Considérant que si le Conseil général donnait la moindre approbation au projet de Sir E. Watkin, il formulerait du même coup une condamnation morale contre des hommes qui, selon les propres jugements exprimés publiquement par le Conseil général, ont mené la bataille pour la classe ouvrière européenne.

Considérant en outre que le Conseil général n'a pas à servir d'intermédiaire entre les soldats vaincus de la révolution et leurs assassins versaillais, il y a lieu de passer à la discussion de l'ordre du jour.

MARX À ENGELS

Londres, le 8 septembre 1871

Cher Fred,

L'adresse de Allsop est: Pegwell Bay. Je ne sais pas le numéro, mais ce n'est pas nécessaire. Tout le monde peut vous dire où se trouve Pegwell Bay. C'est une bonne chose que tu lui parles, car il arrive mardi à Londres avec de l'argent et m'a invité à venir le voir. Je lui ai écrit longuement, et je lui ai déclaré que je ne peux que continuer d'être le collecteur d'argent auprès de lui et de ses amis, a condition qu'on me laisse une libre disposition complète et que l'on ne me torture pas en exigeant que je produise des listes sur les différents niveaux de misère des réfugiés...

MARX A MONCURE DANIEL CONWAY

Londres, le 29 août 1871

Sir,

A mon retour de Brighton, j'ai trouvé votre mot du 24 août. La prochaine réunion du Conseil général a lieu aujourd'hui, mais il n'admet aucun visiteur après la résolution qu'il a adoptée mardi dernier pour la durée de la session de la Cour martiale en France. [187] Il a été nécessaire de prendre cette mesure sévère en raison de l'infiltration d'espions de la police française.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint une liste de collecte en faveur des réfugiés français dont le nombre (ils sont de 80 à 90 maintenant) augmente journellement, tandis que nos ressources financières sont entièrement taries. Leur situation est vraiment pitoyable. Le mieux ce serait de constituer, si possible, un comité spécial qui serait chargé de trouver un emploi pour ces personnes, dont la grande majorité est formée d'ouvriers spécialisés et d'artistes.

Votre tout dévoué

K.M.

MARX À FANTON

Londres, le 1er février 1873

Mon cher Fanton,

Je viens vous écrire sur les affaires de notre ami Dupont, Depuis votre départ, il a travaillé consciencieusement et régulièrement. Il avait la bonne chance de trouver un ouvrier allemand habile et honnête qui possède l'outillage nécessaire coûtant à peu près £ 500, de manière que Dupont était à même d'établir avec lui un petit atelier où ils font ensemble non seulement des instruments d'après l'invention de Dupont, mais fabriquent aussi des instruments de vieille façon perfectionnée. J'ai vu leur œuvre en train.

Malheureusement ils sont au bout de leurs ressources. J'ai procuré hier à Dupont un prêt de £ 8, mais ne peux l'aider plus efficacement comme des déboursés pour les réfugiés français (plus de £ 150) m'ont complètement mis à sec. Le moment est critique pour leur entreprise.

J'espère que vous n'abandonnerez pas notre ami. Si vous venez à son secours, je

vous promets que je me chargerai de ne lui transmettre les fonds qu'au fur et à mesure des besoins de la fabrication laquelle se ferait sous mon contrôle.

Recevez les salutations cordiales de toute ma famille.

Votre tout dévoué

Karl Marx

ENGELS À LA SUPÉRIEURE DU COUVENT

DES SŒURS DE LA PROVIDENCE

À HAMPSTEAD

Londres, début août 1871

Madame,

A la suite d'un entretien que j'ai eu hier avec l'une des sœurs de votre institution, je me permets de vous adresser ces lignes.

Il s'agit de faire admettre chez vous trois petites fillettes: Eugénie Dupont (9 ans), Marie Dupont (7 ans) et Clarisse Dupont (3 ans). Leur père [188] travaille comme appareilleur dans une fabrique d'instruments de musique de Mr joseph Higham à Manchester; comme leur mère est morte il y a quelque 18 mois, monsieur Dupont croit qu'il ne peut pas élever ses enfants chez lui comme il convient, et m'a prié de chercher pour eux un abri convenable.

La dame qui m'a reçu hier, m'informa que vous avez de la place pour les petits et que le prix de la pension s'élève à £ 13 par enfant pour la première année et £ 12 pour la seconde; puis, elle me demanda de vous informer par écrit de ma demande.

Je vous prie donc, madame, d'avoir l'amabilité de me faire savoir, si vous êtes disposée à accueillir chez vous les enfants. Dans ce cas, j'en avertirai le père, afin qu'il vienne directement à Londres, afin de vous les apporter. Si vous aviez besoin d'autres informations, je vous prierais de me faire savoir quand je pourrai venir vous les donner.

C'est Mr Clarkson de Maitland Park qui a bien voulu me communiquer l'adresse de

votre institution.

Veuillez croire, Madame, à l'assurance de mon profond respect.

F.E.

JENNY MARX * À L. ET G. KUGELMANN

Londres, le 21 décembre 1871

Chers amis,

Je voudrais tout d'abord vous remercier pour votre aimable lettre, mon cher Docteur, et vous prier de me pardonner si je ne vous ai pas répondu plus tôt. Si vous saviez combien j'ai eu à faire ces derniers temps, vous me pardonneriez. Pendant toutes ces trois dernières semaines, j'ai couru d'une banlieue de Londres à une autre (et ce n'est pas une mince entreprise que de traverser toute cette immense cité) et j'ai ensuite écrit des lettres souvent jusqu'à une heure du matin. Le but de ces déplacements et de ces lettres, c'est trouver de l'argent pour les réfugiés. jusqu'ici tous nos efforts n'ont guère été fructueux. Les calomnies écœurantes de la presse vénale éhontée ont insufflé aux Anglais tant de préjugés contre les Communards qu'ils sont considérés en général avec un dégoût non dissimulé. Les entrepreneurs ne veulent rien avoir affaire avec nous. Les hommes qui ont réussi à décrocher un emploi sous un nom d'emprunt, sont congédiés, sitôt que l'on s'aperçoit de leur identité. Le pauvre monsieur et la pauvre madame Serraillier, par exemple, avaient trouvé du travail comme professeur de français. Mais, il y a quelques jours, on les a informés de ce qu'on n'avait plus besoin des services d'un ex-membre de la Commune et de sa femme. Je peux parler de cela par expérience personnelle. Les Monroes, par exemple, ont rompu toute relation avec moi, parce qu'ils ont fait l'horrible découverte que j'étais la fille du ≪ pétroleur en chef ≫, qui défend le maudit mouvement de la Commune.

Dès lors que les réfugiés ne peuvent trouver du travail, vous pouvez vous imaginer dans quelle misère ils tombent: leurs souffrances sont indescriptibles. Ils meurent littéralement dans les rues de cette grande cité, de cette cité qui développe jusqu'à sa perfection le principe chacun pour soi (Fr). Il ne faut pas s'étonner de ce

que les Anglais ne soient guère impressionnés par la misère sans nom d'étrangers pour lesquels ils n'éprouvent aucune espèce de sympathie. Ils considèrent que mourir de faim est inséparable de leur Constitution, et considèrent que la liberté de mourir de faim est quelque chose dont on doit être fier.

Voilà depuis plus de six mois, que l'Internationale soutient la grande masse des bannis, autrement dit les tient tout juste en vie. Mais, à présent, nos ressources sont épuisées. Face à cette misère extrême, nous avons fait imprimer la circulaire privée ci-jointe. Je l'ai rédigée et, comme vous le verrez, j'ai soigneusement évité tout mot ou toute expression pouvant choquer le philistin.

Mes chers amis, vous pouvez vous imaginer combien ces difficultés et ces soucis torturent notre pauvre Maure. Il ne doit pas seulement lutter contre tous les gouvernements des classes dominantes, mais il doit par-dessus le marché tenir tête à l'assaut de propriétaires du type ≪ gros, gras et jovial ≫, qui l'attaquent parce que l'un ou l'autre des communards n'a pas payé son loyer. A peine s'est-il plongé dans ses recherches abstraites, voilà que madame Smith ou Brown lui tombe dessus. Si le ≪Figaro ≫ le savait, quel feuilleton il pourrait offrir à ses lecteurs...

Les successeurs des Alliancistes qui ont fait scission ne laissent pas un instant de tranquillité au Conseil général. Pendant plusieurs mois, ils ont réussi à porter l'intrigue dans tous les pays. Ils ont mis tant d'énergie farouche à ce travail que les choses ont mal tourné pour l'avenir de l'Internationale à ce moment donné. L'Espagne, l'Italie, la Belgique se tenaient apparemment aux côtés des

abstentionnistes de Bakounine et s'opposaient à la résolution sur la nécessité de l'action politique de l'Internationale. Ici, en Angleterre, la clique des abstentionnistes intrigua avec les Bradlaugh, Odger et leurs partisans, qui n'eurent aucun scrupule à utiliser même des mouchards et des agents provocateurs de Thiers et de Badinguet. Leurs organes - le Qui vive! de Londres et la Révolution Sociale de Genève - se surpassèrent dans les calomnies du genre: ≪ ces autoritaires ≫, ≪ ces dictateurs ≫, ces ≪ bismarckiens ≫ du Conseil général (Fr). Mr Bradlaugh a eu recours aux pires falsifications pour calomnier ≪ le grand chef de ce conseil ≫ (Fr). Depuis plusieurs semaines, il a d'abord insinué dans des rencontres privées, puis déclaré ouvertement dans une réunion publique que Karl Marx avait été et est un bonapartiste. Il fonde son assertion sur un passage de la Guerre Civile où il est dit que l'Empire ≪ était la seule forme de gouvernement possible ≫, et ici Bradlaugh s'arrête, sans citer la suite. ≪ à une époque où la bourgeoisie a déjà perdu la capacité de régner sur une nation et où la classe ouvrière n'a pas encore acquise cette capacité ≫. Néanmoins le succès de ces intrigants ne fut qu'apparent, en réalité leur échec est complet. Toutes leurs manœuvres et conjurations ne leur ont rien rapporté du tout.

A Genève - cette serre chaude de l'intrigue -, un congrès représentant trente sections de l'Internationale s'est déclaré en faveur du Conseil général et a adopté une résolution tendant à ce que la fraction séparatiste ne puisse plus se prévaloir à l'avenir d'une appartenance à l'Internationale, étant donné que ses activités ont démontré que leur seul but est de désorganiser l'Association, que ces sections qui ne sont qu'une fraction de la vieille clique allianciste sous un autre nom, agissent contre les intérêts de la fédération en semant partout la discorde. Cette résolution fut

adoptée à l'unanimité par une assemblée composée de 500 membres. Les bakounistes qui ont tous fait le chemin de Neuchatel pour y assister, auraient été sérieusement malmenés s'ils n'avaient pas été sauvés par les hommes qu'ils appellent ≪ des Bismarckiens ≫, ≪ des autoritaires ≫ - Outine, Perret, etc. - et qui ont demandé à l'assistance de leur permettre de s'exprimer. (Outine sachant naturellement fort bien que le meilleur moyen pour les tuer complètement c'était de les laisser tenir leur discours.)...

Pour la nouvelle année, je vous souhaite à tous santé et bonheur, et j'espère surtout que nous aurons l'occasion de nous voir. Comme notre famille ne peut courir le risque d'aller sur le continent, il n'y a donc aucun espoir que nous vous rendions visite en Allemagne; il faudrait donc de toute façon que vous fassiez la traversée pour nous voir. Je peux vous dire que si vous ne vous décidez pas à venir à Londres au printemps ou en été prochain, il est bien possible que vous ne nous verrez plus, car le gouvernement anglais prépare en grand secret un projet de loi sur l'expulsion des communistes et des Internationalistes. La perspective d'aller nous installer au pays du Yankee Doodle Dandy n'est pas réjouissante pour nous. Quoi qu'il en soit, à chaque jour ses soucis...

Votre Jenny Marx

PROLONGEMENTS HISTORIQUES

ET THÉORIQUES

DE LA COMMUNE

Retour à la table des matières

PROLONGEMENT HISTORIQUES ET THÉORIQUES

DE LA COMMUNE

Enseignements

de la commune

Retour à la table des matières

≪ Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires: des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le

capitalisme était encore peu développé et la France était surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Il n'existait pas de parti ouvrier; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et, dans sa masse, elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats et associations coopératives de masse. ≫ Lénine, A la mémoire de la Commune, in la Commune de Paris, pp. 18-19.

MARX

Discours de commémoration du septième

anniversaire de l'Association internationale des

travailleurs, le 25 septembre 1871 à Londres [190]

The World, le 15 octobre 1871

A propos de l'Internationale, Marx dit que le grand succès qui a couronné jusqu'alors ses efforts, est dû à des circonstances qui dépassent le pouvoir de ses membres eux-mêmes. La fondation de l'Internationale elle-même a été le résultat de telles circonstances et n'est pas due aux efforts des hommes qui se sont attachés à cette oeuvre. Ce n'est donc pas le fruit d'une poignée de politiciens habiles: tous les politiciens du monde réunis n'auraient pu créer les conditions et les circonstances

qui furent nécessaires pour assurer le succès de l'Internationale.

L'Internationale n'a propagé aucun credo particulier. Sa tâche a été d'organiser les forces de la classe ouvrière et de coordonner les divers mouvements ouvriers afin de les unifier. Lès conditions qui ont donné une impulsion si formidable à l'Association, sont celles-là mêmes qui ont opprimé de plus en plus les travailleurs à travers le monde: tel est le secret de son succès.

Les événements des dernières semaines ont montré de manière indubitable comment la classe ouvrière doit lutter pour son émancipation. Les persécutions organisées par les gouvernements contre l'Internationale évoquent celles des premiers chrétiens de la Rome antique. Ils ont été, eux aussi, peu nombreux au début, mais les patriciens ont senti d'instinct que l'Empire romain serait ruiné si les chrétiens triomphaient. A Rome, les persécutions n'ont pas sauvé l'Empire; de nos jours, les persécutions dirigées contre l'Internationale ne sauveront pas davantage les conditions sociales de l'époque actuelle.

Ce qui fait l'originalité de l'Internationale, c'est qu'elle a été créée par les travailleurs eux-mêmes. Avant la fondation de l'Internationale, toutes les diverses organisations étaient des sociétés fondées pour les classes ouvrières par quelques radicaux issus des classes dominantes. En revanche, l'Internationale a été créée par les travailleurs eux-mêmes. En Angleterre, le mouvement chartiste a été formé avec l'accord et le concours de radicaux bourgeois. Cependant, s'il avait connu le succès, il n'eût pu tourner qu'à l'avantage de la classe ouvrière. L'Angleterre est le seul pays où

la classe ouvrière est assez développée pour pouvoir utiliser le suffrage universel à son profit.

Ensuite, Marx évoque la révolution de Février et rappelle que ce mouvement a été soutenu par une fraction de la bourgeoisie contre le parti au pouvoir. La révolution de Février s'est contentée de faire des promesses aux ouvriers et de remplacer une équipe d'hommes de la classe dominante par une autre. En revanche, la révolution de juin 1848 a été une révolte contre toute la classe dominante, y compris la fraction la plus radicale. Les ouvriers qui, en Février 1848, avaient porté au pouvoir des hommes nouveaux, ont senti instinctivement qu'ils avaient simplement substitué un groupe d'oppresseurs à un autre, et qu'ils étaient trahis.

Le dernier mouvement a été le plus grand de tous ceux qui se sont produits jusqu'ici, et il ne peut y avoir deux opinions à son égard: la Commune a été la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Il y a eu de nombreux malentendus sur la Commune. Celle-ci ne devait pas asseoir une nouvelle forme de domination de classe. Lorsque les présentes conditions d'oppression seront éliminées grâce au transfert des moyens de production aux travailleurs productifs et à l'obligation faite à tous les individus physiquement aptes de travailler pour vivre, on aura détruit l'unique raison d'être d'une quelconque domination de classe et d'oppression.

Mais, avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes

ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de coordonner les forces ouvrières dans le combat qui les attend.

MARX

Résolutions du meeting de commémoration du premier anniversaire de la Commune de Paris

13-18 mars 1872

L'assemblée réunie en l'honneur de l'anniversaire du 18 Mars 1871 a adopté les résolutions suivantes:

I

Nous considérons le glorieux mouvement du 18 Mars comme l'aube de la grande révolution sociale, qui libérera les hommes à tout jamais du régime des classes.

II

Nous déclarons que les actes démentiels et les crimes perpétrés par les classes bourgeoises liguées dans toute l'Europe, par haine des ouvriers, ainsi que par la vieille société, quelles que puissent en être les formes de gouvernement, monarchique ou républicain, sont voués à l'échec.

III

Nous proclamons que la croisade de tous les gouvernements contre l'Internationale et les mesures terroristes des assassins versaillais et de leurs vainqueurs prussiens témoignent de l'inanité de leurs efforts et confirment que l'armée menaçante du prolétariat mondial se tient derrière l'héroïque avant-garde écrasée par les forces liguées de Thiers et de Guillaume.

MARX

Au directeur de la Liberté

La Liberté, le 17 mars 1872

Monsieur le Directeur,

Dans le livre du citoyen G. Lefrançais, *É*tude sur le mouvement communaliste *à* Paris, en 1871, dont j'ai eu connaissance il y a quelques jours seulement, je lis, page 92, le passage suivant:

≪ Dans sa lettre sur les élections du 8 février, envoyée au citoyen Serraillier, Karl Marx, le principal inspirateur de la section allemande de l'Internationale, critique avec une certaine amertume la participation de la section française aux élections. Cela démontre à satiété qu'à tort ou à raison, l'Internationale était alors peu encline à s'immiscer activement dans la politique. ≫

Aussitôt après la publication de ma prétendue lettre à Serraillier dans le Times, le Courrier de l´ Europe l'Avenir de Berlin, etc., j'ai déclaré qu'il s'agissait d'une fabrication de Paris-journal. Pour sa part, Serraillier a révélé publiquement que le véritable auteur de cette lettre est un journaliste travaillant avec la police. Comme presque tous les organes de l'Internationale et même certains journaux parisiens ont publié nos déclarations, je suis très étonné de ce que le citoyen Lefrançais ait repris à son compte les canards de journaux inventés par Henri de Pène.

Je reste, Monsieur, votre très dévoué

Karl Marx

ENGELS

Sur l'action politique de la classe ouvrière

Compte rendu, rédigé par l'auteur lui-même,

de son discours à la séance du 21 septembre 1871 à

la Conférence de Londres

Il est absolument impossible de s'abstenir des a aires politiques. Même les journaux qui ne font pas de politique ne manquent pas, à l'occasion, d'attaquer le gouvernement, et se mêlent donc de politique. La seule chose dont il s'agit, c'est de savoir quelle politique on pratique et avec quels moyens ? Au demeurant, pour nous

l'abstention est impossible. Le parti ouvrier existe déjà comme parti politique dans la plupart des pays. Ce n'est certes pas à nous de le ruiner en prêchant l'abstention. La pratique de la vie réelle et l'oppression politique que les gouvernements en place font subir aux ouvriers - à des fins politiques, aussi bien que sociales -contraignent les ouvriers à faire de la politique, qu'ils le veuillent ou non. Leur prêcher l'abstention en matière politique reviendrait à les pousser dans les bras de la politique bourgeoise. Plus que jamais après la Commune de Paris, qui a mis à l'ordre du jour 1, action politique du prolétariat, l'abstention politique est tout à fait impossible.

Nous voulons abolir les classes. Par quel moyen y parviendrons-nous? Par la domination politique du prolétariat. Or, maintenant que tout le monde est d'accord sur ce point, on nous demande de ne pas nous mêler de politique! Tous les abstentionnistes se nomment des révolutionnaires, et même des révolutionnaires par excellence. Mais la révolution n'est-elle pas l'acte suprême en matière politique? Or, qui veut la fin doit vouloir aussi les moyens - l'action politique qui prépare la révolution, éduque l'ouvrier et sans elle le prolétariat sera toujours frustré et dupé le lendemain de la bataille par les Favre et Pyat. Cependant, la politique qu'il faut faire doit être celle du prolétariat: le parti ouvrier ne doit pas être à la queue de quelque parti bourgeois que ce soit, mais doit toujours se constituer en parti autonome ayant sa propre politique et poursuivant son propre but.

Les libertés politiques, le droit de réunion et d'association, la liberté de la presse, telles sont nos armes. Et nous devrions accepter de limiter l'armement et faire de l'abstention, 'lorsqu'on essaie de nous en priver? On prétend que toute action politique signifie reconnaître l'ordre existant. Or, si ce qui existe nous donne les

moyens pour protester contre l'état existant, dès lors l'utilisation de ces moyens n'est pas une reconnaissance de l'ordre établi.

MARX

Notes d'un discours sur l'action

politique de la classe ouvrière

(Séance du 20 septembre de la Conférence de Londres)

Le citoyen Lorenzo nous a rappelés à l'observation du règlement, et le citoyen Bastelica l'a suivi dans cette voie. Si je prends les statuts originaux et l'Adresse inaugurale de notre Association, je lis dans les deux que le Conseil général a été chargé de soumettre à la discussion des Congrès un programme ouvrier. [191] Le programme que le Conseil général soumet à la discussion de la Conférence traite de l'organisation de notre Association, et la proposition de Vaillant se rapporte elle aussi à cette question: l'objection de Lorenzo et de Bastelica n'est donc pas fondée.

Dans la plupart des pays, certains Internationaux, en invoquant la déclaration tronquée des Statuts votés au Congrès de Genève [192] ont fait de la propagande en

faveur de l'abstention dans les affaires politiques, propagande que les gouvernements se sont bien gardés d'enrayer. En Allemagne, Schweitzer et autres, à la solde de Bismarck, ont essayé de raccrocher l'activité de nos sections au char de la politique gouvernementale. En France, cette abstention coupable a permis aux Favre, Trochu, Picard et autres de s'emparer du pouvoir le 4 septembre. Le 18 mars, cette même abstention permit à un Comité dictatorial - le Comité central - composé en majeure partie de bonapartistes et d'intrigants, de s'établir à Paris et de perdre sciemment, dans l'inaction, les premiers jours de la révolution, alors qu'il aurait dû les consacrer à son affermissement. [193] En France, le mouvement a échoué, parce qu'il n'avait pas été assez préparé.

En Amérique, un congrès, tenu récemment et composé d'ouvriers, (149) a décidé de s'engager dans les affaires politiques et de substituer aux politiciens de métier des ouvriers comme eux, chargés de défendre les intérêts de leur classe.

Certes, il faut faire la politique en tenant compte des conditions de chaque pays. En Angleterre, par exemple, il n'est pas facile à un ouvrier d'entrer au parlement. Les parlementaires ne recevant aucun subside et l'ouvrier n'ayant que les ressources de son travail pour vivre, le parlement est inaccessible pour lui. Or, la bourgeoisie qui refuse obstinément une allocation aux membres du parlement, sait parfaitement que c'est le moyen d'empêcher la classe ouvrière d'y être représentée.

Il ne faut pas croire que ce soit d'une mince importance d'avoir des ouvriers dans les parlements. Si l'on étouffe leur voix, comme à De Potter et Castiau ou si on les

expulse comme Manuel, l'effet de ces rigueurs et de cette intolérance est profond sur les masses. Si, au contraire, comme Bebel et Liebknecht, ils peuvent parler de cette tribune, c'est le monde entier qui les entend. D'une manière comme d'une autre, c'est une grande publicité pour nos principes. Lorsque Bebel et Liebknecht ont entrepris de s'opposer à la guerre qui se livrait contre la France, leur lutte pour dégager toute responsabilité de la classe ouvrière dans tout ce qui se passait, a secoué toute l'Allemagne; Munich même, cette ville où l'on n'a jamais fait de révolution que pour des questions de prix de la bière, se livra à de grandes manifestations pour réclamer la fin de la guerre.

Les gouvernements nous sont hostiles. Il faut leur répondre avec tous les moyens que nous avons à notre disposition. Envoyer des ouvriers dans les parlements équivaut à une victoire sur les gouvernements, mais il faut choisir les hommes, et ne pas prendre les Tolain.

Marx appuie la proposition du citoyen Vaillant, ainsi qu'un amendement de Frankel relatif à la traduction erronée des Statuts et tendant à faire précéder d'un considérant explicatif la raison d'être de cette déclaration; en effet, cette question a déjà été résolue par les Statuts et ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Association demande aux ouvriers de faire de la politique, mais de toujours. *

MARX - ENGELS

Résolutions de la Conférence de l'A.I.T., Londres,

17-23 septembre 1871

IX. L'action politique de la classe ouvrière

Vu les considérants des statuts originaux où il est dit: ≪ L'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ≫;

Vu l'Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs (1864) qui dit: ≪ Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation des travailleurs, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possible... La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière ≫;

Vu la résolution du Congrès de Lausanne (1867) à cet effet: ≪ L'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique ≫;

Vu la déclaration du Conseil général sur le prétendu complot des internationaux français à la veille du plébiscite (1870) où il est dit: ≪D'après la teneur de nos statuts, certainement toutes nos sections en Angleterre, sur le continent et en Amérique, ont la mission spéciale, non seulement de servir de centres à l'organisation militante de la classe ouvrière, mais aussi de soutenir dans leurs pays respectifs, tout mouvement poli-tique tendant à l'accomplissement de notre but final: l'émancipation économique de la classe ouvrière;

Attendu que des traductions infidèles des statuts originaux ont donné lieu à des interprétations fausses qui ont été nuisibles au développement et à l'action de l'Association internationale des travailleurs;

En présence d'une réaction sans frein qui étouffe par la violence tout effort d'émancipation de la part des travailleurs, et prétend maintenir par la force brutale les différences de classes et la domination politique des classes possédantes qui en résulte;

Considérant en outre:

Que contre ce pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à

tous les anciens partis formés par les classes possédantes;

Que cette constitution de la classe ouvrière en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême: l'abolition des classes;

Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs,

la Conférence rappelle aux membres de l'Internationale que, dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis.

X. Résolution générale relative aux pays où l'organisation régulière de l'Internationale est entravée par les gouvernements

Dans les pays où l'organisation régulière de l'Association internationale des travailleurs est momentanément devenue impraticable par suite de l'intervention gouvernementale, l'Association et ses groupes locaux pourront se constituer sous

diverses dénominations, mais toute constitution de section internationale sous forme de société secrète est et reste formellement interdite.

XI. Résolutions relatives à la France

La Conférence exprime sa ferme conviction que toutes les persécutions ne feront que doubler l'énergie des adhérents de l'Internationale et que les branches continueront à s'organiser sinon par grands centres, du moins par ateliers et fédérations d'ateliers correspondant entre eux par leurs délégués.

En conséquence, la Conférence invite toutes les branches à continuer sans relâche à propager les principes de notre Association en France et à y importer le plus grand nombre possible d'exemplaires de toutes les publications et des statuts de l'Internationale.

MARX - ENGELS

Résolution relative aux Statuts au Congrès

général de La Haye du 2-7 septembre 1872

L'article suivant qui résume le contenu de la résolution de la Conférence de Londres (Septembre 1871) sera inséré dans les Statuts après l'article 7.

Art. 7a: Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes.

Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême: l'abolition des classes.

La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique doit aussi servir de levier aux mains de cette classe, dans sa lutte contre le pouvoir politique de

ses exploiteurs.

Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat.

MARX - ENGELS

Préface de 1872 au Manifeste Communiste

La Commune notamment a démontré que ≪ la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine d'État, telle qu'elle est et l'utiliser pour ses propres fins ≫. (Voir la Guerre Civile en France. Adresse du Conseil général de l'A.I.T., où cette idée est plus longuement développée.) *

ENGELS À C. TERZAGHI

Londres, le 14 janvier 1872

Mon cher Terzaghi

... D'abord, les anarchistes nous cherchent querelle sous le prétexte que nous avons tenu une Conférence; ensuite, ils nous attaquent parce que nous appliquons les résolutions de Bâle, résolutions que nous sommes tenus d'exécuter. Ils ne veulent pas que le Conseil général dispose d'autorité, même si elle est librement consentie par tous. J'aimerais bien savoir comment, sans cette autorité (comme ils l'appellent), il eût été possible de faire justice des Tolain aussi bien que des Durand et Netchaïev, et comment avec la belle phrase d'autonomie des sections, comme vous l'expliquez dans votre circulaire, vous entendez empêcher l'intrusion de mouchards de police et des traîtres. Certes, personne ne conteste l'autonomie aux sections, mais une fédération n'est pas possible, si les sections ne cèdent pas certains pouvoirs aux comités fédéraux et, en dernière instance, au Conseil général.

Mais, savez-vous quels furent les initiateurs et les zélateurs de ces résolutions autoritaires? Peut-être les délégués du Conseil général? Pas du tout. Ces mesures autoritaires ont été proposées par les délégués de Belgique, et les Schwitzguébel, Guillaume et Bakounine en furent les protagonistes les plus acharnés. Voilà comment les choses se présentent.

Il me semble que vous faites un grand abus des mots d'autorité et de centralisation. Je ne connais pas d'affaire plus autoritaire qu'une révolution, et quand on impose sa volonté aux autres avec des bombes et des fusils comme cela se fait dans toutes les révolutions, il me semble que l'on fasse preuve d'autorité. Ce fut le manque de centralisation et d'autorité qui a coûté la vie à la Commune de Paris.

Faites ce que vous voulez de l'autorité, etc. après la victoire, mais pour la lutte nous devons réunir toutes nos forces en un seul faisceau et les concentrer sur le même point d'attaque. Enfin, quand j'entends parler de l'autorité et de la centralisation comme de deux choses condamnables dans toutes les circonstances possibles, il me semble que ceux qui parlent ainsi, ou bien ne savent pas ce qu'est une révolution, ou bien ne sont des révolutionnaires qu'en paroles.

Si vous voulez savoir ce que les auteurs de la circulaire ont fait dans la pratique pour l'Internationale, lisez leur propre rapport officiel sur l'état de la confédération jurassienne au Congrès (cf. la Révolution sociale de Genève du 23 novembre 1871),

et vous verrez à quel état de dissolution et d'impuissance, ils ont réduit une fédération bien établie il y a un an. [196] Or, ces gens-là prétendent réformer l'Internationale !

Salut fraternel,

votre Fr. Engels

ENGELS À A. BEBEL

Londres, le 20 juin 1873

... Bien sûr, toute direction d'un parti veut avoir des résultats, et c'est normal. Mais il y a des circonstances où il faut avoir le courage de sacrifier le succès momentané à des choses plus importantes. Cela est surtout vrai pour un parti comme le nôtre, dont le triomphe final doit être complet et qui, depuis que nous vivons et sous nos yeux encore, se développe si colossalement, que l'on n'a pas besoin à tout prix et toujours de succès momentanés. Prenez, par exemple, l'Internationale: après la Commune elle connut un succès immense. Les bourgeois, comme frappés par la foudre, la croyaient toute-puissante. La grande masse de ses membres crurent que cela

durerait toujours. Nous savions fort bien que la bulle devait crever. Toute la racaille s'accrochait à nous. Les sectaires qui s'y trouvaient, s'épanouirent, abusèrent de l'Internationale dans l'espoir qu'on leur passerait les pires bêtises et bassesses. Mais nous ne l'avons pas supporté. Sachant fort bien que la bulle crèverait tout de même, il ne s'agissait pas pour nous de différer la catastrophe, mais de nous préoccuper de ce que l'Internationale demeure pure et attachée à ses principes sans les falsifier, jusqu'à son terme.

La bulle creva au Congrès de La Haye, et vous savez que la majorité des membres du Congrès rentra chez elle, en pleurnichant de déception. Et pourtant presque tous ceux qui étaient si déçus, parce qu'ils croyaient trouver dans l'Internationale l'idéal de la fraternité universelle et de la réconciliation, n'avaient-ils pas connu chez eux des chamailleries bien pires que celles qui éclatèrent à La Haye! Maintenant les sectaires brouillons se mirent à prêcher la réconciliation et nous dénigrèrent en nous présentant comme des intraitables et des dictateurs.

Or, si nous nous étions présentés à La Haye en conciliateurs et si nous eussions étouffé les velléités de scission, quel en eût été le résultat? Les sectaires - notamment les bakounistes - eussent disposé d'un an de plus pour commettre, au nom de l'Internationale, des bêtises et des infamies plus grandes encore; les ouvriers des pays les plus avancés se fussent écartés avec dégoût. La bulle n'éclata pas, elle se dégonfla doucement, sous l'effet de quelques coups d'aiguille, et le Congrès suivant qui eût tout de même apporté la crise se fût déroulé au niveau des scandales mettant en cause les individus, puisqu'on avait déjà quitté le terrain des principes à La Haye. Dès lors, l'Internationale était déjà morte, et l'eût été même si nous avions tenté de

faire l'union de tous. Au lieu de cela, dans l'honneur, nous sommes débarrassés des éléments pourris. Les membres de la Commune présents à la dernière réunion décisive ont dit qu'aucune réunion de la Commune ne leur avait laissé un sentiment aussi terrible que cette séance du tribunal jugeant les traîtres à l'égard du prolétariat européen. Nous avons permis pendant dix mois qu'ils rassemblent toutes leurs forces pour mentir, calomnier et intriguer, - et où sont-ils? Eux, les prétendus représentants de la grande majorité de l'Internationale, déclarent eux-mêmes à présent qu'ils n'osent plus venir au prochain Congrès. Pour ce qui est des détails, ci-joint un article destiné au Volksstaat. Et si nous avions à le refaire, nous agirions en gros de la même façon, étant entendu que l'on commet toujours des erreurs tactiques.

En tout cas, je crois que les éléments sains parmi les lassalliens viendront d'eux-mêmes à vous au fur et à mesure, et qu'il ne serait donc pas clairvoyant de cueillir les fruits avant qu'ils soient mûrs, comme le voudraient les partisans de l'unité.

Au reste, le vieil Hegel a déjà dit: un parti éprouve qu'il vaincra, en ce qu'il se divise et supporte une scission. Le mouvement du prolétariat passe nécessairement par divers stades de développement. A chaque stade, une partie des gens reste accrochée, ne réussissant pas à passer le cap. Ne serait-ce que pour cette raison, on voit que la prétendue solidarité du prolétariat se réalise en pratique par les groupements les plus divers de parti, qui se combattent à mort, comme les sectes chrétiennes dans l'Empire romain, et ce en subissant tous les pires persécutions...

Aussi ne devons-nous pas oublier, lorsque par exemple le Neue Social-Democrat a plus d'abonnés que le Volksstaat, que toute secte est forcément fanatique et obtient, en raison même de ce fanatisme des résultats momentanés bien plus considérables, surtout dans des régions où le mouvement ne fait que commencer (par exemple l'Association générale des ouvriers allemands au Schlesvig-Holstein). Ces résultats dépassent ceux du parti, qui, sans particularités sectaires, représente simplement le mouvement réel. En revanche, le fanatisme ne dure guère...

PROLONGEMENT HISTORIQUES ET THÉORIQUES DE LA COMMUNE

La question du parti

Retour à la table des matières

≪ Se souvenant des enseignements de la Commune, il [le prolétariat russe] savait que le prolétariat ne doit pas négliger les moyens de lutte pacifiques - ces derniers servent ses intérêts quotidiens et sont indispensables en période de préparation de la révolution - mais qu'il ne doit jamais oublier non plus que dans certaines circonstances la lutte de classe se transforme en lutte armée et en guerre civile: il est des moments où les intérêts du prolétariat exigent l'extermination implacable de ses ennemis dans des combats déclarés. ≫ V. Lénine, la Commune de Paris, p. 14.

ENGELS

Le programme des réfugiés blanquistes

de la Commune

Der Volksstaat, le 26 juin 1874

Durant la contre-révolution qui suit chaque révolution vaincue, les réfugiés qui ont pu en réchapper, développent une activité fiévreuse. Les différentes tendances

de parti se regroupent, s'accusent mutuellement d'avoir fait échouer le navire dans la vase, d'avoir trahi ou commis toutes les vilenies possibles et imaginables. Par ailleurs, on maintient avec son pays une liaison étroite, on organise, on conspire, on lance des tracts et des journaux, on jure que le mouvement va se déclencher une nouvelle fois dans les quarante-huit heures, que la victoire est certaine et, dans cette perspective, on distribue déjà des postes gouvernementaux. Naturellement, c'est aller de déception en déception. Or, comme on attribue tous les déboires à des erreurs contingentes, et non à des circonstances historiques inévitables que l'on ne veut pas considérer en face afin de les comprendre, on n'en finit plus de s'accuser mutuellement, et tout cela débouche dans des lamentations générales. C'est le sort de toute émigration, depuis celle des royalistes de 1792 à celle de réfugiés politiques d'aujourd'hui. Ceux parmi les réfugiés qui ont une claire vision et conscience de la situation se retirent des chamailleries stériles, dès qu'ils peuvent le faire décemment, et se consacrent à des tâches meilleures.

L'émigration française de la Commune n'a pas échappé à ce sort inévitable. Le Conseil général de l'Internationale a été contraint, pendant les deux premières années, d'escamoter, du moins aux yeux du monde, les dissensions internes qui le déchiraient, parce que toute l'Europe officielle avait lancé une campagne de diffamation contre toutes les tendances quelles qu'elles soient, mais surtout contre le point central commun que représentait Londres en particulier. Cependant, au cours de ces deux dernières années, le Conseil général ne fut plus en mesure de dissimuler le processus de décomposition qui s'étendait de plus en plus rapidement. La polémique ouverte éclatait de toutes parts. En Suisse, une fraction, influencée essentiellement par Malon, l'un des fondateurs de l'Alliance secrète, [197] se joignit aux bakounistes. Ce furent, ensuite, les prétendus blanquistes de Londres qui se

retirèrent de l'Internationale et constituèrent un groupe à part sous l'appellation: la Commune révolutionnaire. A côté de cela, il se forma toute une kyrielle d'autres groupes, qui sont en vole de formation et de réorganisation constantes et n'ont pas fait grand-chose même dans leurs proclamations, alors que les blanquistes viennent de porter à la connaissance du monde leur programme dans un manifeste aux ≪ Communeux ≫.

Ces blanquistes ne portent pas ce nom parce qu'ils forment un groupe fondé par Blanqui; seuls quelques-uns des trente-trois signataires de ce programme ont peut-être eu l'occasion de parler avec Blanqui. Ils prétendent bien plutôt vouloir agir dans son esprit et dans sa tradition. Blanqui est essentiellement un révolutionnaire politique. Socialiste simplement de par sentiment, sympathisant avec les souffrances du peuple, il ne possède pas de théorie socialiste, ni des solutions pratiques bien déterminées pour remédier aux maux sociaux. De par son activité politique, c'est essentiellement un ≪ homme d'action ≫, étant persuadé qu'une petite minorité bien organisée doit, au bon moment, tenter un coup de main révolutionnaire et réussir, à la suite de ce premier succès, à entraîner les masses populaires et assurer ainsi le triomphe de la révolution.

Sous Louis-Philippe, il ne put évidemment constituer ce noyau que sous la forme d'une société secrète, et c'est alors que se produisit ce qui arrive habituellement lors des conjurations: excédés d'être sans cesse sous le collier en s'entendant promettre sans résultat que le moment était tout proche de passer à l'action, ses partisans finirent par perdre patience et se rebiffèrent, si bien qu'il ne resta qu'une alternative: ou bien laisser tomber la conjuration, ou bien déclencher une action sans les

prémisses extérieures. On passa à l'action (le 12 mai 1839), et l'on fut écrasé en Un clin d'œil. Au reste, ce fut la seule conspiration blanquiste dans laquelle la police ne réussit pas à prendre pied, ayant été surprise comme par la foudre dans un ciel serein.

Étant donné que Blanqui conçoit toute révolution comme un coup de main, il s'ensuit, de toute nécessité, l'instauration d'une dictature après son triomphe, j'entends bien, non pas une dictature de la classe révolutionnaire - la dictature du prolétariat -, mais la dictature de la poignée de ceux qui ont fait le coup de main et qui eux-mêmes étaient déjà, auparavant, organisés sous la dictature d'un seul homme ou de plusieurs.

Comme on le voit, Blanqui est un révolutionnaire de la génération précédente. Ses idées sur le cours des événements révolutionnaires sont depuis longtemps dépassées, du moins pour le parti ouvrier allemand et même en France elles ne peuvent plus guère avoir de résonance qu'auprès d'ouvriers, peu nombreux, qui ne sont pas très formés et ne savent contenir leur impatience. Qui plus est, nous allons voir que ces conceptions ne sont pas reprises sans quelques restrictions dans le programme en question. Chez nos blanquistes de Londres circule aussi le principe selon lequel les révolutions en général ne se font pas toutes seules, mais doivent être faites; cependant, selon eux, elles doivent être faites par une minorité relativement restreinte d'après un plan conçu au préalable, et ils pensent qu'elle peut ≪ éclater ≫ à n'importe quel moment.

Il va de soi qu'avec de tels principes, on est livré, pieds et poings liés, à toutes les déceptions personnelles de la vie de réfugié, étant voué à se précipiter d'une folie dans une autre. On veut, avant tout, jouer à être Blanqui, l' ≪ homme d'action≫. Mais, ici la bonne volonté n'est pas d'un grand secours: chacun n'a pas l'instinct révolutionnaire, l'énergie et J'esprit de décision rapide de Blanqui, et Hamlet peut parler d'énergie à perdre haleine, il n'en reste pas moins Hamlet. Or, lorsque nos trente-trois hommes d'action ne trouvent absolument rien à faire au niveau de ce qu'ils appellent Faction, nos trente-trois Brutus entrent avec eux-mêmes dans une contradiction plus comique que tragique, contradiction dont le tragique n'est nullement accru par les mines sombres qu'ils affichent, comme s'ils étaient tous des ≪ Meuros, cachant le poignard sous son manteau ≫, [198] ce qu'ils n'ont pas l'intention de faire, soit dit en passant.

Que faire dès lors? Ils préparent le ≪ prochain grand coup ≫, en dressant des listes de proscription pour l'avenir, afin que les rangs de ceux qui ont participé à la Commune soient épurés, ce pour quoi ils sont appelés les ≪ purs ≫ parmi les autres réfugiés. Je ne suis pas en mesure de dire s'ils se sont affublés eux-mêmes de ce titre, qui, au reste, irait assez mal à un certain nombre d'entre eux. Leurs réunions se passent à huis clos, et leurs décisions doivent être tenues secrètes, ce qui n'empêche nullement que l'écho s'en répercute le lendemain dans toute la colonie française.

Il arrive à ces sérieux hommes d'action ce qui arrive toujours lorsqu'il n'est pas possible d'agir: ils se sont engagés d'abord dans une polémique personnelle, puis littéraire, avec un digne adversaire, l'un des plus malpropres personnages de la petite presse parisienne, un certain Vermersch, qui publia sous la Commune le Père

Duchêne, une lamentable caricature du journal d'Hébert de 1793. Ce noble personnage répond à leur indignation morale, en les traitant tous, dans un pamphlet, de ≪ voyous et de complices de voyous ≫ et les inonde d'un flot épais d'injures ordurières:

Chaque mot

Est un pot de chambre,

Et qui n'est pas vide. [199]

C'est avec un pareil adversaire que nos trente-trois Brutus jugent nécessaire de se mesurer devant le publie.

Si une chose est certaine, c'est que le prolétariat parisien - après une guerre épuisante, après la famine de Paris, et surtout après l'atroce saignée des journées de Mai 1871 - a besoin de toute une période de repos, afin de rassembler de nouveau ses forces, toute tentative prématurée d'un soulèvement ne pouvant avoir pour conséquence qu'une défaite nouvelle, si possible plus terrible encore. Nos blanquistes ne sont pas de cet avis. La désagrégation de la majorité monarchiste à Versailles leur annonce ≪ la chute de Versailles et la revanche de la Commune. En effet, nous arrivons à ce grand moment historique, cette grave crise, où le peuple qui semble noyé dans sa misère et voué à la mort, va reprendre sa marche révolutionnaire avec une force nouvelle ≫.

Cela va donc barder de nouveau, et bientôt. Or, cet espoir d'une imminente ≪ revanche de la Commune ≫ n'est pas seulement une illusion de réfugié, c'est un acte de foi nécessaire de gens qui se sont mis de toute force en tête qu'ils doivent jouer aux ≪ hommes d'action ≫, à un moment où il n'y a absolument rien qui permette de faire quoi que ce soit dans ce sens, celui d'un coup de main révolutionnaire. Mais que leur importe! Si le mouvement est déclenché, ils estimeront ≪ que le moment est venu, que tout ce qui, parmi les réfugiés, a encore en soi de la vie, va se manifester≫. Ainsi donc, les Trente-Trois nous déclarent qu'ils sont: 1 º athées; 2 º communistes; 3 º révolutionnaires.

Nos blanquistes ont en commun avec les bakounistes qu'ils veulent représenter la tendance la plus avancée et la plus extrémiste. C'est pour cela que, soit dit en passant, ils marchent souvent ensemble, pour ce qui est des moyens employés, bien que leurs buts soient opposés. Il s'agit donc, pour ce qui est de l'athéisme, d'être plus radicaux que tous les autres. Par bonheur, il est très facile aujourd'hui d'être athée. En général, l'athéisme est à peu près une évidence pour les partis ouvriers européens, encore que, dans certains pays, il puisse subsister un parti comme celui des bakounistes espagnols, qui proclame: croire à Dieu est contraire à tout socialisme, mais croire en la Vierge Marie, c'est tout autre chose, et il va de soi qu'un socialiste courant y croit. Chez la plupart des ouvriers sociaux-démocrates allemands, on peut même dire que le problème de l'athéisme est dépassé, ce terme purement négatif n'ayant plus d'effet sur eux, puisqu'ils n'ont plus vis-à-vis de la foi en Dieu une opposition théorique, mais pratique: ils en ont tout simplement fini avec Dieu, car ils vivent et pensent dans le monde réel et sont, de ce fait, des

matérialistes.

C'est certainement aussi le cas en France. Mais, s'il n'en était pas ainsi, rien ne serait plus simple que de s'attacher à diffuser massivement parmi les ouvriers la brillante littérature matérialiste française du siècle dernier,. L'esprit français, tant du point de vue de la forme que du contenu, y a atteint ses plus hauts sommets. Même si l'on considère le niveau scientifique actuel, cette littérature dépasse de très loin la substance des écrits d'aujourd'hui; pour ce qui est de sa forme, elle n'a jamais plus été atteinte. Mais, cela ne convient pas à nos blanquistes. Afin de démontrer qu'ils sont plus radicaux que quiconque, ils abolissent Dieu par décret, comme en 1793:

≪ La Commune doit avoir libéré l'humanité de ce fantôme de la misère d'autrefois ≫ [Dieu] ≪ et de cette cause ≫ [Dieu qui n'existe pas devient une cause!!!] ≪ de sa misère présente. - Il n'y a pas de place pour les curés dans la Commune; toute manifestation religieuse, toute organisation religieuse doit être interdite. ≫

Cette revendication, à savoir transformer les gens en athées par ordre du mufti, est signée par deux membres de la Commune qui ont pourtant eu l'occasion d'apprendre par l'expérience: 10 que l'on peut ordonner tout ce que l'on veut sur le papier, sans que pour autant cela soit appliqué, et 20 que les persécutions sont le meilleur moyen pour faire naître des croyants inopportuns. Une chose est sûre: le seul service que l'on puisse rendre aujourd'hui à Dieu, c'est de déclarer que l'athéisme est un article de foi obligatoire, et de surenchérir sur les lois anticléricales

du Kulturkampf de Bismarck [200] en interdisant la religion en général.

Le second point du programme, c'est le communisme. Nous nous sentons ici plus chez nous, car le navire sur lequel nous voguons s'appelle: Manifeste du Parti communiste, publié en février 1848. Dès l'automne 1872, les cinq blanquistes sortis de l'Internationale ont professé un programme socialiste qui dans tous ses points essentiels était celui-là même de l'actuel communisme allemand, et motivé leur départ uniquement par le fait que l'Internationale refusait de jouer à la révolution comme ils l'entendaient. [201] A présent, le comité des Trente-Trois a adopté ce programme avec toute la conception matérialiste de l'histoire qu'il implique, encore que sa traduction en français blanquiste laisse à désirer sur bien des points, dès lors que le Manifeste n'est pas reproduit pour ainsi dire littéralement. C'est ce que montre, par exemple, le passage suivant:

≪ Comme expression ultime de toutes les formes d'asservissement, la bourgeoisie a dépouillé l'exploitation du travail de son voile mystique, qui l'enveloppait autrefois: les gouvernements, religions, familles, lois, institutions du passé comme du présent se réduisent enfin, dans cette société, au simple antagonisme entre capitalistes et ouvriers salariés, en étant les instruments de l'oppression, grâce auxquels la bourgeoisie maintient sa domination et assujettit le prolétariat. ≫

Que l'on compare à ce passage le texte du Manifeste communiste, ≪ En un mot, à la place de l'exploitation voilée par des illusions religieuses et politiques, la

bourgeoisie a mis l'exploitation franche, éhontée, directe, dans toute sa sécheresse. Elle a dépouillé de leur sainte auréole toutes les activités jusqu'alors vénérables et considérées avec un pieux respect. Elle a changé en salariés à ses gages le médecin, le juriste, le curé, le poète, l'homme de science. Elle a arraché aux relations familiales leur voile de touchante sentimentalité et les a transformées en un simple rapport d'argent, etc. ≫

Mais à mesure qu'ils descendent de la théorie à la pratique, les Trente-Trois affirment de plus en plus leur originalité: ≪ Nous sommes communistes, parce que nous voulons arriver à notre but, sans nous arrêter à des stades intermédiaires, à des compromis qui ne font que différer la victoire et prolonger l'esclavage. ≫

Les communistes allemands sont communistes, parce qu'ils passent par tous les stades intermédiaires et compromis, qui ne sont pas faits par eux, mais par le développement historique, en ayant toujours clairement devant les yeux le but final qu'ils poursuivent sans cesse: l'abolition des classes et l'instauration d'une société où n'existe plus de propriété privée du sol et des moyens de production.

Les Trente-Trois sont communistes, parce qu'ils s'imaginent que l'affaire est réglée, pourvu qu'ils aient la bonne volonté de sauter les stades intermédiaires et les compromis: comme il est convenu, s'ils ≪ passent tel jour à l'attaque ≫ et arrivent au pouvoir, le ≪ communisme est instauré ≫ le surlendemain. Si cela n'est pas possible tout de suite, alors nous ne sommes pas des communistes. Il est puéril et

naïf d'ériger l'impatience en fondement de la conviction théorique!

Enfin, nos Trente-Trois sont des ≪ révolutionnaires ≫. Comme on le sait, dans ce domaine, les bakounistes ont déjà battu tous les records possibles, pour ce qui est des formules creuses et enflées. Toutefois, les blanquistes se font un devoir de les surpasser encore. Et comment? Comme on le sait, tout le prolétariat socialiste - de Lisbonne et New York à Pest et Belgrade - a tout de suite assumé en bloc la responsabilité des actes de la Commune de Paris. Mais, ce n'est pas assez pour nos blanquistes:

≪ En ce qui nous concerne, nous revendiquons notre part de responsabilité dans les exécutions qui [sous la Commune] ont frappé les ennemis du peuple ≫ [suit la liste des fusillés]; ≪ nous revendiquons notre part de responsabilité dans les incendies qui ont anéanti les instruments de l'oppression monarchiste ou bourgeoise ou qui ont protégé les combattants ≫.

Dans toute révolution, il arrive inévitablement toutes sortes de bêtises, comme d'ailleurs dans toute autre période, et lorsqu'on a enfin de nouveau repris un peu son calme, on en vient nécessairement à la conclusion: Nous avons fait beaucoup de choses que nous eussions mieux fait de ne pas faire, et nous avons omis de faire beaucoup de choses que nous eussions dû faire, et c'est pour cela que nous avons essuyé un revers. Mais quel manque d'esprit critique que de sanctifier littéralement la Commune, de la déclarer infaillible, d'affirmer que chaque maison brûlée, chaque otage fusillé a subi, exactement et jusque dans le dernier détail, ce qui lui était

dû. [202] Cela ne revient-il pas à affirmer que, durant la semaine de Mai, le peuple a fusillé exactement les gens qui devaient être fusillés - et pas plus et pas moins -, et qu'il a incendié exactement les bâtiments qu'il fallait, et pas plus et pas moins. Enfin, n'est-ce pas comme si l'on affirmait à propos de la première révolution française: tous ceux qui ont été guillotinés l'ont été à bon escient, aussi bien ceux que Robespierre a fait décapiter que ceux qui ont ensuite décapité Robespierre? Voilà les enfantillages auxquels aboutissent des gens, au fond tout à fait débonnaires, qui veulent faire un effet terrible!

Mais, il suffit! Malgré toutes les excentricités de réfugiés et toutes les tentatives - qui se changent en leur contraire - de vouloir faire apparaître Charles ou Edouard comme des terreurs, il y a incontestablement un progrès fondamental dans ce programme: c'est le premier manifeste, par lequel des ouvriers français professent l'actuel communisme allemand. [203] Qui plus est, des ouvriers de la tendance qui tient les Français pour le peuple élu de la révolution et Paris pour la Jérusalem révolutionnaire. C'est le mérite incontesté de Vaillant - cosignataire du programme et excellent connaisseur de la langue allemande et de notre littérature socialiste - que de les avoir amené à faire ce pas. Les ouvriers socialistes allemands, qui ont démontré qu'ils étaient totalement affranchis de tout chauvinisme national, peuvent considérer comme un symptôme de bon augure le fait que des ouvriers français adoptent des principes théoriques justes, bien qu'ils viennent d'Allemagne.

MARX - ENGELS

Les prétendues scissions dans l´ Internationale

Circulaire privée de l'A.I.T., rédigée au début de 1872.

Jusqu'à ce - jour, le Conseil général s'est imposé une réserve absolue quant aux luttes intérieures de l'Internationale et n'a jamais répondu publiquement aux attaques publiques, lancées durant plus de deux ans contre lui par des membres de l'Internationale.

Tant que ce ne sont que quelques intrigants qui persistent à entretenir à dessein une confusion entre l'Internationale et une société 150 qui, dès son origine, lui a été hostile, le Conseil général peut encore garder le silence, mais dès lors que la réaction européenne s'appuie sur les scandales provoqués par cette société au moment même où l'Internationale traverse sa crise la plus grave, il se voit contraint de faire l'historique de toutes ces intrigues.

Après la chute de la Commune de Paris, le premier acte du Conseil général fut de publier son manifeste sur la Guerre civile en France, dans lequel il se solidarisa avec

tous les actes de la Commune, qui à ce moment précis servaient à la bourgeoisie, à la presse et aux gouvernements d'Europe à accabler sous les calomnies les plus infâmes les vaincus de Paris. Même une partie de la classe ouvrière n'avait pas encore compris que sa cause venait de subir un échec. Le Conseil en acquit une preuve, entre autres, par les démissions de deux de ses membres, les citoyens Odger et Lucraft, qui se désolidarisèrent d'avec ce Manifeste. On peut dire que l'unité des vues de la classe ouvrière sur les événements de Paris date de la publication de ce Manifeste dans tous les pays civilisés.

Par ailleurs, l'Internationale trouva un moyen de propagande des plus puissants dans la presse bourgeoise, notamment d'Angleterre, qui se vit contrainte par ce Manifeste à s'engager dans une polémique entretenue par les répliques du Conseil général.

L'arrivée à Londres de nombreux réfugiés de la Commune obligea le Conseil général à se constituer en Comité de secours et à exercer, durant plus de huit mois, cette fonction tout extérieure à ses attributions normales. Il va sans dire que les vaincus et les exilés de la Commune n'avaient rien à espérer de la bourgeoisie. D'autre part, les demandes de secours venaient à un moment difficile pour la classe ouvrière. La Suisse et la Belgique avaient déjà reçu leur contingent de réfugiés qu'elles devaient soutenir et aider à passer en Angleterre. Les sommes collectées en Allemagne, en Autriche et en Espagne étaient envoyées en Suisse. En Angleterre, c'était la grande lutte pour la journée de travail de neuf heures à Newcastle [204] et elle absorbait aussi bien les contributions individuelles des ouvriers que les fonds réunis par les syndicats, fonds qui, du reste, ne peuvent être affectés qu'aux luttes

revendicatives. Cependant grâce à des démarches et des correspondances incessantes, le Conseil put réunir par petites sommes l'argent qu'il distribuait chaque semaine. Les ouvriers américains ont répondu le plus généreusement à son appel. Il est bien dommage que le Conseil n'ait pu disposer des millions que l'imagination terrifiée de la bourgeoisie voit magnanimement dans les coffres-forts de l'Internationale!

Après Mai 1871, un certain nombre de réfugiés de la Commune furent appelés à remplacer au Conseil l'élément français qui, par suite de la guerre, ne s'y trouvait plus représenté. Parmi les membres ainsi cooptés, il y avait d'anciens Internationaux et une majorité d'hommes connus pour leur énergie révolutionnaire: leur élection fut un hommage rendu à la Commune de Paris.

Les mesures répressives à l'encontre de l'Internationale par le gouvernement bonapartiste avaient empêché la réunion du Congrès de l'Internationale à Paris, prescrite par le Congrès de Bâle. Usant du droit conféré par l'article 4 des Statuts, le Conseil général, dans sa circulaire du 12 juillet 1871, convoqua le Congrès à Mayence. [205] En même temps, le Conseil général adressa des lettres aux différentes fédérations afin de leur proposer le transfert du siège du Conseil général d'Angleterre en un autre pays et pour demander que les délégués soient pourvus de mandats impératifs sur cette question. Les Fédérations se déclarèrent à l'unanimité pour son maintien à Londres. La guerre franco-allemande, éclatant peu de jours après, rendit tout congrès impossible. C'est alors que les Fédérations consultées nous donnèrent le pouvoir de fixer la date du prochain Congrès selon les événements.

Dès que la situation parut le permettre, le Conseil général convoqua une Conférence restreinte, en s'appuyant sur les précédents de la Conférence de 1865 [206] et les séances administratives internes de chaque Congrès.

Un Congrès publie était impossible et n'eût fait que de dénoncer les délégués du continent. En effet, c'était le moment où la réaction européenne célébrait ses orgies: jules Favre demandait l'extradition des réfugiés comme criminels de droit commun à tous les gouvernements, même à celui de l'Angleterre; Dufaure proposait à l'Assemblée rurale une loi mettant l'Internationale hors la loi [207] et dont Malou servit aux Belges une contrefaçon hypocrite; en Suisse, un réfugié de la Commune fut arrêté préventivement, en attendant la décision du gouvernement fédéral sur la demande d'extradition, la chasse aux Internationaux était la base manifeste de l'alliance entre Beust et Bismarck, dont Victor-Emmanuel s'empressa d'adopter la clause dirigée contre l'Internationale, le gouvernement espagnol, se mettant entièrement à la disposition des bourreaux de Versailles, contraignit le Conseil fédéral de Madrid à chercher refuge au Portugal. Bref, c'était le moment où l'Internationale avait pour premier devoir de resserrer son organisation et de relever le gant jeté par les gouvernements.

Toutes les sections en rapports réguliers avec le Conseil général furent convoquées en temps opportun à la Conférence qui, bien que n'étant pas un Congrès public, se heurta à de sérieuses difficultés. Il va sans dire que, dans l'état où elle se trouvait, la France ne pouvait élire de délégués. En Italie, la seule section, organisée

alors, était celle de Naples: au moment de nommer un délégué, elle fut dissoute par la force armée. En Autriche et en Hongrie, les membres les plus actifs furent emprisonnés. En Allemagne, quelques-uns des membres les plus connus furent poursuivis pour crime de haute trahison, d'autres étaient en prison, et les moyens pécuniaires étaient absorbés par la nécessité de venir en aide à leurs familles. Les Américains, tout en adressant à la Conférence un mémoire détaillé sur la situation de l'Internationale dans leur pays employèrent les frais de délégation au soutien des réfugiés. Du reste, toutes les fédérations reconnurent la nécessité de substituer une Conférence restreinte au Congrès public.

Après avoir siégé à Londres du 17 au 23 septembre 1871, la Conférence laissa au Conseil général le soin de publier ses résolutions, de codifier les règlements administratifs et de les publier avec les Statuts généraux, revus et corrigés, en trois langues, d'exécuter la résolution substituant les timbres d'adhésion aux cartes de membres, de réorganiser l'Internationale en Angleterre, et enfin de subvenir aux dépenses nécessitées par ces divers travaux. Dès la publication des travaux de la Conférence, la presse réactionnaire, de Paris à Moscou, de Londres à New York, dénonça la résolution sur la politique de la classe ouvrière [208] comme renfermant des desseins si dangereux - le Times l'accusa ≪ d'une audace froidement calculée - qu'il était urgent de mettre l'Internationale hors la loi. D'autre part, la résolution faisant justice des sections sectaires qui s'étaient glissées dans nos rangs 161 lut le prétexte pour la police internationale aux aguets de revendiquer bruyamment la liberté et l'autonomie des ouvriers, ses protégés, contre le despotisme avilissant du Conseil général et de la Conférence. La classe ouvrière se sentait si ≪ gravement opprimée ≫ que le Conseil général reçut d'Europe, d'Amérique, d'Australie et même des Indes orientales des adhésions et des avis de formation de nouvelles sections...

La première phase de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie se caractérise par la formation de sectes. Elles ont leur raison d'être à une époque où le prolétariat n'est pas encore assez développé pour agir en tant que classe. Çà et là des penseurs font la critique de la société et de ses antagonismes, et en donnent des solutions imaginaires que la masse des ouvriers n'a qu'à accepter, à propager et à mettre en pratique. De par leur nature, les sectes formées par ces initiateurs s'abstiennent de faire de la politique et sont étrangères à toute action pratique, aux grèves, aux coalitions, en un mot à tout mouvement d'ensemble. La grande masse des ouvriers reste toujours indifférente, voire hostile, à leur propagande. Les ouvriers de Paris et de Lyon ne voulaient pas plus des Saint-Simoniens, des Fouriéristes et des Icariens, que les chartistes et les trade-unionistes anglais ne voulaient des Owenites.

Or, ces sectes qui, à l'origine, représentaient les leviers du mouvement, lui font obstacle dès que le mouvement les dépasse. Elles deviennent alors réactionnaires, La preuve en est les sectes en France et en Angleterre, et récemment les Lassalliens en Allemagne qui, après avoir entravé pendant des années l'organisation du prolétariat, ont fini par devenir de purs et simples instruments de la police. En somme, elles représentent l'enfance du mouvement prolétarien, comme l'astrologie et l'alchimie sont l'enfance de la science. Pour que la fondation de l'Internationale fût possible, il fallait que le prolétariat eût dépassé cette phase.

En face des organisations fantaisistes et antagonistes des sectes, l'Internationale est l'organisation réelle et militante de la classe prolétaire dans tous les pays, liés les

uns avec les autres, dans leur lutte commune contre les capitalistes, les propriétaires fonciers et leur pouvoir de classe organisé dans l'État. Aussi les statuts de l'Internationale ne connaissaient-ils que de simples sociétés ≪ ouvrières ≫ poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme qui se limite à tracer les grands traits du mouvement prolétarien et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique, et à l'échange des idées qui se fait dans les sections, admettant indistinctement toutes les convictions sociales dans leurs organes et leurs Congrès.

De même que, dans toute nouvelle phase historique, les vieilles erreurs reparaissent un instant pour disparaître bientôt après, de même l'Internationale a vu renaître dans son sein des sections sectaires, quoique sous une forme peu accentuée.

Le fait même que l'Alliance considère comme un progrès immense la résurrection des sectes, est une preuve concluante que leur temps est dépassé. Car, tandis qu'à leur origine elles représentaient les éléments du progrès, le programme de l'Alliance - à la remorque d'un ≪ Mahomet sans Coran ≫ - ne représente qu'un ramassis d'idées d'outre-tombe, déguisées sous des phrases sonores, ne pouvant effrayer que des bourgeois idiots, ou servir de pièces à conviction contre les Internationaux aux procureurs bonapartistes ou autres... *

Depuis la chute de la Commune, les obstacles légaux n'ont fait que s'accroître dans divers pays: ils rendent encore plus indispensable l'intervention du Conseil général pour tenir les éléments douteux en dehors de l'Association. Tout

dernièrement, les comités de France ont demandé que le Conseil général intervienne pour les débarrasser des mouchards; dans un autre grand pays (l'Autriche), les Internationaux l'ont requis de ne reconnaître aucune section n'étant fondée par ses mandataires directs ou par eux-mêmes. Ils motivaient leur demande par la nécessité d'éloigner aussi des agents provocateurs dont le zèle bruyant se manifestait par la formation rapide de sections d'un radicalisme sans pareil...

Si la guerre franco-allemande a eu pour effet pratique de créer la désorganisation des sections, en enrôlant un grand nombre d'ouvriers dans les deux armées, il n'en est pas moins vrai que la chute de l'Empire et la proclamation ouverte de la guerre de conquête de Bismarck provoquèrent en Allemagne et en Angleterre une lutte passionnée entre la bourgeoisie prenant parti pour les Prussiens et le prolétariat affirmant plus que jamais ses sentiments internationaux. Par cela même, l'Internationale devait gagner du terrain dans ces deux pays. En Amérique, le même fait produisit une scission dans l'immense émigration prolétaire allemande: le parti international se sépara nettement du parti chauviniste.

D'un autre côté, l'avènement de la Commune de Paris a donné un essor sans précédent au développement apparent de l'Internationale et à la revendication virile de ses principes par les sections de toutes nationalités - excepté cependant les jurassiens...

MARX A SORGE

Londres, le 27 septembre 1873

Cher Sorge,

... Les conditions en Europe me donnent à penser qu'il est absolument nécessaire de faire passer pour le moment l'organisation formelle de l'Internationale à l'arrière-plan, en ayant soin cependant, si c'est possible, de ne pas lâcher le point central de New York simplement pour éviter que des idiots comme Perret ou des aventurieurs comme Cluseret s'emparent de la direction et compromettent la cause. Les événements, l'inévitable évolution et enchaînement des choses pourvoieront d'eux-mêmes à une résurrection de l'Internationale sous une forme améliorée. En attendant, il suffit de ne pas laisser échapper des mains la liaison avec les meilleurs éléments dans les divers pays. Pour le reste, il ne faut pas se soucier le moins du monde des décisions locales de Genève: on peut les ignorer totalement. La seule bonne résolution qui y ait été prise - celle de remettre le Congrès à deux ans - facilite notre façon d'agir. Au reste, nous faisons totalement échec aux calculs des gouvernements du continent, qui veulent, utiliser le spectre de l'Internationale pour engager une croisade réactionnaire, les bourgeois tenant partout ce spectre pour heureusement enterré.

A propos: il faut absolument que vous nous renvoyiez le livre de comptes pour l'administration des fonds consacrés aux réfugiés de la Commune. Nous en avons absolument besoin pour nous justifier contre des insinuations calomnieuses. Ce livre n'a aucun lien avec les fonctions générales du Conseil général et, selon moi, il n'aurait jamais dû sortir de nos mains...

MARX À SORGE

Londres, le 4 août 1874

En Angleterre, l'Internationale est pour le moment pour ainsi dire morte. Le

Conseil fédéral de, Londres n'a plus qu'une existence purement nominale, quoique quelques-uns de ses membres soient actifs individuellement. Le grand événement est ici le réveil des travailleurs agricoles [210]. L'échec de leurs premières tentatives n'est pas un malheur, au contraire (Fr). En ce qui concerne les ouvriers des villes, c'est bien dommage que tout le paquet des chefs ne soit pas entré au Parlement. C'est le moyen le plus sûr de se débarrasser de cette racaille.

En France, nous assistons à l'organisation de syndicats ouvriers dans les différentes grandes villes, et ils correspondent entre eux. Ils se limitent à des questions purement professionnelles, et ils ne peuvent faire autrement, sinon ils seraient supprimés sans autre forme de procès. Les ouvriers se donnent ainsi en tout cas une sorte d'organisation, un point de ralliement pour le moment où une plus grande liberté de mouvement redeviendra possible...

Pour juger des conditions françaises, et spécialement parisiennes, il ne faut pas oublier que, à côté des autorités officielles de la police et de l'armée, il y a aussi l'action en secret d'une meute de chiens épauletiers bonapartistes, avec lesquels le grand républicain Thiers a formé les Conseils de guerre pour massacrer les communards. Ils constituent une sorte de tribunal terroriste secret, dont les mouchards sont partout et rendent peu sûrs les quartiers ouvriers de Paris.

ENGELS À SORGE

Londres, 12 septembre 1874

Avec ton départ, la vieille Internationale est complètement finie. [211] Et c'est une bonne chose. Elle appartenait à la période du Second Empire où l'oppression qui régnait dans toute l'Europe prescrivait au mouvement ouvrier qui était en train de se réveiller de s'unir et de s'abstenir de toute polémique interne. C'était le moment où les intérêts cosmopolites communs du prolétariat pouvaient passer au premier plan. L'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Danemark venaient à peine d'entrer dans le mouvement ou étaient en train d'y entrer. En 1864, la conscience théorique du mouvement était encore très confuse dans les masses d'Europe, c'est-à-dire dans la réalité le communisme allemand n'existait pas encore sous la forme d'un parti ouvrier, le proudhonisme était encore trop faible pour enfourcher ses marottes particulières, les dernières élucubrations de Bakounine n'avaient pas encore germé dans son esprit, même les chefs des syndicats anglais croyaient pouvoir entrer dans le mouvement sur la base du programme formulé dans les Considérants des statuts.

Le premier grand succès devait briser cette naïve collaboration de toutes les fractions. Ce succès fut la Commune qui intellectuellement était sans contredit fille de l'Internationale, bien que l'Internationale n'eût pas remué un doigt pour la faire, et de laquelle l'Internationale fut, dans cette mesure aussi, rendue responsable à juste titre. Lorsque la Commune fut devenue, grâce à la Commune, une puissance morale en Europe, ce fut le commencement des discordes. Chaque tendance voulut exploiter le succès a son profit, et ce fut l'inévitable dislocation. La jalousie envers la force croissante des seuls gens qui étaient réellement résolus à travailler sur le vieux programme général - les communistes allemands - poussa les proudhoniens belges dans les bras des aventuriers bakounistes.

Le Congrès de La Haye marqua effectivement la fin - et cela pour les deux partis. Le seul pays où il était encore possible de faire quelque chose au nom de l'Internationale était l'Amérique, et un heureux instinct y transféra la haute direction. Son prestige y est maintenant épuisé, et tout effort ultérieur pour y insuffler une vie nouvelle serait folie et gaspillage de force. L'Internationale a dominé dix années d'histoire européenne en l'orientant vers un côté - celui de l'avenir. Elle peut considérer le travail accompli avec fierté.

Quoi qu'il en soit, elle ne faisait que se survivre sous sa forme ancienne. Pour susciter une nouvelle Internationale du type de l'ancienne - une alliance de tous les partis prolétariens de tous les pays -, il faudrait un écrasement général du mouvement ouvrier tel qu'il avait régné de 1849 à 1864. Pour cela, le monde

prolétarien est devenu trop vaste et trop profond. Je crois que la prochaine Internationale sera directement communiste et arborera d'emblée nos principes, lorsque les écrits de Marx auront produit leur effet durant quelques années...

L'émigration française est tout à fait divisée. Les émigrés se sont tous brouillés entre eux et avec tout le monde en plus, pour des motifs purement personnels, affaires d'argent presque toujours, et nous en sommes à peu près débarrassés. Ces gens veulent souvent vivre sans vraiment travailler, ils ont la tête pleine de prétendues invenions qui doivent produire des millions, pourvu qu'on les mette seulement en état d'exploiter ces inventions, ce qui demande simplement quelques livres sterling. Mais si l'on est assez naïf pour marcher, on est refait de son argent et pardessus le marché traité de bourgeois. Le Moussu s'est comporté le plus misérablement, se révélant à la fin comme un escroc. La vie de bohème menée durant la guerre, la Commune et l'exil a terriblement démoralisé ces gens, et seule l'amère nécessité peut refaire d'un bohème français un homme rangé. Par contre, la grande masse des ouvriers français, politiquement inconnus, a pour le moment laissé de côté la politique et a trouvé du travail ici.

Mes meilleures salutations.

Ton Fr. E.

ENGELS

À FLORENCE KELLEY-WISCHNEVETZKY

Londres, le 27 janvier 1887

... Lorsque Marx fonda l'Internationale, il rédigea les Statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière de cette époque pussent y participer: Proudhoniens, Pierre Lerouxistes et même la partie la plus avancée des syndicats anglais. Ce n'est que par cette large base que l'Internationale est devenue ce qu'elle fut: le moyen de dissoudre et d'absorber progressivement ces petites sectes, à **l'exception des anarchistes, dont la soudaine apparition dans les différents pays n'a** été **que la réaction violente de la bourgeoisie contre la Commune, et c'est pourquoi nous pouvions les laisser tranquillement décliner, ce qui arriva effectivement. Si, de 1864** à **1873, nous avions tenu** à **ne collaborer qu'avec ceux qui reconnaissaient ouvertement notre programme, où serions-nous aujourd'hui? Je pense que notre pratique a montré qu'il est possible de travailler avec le mouvement général de la classe ouvrière** à **chacune des diverses étapes, sans abandonner ni cacher notre propre position distincte, voire** à **notre organisation. Je crains que les Allemands d'Amérique commettraient une grave erreur, s'ils s'engageaient dans une autre voie...**

PROLONGEMENT HISTORIQUES ET THÉORIQUES DE LA COMMUNE

La question de l'État

Retour à la table des matières

ENGELS À BEBEL

Londres, 16-18 mars 1875

[Le projet de programme de Gotha] a transformé le libre État populaire en État libre. Du point de vue grammatical, un État libre est celui qui est libre à l'égard de ses citoyens, autrement dit un État à gouvernement despotique. Il faudrait laisser tomber un tel bavardage sur l'État, surtout après la Commune qui n'était plus un *É*tat au sens propre. l'État populaire, les anarchistes nous l'ont assez jeté à la tête, bien que l'ouvrage de Marx contre Proudhon et ensuite le Manifeste disent expressément qu'avec l'instauration du régime socialiste l'*É*tat se dissout de lui-même et finit par disparaître.

L' ≪ État ≫ n'étant qu'une institution transitoire, dont on se sert dans la lutte durant la révolution pour réprimer de force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler de ≪ libre État populaire ≫.

En effet, si le prolétariat a besoin de l'État, ce n'est point pour instaurer la liberté, mais pour réprimer ses adversaires, et sitôt qu'il pourra être question de liberté, l'État aura cessé d'exister en tant que tel. En conséquence, nous proposerions de mettre partout à la place du mot ≪ État ≫ le mot ≪ communauté ≫, (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand répondant fort bien au mot français ≪ Commune ≫...

ENGELS À PH. VAN PATTEN

Londres, le 18 avril 1883

En réponse à votre lettre du 2 avril sur la position de Karl Marx vis-à-vis des anarchistes en général et de Johann Most en particulier, je serai concis et clair.

Depuis 1845, Marx et moi, nous avons pensé que l'une des conséquences finales de la future révolution prolétarienne sera l'extinction progressive des organisations politiques appelées du nom d'État. De tout temps, le but essentiel de cet organisme a été de maintenir et de garantir, par la violence armée, l'assujettissement économique de la majorité travailleuse par la stricte minorité fortunée. Avec la disparition de cette stricte minorité fortunée disparaît aussi la nécessité d'un

pouvoir armé d'oppression, ou État. Mais, en même temps, nous avons toujours pensé que, pour parvenir à ce résultat et à d'autres, bien plus importants encore de la future révolution sociale, la classe ouvrière devait d'abord s'emparer du pouvoir politique de l'État, afin d'écraser grâce à lui la résistance de la classe capitaliste et de réorganiser les structures sociales. C'est ce que l'on peut lire déjà dans le Manifeste communiste de 1847, chapitre II, fin. [212] (104)

Les anarchistes mettent les choses sens dessus dessous. Ils déclarent que la révolution prolétarienne doit commencer en abolissant l'organisation politique de l'État. Or, la seule organisation dont le prolétariat dispose après sa victoire, c'est précisément l'État. Certes, cet État doit subir des changements très considérables avant de pouvoir remplir ses nouvelles fonctions. Mais, le détruire à ce moment, ce serait détruire le seul organisme grâce auquel le prolétariat victorieux puisse précisément faire valoir la domination qu'il vient de conquérir, écraser ses adversaires capitalistes et entreprendre la révolution économique de la société, faute de quoi toute victoire devra s'achever par une nouvelle défaite et par un massacre général des ouvriers, comme ce fut le cas de la Commune de Paris.

Faut-il que je vous donne expressément l'assurance que Marx s'est opposé à cette stupidité anarchiste dès l'instant où elle lui apparut sous la forme que lui donne actuellement Bakounine? Toute l'histoire interne de l'Association internationale des travailleurs en témoigne. Les anarchistes tentent depuis 1867 avec les procédés les plus infâmes de s'emparer de la direction de l'Internationale, et Marx fut l'obstacle principal à leur projet. Le résultat d'une lutte de cinq ans, ce fut, au Congrès de La Haye en septembre 1872, l'exclusion des anarchistes de l'Internationale, et l'homme

qui fit le plus pour obtenir cette exclusion, ce fut Marx. A ce propos, notre vieil ami, F.A. Sorge de Hoboken, qui y assista en tant que délégué, peut vous fournir des détails, si vous le souhaitez...

ENGELS À Ed. BERNSTEIN

Eastbourne, 17 août 1883

... Dans la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie, la monarchie bonapartiste (dont Marx a défini les caractéristiques dans le 18-Brumaire, et moi-même dans la Question du logement II, etc) joue un rôle semblable à celui de la monarchie absolue dans la lutte entre forces féodales et bourgeoisie. Or, ce combat ne peut être livré jusqu'au bout sous l'ancienne monarchie absolue. mais seulement sous la monarchie constitutionnelle (Angleterre, France de 1789-1792 et 1815-1830). De même, en ce qui concerne le combat entre bourgeoisie et prolétariat, c'est sous la République qu'il est mené à son terme. Comme des conditions favorables et les traditions révolutionnaires ont contribué à ce que les Français renversent le bonapartisme et instaurent la république bourgeoise, ils possèdent déjà la forme où le combat doit être mené jusqu'à son terme. Ils ont donc un avantage sur nous qui

sommes embourbés dans un mélange de semi-féodalisme et de bonapartisme, puisque nous avons a conquérir la forme où se déroulera la lutte finale. Bref, du point de vue politique, ils nous devancent de toute une étape. Une restauration monarchiste aurait pour conséquence de remettre à l'ordre du jour la lutte pour la restauration de la république bourgeoise, tandis que la poursuite de la république signifie une exacerbation croissante de la lutte de classe directe et non dissimulée. En conséquence, le premier résultat immédiat de la révolution, pour ce qui est de la forme, peut et doit être chez nous, la république bourgeoise [213]. Mais, ce ne peut être alors qu'un bref point de passage, étant donné que nous avons la chance de ne pas avoir un parti bourgeois purement républicain. La république bourgeoise, ayant à sa tête le parti du progrès peut-être, nous servira d'abord à conquérir la grande masse des ouvriers pour le socialisme révolutionnaire. C'est ce qui se règle en un an ou deux, tous les partis de milieu encore possibles sans nous s'usant et se ruinant eux-mêmes pendant ce laps de temps. C'est alors seulement que ce sera notre tour, et avec succès. La grande erreur des Allemands, c'est de se représenter la révolution comme quelque chose qui se règle en une nuit [214]. En fait, c'est un processus de développement des masses dans des conditions accélérées, processus s'étendant sur des années. Chacune des révolutions qui s'est faite en une nuit (1830) s'est bornée à éliminer une réaction d'emblée sans espoir ou a conduit directement au contraire de ce qu'elle s'efforçait de réaliser (cf, 1848, France).

Votre F.E.

ENGELS A Ed. BERNSTEIN

Londres, le 1er janvier 1894

... En ce qui concerne votre question sur le passage de la Préface du Manifeste se référant à la Guerre civile en France [*], vous serez sans doute d'accord avec la réponse que j'en donne dans ma préface de Mars 1891. [216] (165) Je vous en envoie un exemplaire pour le cas où vous n'en auriez pas. Il s'agit tout simplement de prouver que le prolétariat victorieux doit commencer par donner une forme nouvelle à l'ancien État et administration bureaucratiques et centralisés, avant de pouvoir utiliser l'État à ses fins. A l'inverse. depuis 1848 toits les bourgeois républicains, si violemment aient-ils attaqués cette machine, tant qu'ils étaient dans l'opposition - ont, sitôt qu'ils sont parvenus au gouvernement, repris sans aucun changement cette machine pour l'utiliser, soit contre la réaction, soit le plus souvent contre le prolétariat. Si, dans la Guerre civile en France 1871 nous avons porté au compte de la Commune des plans plus ou moins conscients, alors que ses tendances lui étaient plus ou moins inconscientes, ce n'est pas seulement parce que les circonstances le justifiaient, mais encore parce que c'est ainsi qu'il faut procéder. Les Russes ont fait preuve d'un grand bon sens, en mettant ce passage de la Guerre civile en annexe à leur traduction du Manifeste. Si le cours des choses n'avait pas été aussi rapide, on aurait pu faire davantage encore à l'époque...

ENGELS À BERNSTEIN

Londres, le 14 mars 1884

Cette notion de démocratie change avec chaque demos (peuple) donné à chaque fois, et ne nous fait donc pas avancer d'un pas. Ce qu'il y avait à dire, à mon avis, c'est que le prolétariat a besoin de formes démocratiques pour s'emparer du pouvoir politique, mais comme toutes les formes politiques, elles ne sont que des moyens. Cependant, si l'on veut aujourd'hui, en Allemagne, la démocratie comme but il faut s'appuyer sur les paysans et les petits bourgeois, autrement dit des classes en voie de disparition, c'est-à-dire réactionnaires, par rapport au prolétariat, si l'on veut les maintenir artificiellement. En outre, il ne faut pas oublier que la forme conséquente de la domination bourgeoise est précisément la république démocratique, devenue trop risquée à la suite du développement déjà atteint par le prolétariat, mais qui reste une forme encore possible de la domination bourgeoise pure, comme le montrent la France et les États-Unis.

Le principe du libéralisme comme ≪ un état de choses déjà atteint historiquement ≫ n'est en fait qu'une inconséquence. La monarchie constitutionnelle libérale est une forme adéquate de la domination bourgeoise: 1º au début, lorsque la bourgeoisie n'a pas encore réglé complètement ses comptes avec la monarchie absolue; 2º à la fin, lorsque le prolétariat rend déjà trop risquée

la république démocratique. Quoi qu'il en soit, la république démocratique restera toujours la forme ultime de la domination bourgeoise, forme dans laquelle elle crèvera. Mais, il suffit sur cette salade.

Nim me prie de te saluer. Je n'ai pas vu Tussy hier.

Ton F.E.

ENGELS À A. BEBEL

Londres, le 6 juin 1884

Nous ne pouvons détourner les masses des partis libéraux, tant que ceux-ci n'ont pas eu l'occasion de se ridiculiser dans la pratique, en arrivant au pouvoir et en démontrant qu'ils sont des incapables. Nous sommes toujours, comme en 1848, l'opposition de l'avenir et nous devons donc avoir au gouvernement le plus extrême des partis actuels avant que nous puissions devenir vis-à-vis de lui l'opposition actuelle. La stagnation politique c'est-à-dire la lutte sans effet ni but des partis officiels telle qu'elle se pratique à l'heure actuelle - ne peut pas nous servir à la

longue, comme le ferait un combat progressif de ces partis tendant au fur et à mesure à un glissement vers la gauche. C'est ce qui se produit en France, où la lutte politique se déroule comme toujours sous forme classique. Les gouvernements qui se succèdent sont de plus en plus orientés à gauche; le ministère Clemenceau est déjà en vue, et ce ne sera pas le ministère de la bourgeoisie extrême. A chaque glissement à gauche, des concessions tombent en partage aux ouvriers (voir la dernière grève de Decazeville où, pour la première fois, la soldatesque n'est pas intervenue). Ce qui importe avant tout, c'est que le champ soit de plus en plus net pour la bataille décisive et la position des partis claire et pure. Dans cette évolution lente, mais irrésistible de la république française, je tiens pour inévitable ce résultat final: opposition entre les bourgeois radicaux jouant aux socialistes et les ouvriers vraiment révolutionnaires. Ce sera l'un des événements les plus importants, et j'espère qu'il ne sera pas interrompu. Je me réjouis de ce que nos gens ne soient pas encore assez forts à Paris (et ils le sont d'autant plus en province) pour se laisser aller à des putschs, par la force du verbe révolutionnaire.

Évidemment, dans la confuse Allemagne, l'évolution ne se poursuit pas d'une manière aussi classiquement pure qu'en France. Elle a trop de retard pour cela, nous n'arrivons à ce stade que quand les autres l'ont déjà dépassé. Mais, en dépit de la mesquinerie de nos partis officiels, la vie politique, quelle qu'elle soit, nous est bien plus favorable que l'actuel désert politique où ne joue que le faisceau des intrigues de politique extérieure...

Londres, le 11 décembre 1884

... Pour ce qui est de la démocratie pure et de son rôle à l'avenir, je ne partage pas ton opinion. Il est évident qu'en Allemagne, elle jouera un rôle bien plus insignifiant que dans les pays de développement industriel plus ancien. Mais, cela n'empêche pas qu'elle acquerra, au moment de la révolution, une importance momentanée en tant que parti bourgeois extrême: c'est ce qui s'est déjà passé en 1849 à Francfort, du fait qu'elle représentait la dernière bouée de sauvetage de toute l'économie bourgeoise et même féodale. A ce moment, toute la masse des réactionnaires se range derrière lui et le renforce: tout ce qui est réactionnaire se dorme alors des allures démocratiques. De mars à septembre 1848, toute la masse féodale et bureaucratique renforça ainsi les libéraux, afin de mater les masses révolutionnaires et, le coup réussi, les libéraux furent éconduits à coups de pied, comme il fallait s'y attendre. C'est ainsi qu'en France, de mai 1848 aux élections de Bonaparte en décembre, ce fut le parti républicain pur du National, le parti le plus faible de tous, qui régna du simple fait qu'il avait derrière lui toute la masse organisée de la réaction.

C'est ce qui s'est passé à chaque révolution: le parti le plus bénin qui puisse encore régner, arrive au pouvoir, simplement parce que le vaincu voit en lui la dernière chance de salut. Or, on ne peut pas s'attendre à ce qu'au moment de la crise, nous ayions derrière nous la majorité des électeurs, c'est-à-dire de la nation. Toute la classe bourgeoise et les vestiges des classes féodales possédantes, une grande partie de la petite-bourgeoisie et de la population des campagnes se rangeront alors derrière le parti bourgeois extrême qui se donnera des allures révolutionnaires

extrémistes, et je tiens pour très possible qu'il soit représenté dans le gouvernement provisoire, voire qu'il en forme Lin moment la majorité. La minorité social-démocrate du gouvernement parisien de Février a montré comment il ne fallait pas agir lorsqu'on est en majorité. Cependant, pour l'heure, c'est une question encore académique.

Néanmoins, les événements peuvent se dérouler tout autrement en Allemagne, et ce sont pour des raisons militaires. Dans l'état actuel des choses, l'impulsion, si elle vient de l'extérieur, ne peut venir que de Russie; mais si elle vient de l'Allemagne elle-même, la révolution ne peut alors partir que de l'armée. Un peuple sans armes contre une armée moderne est, du point de vue militaire, une grandeur purement évanescente. Dans ce cas,. nos réservistes de 20 à 25 ans, qui ne votent pas mais qui sont exercés dans le maniement des armes, entreraient en action, et la démocratie pure pourrait être sautée. Mais, présentement, cette question est également académique, bien que je sois obligé de l'envisager, étant pour ainsi dire le représentant du Grand Quartier général du Parti. En tout cas, notre seul ennemi, le jour de la crise et le lendemain, ce sera l'ensemble de la réaction groupée autour de la démocratie pure, et cela, me semble-t-il, ne doit pas être perdu de vue...

MARX À F. DOMELA NIEUWENHUIS

Londres, le 22 février 1881

A propos du prochain Congrès de Zurich, la question que vous me posez [sur les mesures législatives à prendre en vue d'assurer la victoire du socialisme en cas d'arrivée au pouvoir des socialistes] me semble des plus maladroites. Ce qu'il faut faire immédiatement à un moment bien déterminé de l'avenir dépend naturellement tout à fait des circonstances historiques dans lesquelles il faut agir. Votre question se pose au pays des nuages et représente donc pratiquement un problème fantasmagorique, auquel on ne peut répondre qu'en faisant la critique de la question elle-même. Nous ne pouvons résoudre une équation que si elle inclut déjà dans ses données les éléments de sa solution.

Au demeurant, l'embarras dans lequel se trouve un gouvernement subitement formé à la suite d'une victoire populaire n'a rien de spécifiquement ≪ socialiste ≫. Au contraire. Les politiciens bourgeois victorieux se sentent aussitôt gênés par leur ≪ victoire ≫, quant aux socialistes, ils peuvent au moins intervenir sans se gêner et, vous pouvez être sûr d'une chose: un gouvernement socialiste n'arriverait jamais au pouvoir si les conditions n'étaient pas développées au point qu'il puisse avant toute chose prendre les mesures nécessaires à intimider la masse des bourgeois de sorte qu'il conquiert ce dont il a le plus besoin: du temps pour une action durable.

Vous me renverrez peut-être à la Commune de Paris. Mais, abstraction faite de ce qu'il s'agissait d'un simple soulèvement d'une ville dans des conditions exceptionnelles, la majorité de la Commune n'était pas socialiste, et ne pouvait pas l'être. [217] Avec une faible dose de bon sens, elle aurait pu néanmoins obtenir avec Versailles un compromis utile à toute la masse du peuple, seule chose qu'il était possible d'atteindre à ce moment-là. En mettant simplement la main sur la Banque de France, elle aurait pu effrayer les Versaillais et mettre fin à leurs fanfaronnades.

Les revendications générales de la bourgeoisie française avant 1789 étaient à peu près établies - mutatis mutandis - comme le sont de nos jours toutes les mesures à prendre uniformément par le prolétariat dans tous les pays à production capitaliste, Mais, la façon dont les revendications de la bourgeoisie française ont été appliquées, un quelconque Français du XVIIIe siècle en avait-il la moindre idée a priori? L'anticipation doctrinaire et nécessairement fantasmagorique du programme d'action d'une révolution future ne ferait que dévoyer la lutte présente. Le rêve de la ruine tout à fait imminente du régime enflammait les Chrétiens primitifs dans leur lutte contre l'Empire romain et leur donnait la certitude de vaincre. La compréhension scientifique de la dissolution inéluctable et toujours plus grave sous nos yeux de l'ordre social dominant et les masses poussées à coups de fouet à la passion révolutionnaire par les vieux simulacres de gouvernements, en même temps que par le prodigieux développement positif de moyens de production, tout cela suffit à garantir qu'au moment où éclatera une véritable révolution prolétarienne, nous aurons également les conditions de leur modus operandi immédiat, qui ne s'avérera certainement pas idyllique.

Je suis convaincu que la conjoncture de crise n'existe pas encore pour une nouvelle Association internationale des travailleurs. En conséquence, je considère que tous les congrès ouvriers ou socialistes - pour autant qu'ils ne se préoccupent pas des conditions données immédiates de telle ou telle nation - ne sont pas seulement inutiles, mais encore nuisibles. Ils se perdront toujours en fumée, en rabâchant mille fois des généralités banales.

Amicalement

votre dévoué Karl Marx

ENGELS À J. MESA

Londres, le 24 mars 1891

Mon cher Mesa,

Nous avons été très heureux d'apprendre, par votre lettre du 2 courant, la publication imminente de votre traduction espagnole de la Misère de la Philosophie de Marx. Il va sans dire que nous nous associons avec empressement à cette oeuvre qui ne manquera pas de produire un effet des plus favorables sur le développement

du socialisme en Espagne.

La théorie proudhonienne, démolie dans ses bases par le livre de Marx, a certainement été balayée de la surface depuis la chute de la Commune de Paris. Mais, elle forme toujours le grand arsenal dans lequel les bourgeois radicaux pseudo-socialistes d'Europe occidentale puisent les formules propres à endormir les ouvriers. Or, comme les ouvriers de ces mêmes pays ont hérité, de leurs devanciers, de semblables phrases proudhoniennes, il arrive que, chez beaucoup d'entre eux, la phraséologie des radicaux trouve encore un écho. C'est le cas en France, où les seuls proudhoniens qu'il y ait encore, sont les bourgeois radicaux soi-disant socialistes. Et si je ne m'abuse, vous en avez aussi, dans vos Cortès et dans votre presse, de ces républicains qui se prétendent socialistes, parce qu'ils voient dans les idées proudhoniennes un moyen plausible tout trouvé d'opposer au vrai socialisme, expression rationnelle et concise des aspirations du prolétariat, un socialisme bourgeois et de faux aloi.

Salut fraternel

Fr. Engels

ENGELS A N. F. DANIELSON

Londres, le 17 octobre 1893

... Si l'Europe occidentale avait été pour une telle révolution (socialiste) entre 1860-1870, si un tel bouleversement social avait été entrepris à ce moment en Angleterre, France, etc., alors c'eût été aux Russes de montrer ce qu'ils auraient pu faire de leurs communautés (agraires), [218] qui étaient encore plus ou moins intactes. Or, l'Occident resta immobile. Aucune révolution de ce genre n'ayant été entreprise, le capitalisme s'y développa au contraire à un rythme accéléré. Ainsi donc, comme il était manifestement impossible de hausser les communautés à une forme de production dont elles étaient séparées par une série de stades historiques, il ne leur reste plus qu'à se développer de manière capitaliste, ce qui me semble-t-il, est leur seule évolution possible...

ENGELS À LAFARGUE

[Reproduite dans le Socialiste, le 24 novembre 1900]

≪ Ah, mais nous avons la république en France ≫, nous diront les ex-radicaux, ≪ chez nous, c'est autre chose. Nous pouvons utiliser le gouvernement pour des mesures socialistes! ≫ [219]

La république, vis-à-vis du prolétariat, ne diffère de la monarchie qu'en ceci qu'elle est la forme politique toute faite pour la domination future du prolétariat. Vous avez sur nous l'avantage de l'avoir là; nous autres, nous devrons perdre vingt-quatre heures pour la faire.

Mais la république, comme toute autre forme de gouvernement, est déterminée par ce qu'elle contient; tant qu'elle est la forme de la démocratie bourgeoise, elle nous est tout aussi hostile que n'importe quelle monarchie (sauf les formes de cette hostilité). C'est donc une illusion toute gratuite que de la prendre pour une forme socialiste par son essence; que de lui confier, tant qu'elle est dominée par la bourgeoisie, des missions socialistes. Nous pourrons lui arracher des concessions, mais jamais la charger de l'exécution de notre besogne à nous. Encore si nous pouvions la contrôler par une minorité assez forte pour qu'elle pût se changer en majorité d'un jour à l'autre...

Londres, le 3 avril 1895

Llebknecht vient de me jouer un vilain tour. * Il a pris de mon introduction aux articles de Marx sur la France de 1848-1850 tout ce qui a pu lui servir pour soutenir la tactique, à tout prix paisible et anti-violente, qu'il lui plaît de prêcher depuis quelque temps, surtout en ce moment où on prépare des lois coercitives à Berlin. Mais cette tactique, je ne la prêche que pour l'Allemagne d'aujourd'hui et encore sous bonne réserve. Pour la France, la Belgique, l'Italie, l'Autriche, cette tactique ne saurait être suivie dans son ensemble, et pour l'Allemagne elle pourra devenir inapplicable demain...

F. E.

ENGELS À RICHARD FISCHER

Londres, le 8 mars 1895

Cher Fischer,

J'ai tenu compte autant qu'il était possible de vos préoccupations, bien que, avec la meilleure volonté, je ne comprenne pas pourquoi vos réticences commencent à la moitié. * **Je ne peux tout de même pas admettre que vous ayiez l'intention de prescrire, de tout votre corps et de toute votre âme, la légalité absolue, la légalité en toutes circonstances, la légalité même vis-à-vis de ceux qui frisent la légalité, bref la politique qui consiste à tendre la joue gauche à celui qui vous a frappé la joue droite. Dans le Vorwärts, toutefois, certains prêchent parfois la révolution, avec la même énergie que d'autres la repoussent, comme cela se faisait autrefois et se fera peut-être encore à l'avenir. Mais, je ne peux considérer cela comme une position compétente.**

J'estime que vous n'avez rien à gagner si vous prêchez le renoncement absolu à l'intervention violente. Personne ne vous croira, et aucun parti d'aucun pays ne va aussi loin dans le renoncement au droit de recourir à la résistance armée, à l'illégalité. [222]

Qui plus est, je dois tenir compte des étrangers - Français, Anglais, Suisses, Autrichiens, Italiens, etc. - qui lisent ce que j'écris: je ne peux me compromettre aussi complètement à leurs yeux.

J'ai donc accepté vos modifications avec les exceptions suivantes- 1º Épreuves 9,

chez les masses, il est dit: ≪ elles doivent avoir compris pourquoi elles interviennent ≫; 2º Le passage suivant: ≪ barrer toute la phrase de: ≪le, déclenchement sans préparation de l'attaque ≫, votre proposition contenant une inexactitude flagrante: le mot d'ordre ≪ déclenchement de l'attaque ≫ est utilisé par les Français, Italiens, etc. à tout propos, mais ce n'est pas tellement sérieux; 3º Épreuve: ≪ Sur la révolution (Umsturz) sociale-démocrate qui vit actuellement en s'en tenant à la loi ≫, vous voulez enlever ≪ actuellement ≫, autrement dit transformer une tactique valable momentanément et toute relative, en une tactique permanente et absolue. (168) Cela je ne peux pas le faire, sans me discréditer. à tout jamais. J'évite donc la formule de l'opposition, et je dis: ≪ Sur la révolution sociale-démocrate, à qui il convient si bien en ce moment précisément de s'en tenir à la loi≫.

Je ne comprends absolument pas pourquoi vous trouvez dangereuse ma remarque sur l'attitude de Bismarck en 1866, lorsqu'il viola la Constitution. Il s'agit d'un argument lumineux, comme aucun autre ne le serait. Mais, je veux cependant vous faire ce plaisir.

Mais, je ne peux absolument pas continuer de la sorte. J'ai fait mon possible pour vous épargner des désagréments dans le débat. Mais vous feriez mieux de préserver le point de vue selon lequel l'obligation de respecter la légalité est de caractère juridique, et non moral, comme Bogoulavski vous l'a si bien montré dans le temps, et qu'elle cesse complètement lorsque les détenteurs du pouvoir violent la législation. Mais vous avez eu la faiblesse - ou du moins certains d'entre vous -de ne pas contrer comme il fallait les prétentions de l'adversaire: reconnaître l'obligation légale du

point de vue moral, c'est-à-dire obligatoire dans toutes les circonstances, au lieu de dire: vous avez le pouvoir et vous faites les lois, si nous les violons, vous pouvez nous traiter selon ces lois, cela nous devons le supporter, et c'est tout; nous n'avons pas d'autre devoir, vous n'avez pas d'autre droit, C'est ce qu'ont fait les catholiques sous les lois de Mai, les vieux luthériens à Meissen, le soldat memnonite qui figure dans tous les journaux, et vous ne devez pas désavouer cette position. Les projets anti-séditieux sont de toute façon voués à la ruine: ce genre de choses ne peut même pas se formuler et, moins encore, se réaliser, lorsque ces gens sont au pouvoir, ils répriment et sévissent de toute façon contre vous d'une manière ou d'une autre.

Mais si vous voulez expliquer aux gens du gouvernement que vous n'attendez que parce que vous n'êtes pas encore assez forts pour vous débrouiller tout seuls et parce que l'armée n'est pas encore complètement sapée, mais alors, mes braves, pourquoi ces vantardises quotidiennes dans la presse sur les progrès et succès gigantesques du Parti? Tout aussi bien que nous ces gens savent que nous avançons puissamment vers la victoire, que nous serons irrésistibles dans quelques années, et c'est pour cela qu'ils veulent passer à l'attaque maintenant, mais hélas pour eux, ils ne savent pas comment s'y prendre. Nos discours ne peuvent rien changer à cela: ils le savent aussi bien que nous et ils savent tout autant que, si nous avons le pouvoir, nous l'utiliserons comme cela nous servira à nous, et non à eux.

En conséquence, si la question est débattue au Comité central, pensez un peu à ceci: préservez le droit de résistance aussi bien que Bogouslavski nous l'a préservé; de vieux révolutionnaires -français, italiens, espagnols, hongrois, anglais - figurent parmi ceux qui vous entendent, et que -sait-on jamais combien rapidement - le

temps peut revenir où les choses deviennent sérieuses avec l'élimination de la légalité, qui fut réalisée autrefois à Wyden. Regardez donc les Autrichiens qui aussi ouvertement que possible menacent de la violence, si le suffrage universel n'est pas bientôt instauré. Pensez à vos propres illégalités sous le régime des lois anti-socialistes auquel on voudrait vous soumettre de nouveau. Légalité aussi longtemps que cela nous arrange, mais pas de légalité à tout prix, même en paroles!

Ton F. E.

PROLONGEMENT HISTORIQUES ET THÉORIQUES

DE LA COMMUNE

Vivante commune

Retour à la table des matières

MARX - ENGELS

Ait président du meeting slave, convoqué

le 21 mars 1881 pour commémorer

la Commune de Paris

Citoyens,

A notre grand regret, nous devons vous informer que nous ne sommes pas en mesure d'assister à votre meeting.

Lorsque la Commune de Paris finit par succomber et fut massacrée par les défenseurs de l' ≪ ordre ≫, les vainqueurs ne se doutaient pas, certes, qu'il ne passerait pas dix ans avant que, dans la lointaine Pétersbourg il se déroule un événement qui, sans doute, après un long et violent combat, ne manquera pas d'aboutir lui aussi à l'instauration d'une Commune russe.

Ils ne se doutaient pas non plus que le roi de Prusse avait préparé la Commune en

assiégeant Paris et en forçant le pouvoir bourgeois à armer le peuple, que ce même roi de Prusse, dix ans après, serait assiégé dans sa propre capitale par les socialistes, et qu'il ne pourrait sauver son trône qu'en proclamant l'état de siège dans la capitale berlinoise.

De même, en persécutant systématiquement, après la chute de la Commune, l'Association internationale des travailleurs pour l'obliger à abandonner son organisation formelle et extérieure, les gouvernements du continent croyaient pouvoir détruire, par décrets et lois d'exception, le grand mouvement international des travailleurs et ne se doutaient pas que ce même mouvement ouvrier international serait, dix ans plus tard, plus puissant que jamais et s'étendrait non seulement aux classes ouvrières d'Europe, mais encore à celles d'Amérique, et que la lutte commune pour des intérêts communs contre un ennemi commun les réunirait spontanément en une nouvelle et plus grande Internationale, qui dépasse de loin ses formes extérieures d'organisation.

Ainsi, la Commune que les puissances du vieux monde croyaient avoir exterminée vit plus forte que jamais, et nous pouvons nous écrier avec vous: Vive la Commune!

ENGELS

Discours de commémoration du quinzième

anniversaire de la Commune de Paris

Le Socialiste, le 17 mars 1886

Citoyens,

Ce soir, avec vous, les ouvriers du monde entier commémorent l'événement le plus glorieux et le plus terrible des annales du prolétariat. En 1871, pour la première fois dans l'histoire, la classe ouvrière d'une grande capitale conquit le pouvoir politique. Hélas, cela ne dura que le temps d'un rêve. Écrasée entre les mercenaires de l'ex-Empire bourgeois français d'un côté, et les Prussiens de l'autre, la Commune ouvrière fut bientôt étouffée dans un bain de sang qui reste sans exemple et que nous n'oublierons jamais. Après la victoire, les orgies de la réaction ne connurent plus de bornes: le socialisme semblait noyé dans le sang et le prolétariat réduit à tout jamais à l'esclavage. Quinze années se sont écoulées depuis cette défaite. Pendant ce temps, dans tous les pays, le pouvoir au service de ceux qui possèdent la terre et le capital n'a reculé devant aucun moyen pour étrangler les derniers sursauts de révolte des ouvriers. Or, quel en fut le résultat?

Regardez autour de vous! Le socialisme révolutionnaire des ouvriers, plus vivant

que jamais, est aujourd'hui une puissance qui fait trembler tous les pouvoirs établis, les radicaux français aussi bien que Bismarck, les rois américains de la bourse aussi bien que le tsar de toutes les Russies.

Mais, ce n'est pas tout.

Nous sommes arrivés au point où tous nos adversaires - quoi qu'ils fassent - travaillent pour nous.

Ils ont cru tuer l'Internationale. Eh bien! aujourd'hui l'union internationale du prolétariat, la fraternité des ouvriers révolutionnaires de tous les pays est mille fois plus forte, plus vivante qu'avant la Commune de Paris. L'Internationale n'a plus besoin d'une organisation formelle; elle vit et grandit grâce à la coopération spontanée, cordiale des ouvriers d'Europe et d'Amérique.

En Allemagne, Bismarck a épuisé tous les moyens et jusqu'aux plus infâmes pour tuer le mouvement ouvrier. Avant la Commune, il avait en face de lui quatre députés socialistes; ses persécutions ont si bien fait qu'ils sont maintenant vingt-cinq. Les ouvriers allemands rient de leur Chancelier qui, même s'il était payé, ne ferait pas mieux la propagande révolutionnaire.

En France, on vous a imposé le scrutin de liste, système bourgeois par excellence,

inventé expressément pour assurer l'élection exclusive des avocats, journalistes et autres aventuriers politiques, ces porte-parole du Capital. Or qu'a-t-il fait ce système électoral, conçu par les riches de la bourgeoisie? Il a créé au sein du Parlement français un Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, qui par sa seule apparition sur la scène, a porté le désarroi dans les rangs de tous les partis bourgeois.

Nous en sommes là! Tout ce qui arrive tourne à notre avantage. Les mesures les plus raffinées pour enrayer la marche du prolétariat ne font qu'en accélérer la progression. Nos ennemis eux-mêmes, quoi qu'ils fassent, sont condamnés à travailler pour nous. Et ils ont si bien rempli cette tâche qu'aujourd'hui - le 18 mars 1886 - des mines de Californie et de l'Aveyron à celles des bagnes de Sibérie, des millions de travailleurs font retentir ce cri:

Vive la Commune! Vive l'union internationale dit prolétariat de tous les pays!

ENGELS

A l'adresse des ouvriers français en l'honneur

du 20e anniversaire de la Commune de Paris

Le Socialiste, le 25 mars 1891

Citoyennes et citoyens,

Il y a vingt ans, le peuple ouvrier de Paris se soulevait comme un seul homme contre le sinistre complot des bourgeois et des ruraux dirigés par Thiers. Ces ennemis du prolétariat tremblaient à l'idée que les ouvriers parisiens s'étaient armés et organisés pour défendre leurs droits. Thiers voulut leur voler les armes qu'ils avaient utilisées glorieusement contre l'invasion étrangère et qu'ils utilisèrent plus glorieusement encore contre les attaques des mercenaires versaillais. Pour vaincre Paris insurgée, les bourgeois et les ruraux implorèrent l'aide des Prussiens et l'obtinrent. Après une lutte héroïque, Paris fut écrasée par un ennemi supérieur en nombre et en armement, et fut désarmée.

Voilà maintenant vingt ans que les ouvriers de Paris sont sans armes, comme c'est le cas partout ailleurs: dans tous les grands pays civilisés, le prolétariat est dépouillé des moyens matériels de sa défense. Partout, ce sont les ennemis et les exploiteurs de la classe ouvrière qui disposent de toutes les forces militaires et de l'armement.

Où cela nous conduit-il?

A ce que tout homme valide pisse aujourd'hui par l'armée: celle-ci reflète de plus en plus les sentiments et les opinions du peuple en sorte que le moyen d'oppression essentiel qu'est l'armée devient de jour en jour une institution moins sûre. Déjà les hommes qui sont à la tête de tous les grands États voient venir avec terreur le jour où les soldats qui sont sous les drapeaux refuseront de massacrer leurs frères et leurs pères. C'est ce qui est arrivé lorsque le Tonkinois (jules Ferry) eut le toupet de prétendre à la présidence de la République française; c'est ce que nous voyons aujourd'hui à Berlin, où le successeur de Bismarck (Caprivi) réclame au Reichstag les moyens de renforcer dans l'armée l'esprit d'obéissance des sous-officiers que l'on cherche à acheter avec des primes de zèle, et ce parce qu'il y a trop de socialistes parmi eux! Quand on en est là, quand jusque dans l'armée, l'aube commence à pointer, c'est que la fin du vieux monde n'est plus très éloignée.

Que les destins s'accomplissent ! Que la bourgeoisie décadente démissionne ou sombre, niais que vive le prolétariat ! Vive la révolution sociale internationale !

ENGELS

A l'adresse des ouvriers français en l'honneur

du 21e anniversaire de la Commune de Paris

Le Socialiste, le 26 mars 1892

Citoyennes et citoyens

Il y a vingt et un ans aujourd'hui, le peuple de Paris brandit le drapeau rouge et déclara la guerre à la fois au drapeau tricolore français flottant à Versailles et au drapeau tricolore allemand, hissé sur les forts occupés par les Prussiens.

Avec ce drapeau rouge, le prolétariat de Paris se dressait à une hauteur surplombant de loin les vainqueurs aussi bien que les vaincus.

Ce qui fait la grandeur historique de la Commune, c'est son caractère éminemment international, c'est le défi qu'elle lança hardiment à tout sentiment de chauvinisme bourgeois. Le prolétariat de tous les pays ne s'y est pas trompé. Que les bourgeois célèbrent leur 14 juillet ou 21 Septembre, la fête du prolétariat sera toujours le 18 Mars.

C'est pourquoi l'infâme bourgeoisie n'a pas cessé d'amonceler les pires calomnies

sur la tombe de la Commune. C'est pourquoi aussi l'Association internationale des travailleurs fut la seule qui ait osé s'identifier, dès le premier jour, avec les insurgés parisiens, et, jusqu'au dernier jour et au-delà, avec les prolétaires vaincus. Cela est si vrai que lorsque la Commune fut écrasée, l'Internationale ne put lui survivre: au cri de ≪ Sus aux Communards ≫, l'Internationale fut abattue d'un bout à l'autre de l'Europe.

Eh bien ! il y a aujourd'hui 21 ans qu'eut lieu la reprise des canons de la butte Montmartre. Les enfants nés en 1871 sont aujourd'hui majeurs et, grâce à l'imbécillité des classes dirigeantes, ils sont soldats et apprennent le maniement des armes ainsi que l'art de s'organiser et de se défendre le fusil à la main. La Commune que l'on a déclarée morte, l'Internationale que l'on a cru anéantie à tout jamais, toutes deux vivent au milieu de nous avec une force vingt fois plus grande qu'en 1871. L'union du prolétariat mondial que la vieille Internationale a su prévoir et préparer, est aujourd'hui une réalité. Qui plus est, les fils des soldats prussiens qui occupèrent en 1871 les forts cernant le Paris des Communards, luttent aujourd'hui par millions, au premier rang, bras dessus bras dessous, avec les fils des communards parisiens, pour l'émancipation totale et finale de la classe ouvrière.

Vive la Commune! Vive la révolution sociale internationale!

ENGELS

Au Comité national dit Parti

Ouvrier français en l'honneur du

23e anniversaire de la Commune de Paris

Londres, le 18 mars 1894

Je lève mon verre avec vous pour la venue prochaine d'un 18 mars international, qui assure le triomphe du prolétariat et, en conséquence, abolise les antagonismes de classe et fasse que la paix et le bonheur deviennent une réalité dans les pays civilisés.

---

[1] Amadeo Bordiga, le premier secrétaire du Parti communiste d'Italie, évoquait souvent le désespoir et la colère de Trotsky, disant: ≪ Mais, c'est du pharaonisme, du pharaonisme ! ≫, quand il passa pour la première fois devant le mausolée de Lénine, construit par les créateurs du culte de la personnalité.

[2] La publication des manuscrits préparatoires de l'œuvre connue de Marx a l'utilité, entre autres, de ramener Marx au nombre des humains, en mettant en

évidence ses méthodes de recherche et son zèle infatigable.

Dans leur correspondance, Marx et Engels tâtonnent parfois et font des hypothèses qui font partie de la recherche et de l'étude de l'évolution historique, mais ne sont pas des jugements définitifs à partir desquels ils donneront leurs directives aux partis ouvriers. Ainsi à la question de savoir si la Russie interviendrait dans le conflit de 1870-1871, Marx répondra finalement qu'elle ne le peut pas, parce qu'elle n'est pas militairement prête, du fait de difficultés intérieures.

[3] De fait, la Prusse renversa le régime bonapartiste, et Marx affirmera: ≪ Quelle que soit l'issue de la guerre, elle aura exercé le prolétariat français au maniement des armes, et c'est là la meilleure garantie pour l'avenir≫ (lettre à Kugelmann, 13 décembre 1870). Marx n'eut jamais l'occasion, ni l'envie de s'abaisser à la vile et hypocrite autocritique.

[4] Cf. V. Lénine, la Commune de Paris, Éditions en Langues Étrangères, Moscou, 110 p. La citation que nous avons reproduite se trouve page 10.

Le lecteur se reportera en outre aux ouvrages de Lénine sur les enseignements de la Commune, ainsi qu'aux textes classiques de Marx-Engels sur la Guerre Civile en France. 1871, Paris, Éditions Sociales, 1953, 358 p.

[5] Lénine, le Gauchisme, maladie infantile dit communisme, in Oeuvres choisies, 1953, 11/2, p. 345, ainsi que le commentaire de la Gauche communiste italienne: Sur le texte de Lénine, la maladie infantile du communisme (≪ le Gauchisme ≫), Éd. ≪ Programme communiste ≫, (B. P. 24, Paris 19e) qui rappelle le mot de Lénine, selon lequel on guérit plus facilement d'une maladie infantile que sénile.

[6] Engels note que cette expérience fut particulièrement nette en France. ≪ Le développement économique et politique de la France depuis 1789 a fait que,

depuis 50 ans, aucune révolution n'a pu éclater à Paris sans revêtir un caractère il prolétarien [cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, l'Herne, 1970, pp. 113-117, où Engels tire les leçons de la Commune de 1793-17941, de sorte qu'après la victoire le prolétariat, qui l'avait achetée de son sang, entrait en scène avec ses revendications propres. Ces revendications étaient plus ou moins fumeuses, selon le degré de maturité atteint par les ouvriers parisiens, mais. en définitive, elles visaient toutes à la suppression de l'antagonisme de classe entre capitalistes et ouvriers. ≫ Cf. la Guerre civile en France. 1871, p. 292-293. Voir aussi notre note n º 104.

[7] Marx et Engels ne furent pas surpris lorsqu'elle éclata: depuis des mois, ils prévoyaient qu'elle devait survenir.

[8] Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort pour VAINCRE, il est nécessaire qu'il se constitue en un Parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. C'est ce que Marx et moi nous avons cessé de défendre depuis le Manifeste de 1848 ≫. (Engels à G. Trier, le 18 décembre 1889).

[9] Dans leur Kart Marx (Gallimard, 1937 et 1970), O. Maenchen-Helfen et B. Nicolaïevski (qui avaient eu accès aux Archives Marx-Engels à Moscou) rapportent qu'Engels avait eu l'intention d'aller organiser la défense en France afin de préserver, autant que possible, les forces du prolétariat, mais il dut renoncer à son projet, car au premier revers, il eût été considéré comme traître, étant ≪ Prussien ≫. Or le meilleur général ne peut remporter la victoire, sans essuyer quelque défaite. Des centaines de lettres précieuses attestant de l'activité inlassable de Marx-Engels en faveur de la Commune n'ont pu être retrouvées, cf. notes nos 33 et 113.

[10] Chaque crise profonde - guerre ou révolution - entraîne une restructuration des

institutions sociales et un changement des rapports de force entre classes ou nations, qui préfigurent l'évolution future et annoncent les conflits ultérieurs. Vers la fin des hostilités entre la Prusse et l'Autriche en 1866, Marx écrivait à Engels: ≪ Il est évident que tout ce qui centralise la bourgeoisie est favorable aux ouvriers. De toute façon, même si la paix est conclue demain, elle sera encore plus provisoire que celle de Villa-franca et de Zurich [en 1859]. Dès que l'on aura procédé, de part et d'autre, à une ≪ réforme militaire ≫, on recommencera à se taper dessus, comme le disait Schapper. En tout cas, d'ores et déjà, Bonaparte a essuyé une défaite, bien que la formation de royaumes militaires, à droite et à gauche, correspondent au programme de ≪ démocratie générale ≫ à la Plon-Plon. En Angleterre, le gouvernement a presque suscité une émeute. (Marx à Engels, le 27 juillet 1866)

[11] Au début du mois d'août 1866 - peu avant la signature de la paix entre la Plusse et l'Autriche, à Prague - l'ambassadeur français à Berlin, Vincent Benedetti transmit à Bismarck une note définissant les revendications de la France comme prix de sa neutralité lors de la guerre austro-prussienne. Elle exigeait notamment la Bavière rhénane et la Hesse rhénane avec les places fortes de Landau et de Mayence, la ville de Sarrelouis ainsi que l'abrogation du droit de garnison des Prussiens à Luxembourg. Quoique Bismarck n'ait opposé aucun refus aux prétentions de Napoléon III avant la guerre, si celui-ci ne s'opposait pas à une alliance prusso-italienne, il repoussa ces revendications le 7 août. Sentant que le rapport de force, militaire et politique, lui était favorable, Bismarck commença à préparer la guerre franco-prussienne, tout comme son compère, Napoléon III.

[12] Le journal parisien le Monde du 8 août 1866 rapporta ce propos de Bismarck. Dans son manuscrit inachevé sur le Rôle de la violence dans l'histoire. Violence et économie, dans la formation du nouvel Empire allemand, Engels fait l'historique

de tous les rapports entre la France et l'Allemagne de 1866 à 1871, et même des événements de la Commune: cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, Éditions de l'Herne, 1970, p. 532-599. Engels y mentionne, lui aussi, que Bismarck envisageait, avant 1866 même, de souder l'unité allemande grâce à une guerre extérieure (p. 566).

[13] Cette alliance remonte aux origines mêmes de la Prusse. A l'époque de Bismarck, elle reposait essentiellement sur le partage de la Pologne. Lors de l'insurrection de 1863, Bismarck fut le seul à prendre ouvertement parti contre les insurgés polonais et pour les bourreaux russes. En 1866, la Prusse ≪ mit dans sa manche ≫ le tsar russe pour faire la guerre contre l'Autriche, qui fut boutée hors de l'Allemagne: cf. Fr. Engels, Rôle de la Violence, etc., p. 561.

[14] Le roi de Hollande, prince souverain du Luxembourg, était tout disposé à vendre le duché à Louis-Napoléon, et les Luxembourgeois n'étaient pas opposés, semble-t-il, à leur rattachement à la France. Cependant, à la conférence de Londres de mai 1867, les représentants de la France, de l'Autriche, de la Prusse, de l'Italie, de la Belgique et du Luxembourg déclarèrent que le Duché serait neutralisé. Dès 1860, dans son article sur l'Alliance franco-russe (New York Tribune, du 13 août 1860), Marx dénonçait le projet d'annexion du Luxembourg par la France et sa transformation en ≪ département des Forêts ≫.

* Marx, de son côté, estimait dans sa lettre du 2 avril 1867 à Engels: ≪ L'affaire luxembourgeoise me semble arrangée entre Bismarck et Bonaparte. Pourtant il est possible, mais non probable, que le premier ne puisse ou ne veuille tenir sa parole. L'immixtion des Russes dans les affaires allemandes crève les yeux. En effet: 1 º la Prusse a signé, avant toutes les autres puissances, la convention du Wurtemberg le 13 août; 2 º l'attitude de Bismarck vis-à-vis des Polonais. (2)

2 Marx voit en Bismarck - ses intentions et ses actes - une contradiction vivante, du

fait qu'il représente deux forces, certes convergentes, mais opposées: en tant que chef du gouvernement prussien, il représente toutes les limitations de la Prusse et les intérêts dynastiques bornés, le junker prussien; en tant qu'instrument des intérêts nationaux bourgeois de l'Allemagne, il représente une force progressive, œuvrant, à sa façon certes, pour les ouvriers en centralisant l'économie et la politique allemandes. Engels compare Bismarck à Napoléon III et en fait une version bonapartiste allemande, parce qu'ils représentent tous deux l'armée. Toutefois en France, l'armée nationale n'a plus que des tâches réactionnaires et impérialistes, tandis qu'en Prusse elle a encore une tâche nationale progressive à accomplir. Or, il se trouve que les deux seules institutions démocratiques qui aient fait vraiment la force de la Prusse ont été l'obligation pour tous d'aller à l'école et à l'année. De la sorte, les aspirations à l'unité nationale allemande pouvaient se manifester au travers de l'armée prussienne, dont les soldats se sentaient plus allemands que prussiens. Cf. Fr. Engels. la Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand, in Marx-Engels, *É*crits militaires, op. cit., pp. 449-490.

En somme, le hobereau prussien Bismarck était tout disposé à poursuivre la politique dynastique de la Prusse, à savoir brader un territoire allemand à l'étranger pour agrandir la puissance de la Prusse; mais, après 1865, les aspirations nationales allemandes devinrent si puissantes que Bismarck dut tenir compte des intérêts plus généraux de l'Allemagne.

Les Russes sont plus actifs que jamais: ils s'efforcent d'envenimer les choses entre la France et l'Allemagne (3). L'Autriche est assez paralysée par ses propres problèmes. Messieurs les Anglais ont fini leur petit jeu aux États-Unis. ≫

3 Marx et Engels espéraient qu'à l'instar de la révolution française, la révolution nationale allemande - ne serait-ce que pour secouer le prussianisme - affronterait

le gendarme de la réaction féodale en Europe: la Russie - cf. la Brochure d'Engels sur le Pô et le Rhin (op. cit., p. 429) - et non la France. Dans le premier cas, c'était l'hypothèse de l'unité allemande effectuée de manière directe, ment révolutionnaire. Dans le second cas, c'était la solution prussienne de l'unification allemande. De toute façon, le résultat obtenu, l'Allemagne unifiée - même partiellement - devait entrer en opposition avec la Russie, parce que, devenue bourgeoise elle brisait ses liens avec les puissances féodales à l'intérieur et à l'extérieur. De fait, Marx ne dit pas que les Russes gâtent la soupe entre la France et la Prusse, mais entre la France et l'Allemagne.

[16] Dans cet humour féroce, Mademoiselle, c'est la guillotine.

[17] D'après les comptes rendus du Congrès de l'Internationale à Bruxelles, Eccarius manifesta un grand courage en défendant les thèses de Marx. à plusieurs reprises, il suscita l'hostilité, voire les huées. La résolution ≪ allemande ≫, proposée par Eccarius, fut reproduite littéralement dans les comptes rendus du Congrès et divers journaux ouvriers du continent. Dans sa lettre à Engels du 16.IX. 1868, Marx se plaint néanmoins de l'attitude d'Eccarius, sur la foi d'un article du Times: ≪ Nous sommes très mécontent d'Eccarius. Mardi prochain [à la réunion du Conseil général], il y aura un violent orage qui lui fera du bien. Les points d'accusation sont les suivants: il n'est presque pas intervenu au Congrès, mais se pose par la suite comme l'esprit dirigeant dans le Times... Enfin, il y a falsifié la résolution allemande sur la guerre. Il prétend qu'une guerre européenne serait une guerre civile, alors que la résolution allemande affirme qu'une guerre entre la France et l'Allemagne serait une guerre civile qui profiterait à la Russie. Or, il élimine complètement ce dernier point. En revanche, il fait assumer aux Allemands et aux Anglais l'ineptie belge: faire la grève contre la guerre. ≫

Certaine guerres, prolongeant la révolution, sont nécessaires et progressives aux yeux du marxisme, même si leur nature est bourgeoise et nationale (dans les époques et les zones où le capitalisme est encore progressif). L'unité nationale de caractère bourgeois était encore progressive pour l'Allemagne jusqu'en 1870, Marx et Engels eussent préféré, de beaucoup, qu'elle se prolonge par une guerre contre la Russie féodale, dans certaines conditions, sous certaines formes et tant que la lutte des classes modernes n'avait pas commencé en Russie (cf. note nº 37). Au reste, comme le note Marx (p. 60), tant que la bourgeoisie n'a pas réalisé l'unité allemande, le prolétariat n'est pas assez fort pour intervenir de manière décisive. Enfin, dès 1846, Engels avait critiqué l'idée de faire la révolution ouvrière au moyen d'une grève générale, la ≪ grève expropriatrice ≫ des anarchistes. Ce moyen n'est pas à rejeter, pour appuyer la révolution ou s'opposer à la guerre impérialiste, il faut au contraire l'utiliser à fond dans ces moments, mais il ne suffit pas à lui tout seul.

[18] Eccarius se fit le porte-parole fidèle de Marx sur ce point, appliquant la méthode constante de Marx et d'Engels: s'appuyer sur les revendications des organisations économiques et politiques des ouvriers des pays les plus avancés de l'époque (Angleterre, Amérique, Allemagne, etc.) pour répondre aux formules des mouvements socialistes de caractère petit-bourgeois, proudhonien, bakouniste, lassallien, anarchiste, qui trouvaient alors racine dans les pays peu développés (Suisse, Italie, Espagne, etc.).

* ≪ L'Internationale a été fondée pour mettre à la place des sectes socialistes ou semi-socialistes l'organisation réelle de la classe ouvrière en vue de la lutte. Les Statuts provisoires ainsi que l'Adresse inaugurale le démontrent, au premier coup d´ œil. Au demeurant, l'Internationale n'eût pu s'affirmer, si l'évolution historique n'avait pas déjà mis en pièces le phénomène des sectes. Le

développement des sectes socialistes et celui du mouvement ouvrier réel se font toujours en sens inverse l'un de l'autre. Tant que les sectes se justifient (historiquement), la classe ouvrière n'est pas encore mûre pour une organisation historique indépendante. Mais, sitôt qu'elle est arrivée à maturité, toutes les sectes deviennent essentiellement réactionnaires. C'est ainsi que l'histoire de l'Internationale a reflété ce que l'histoire révèle partout: ce qui est périmé cherche constamment à se reconstituer sous une forme nouvelle pour se perpétuer.

Ainsi l'histoire de l'Internationale a été une lutte continuelle dit Conseil général contre les sectes et les intrigues d'amateurs, qui tentèrent toujours de s'affirmer au sein de l'Internationale elle-même, en opposition au mouvement réel de la clisse ouvrière. Cette lutte a été menée dans les Congrès, mais bien davantage encore dans les tractations privées du Conseil général avec chaque section particulière.

Étant donné que les Proudhoniens (mutuellistes) avaient participé à la fondation de l'Association internationale des travailleurs, ils tinrent tout naturellement la barre à Paris, durant les premières années. Plus tard, des groupes collectivistes, positivistes, etc. commencèrent à se créer en opposition aux Proudhoniens. ≫ (Marx à F. Bolte, 23..XI. 1871).

* Dans sa lettre du 12 février 1870, Marx justifie cette opinion par des considérations de rapports de force déterminés par la maturité sociale du mouvement ouvrier: ≪ Ce n'est pas par hasard que Proudhon a été le socialiste de l'époque impériale. J'en ai la conviction profonde: bien que la première impulsion doive partir de France, l'Allemagne est bien plus mûre pour un mouvement social et pour dépasser de loin les Français. Ceux-ci se trompent lourdement et se font de grandes illusions sur eux-mêmes, s'ils continuent à se prendre pour le ≪ peuple

élu ≫. ≫

Dans le Capital, Marx dit qu' ≪ en France ni le système du crédit, ni la grande industrie ne s'étaient développés au point d'atteindre le niveau moderne. ≫ (Éditions Sociales, livre troisième, vol. VII, p. 265).

Cependant, Marx et Engels ne sous-estiment pas les ,qualités intrinsèques du prolétariat français, ni la force exceptionnelle de ses traditions révolutionnaires: ≪ L'attitude des ouvriers français est admirable. Ils sont maintenant de nouveau dans l'action, et c'est là leur élément. Dans ce domaine, ils sont maîtres. ≫ (Engels à Marx, le 18 mai 1870).

[21] Marx ne revendique pas l'égalité entre le prolétariat de France et celui d'Allemagne, en vertu du principe de l'autonomie des partis nationaux ou de la non immixtion dans les affaires d'un autre parti, mais en vertu d'un rapport de force et, finalement, pour compenser certaines faiblesses nationales: ≪ Ce qui est le plus nécessaire à la classe ouvrière [allemande], c'est qu'elle cesse d'agir uniquement sous la haute permission de ses supérieurs. Une race aussi bureaucratiquement éduquée doit passer par toute une phase qui lui apprendra à se tirer d'affaire toute seule. ≫

[22] Lors des élections du Corps législatif (mai-juin 1869), l'opposition obtint un succès important. En juillet, 116 députés de l'opposition libérale et du centre-gauche signèrent une déclaration sur la nécessité de constituer un ministère responsable et d'élargir les droits du Corps législatif. Aux séances des 5 et 8 juillet, le député Raspail dénonça les entraves bonapartistes aux libertés électorales. Pans son message du 12 juillet, Napoléon III promit d'élargir les droits du Corps législatif et de nommer des ministres issus du parlement, mais ne répondit pas aux autres revendications. Le 13 juillet, il ajourna sine die les séances du Corps

législatif, et renouvela la moitié des membres du gouvernement, le 17. Comme d'habitude, il fit un pas en avant, puis recula aussitôt, mécontentant tout le monde. Il fit une concession en appelant au gouvernement des personnalités, mécontentant la grande bourgeoisie et le clergé, irais n'apaisant nullement l'opposition.

[23] L'Union libérale représentait une coalition de républicains bourgeois, d'orléanistes et d'une fraction de légitimistes. C'est sur elle que s'appuya l'ensemble de l'opposition à l'Empire, lors des élections au Corps législatif de 1863. Lors de la campagne de 1869 les tentatives pour la réorganiser échouèrent du fait des divergences survenues entre ces diverses formations depuis 1863. Les républicains bourgeois de tendance modérée (jules Favre, Jules Simon) proposèrent en 1869 une alliance avec les monarchistes et soutinrent la candidature de l'orléaniste jules Armand Dufaure qui ne fut pas élu. L'histoire de l'opposition bourgeoise avant la chute du bonapartisme fut pitoyable; après la chute du bonapartisme, elle fut vile et lâche vis-à-vis des Prussiens aussi bien que des ouvriers.

[24] Le 3 décembre 1851, le député Baudin avait appelé les ouvriers du faubourg Saint-Antoine à l'insurrection contre le coup d'État de Napoléon III. Il tomba sur les barricades. Les républicains manifestèrent sur sa tombe. Certains journaux ouvrirent une souscription pour lui ériger un monument, mais ils furent traînés devant les tribunaux et condamnés en 1868.

Le mouvement des banquets qui exigea une réforme électorale, fut le prélude de la révolution libérale bourgeoise de Février 1848.

* Marx ajoute le 18 novembre 1868: ≪ Il ressort aussi des lettres de Lafargue que la situation est très sérieuse en France. Le gouvernement souhaite forcer les gens à

descendre dans la rue pour ensuite laisser faire merveille (Fr.) aux chassepots et canons rayés. Estimes-tu qu'une bataille de rues ait une chance quelconque de succès? Il ne semble pas que l'armée se détache du pouvoir sans qu'il y ait eu au préalable des fissures. ≫

[26] Surnom de Napoléon III qui s'évada de prison en 1846 sous les habits d'un maçon du nom de Badinguet.

[27] Service chargé d'ordonner les dépenses et de veiller au maintien de l'ordre et de la sécurité.

*** Sobriquet du fils de Jérôme Bonaparte et cousin de Napoléon III, surnommé aussi le prince rouge, parce qu'il faisait mine de prendre des positions avancées.**

[29] Le 2 décembre 1851, les députés du parti de l'Ordre de l'Assemblée nationale se réunirent dans le 10e arrondissement de Paris et adoptèrent à l'unanimité une résolution destituant Louis-Napoléon Bonaparte de la présidence et transférant tous les pouvoirs à l'Assemblée nationale. Cependant, les députés refusèrent l'appui du peuple. La tentative échoua évidemment, et les députés furent arrêtés. Eugène Ténot rapporte en détail ce fait dans son ouvrage Paris en décembre 1851. *É*tude historique sur le coup d'*É*tat, Paris, 1868, pp. 142-164.

[30] Au cours de la révolution de 1848-1849, Mani et Engels suivirent avec attention les débats du parlement de Francfort et en rendirent compte dans la Nouvelle Gazette Rhénane (vol. 1 et II, en traduction française, aux Éditions Sociales). Lorsque les grands États de l'Allemagne de 1849 retirèrent leurs députés du parlement de Francfort et que l'administration de la ville interdit aux autres députés de l'aile gauche de continuer à siéger dans cette ville, ils allèrent s'installer à Stuttgart. L'armée les dispersa le 18 juin 1849.

[31] D'où la conclusion de Marx dans sa seconde ébauche de la Guerre Civile en France: ≪Tel était le pouvoir d'État sous sa forme dernière et la plus prostituée, dans sa suprême et vile réalité, celui-là que la classe ouvrière parisienne devait renverser, et que seule cette classe pouvait extirper de la société. Quant au parlementarisme, il avait été tué par ses propres ouailles et par l'Empire. La seule chose que la classe ouvrière avait à faire, c'était de ne pas le ressusciter. ≫ (Éditions Sociales, 1953, p. 260 et aussi 213).

** Prononcé avec l'accent anglais Rochefort donne Rushforth et signifie alors: qui fonce en avant.

[33] Le rédacteur en chef de la Marseillaise, Henri Rochefort, fut arrêté le 8 février 1870, lors d'une réunion électorale dans un quartier ouvrier de Paris. Le 22 janvier 1870, il avait été condamné à six mois de prison pour son article sur l'assassinat de Victor Noir.

* Sobriquet pour Sigismund Borkheim.

[35] Marx met en évidence, face à la veulerie de l'opposition bourgeoise contre l'Empire, le courage des ouvriers. Mais, dit-il, ≪ on peut difficilement compter sur le seul héroïsme révolutionnaire ≫ (p. 53). Lors de la préparation du plébiscite, il y eut une vague d'arrestations d'ouvriers dans tout le pays, fin avril. Ils furent accusés d'appartenir à l'Internationale et d'avoir participé à un complot contre Napoléon III mis en scène par le préfet de police de Paris.

[36] Dans ces premiers textes, Marx recherche les conditions matérielles d'ordre historique, politique et économique, dans lesquelles le changement de régime politique s'imposera comme une nécessité aux ouvriers. Marx dénie d'ores et déjà à l'opposition bourgeoise ou petite-bourgeoise la capacité de renverser le

bonapartisme, et l'histoire confirmera ce verdict.

* Dans sa lettre du 1" février 1870, Engels écrit à Marx que le bonapartisme se sentait encore assez fort, grâce à l'armée, pour passer à l'attaque contre les ouvriers: ≪ C'est une véritable chance que rien n'ait été déclenché lors de l'enterrement de Victor Noir, malgré les efforts de G. Flourens. La terrible désillusion des bonapartistes perce dans la rage du Pays. Ils ne pouvaient pas souhaiter mieux que de saisir en flagrant délit toute la masse révolutionnaire de Paris, en rase campagne, à l'extérieur de Paris, et même en dehors des murs fortifiés, qui n'ont que de rares points de passage. Une demi-douzaine de canons placés aux portes des murs, un régiment d'infanterie en position de tirailleurs et une brigade de cavalerie pour disloquer et poursuivre les ouvriers eussent suffi pour vaincre, massacrer et capturer en une demi-heure la foule désarmée, puisqu'on ne peut compter sur les quelques revolvers que certains ont pu avoir sur eux. Qui plus est, comme on disposait de 60 000 soldats, on pouvait même les faire entrer dans les fortifications, et une fois celles-ci occupées faire charger la foule et la canonner sur le terrain libre des Champs-Élysées et de l'avenue de Neuilly. Quelle occasion bienvenue! 200 000 ouvriers sans armes eussent dû, en partant de la campagne extérieure, conquérir Paris occupé par 60 000 soldats. ≫

[38] C'est ce que dit Engels dès le 7 septembre 1870 dans sa lettre à Marx; ≪ les Prussiens ont fait cadeau à la France d'une république, mais laquelle! ≫ Cf. l'article de Lénine sur la difficile question de la dualité du pouvoir, in V. Lénine, la Commune de Paris, p. 22-26, article écrit entre la révolution de Février et d'Octobre 1917, soit à un moment où se réalisait la prévision de Marx selon laquelle la Commune et ses problèmes resurgiront sans cesse de nouveau jusqu'à ce que ses principes se réalisent.

[39] Dans sa lettre du 18 juillet 1870, à la veille de la déclaration de la guerre par la France à la Prusse, Kugelmann estimait que la guerre avait été arrangée, comme en 1866, entre Bismarck et Napoléon III: ≪ Le prix en serait, d'un côté, la Belgique, de l'autre, l'entrée des États méridionaux de l'Allemagne dans la Confédération du Nord, autrement dit la réalisation d'une Allemagne unie, dirigée par Guillaume Ier devenu Empereur de l'Allemagne, dont l'Autriche serait exclue. Dans cette hypothèse, l'Allemagne méridionale, et plus particulièrement le Wurtemberg et la Bavière, auraient représenté le champ de bataille, de sorte que ces pays eussent été ouverts à l'instauration de structures administratives et étatiques prussiennes. L'opposition susceptible de se former aurait été balayée, et on aurait préparé des Chambres dociles pour les élections ultérieures. En même temps, les énergies révolutionnaires des deux côtés du Rhin eussent trouvé un exutoire propice aux classes dominantes. ≫

Cette hypothèse n'est ni fausse ni absurde. D'une part, elle repose sur l'expérience historique, notamment pour ce qui est de Napoléon 111, expression de l'armée, qui mena tant de guerres de parodie, avec l'autorisation de l'Europe officielle, c'est-à-dire dans les limites de l'ordre établi: guerre de Crimée, guerre d'Italie, expédition du Mexique, etc. D'autre part, le plan d'une telle guerre comblait les intérêts dynastiques aussi bien du chef d'État prussien, le hobereau Bismarck, que de Napoléon III, l'aventurier et l'affairiste. Cependant Marx et Engels noteront bientôt que les apprentis sorciers sont dépassés par des forces qui débordent largement le cadre des puissances établies: pour ce qui est de Bismarck, par les forces populaires allemandes qui s'efforcent de réaliser l'unité nationale; pour ce qui est de Napoléon III, par les forces prussiennes qui balaieront son régime d'autant plus facilement qu'il manque de tout soutien d'énergies saines et progressistes en France.

[40] Cette assemblée populaire avait été convoquée à l'initiative du Comité du parti ouvrier social-démocrate, le 16 juillet 1870. Kugelmann critiqua une résolution de l'assemblée formulant le vœu que le prolétariat français élimine l'Empire afin de préserver l'Europe d'une guerre, et promettant, imprudemment, que les ouvriers allemands tueraient dans l'œuf toute provocation de la part de l'Allemagne.

Dans la Première Adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande, Marx cite le passage de l'appel de l'assemblée de Brunsvick s'opposant aux guerres dynastiques, mais affirmant que les Allemands sont a forcés de subir une guerre défensive comme un mai inévitable ≫ (op. cit., p. 280). A la même page, Marx trace les limites de cette guerre défensive du côté allemand: ≪ Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle de perdre son caractère strictement défensif et de dégénérer en une guerre contre le peuple français, victoire ou défaite, ce sera tout autant un désastre. ≫ Historiquement, l'unité allemande, tâche encore progressive, fut acquise le 4 septembre après Sedan, lors de la proclamation de la République française. Bismarck avoua qu'il transformait la guerre nationale progressive en guerre impérialiste, lorsqu'il déclara au Reichstag de l'Allemagne du Nord, le 16 octobre, qu'il poursuivrait la guerre contre la France jusqu'à ce que celle-ci lui cède l'Alsace-Lorraine.

Marx n'attendit pas cet aveu de Bismarck pour dénoncer le caractère nouveau pris par la guerre: fin août-début septembre, il envoya aux camarades de Brunsvick les directives pour le Manifeste en faveur de la paix et contre l'annexion, du Comité exécutif du parti ouvrier démocrate-socialiste, lancé à tous les travailleurs allemands. Cf. en traduction française: Marx-Engels, *Écrits militaires*, op, cit., pp. 517-523.

[41] De juillet à août 1870, 72 personnes furent jugées à Blois pour avoir préparé un

attentat et un coup d'État contre Napoléon III. La Cour condamna la plupart d'entre elles à de fortes peines de prison et de bannissement. Parmi elles se trouvaient les blanquistes C. Jaclard, E. Tridon, G. Flourens, T. Ferré, etc., ainsi que F. Pyat. Cependant, 32 accusés furent relaxés, parmi eux se trouvaient de nombreux mouchards.

Les Fenians formaient une organisation secrète ayant pour but l'instauration de la république indépendante d'Irlande. En septembre 1865, de nombreux chefs furent arrêtés (T. Luby, O'Leary, J.O.'Donovan Rossa) et furent atrocement maltraités. Cependant, le gouvernement anglais ne put briser de cette façon la lutte contre sa politique coloniale en Irlande.

* Michel allemand: terme péjoratif pour l'Allemand moyen, moutonnier, un peu épais et simple.

[43] De fin juillet 1870 à février 1871, Engels écrivit une soixantaine d'articles militaires sur la guerre franco-prussienne. Cf. en traduction française: Notes d'Engels sur la guerre de 1870-1871, avec une préface de Bracke, Éditions Costes, 1947, XXVIII-307 p.

* Napoléon III.

[45] Chant militaire français. Pendant la Restauration, les bonapartistes l'utilisaient comme signe de ralliement. Au cours du second Empire, ce fut le chant officiel lors de toutes les fêtes de Napoléon III.

[46] Le 25 juillet 1870, le Times publia le projet d'une convention secrète, présentée par la France à la Prusse en 1866. Il prévoyait que la Prusse reconnaîtrait l'annexion de la Belgique et du Luxembourg par la France et soutiendrait la France dans cette affaire en cas de conflit avec d'autres puissances européennes. En

contrepartie, la France s'engageait à rester neutre dans la guerre austro-prussienne de 1866. Manifestement, Bismarck avait préparé la publication de cette convention dans le Times, pour monter l'opinion publique belge et anglaise contre la France, afin d'entraîner l'Angleterre dans la guerre contre la France, ou du moins s'assurer sa neutralité bienveillante.

* A ce sujet, Marx écrit à Engels, le 1er août 1870: ≪ L'oligarchie anglaise souhaite que l'Angleterre entre en guerre aux côtés de la Prusse. Après avoir rampé pendant 18 ans aux pieds de Bonaparte en l'utilisant au maximum pour la sauvegarde de ses rentes et profits, elle pense maintenant trouver dans la Prusse monarchique, solide et tremblant devant Dieu, un gendarme plus respectable et plus fidèle sur le continent. Mais qu'elle prenne garde! Dans le peuple circule déjà le mot d'ordre: cette sacrée dynastie allemande qui règne ici veut nous entraîner dans une guerre sur le continent.

Ci-inclus le Figaro, dont Dupont m'a donné un numéro caractéristique. C'est un journal anglais, fondé par l'ambassade française.

Pour sa part, Bismarck a acheté toute une partie de la presse anglaise, entre autres Lloyds et Reynolds's. Ce dernier journal, dans son numéro d'hier, réclame le démembrement de la France: ce cochon ne ménage pas les transitions; après avoir injurié sans cesse les Allemands et chanté les louanges des Français, voilà qu'il se transforme subitement en une espèce de Blind (2). En ce qui concerne ce dernier, il espère se faire élire au prochain Reichstag, en se joignant au chœur des patriotes et en sacrifiant ≪ provisoirement ≫ son esprit républicain sur l'autel de la patrie. ≫

[48] E. Oswald, à la tête d'un groupe d'émigrés allemands et français, prépara un Appel contre la guerre franco-prussienne, et le soumit à Marx, le 18 juillet. Marx

était soucieux d'éviter que Bismarck ne tire profit de cet Appel rédigé par des démocrates fumeux et bien intentionnés. De fait, Blind se prêta à cette manœuvre.

2 Marx reproche à cette fraction de la presse anglaise, libérale et démocratique, de défendre subitement les intérêts de Bismarck, comme le fit Blind, ancien insurgé de 1848-1849, chef de l'émigration libérale allemande en Angleterre, puis national-libéral en 1869.

[49] Cf. Notes sur la Guerre, d'Engels, article III, cf. Éd. Costes, pp. 14-20.

[50] L'une des premières batailles eut effectivement lieu près de Forbach: le lie corps d'armée sous Frossard y fut vaincu, près de Spickeren, le 6 août.

[51] Cette déclaration n'a pu être retrouvée.

[52] Dans sa lettre du 2 août à Oswald, Marx cite un passage du Rappel, journal de tendance républicaine de gauche, fondé par Victor Hugo et Rochefort en 1869: ≪ Extrait d'une correspondance de Francfort-sur-le-Main, 27 juillet: la ville est pleine de gens stipendiés pour maintenir l'esprit belliqueux et gallophobe [sic]. Une lettre de Londres adressée à la ≪ Gazette de Francfort ≫ contient entre autres choses un aveu très intéressant. Des Français de Londres ayant eu l'intention de lancer une proclamation contraire à cette guerre napoléonienne, avaient convoqué à cet effet les principaux républicains allemands résidant à Londres également. Les Allemands auraient refusé de se joindre à leur protestation, en déclarant que la guerre était une lutte défensive du côté de l'Allemagne. ≫ Et Marx d'ajouter que Blind était l'auteur de ce faux, qui servait manifestement les intérêts de Bismarck. Par ailleurs, celui-ci s'était assuré le concours de J. B. von Schweitzer, directeur du Social-Demokrat et membre influent de l'Association

ouvrière générale d'Allemagne, pour lancer un Manifeste déclarant que la Prusse ne faisait pas la guerre au peuple français, mais uniquement au régime bonapartiste.

[53] Jenny, la fille de Marx, écrivit, sous le pseudonyme de Williams, huit articles sur la question irlandaise dans la Marseillaise, de février à avril 1870.

[54] L'une des premières batailles eut effectivement lieu près de Forbach: le lie corps d'armée sous Frossard y fut vaincu, près de Spickeren, le 6 août.

[55] Dans la préface polonaise de 1892 au Manifeste communiste, Engels écrivait: ≪ La révolution de 1848 qui, en fin de compte, fit exécuter la tâche de la bourgeoisie par des combattants prolétariens sous l'enseigne du prolétariat, instaura aussi par ses exécuteurs testamentaires - Louis Bonaparte et Bismarck - l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hongrie. Cependant, la Pologne qui, depuis 1792, avait plus fait pour la révolution que toutes ces trois nations réunies, fut abandonnée à elle-même, lorsqu'elle succomba en 1863 sous l'assaut des Russes dix fois plus nombreux que les insurgés Polonais. ≫

[56] Au moment où l'Empire s'écroula, Marx estima un instant que les Russes, ne pouvant tolérer l'unification de l'Allemagne, entreraient en conflit avec Bismarck, instrument de cette unification: ≪ Ce que ces ânes de Prussiens ne voient pas, c'est que l'actuelle guerre mène aussi nécessairement à une guerre entre l'Allemagne et la Russie que la guerre de 1866 a mené à la guerre entre la Prusse et la France. C'est le meilleur résultat que j'en escompte pour l'Allemagne. Le ≪ prussianisme ≫ spécifique n'a jamais existé et ne pourra jamais exister autrement que par l'alliance et l'assujettissement russes. De même, cette guerre nº 2 sera l'accoucheuse de l'inévitable révolution sociale en Russie. ≫ (Marx à Sorge, l.IX.1870). Cf. aussi la lettre de Marx à Engels, du 2.IX.1870 dans laquelle

Marx rectifie son jugement, la Russie n'étant pas prête à cette guerre.

[57] L'analyse de la situation intérieure de la Russie confirme Marx dans son hypothèse que la Russie allait changer de politique en Allemagne, sitôt que ce pays serait unifié.

[58] Marx estimait que le terrain où l'Allemagne se heurterait concrètement à la Russie serait la Pologne que se partageaient la Russie, l'Autriche et la Prusse, l'Allemagne véritablement unifiée n'ayant plus de raison de s'annexer la Pologne, contrairement à la Prusse.

Toutefois, Marx avait en vue une solution plus optimiste: ≪ Si les Allemands concluent une paix honorable avec la France, cette guerre aura délivré l'Europe de la dictature moscovite, permettra à l'Allemagne d'absorber la Prusse, et à l'Europe occidentale de se développer librement, elle hâtera enfin l'avènement de la révolution sociale en Russie - qui n'attend qu'une impulsion du dehors - et, de la sorte, cette guerre servirait même au peuple russe ≫, Cf. Marx-Engels, *É*crits militaires, p. 521, lettre au Comité de Brunsvick, fin août-début septembre.

La pratique des bourgeois est toujours en dessous de ce que, en théorie, le marxisme leur concède, et c'est normal. La phase de systématisation nationale bourgeoise resta non seulement limitée en 1871 à l'Europe occidentale, mais elle y laissa subsister quantité de problèmes irrésolus, sources de graves conflits ultérieurs, qui ralentiront le cours de l'histoire et prolongeront donc le règne de la bourgeoisie.

[59] La position de Ruge est diamétralement opposée à celle de Marx et d'Engels qui affirment certes aussi que ≪Bismarck se trouva un beau matin fondateur de la République française ≫. La révolution du 4 Septembre balaya les débris

bonapartistes et proclama la République (qui ouvrit la phase de la lutte entre les ouvriers et les bourgeois et de l'alliance de ceux-ci avec Bismarck). En fait, Ruge donnait sa caution, puis son appui à Bismarck, tandis que Marx et Engels espéraient que le prussien Bismarck serait débordé par les forces allemandes et, pour ce qui concerne la France, que celle-ci retrouverait, après la ruine du bonapartisme, son énergie traditionnelle et son autonomie d'action, ce qui est tout différent de l'octroi d'un régime républicain par les Prussiens.

[60] Le 10 août 1792, le peuple de Paris prit d'assaut les Tuileries. La conséquence en fut l'instauration de la Convention nationale qui renversa la monarchie et proclama la ire République, le 22 septembre 1792. Anxieusement, Marx et Engels attendront dans les premiers jours de septembre 1870 un sursaut révolutionnaire en France. Mais l'occasion favorable ne sera pas exploité à fond.

[61] Marx et Engels pouvaient raisonnablement admettre que, si les Français eussent réagi, Bismarck eût dû leur ménager une paix honorable, afin de ne pas se mettre à dos, et les Français et les Russes, autrement dit d'être obligé de combattre sur deux fronts à la fois dans la prochaine guerre. Ce qui empêcha la paix honorable, ce fut certes le prussianisme borné de Bismarck, l'égoïsme anglais et la bourgeoisie française, lâche et servile, qui avait déjà abdiqué son pouvoir politique à Bonaparte, et céda à Bismarck au point que celui-ci ne sentit plus d'obstacles à ses prétentions.

[62] Dans ses brochures Pô et Rhin ainsi que Savoie, Nice et Rhin de 1859 et 1860, Engels dénonçait l'impérialisme de Napoléon III qui annexa des territoires italiens au moment où se faisait l'unité de l'Italie, afin de se ménager une position de force sur le Rhin: cf. *É*crits militaires, p. 332-429. La thèse de Marx n'était pas anti-française. En effet, dit Engels, ≪ si l'on veut assurer la paix internationale, il faut

d'abord que soient éliminées toutes les frictions nationales qui sont évitables; il faut que chaque peuple soit indépendant et maître chez lui ≫ (et non sur des parties de territoire d'autrui) (op. cit., p. 533).

[63] Dans cette lettre, Engels répond à Marx qui lui avait demandé de définir la guerre franco -prussienne et l'attitude à observer par les ouvriers. En Allemagne, Liebknecht avait défendu une thèse fondamentale juste (niais à partir de motivations erronées), celle-là même défendue par Marx dans sa Première Adresse: ≪ les ouvriers allemands et français ne se font pas la guerre, mais échangent des messages de paix et d'amitié ≫ (op. cit., pp. 280-281). Cependant, Liebknecht négligeait le fait que, du côté allemand, la guerre était défensive, ou mieux: qu'elle était encore progressive puisqu'elle permettait à l'Allemagne de se constituer en nation moderne. Mais Engels entrevoit déjà le tournant que va prendre la guerre du côté allemand: de défensive elle devient impérialiste. Il faut obtenir dès lors une paix honorable pour la France, une fois la République instaurée. Telle était, en gros, la position du Comité exécutif du parti social-démocrate allemand de Brunsvick: cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, pp. 517-523.

* Cf. lettre de Marx à Engels, 17 août 1870.

[65] Cf. la Première Adresse, op. cit., p. 281.

[66] En juillet 1806, Napoléon 1er avait créé la Confédération rhénane, en regroupant les États du Sud et de l'Ouest de l'Allemagne pour y assurer l'hégémonie française et former un bloc militaire contre la Prusse et l'Autriche.

Marx et Engels ne cessent de juger des événements en fonction, non pas de la bourgeoisie allemande, mais du prolétariat allemand et français.

[67] Dans sa lettre du 13 août 1870 à Marx, Liebknecht demandait: ≪ Est-il vrai

qu'Engels soit gagné par la fièvre patriotique? La Elberfelder Zeitung en aurait fait état. ≫

[68] Marx déclara au Conseil général le 26-7-1870: ≪ Au parlement de l'Allemagne du Nord, deux membres de notre Association, Liebknecht et Bebel, se sont abstenus de voter les 120 000 000 de crédits de guerre en donnant pour raison, dans une déclaration écrite, qu'ils ne pouvaient les voter, parce qu'il s'agissait d'une guerre dynastique et qu'un vote favorable eut impliqué qu'ils fassent confiance au premier ministre, tandis qu'un vote hostile eut été interprété comme favorable aux plans criminels de Napoléon III ≫ cf. Documents of the First International. 1870-1871, vol. IV, Lawrence & Wishart, Londres p. 32. C'était l'attitude à adopter au cours de la phase ≪ défensive : l'abstention du vote des crédits de guerre.

Après que la guerre eut pris un tour impérialiste du côté allemand, Bebel et Liebknecht, lors du débat du 26 novembre 1870 au Reichstag sur le vote de nouveaux crédits pour la guerre contre la France, refusèrent cette fois de s'abstenir et votèrent contre, en réclamant la conclusion immédiate de la paix avec la République française et en s'opposant à toute annexion. Bebel fut arrêté le 17 décembre, et Liebknecht peu après. Le gouvernement ne put empêcher Bebel d'être élu au Reichstag, en mars 1871.

[69] Cf. Engels à Marx, le 15 août 1870. Le 4 février 1871 encore, Marx écrivait à Kugelmann : ≪ Malgré toutes les apparences, la situation de la Prusse est rien moins que facile. Si la France résiste, utilise l'armistice pour réorganiser ses armées et donner enfin à la guerre un caractère véritablement révolutionnaire, l'Empire néo-germanique et borussien pourrait encore recevoir à son baptême une raclée à laquelle il ne s'attend absolument pas. ≫ Mais, ≪ Trochu a jugé plus

important de tenir en échec les Rouges que de battre les Prussiens. Tel est le véritable secret des défaites, non seulement à Paris, mais dans toute la France, où la bourgeoisie a agi selon le même principe, en accord avec la plupart des autorités locales. ≫

Selon Marx, la bourgeoisie française choisit délibérément la collaboration avec les Prussiens. Dans ce cas, les ouvriers devaient-ils ≪ relever le drapeau national, jeté dans la fange par la bourgeoisie ≫, en appliquant la formule de Staline proposée aux ouvriers pendant la guerre 1940-1945 afin de remettre la bourgeoisie au pouvoir? Engels répond catégoriquement: ≪ Ce serait folie que de se battre pour les bourgeois contre les Prussiens ≫ (lettre à Marx du 12 septembre 1870).

Jamais Marx et Engels n'ont renversé leur initiale formule de la guerre défensive du côté prussien en guerre défensive du côté français, car à la première grande victoire française, cette dialectique absurde se fût transformée de nouveau en son contraire. Marx et Engels souhaitèrent une paix honorable et firent tous leurs efforts pour l'obtenir. Et même si les Prussiens annexent un morceau de territoire français, cela vaut mieux qu'une renaissance du chauvinisme français (cf. Seconde Adresse, Éd. Soc., p. 288 et le commentaire de Lénine en note, p. 289), de toute façon, ≪ les frontières ne sont pas éternelles ≫ cf. Engels à Marx le 12 septembre 1870 et Engels à Bernstein, le 22 février 1882 (*Écrits militaires*, p. 530).

Engels voulait cependant éviter une défaite trop grande, en raison de ses conséquences sur le moral, la force et l'organisation du prolétariat français.

Ce que Marx et Engels entendent par guerre défensive, ce n'est pas le contraire d'une guerre d'agression, (cf. p. 63), mais une guerre historiquement progressive parce qu'elle permet à une société de passer à une forme supérieure d'organisation.

C'est exactement ainsi que l'entendait Lénine: ≪ On sait que K. Marx et Fr. Engels considéraient comme un devoir absolu pour la démocratie d'Europe occidentale, et à plus forte raison pour la social-démocratie, de soutenir activement la revendication de l'indépendance de la Pologne. Pour les années 1840-1850 et 1860-1870, époque de la révolution bourgeoise en Autriche et en Allemagne, époque de la ≪réforme paysanne ≫ en Russie, ce point de vue était parfaitement juste et représentait le seul point de vue démocratique et prolétarien. [...] Dans l'Europe occidentale, continentale, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis, qui va à peu près de 1789 à 1871. Cette époque a été celle des mouvements nationaux et de la création d'États nationaux. Au terme de cette époque, l'Europe occidentale s'est trouvée transformée en un système d'États bourgeois, généralement homogènes au point de vue national. Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre détermination dans les programme des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne rien comprendre à l'a b c du marxisme. En Europe orientale et en -Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a fait que commencer en 1905. ≫ Cf. Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, in Oeuvres choisies en 3 volumes, Moscou, tome I, pp. 733 et 706.

[70] Cf. K. Marx, le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, Éd. Soc., Paris, 1949. Marx fait allusion à la dernière phrase de cet ouvrage.

[71] Avec cet argent, J.-Ph. Becker fit tirer l'Adresse à Genève, en allemand et en français à 30 000 exemplaires.

[72] Le 10 août 1792, le peuple de Paris prit d'assaut les Tuileries. La conséquence en fut l'instauration de la Convention nationale qui renversa la monarchie et proclama la ire République, le 22 septembre 1792. Anxieusement, Marx et Engels

attendront dans les premiers jours de septembre 1870 un sursaut révolutionnaire en France. Mais l'occasion favorable ne sera pas exploité à fond.

[73] Engels fait allusion à l'encerclement de l'armée française de Bazaine à Metz, où les assiégés capituleront le 27 octobre 1870. Il compare cette défaite à celle de Mac Mahon à Woerth le 6 août 1870 et à la capitulation du général autrichien Mack von Leiberich en 1805 à Ulm devant Napoléon 1er.

[74] Cette dure vérité, c'étaient les défaites de l'année française, le 14 août 1870 près de Colombey-Nouilly (bataille de Borny), le 16 près de Mars-la-Tour (bataille de Vionville), et le 18 près de Gravelotte (bataille de Saint-Privat).

[75] Il s'agit de la bataille de Saint-Privat où les troupes allemandes battirent l'armée française du Rhin.

* Réponse de Marx à Engels, le 22 août 1870, sur la situation à Paris. ≪ A Paris, on semble n'avoir qu'une seule préoccupation: tenir la population en haleine jusqu'à ce qu'on ait pris les dispositions nécessaires pour assurer l'intérim des hommes de confiance des Orléans...

As-tu la lettre éhontée de Louis Blanc? Le grand patriotisme consiste à rester sans rien faire, afin de laisser toute la responsabilité aux bonapartistes.

L'âne écossais d'Elcho semble se prendre pour le Moltke britannique. ≫

[77] Ferdinand Freiligrath, poète de la révolution bourgeoise démocratique allemande de 1848-1849, fut très longtemps l'ami de Marx et d'Engels après avoir collaboré à la Gazette rhénane. Émigré à Londres de 1851 à 1868, il se retira peu à peu du combat révolutionnaire. Freiligrath écrivit son poème ≪ Hourrah Germania ! ≫, le 25 juillet 1870. La Pall Mall Gazette le publia le 20 août.

[78] Marx voit ici le tournant politique que la Russie amorce, en abandonnant la Prusse pour s'allier à la France. Dans une audience accordée le 30 août à l'ambassadeur français, le général Fleury, Alexandre II promit d'envoyer à son oncle Guillaume 1er une lettre personnelle lui demandant de ne pas blesser l'honneur national de la France.

[79] Dans cette lettre, Marx dénonce, en outre, l'annexion de l'Alsace-Lorraine, et prévoit: ≪ Quiconque n'est pas complètement étourdi par les clameurs du moment et n'a pas intérêt à égarer le peuple allemand comprendra qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie doit naître de la guerre de 1870 aussi fatalement que la guerre de 1870 elle-même est née de la guerre de 1866. Je dis fatalement, sauf le cas peu probable où une révolution éclaterait auparavant en Russie. En dehors de ce cas peu probable, la guerre entre l'Allemagne et la Russie peut, d'ores et déjà, être considérée comme un fait accompli. La guerre actuelle sera un bien ou un mal, selon l'attitude qu'adopteront les vainqueurs allemands. S'ils prennent l'Alsace et la Lorraine, la France s'alliera à la Russie, pour combattre l'Allemagne. Inutile d'insister sur les funestes conséquences d'une telle éventualité ≫ Cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 521.

La Commune, n'ayant pu vaincre, n'a pu changer le cours de l'histoire. Cf. lettre d'Engels à Danielson, 17 octobre 1893.

[80] Marx fait allusion au poème, écrit le 30 août par Freiligrath, ≪ An Wolfgang im Felde ≫ (à Wolfgang sur le champ de bataille), en l'honneur de son fils aîné.

[81] La Gazette générale d'Augsbourg avait publié, le 18 août 1870, une lettre de David Friedrich Strauss adressée ≪ A Ernest Renan ≫ le 12 août 1850.

[82] Engels a repris ici, en les modifiant légèrement, quelques vers tirés du poème de

Heinrich Heine, Die Grenadière, in Buch der Lieder.

[83] Arcadiens, allusion ironique à la majorité bonapartiste du Corps législatif. Ce nom Correspond à celui d'un club bonapartiste de la rue des Arcades, mais sans doute aussi à celui des habitants de l'Arcadie, célèbres dans la mythologie grecque pour leur naïveté et leur candeur.

[84] Engels fait allusion à l'encerclement de l'armée française de Bazaine à Metz, où les assiégés capituleront le 27 octobre 1870. Il compare cette défaite à celle de Mac Mahon à Woerth le 6 août 1870 et à la capitulation du général autrichien Mack von Leiberich en 1805 à Ulm devant Napoléon 1er.

[85] Dans son article Sur la guerre (cf. Notes d'Engels, etc., op. cit., p. 93-98), Engels exposa, dans leur vérité, les motifs et le déroulement du siège de Strasbourg par les troupes allemandes.

[86] Pour permettre à Marx d'œuvrer à la théorie et de faire vivre sa nombreuse famille, Engels lui apportait un soutien financier.

[87] Dans son ouvrage Terrorisme et communisme. Contribution à l'histoire naturelle (sic!) de la révolution, Karl Kautsky mentionne ce passage (p. 40 de l'édition allemande), pour ≪ démontrer), que Marx et Engels avaient modifié leur attitude, ≪ naguère favorable≫ au terrorisme. En fait, même dans ce passage, Engels distingue entre le terrorisme qu'il revendique lui-même et qui inspire la terreur (aux autres), et le terrorisme vil de ceux qui tremblent eux-mêmes de peur et terrorisent les autres d'autant plus. Dans le premier cas, c'est le terrorisme du prolétariat, conscient du cadre, de l'effet, de la raison et du but de la terreur et, dans l'autre cas, c'est la terreur bourgeoise, instinctive, désordonnée et aveuglée. L'ouvrage de Kautsky a une pure valeur polémique contre la révolution russe, le

prétexte en étant l'analyse de la Commune de Paris en opposition à la révolution de 1789. Trotsky lui répondit dans son brillant Communisme et terrorisme (Paris, Union Générale d'Éditions, 10/18,1963). Le seul reproche que l'on puisse adresser à Trotsky, c'est ne pas avoir systématiquement cité Marx et Engels eux-mêmes, abondamment utilisés par Kautsky, pour démontrer que, non seulement celui-ci choisissait des citations isolées de leur contexte littéraire et historique et écartait tout ce qui ne lui convenait pas, mais encore qu'il falsifiait la pensée de Marx dans les passages qu'il citait, comme on l'a vu ci-dessus. Mais il faut dire à la décharge de Trotsky que, lorsqu'il répondit à Kautsky, ce ne fut pas dans la paix d'un cabinet de travail pourvu de tous les moyens matériels et de la documentation voulue.

Terrorisant ses propres troupes, Engels estimait que ≪ les gaillards qui ont abandonné le fort d'Issy, sans même avoir été attaqués, méritent d'être fusillés. La situation militaire [de la Commune] s'est gravement détériorée à la suite de cet acte de lâcheté ≫. Engels à H. Jung, le 10 mai 1871.

[88] Cette lettre contenant des instructions représente une forme d'intervention du ≪ parti Marx ≫ dans le cours des événements dramatiques de la période révolutionnaire en France. Comme tant d'autres, elle n'a pu être retrouvée.

[89] La mémoire historique des événements et des personnages permet à Marx-Engels d'établir et d'étayer leur prévision sur l'attitude des personnages dans le drame de la Commune. C'est particulièrement évident pour Jules Favre, dont le rôle sinistre fut dénoncé avec vigueur par Marx. Si ce ≪ voyou ≫ de Favre est bien à sa place dans la République du 4 Septembre, c'est que Marx a une piètre idée du nouveau régime.

[90] Après la chute du second Empire, Rochefort fut chargé de diriger la ≪ Commission des barricades ≫, responsable de l'aménagement des défenses

(barricades et tranchées dans les rues de Paris).

* Metz capitule le 27 octobre.

[92] Après la chute du second Empire, Rochefort fut chargé de diriger la ≪ Commission des barricades ≫, responsable de l'aménagement des défenses (barricades et tranchées dans les rues de Paris).

[93] Dans cette lettre, Engels répond à Marx qui lui avait demandé de définir la guerre franco -prussienne et l'attitude à observer par les ouvriers. En Allemagne, Liebknecht avait défendu une thèse fondamentale juste (niais à partir de motivations erronées), celle-là même défendue par Marx dans sa Première Adresse: ≪ les ouvriers allemands et français ne se font pas la guerre, mais échangent des messages de paix et d'amitié ≫ (op. cit., pp. 280-281). Cependant, Liebknecht négligeait le fait que, du côté allemand, la guerre était défensive, ou mieux: qu'elle était encore progressive puisqu'elle permettait à l'Allemagne de se constituer en nation moderne. Mais Engels entrevoit déjà le tournant que va prendre la guerre du côté allemand: de défensive elle devient impérialiste. Il faut obtenir dès lors une paix honorable pour la France, une fois la République instaurée. Telle était, en gros, la position du Comité exécutif du parti social-démocrate allemand de Brunsvick: cf. Marx-Engels, Écrits militaires, pp. 517-523.

[94] Le Conseil général, et Marx plus particulièrement, furent très dévoués, parmi les ouvriers anglais, dans l'action de soutien de la République française et dans la lutte pour obtenir sa reconnaissance diplomatique par l'Angleterre. Dès le 5 septembre, il y eut de puissantes manifestations, soutenues par les syndicats, à Londres, Birmingham, Newcastle et autres grandes villes; les ouvriers y adoptèrent des résolutions de sympathie pour la République française. Un mouvement s'amorça même pour proclamer la République en Angleterre. Les

hautes sphères gouvernementales anglaises redoutèrent alors la contagion de la crise révolutionnaire et temporisèrent. Ce n'est qu'après la formation du gouvernement contre-révolutionnaire de Thiers, en février 1871, que le gouvernement anglais reconnut la République française.

[95] Cf. Notes sur la guerre de 1870-1871 d'Engels, op. cit., articles XVI et XVII, pp. 88-97.

[96] Engels fait allusion à la révolution espagnole bourgeoise, déclenchée en septembre 1868 par un soulèvement de la marine, suivi de l'abdication d'Isabelle IL Les masses populaires luttèrent avec énergie. La bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers embourgeoisés arrivèrent au pouvoir, mais ils instaurèrent une monarchie constitutionnelle, en opposition à la volonté populaire. Ce n'est qu'en 1873 que fut proclamée la première République espagnole.

[97] Organe suprême de l'Union Douanière, créée en 1834 sous la direction de la Prusse et réorganisée en juillet 1867 par une convention entre la Confédération du Nord et les États du Sud. Le parlement douanier contribua à l'unité économique de l'Allemagne et prépara son unité politique en 1871.

[98] Il s'agit de l'appel ≪ Au peuple allemand, à la démocratie socialiste de la nation allemande ≫ du Conseil fédéral de l'Internationale de Paris, adressé par Henri Bachruch à Marx le 5 septembre 1870. Cet appel fut publié le 11 septembre par le Volksstaat de W. Liebknecht.

[99] Marx fait allusion au ≪ Manifeste aux Sections de l'Internationale ≫, rédigé par les bakounistes James Guillaume et Gaspard Blanc, et publié le 5 septembre 1870 dans la Solidarité de Neuchâtel.

[100] Marx fait allusion à la campagne du Conseil général en faveur de la

reconnaissance de la République française et à ses diverses relations ≪ privées ≫ qui avaient accès aux journaux anglais, Eccarius, Edward Spencer Beesly, etc. Cf. note…

[101] Le 9 septembre 1870, les membres du Comité exécutif de Brunsvick du parti ouvrier social-démocrate allemand Wilhelm Bracke, L. von Bornhorst, S. Spier, A. Kühn et H. Gralle ainsi que l'imprimeur Sievers furent arrêtés et internés dans la forteresse de Boyen.

[102] Engels fait allusion à l'appel de Victor Hugo ≪ Aux Allemands ≫, publié dans le Rappel et dans le Moniteur universel, le 10 septembre 1870.

* La plus cultivée est écrit suivant l'argot berlinois.

[104] Le Königlich Preussischer Staatsanzeiger du 10 septembre publia une lettre de Guillaume le, à sa femme, Augusta-Marie-Louise-Catherine.

** Traduction littérale du texte.

[106] Cf. Engels à Marx, le 15 août 1870. Le 4 février 1871 encore, Marx écrivait à Kugelmann : ≪ Malgré toutes les apparences, la situation de la Prusse est rien moins que facile. Si la France résiste, utilise l'armistice pour réorganiser ses armées et donner enfin à la guerre un caractère véritablement révolutionnaire, l'Empire néo-germanique et borussien pourrait encore recevoir à son baptême une raclée à laquelle il ne s'attend absolument pas. ≫ Mais, ≪ Trochu a jugé plus important de tenir en échec les Rouges que de battre les Prussiens. Tel est le véritable secret des défaites, non seulement à Paris, mais dans toute la France, où la bourgeoisie a agi selon le même principe, en accord avec la plupart des autorités locales. ≫

Selon Marx, la bourgeoisie française choisit délibérément la collaboration avec les Prussiens. Dans ce cas, les ouvriers devaient-ils ≪ relever le drapeau national, jeté dans la fange par la bourgeoisie ≫, en appliquant la formule de Staline proposée aux ouvriers pendant la guerre 1940-1945 afin de remettre la bourgeoisie au pouvoir? Engels répond catégoriquement: ≪ Ce serait folie que de se battre pour les bourgeois contre les Prussiens ≫ (lettre à Marx du 12 septembre 1870).

Jamais Marx et Engels n'ont renversé leur initiale formule de la guerre défensive du côté prussien en guerre défensive du côté français, car à la première grande victoire française, cette dialectique absurde se fût transformée de nouveau en son contraire. Marx et Engels souhaitèrent une paix honorable et firent tous leurs efforts pour l'obtenir. Et même si les Prussiens annexent un morceau de territoire français, cela vaut mieux qu'une renaissance du chauvinisme français (cf. Seconde Adresse, Éd. Soc., p. 288 et le commentaire de Lénine en note, p. 289), de toute façon, ≪ les frontières ne sont pas éternelles ≫ cf. Engels à Marx le 12 septembre 1870 et Engels à Bernstein, le 22 février 1882 (Écrits militaires, p. 530).

Engels voulait cependant éviter une défaite trop grande, en raison de ses conséquences sur le moral, la force et l'organisation du prolétariat français.

Ce que Marx et Engels entendent par guerre défensive, ce n'est pas le contraire d'une guerre d'agression, (cf. p. 63), mais une guerre historiquement progressive parce qu'elle permet à une société de passer à une forme supérieure d'organisation.

C'est exactement ainsi que l'entendait Lénine: ≪ On sait que K. Marx et Fr. Engels considéraient comme un devoir absolu pour la démocratie d'Europe occidentale, et à plus forte raison pour la social-démocratie, de soutenir activement la revendication de l'indépendance de la Pologne. Pour les années 1840-1850 et 1860-1870, époque de la révolution bourgeoise en Autriche et en

Allemagne, époque de la ≪réforme paysanne ≫ en Russie, ce point de vue était parfaitement juste et représentait le seul point de vue démocratique et prolétarien. [...] Dans l'Europe occidentale, continentale, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis, qui va à peu près de 1789 à 1871. Cette époque a été celle des mouvements nationaux et de la création d'États nationaux. Au terme de cette époque, l'Europe occidentale s'est trouvée transformée en un système d'États bourgeois, généralement homogènes au point de vue national. Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre détermination dans les programme des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne rien comprendre à l'a b c du marxisme. En Europe orientale et en -Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a fait que commencer en 1905. ≫ Cf. Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, in Oeuvres choisies en 3 volumes, Moscou, tome I, pp. 733 et 706.

[107] Au cours de la révolution française, l'occupation de la Belgique incita les Anglais à entrer en guerre contre la France, car ils ne pouvaient supporter qu'une France puissante occupât la Belgique qui fait directement face à la capitale anglaise et représente a un revolver braqué en plein cœur de l'Angleterre≫. Cette question est traitée en détail dans l'*É*tat et la nation belge, produits de la contrerévolution, in Fil du Temps, n º 1 et 3 (J. Angot, B.P. 24, Paris 19e).

[108] La réaction allemande appela démagogues les éléments progressistes du mouvement libéral et démocratique parmi les intellectuels et les étudiants allemands, après la guerre de libération allemande contre Napoléon 1er. La chasse aux démagogues commença en 1819, et reprit après la révolution française de 1830, s'organisant alors en véritable système judiciaire et policier de terreur.

[109] Pour ce qui est des instructions de Marx adressées à la section belge, il s'agit sans doute de la lettre à de Paepe du 14 septembre (cf. supra, p. 81). Les lettres envoyées en Suisse et aux États-Unis n'ont pas été retrouvées.

* Il s'agit de la Seconde Adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande, rédigée par Marx. Cf. La Guerre Civile en France 1871. Éd. Soc., pp. 277-281.

** Marx et Engels cessent désormais de s'écrire régulièrement, car Engels s'installe à Londres vers le 18 septembre, à quelque dix minutes du domicile de Marx. Dorénavant, les deux amis se rencontreront pour ainsi dire chaque jour, sauf à l'occasion de quelques rares voyages de l'un ou de l'autre.

[112] Cf. Edward Spencer Beesly, A Word for France: Addressed to the Workmen of London.

[113] Le gouvernement Gladstone signa la Déclaration sur le droit maritime - sans en informer le Parlement, ni la faire sanctionner par un acte officiel quelconque - renonçant à son arme militaire la plus efficace contre tout ennemi continental, et surtout russe: le droit de course et de saisie en mer de biens ennemis sous pavillon neutre, cf. Marx et Engels, la Guerre civile aux *É*tats-Unis, Union Générale d'Éditions, 10/18, 1970, p. 174-178.

[114] Dans sa lettre du 2 août à Oswald, Marx cite un passage du Rappel, journal de tendance républicaine de gauche, fondé par Victor Hugo et Rochefort en 1869: ≪ Extrait d'une correspondance de Francfort-sur-le-Main, 27 juillet: la ville est pleine de gens stipendiés pour maintenir l'esprit belliqueux et gallophobe [sic]. Une lettre de Londres adressée à la ≪ Gazette de Francfort ≫ contient entre autres choses un aveu très intéressant. Des Français de Londres ayant eu l'intention de lancer une proclamation contraire à cette guerre napoléonienne, avaient

convoqué à cet effet les principaux républicains allemands résidant à Londres également. Les Allemands auraient refusé de se joindre à leur protestation, en déclarant que la guerre était une lutte défensive du côté de l'Allemagne. ≫ Et Marx d'ajouter que Blind était l'auteur de ce faux, qui servait manifestement les intérêts de Bismarck. Par ailleurs, celui-ci s'était assuré le concours de J. B. von Schweitzer, directeur du Social-Demokrat et membre influent de l'Association ouvrière générale d'Allemagne, pour lancer un Manifeste déclarant que la Prusse ne faisait pas la guerre au peuple français, mais uniquement au régime bonapartiste.

[115] La réaction allemande appela démagogues les éléments progressistes du mouvement libéral et démocratique parmi les intellectuels et les étudiants allemands, après la guerre de libération allemande contre Napoléon 1er. La chasse aux démagogues commença en 1819, et reprit après la révolution française de 1830, s'organisant alors en véritable système judiciaire et policier de terreur.

[116] Edward Spencer Beesly utilisa les indications données par Marx pour son article intitulé The International Working Men's Association, publié le 1er novembre 1870.

[117] Marx répond ici à Odger, ex-président de l'Internationale qui avait fait l'éloge du gouvernement de la Défense nationale, lors d'une réunion publique, organisée à St. James'Hall. Marx entendait que le Conseil général affirmât nettement et publiquement son opposition au gouvernement bourgeois de la Défense nationale, afin d'éviter toute équivoque possible dans les interventions des membres de l'Internationale lors des manifestations en faveur de la République française, non celle de la Défense nationale mais celle qui a hissé ≪ l'étendard de

la révolution sociale du XIXe siècle ≫.

[118] Le 15 mai 1848, les clubs révolutionnaires de Paris organisèrent une manifestation rassemblant près de 150 000 hommes, surtout des ouvriers. Les manifestants envahirent l'Assemblée nationale qui débattait de la question polonaise, et ils demandèrent une aide militaire en faveur des Polonais luttant pour leur indépendance. En outre, ils réclamèrent des mesures contre le chômage et la misère. Ces revendications ayant été repoussées, les manifestants tentèrent de dissoudre l'Assemblée nationale et de former un nouveau gouvernement provisoire. La troupe et des sections de la Garde nationale dispersèrent les manifestants.

[119] Il s'agit de la Commission exécutive - gouvernement de la République française - créée par l'Assemblée constituante le 15 mai 1848. Elle prit la place du gouvernement provisoire qui avait renoncé à ses pleins pouvoirs. Cette Commission subsista jusqu'à l'instauration de la dictature de Cavaignac, le 24 juin 1848.

[120] En fait, le gouvernement choisit le terme de ≪ transporter ≫ au lieu de ≪ déporter ≫, car la loi exigeait un jugement pour ≪ déporter ≫ un prisonnier, mais non pour le ≪ transporter ≫.

[121] Ces lois anti-presse furent votées par l'Assemblée constituante, les 9 et Il août 1848: lors de l'enregistrement d'un journal, il fallut déposer une forte caution, ce qui empêcha la création d'une presse ouvrière. En outre, de graves peines de prison et des amendes furent prévues contre les articles qui attaquaient la propriété privée, le gouvernement et l'ordre existant. Ces lois complétaient celles qui. furent prises sous la Restauration et la monarchie de juillet.

[122] En avril 1849, en accord avec l'Autriche et Naples, le gouvernement français expédia des troupes en Italie pour liquider la République romaine et rétablir l'autorité temporelle du Pape. Après avoir assiégé Rome et bombardé la ville, les troupes françaises écrasèrent l'héroïque résistance des républicains italiens.

[123] Le gouvernement Gladstone signa la Déclaration sur le droit maritime - sans en informer le Parlement, ni la faire sanctionner par un acte officiel quelconque - renonçant à son arme militaire la plus efficace contre tout ennemi continental, et surtout russe: le droit de course et de saisie en mer de biens ennemis sous pavillon neutre, cf. Marx et Engels, la Guerre civile aux États-Unis, Union Générale d'Éditions, 10/18, 1970, p. 174-178, et note n º 106.

[124] Engels cite ici un exemple concret où la violence (renversement de la monarchie) s'avère, selon la formule marxiste, ≪ un agent économique ≫, puisqu'elle entraîne des modifications considérables dans les rapports de propriété et le statut économique du clergé et de la grande propriété foncière.

[125] En octobre 1850, le tsar Nicolas 1er arbitra à Varsovie le conflit surgi entre la Prusse et l'Autriche pour l'hégémonie en Allemagne. Le tsar, sentant que la Prusse était la plus capable d'unifier l'Allemagne, prit parti contre elle. Le conflit trouva une conclusion à Olmutz, lors d'une rencontre entre le ministre prussien von Manteuffel et le premier ministre autrichien von Schwarzenberg- la Prusse fut contrainte de signer une déclaration affirmant qu'elle renonçait à l'hégémonie en Allemagne.

*** Dans son article du 29 octobre 1870 sur la Chute de Metz, Engels écrit: ≪ Nous apprendrons certainement que, dans cette guerre, les motifs politiques ont paralysé, ici comme partout, l'action militaire. ≫**

* Dans son article du 26 janvier 1871, Engels écrit: ≪ Toutes les informations de Paris rapportent unanimement que l'absence de succès est due au manque de confiance des soldats dans le haut commandement. Nous ne devons pas oublier que Trochu est orléaniste et, en tant que tel, il vit dans la peur constante de la Villette, de Belleville et des autres quartiers révolutionnaires de Paris, qu'il craint plus que les Prussiens. Ce n'est pas une simple hypothèse ou conclusion de notre part. Nous le savons d'une source qui ne laisse aucun doute: une lettre... ≫ Cf. la lettre de Marx à Lafargue du 4 février 1871, un peu plus loin.

[128] Le 4 septembre, une insurrection avait éclaté à Lyon. Arrivé dans cette ville le 15 septembre, Michel Bakounine s'efforça de prendre la direction du mouvement et de réaliser son programme anarchiste. Dans sa critique du programme bakouniste du Congrès de Sonvilier (Volksstaat, 10.1.1872), Engels reprochera aux anarchistes de vouloir réaliser leur société sans classes, immédiatement, en niant la nécessité d'une dictature du prolétariat, et du parti autoritaire et centralisé: ≪ Au lieu de notre Comité exécutif, ils veulent un simple bureau de statistique et de correspondance, qui n'a plus qu'à se débrouiller avec les sections autonomes, disposant d'une autonomie telle qu'elles ne doivent même pas reconnaître d'autorité directrice, même créée avec leur libre assentiment, car elles violeraient alors leur premier devoir, à savoir: être une préfiguration fidèle de la société future! Il n'est plus question de regroupement des forces, ni d'action commune. Si, dans chacune des sections, la minorité se pliait à la majorité, ce serait un crime contre les principes de liberté et la reconnaissance d'un principe tendant à l'autorité et à la dictature ! Si le policier Stieber avec tous ses chenapans, si tout le cabinet noir, si tous les officiers prussiens, entraient, sur ordre supérieur, dans l'organisation social-démocrate pour la ruiner, le Comité directeur - ou mieux: le bureau de statistique et de correspondance - ne pourrait pas les en empêcher, car

ce serait instituer une organisation hiérarchisée et autoritaire ! Et surtout pas de sections disciplinées, ni de discipline de parti, ni de centralisation des forces en un point, ni d'armes de lutte! Que deviendrait la préfiguration immédiate de la société future? ≫

Marxistes et anarchistes régleront leurs comptes sur le plan organisationnel et programmatique, après, la Commune, où, sur le terrain concret, chacune des deux écoles avaient fait ses preuves.

* Dans sa lettre du 4 février 1871 à Kugelmann, Marx relate les mêmes faits, mais il ajoute, à ce point, la précision suivante: ≪ Il ne s'agit pas là de conjectures de ma part. J'ai eu connaissance d'une lettre écrite par jules Favre à Gambetta; il s'y plaint de ce que lui-même et, les autres membres du gouvernement installés à Paris n'ont pu amener Trochu à entreprendre une offensive sérieuse, ce dernier répondant toujours que la. ≪ démagogie parisienne ≫ prendrait alors le dessus. Gambetta lui répondit: ≪ Vous avez prononcé votre propre condamnation ! ≫ (Fr.). Plutôt que de battre les Prussiens, Trochu préfère brider les Rouges à Paris, grâce à sa garde bretonne qui lui rend les mêmes services que la garde corse à Louis Bonaparte. C'est le véritable secret des défaites essuyées à Paris comme partout en France, la bourgeoisie agissant d'après ce même principe en accord avec la plupart des autorités locales. ≫

[130] Le 28 janvier 1871, Bismarck et jules Favre signèrent une convention relative à l'armistice et à la capitulation de Paris. Une Assemblée nationale, élue à bref délai, devait décider s'il fallait poursuivre la guerre ou conclure un traité de paix. Les élections eurent lieu le 8 février 1871. Louis-Adolphe Thiers, qui fut nommé à la tête de l'Exécutif par l'Assemblée nationale, entama aussitôt des négociations de paix. Le 26 février 1871, la France et l'Empire allemand signèrent à Versailles un

traité de paix préliminaire; le 10 mai 1871, ce fut la signature du traité de paix proprement dit à Francfort-sur-le-Main.

[131] Une délégation du gouvernement de la Défense nationale formé le 4 septembre fut envoyée à la mi-septembre à Tours pour organiser la résistance en province et pour susciter l'intervention de puissances étrangères en faveur de la France. Cette délégation s'installa le 6 décembre à Bordeaux. Du 6 octobre à la fin de la guerre, Gambetta, ministre de la Guerre et de l'Intérieur, dirigea la délégation. Le gros du gouvernement de la Défense nationale, resté à Paris, était dirigé par Louis-Jules Trochu.

[132] Le 31 janvier 1871, le gouvernement de Bordeaux prit un décret privant du droit de vote les personnalités ayant occupe de hautes fonctions sous le second Empire, etc. Le 3 février, dans un télégramme envoyé à Gambetta, Bismarck protesta contre ce décret. Le gouvernement de Paris ne prévit aucune restriction au droit de vote dans son décret du 28 janvier. Le 4 février 1871, un décret du gouvernement de Paris annula celui de la délégation gouvernementale de Bordeaux et Gambetta démissionna.

[133] Marx fait allusion à l'arrestation de l'ouvrier francfortois joseph Schneider, candidat au Reichstag et élu le 3 mars 1871. Le Volksstaat révéla son arrestation le 1er février 1871.

[134] Le Times avait publié, le 2 février 1871, les conditions de la paix fixées par Bismarck.

* Dans sa lettre à Kugelmann, Marx donne à ce point la précision suivante: ≪ La racaille, distinguée ou non, juge le résultat immédiat d'après les apparences, la façade. Elle a porté aux nues Louis Bonaparte dans le monde entier pendant vingt

ans. En tait, même à son apogée, je l'ai toujours considéré comme une canaille médiocre. J'ai la même opinion du hobereau Bismarck. Toutefois, je ne tiens pas Bismarck pour aussi sot qu'il le paraît, mais il n'a pas les mains libres en diplomatie. La chancellerie russe l'a pris dans des rets, dont seul un lion pourrait se dégager, or, ce n'est pas un lion ≫.

[136] A la nouvelle de la catastrophe de Sedan et de la révolution du 4 septembre consacrant l'effondrement du Second Empire, il y eut de grandes manifestations d'ouvriers révolutionnaires dans de nombreuses villes françaises. Des organes du pouvoir - communes - furent créés à Lyon, Marseille et Toulouse. Le gouvernement de la Défense nationale ne put tolérer cet État rival et entreprit de le réprimer par tous les moyens. Dans les provinces, les Communes instaurèrent, malgré leur brève existence, une série de mesures révolutionnaires importantes: remplacement de l'appareil administratif et policier, libération des prisonniers politiques, introduction de l'instruction laïque, forte imposition des grandes fortunes, restitution des objets - au-dessous d'une certaine valeur - mis en gage aux monts-de-piété.

[137] Le 3 novembre, le gouvernement de la Défense nationale, fortement ébranlé par les actions révolutionnaires du 31 octobre, organisa en toute hâte, dans Paris assiégé, au milieu d'un climat de peur et de contrainte et sous l'action d'une intense propagande démagogique, un véritable plébiscite sur la question de savoir si la population acceptait, ≪ oui ou non ≫, de maintenir les pouvoirs du gouvernement.

[138] La Ligue du Midi fédéra les mouvements des départements du Sud-Est, qui s'efforcèrent d'épurer le personnel bonapartiste, de lutter contre l'envahisseur et d'instaurer la République sociale. Elle subsista du 18 septembre à novembre 1870.

[139] C'est ce que dit Engels dès le 7 septembre 1870 dans sa lettre à Marx; ≪ les Prussiens ont fait cadeau à la France d'une république, mais laquelle! ≫ Cf. l'article de Lénine sur la difficile question de la dualité du pouvoir, in V. Lénine, la Commune de Paris, p. 22-26, article écrit entre la révolution de Février et d'Octobre 1917, soit à un moment où se réalisait la prévision de Marx selon laquelle la Commune et ses problèmes resurgiront sans cesse de nouveau jusqu'à ce que ses principes se réalisent.

[140] Engels décrit cet épisode dans le Rôle de la violence dans l'histoire... -, in Écrits militaires, pp. 573-574.

[141] Engels fait allusion aux élections du 8 février qui aboutirent à l'Assemblée nationale réactionnaire, réunie pour la première fois le 12 février 1871 à Bordeaux.

* A la réunion suivante du Conseil général du 28 mars 1871, Engels déclara que dans le compte rendu de son exposé du 21 mars, il s'était glissé une erreur: il avait confondu les généraux Aurelle de Paladine et Valentin. En fait, c'est ce dernier qui a été nommé préfet de police.

[143] Dans sa première ébauche de l'Adresse sur la guerre civile, Marx écrit a ce propos: ≪ Sur la base existante de son organisation militaire, Paris édifia une fédération politique, selon un plan très simple. Elle consistait en une association de toute la Garde nationale, unie en toutes ses parties par les délégués de chaque compagnie, désignant à leur tour les délégués de bataillons, qui, à leur tour, désignaient des délégués généraux, les généraux de légion - chacun d'eux devant représenter un arrondissement et coopérer avec les délégués des 19 autres arrondissements. Ces 20 délégués, élus à la majorité par les bataillons de la Garde nationale, composaient le Comité central, qui, le 18 mars, prit l'initiative de la plus

grande révolution de notre siècle... ≫ (cf. Éd. Soc., p. 209).

La forme prise dès le début par la Commune confirme ainsi les idées de Marx et d'Engels sur la dictature du prolétariat, dont l'État est une superstructure de force, violence concentrée de la classe au pouvoir: ≪ La révolution tout court - c'est-à-dire le renversement du pouvoir existant et la désagrégation des anciens rapports sociaux - est un acte politique. Le socialisme ne peut se réaliser sans cette révolution. Il lui faut cet acte politique dans la mesure où il a besoin de détruire et de dissoudre. Mais le socialisme repousse l'enveloppe politique là où commence son activité organisatrice, là où il poursuit son but à lui, là où il est lui-même. ≫ (Marx, le 10 août 1844, in *Écrits militaires*, p. 175-176). La Commune représentant tout cela, n'est donc plus un État au sens propre, cf. Engels à Bebel, 16-18 mars 1875.

[144] Il s'agit des élections à la Commune du 26 mars, qu'il faut distinguer de l'élection des délégués du Comité central de la Garde nationale. Marx critiqua l'organisation des élections du 26 mars qui fit perdre du temps aux Communards, affaiblit leur capacité de décision, mieux représentée par le Comité Central, et enfin installa au pouvoir des éléments encore moins énergiques et homogènes.

[145] Allusion à un discours de Favre devant l'Assemblée nationale, le 10 avril 1871. Il s'y efforça de disculper le gouvernement de Versailles accusé d'avoir conclu pratiquement une alliance avec les Prussiens. Il affirma, mensongèrement, que le gouvernement avait repoussé une offre d'aide de Bismarck.

[146] Le début de cet exposé de Marx n'a pu être retrouvé dans le cahier contenant les comptes rendus de séance du Conseil général, la page en ayant été arrachée. Comme le Conseil publiait les débats les plus importants dans Eastern Post quand il en avait l'occasion, nous avons - à l'instar de Marx-Engels, Werke, vol. 17 - utilisé

le texte de Eastern Post pour compléter celui des comptes rendus de séance, rédigés plus sommairement.

[147] Serraillier fut élu le 16 avril 1871 à la Commune, lors d'élections complémentaires dans le 2e arrondissement. Eugène Dupont, membre du Conseil général, présenta sa candidature, mais elle ne put devenir effective, car, étant en Angleterre, il ne put atteindre Paris. Pyat calomnia Serraillier, membre du Conseil général de l'Internationale et homme de confiance de Marx, qui, après son élection, fut nommé à la Commission du travail, de l'industrie et du commerce. Les intrigues de Pyat avaient un sens nettement politique: ruiner l'influence du Conseil général de l'Internationale au sein de la Commune. Frankel, ministre du Travail de la Commune et correspondant de Marx, s'attacha à réfuter les calomnies de Pyat.

[148] Marx rédigea cette lettre le 26 avril, afin de fournir à Frankel des éléments pour répondre à Pyat.

[149] Le lecteur trouvera le détail des mesures prises par la Commune dans l'ouvrage des Éditions Sociales consacré à la Guerre Civile en France. Marx y note en particulier comment les mesures économiques, prises en faveur de la petite-bourgeoisie, réussirent à la détourner de sa traditionnelle alliance avec la bourgeoisie.

[150] Il s'agit, sans doute, de la loi municipale de 1831, qui limita de manière draconienne les droits des communes, ainsi que de la loi de 1855 qui interdit aux conseils municipaux d'établir des contacts entre eux.

[151] Edme-Marie-Gustave Tridon, ami et conseiller de Blanqui, publia dans la Cigale une lettre, intitulée la Commune révolutionnaire de Paris, où il attaquait Félix

Pyat, à un moment où en France la Commune était en butte à une critique et une opposition de plus en plus violentes. Cette lettre répondait à un appel lancé par Pyat lors d'une réunion, tenue à Cleveland Hall le 29 juin 1868, pour commémorer l'insurrection ouvrière de juin 1848 de Paris. Pyat se fit le porte-parole d'une prétendue commune révolutionnaire, société parisienne et proposa une résolution déclarant qu'il était du devoir le plus sacré des Français d'assassiner Napoléon III. Tridon répondit simplement que cet appel était le produit de l'imagination de Pyat, qui était loin des rives de la Seine.

Dans le même numéro, la Cigale publia la résolution du Conseil général, rédigée par Marx, contre les agissements de Félix Pyat.

* Il s'agit probablement de N. Eilau, homme d'affaires, qui servit d'intermédiaire à Marx et ses correspondants de la Commune.

[153] Cette lettre ainsi que la précédente donne une idée de la correspondance de Marx avec des amis politiques, liés à la Commune. La plupart de ces lettres n'ont pu être retrouvées. Marx y aborde des questions très importantes, d'ordre financier en vue d'assurer des moyens matériels à la Commune, d'ordre militaire en vue de sa défense, et d'ordre politique pour la mettre en garde contre des ennemis avoués ou camouflés, et pour lui conseiller telle ou telle mesure sociale.

La plupart des lettres ≪ écrites aux quatre coins du monde ≫ pour exposer et défendre la cause de la Commune n'ont pas été retrouvées.

[154] Leo Frankel, ministre du travail de la Commune, écrivit à Marx, fin avril 1871: ≪ Je souhaiterais vivement que vous m'aidiez de quelque façon que ce soit, de vos conseils, car je suis actuellement pour ainsi dire seul, et notamment seul responsable pour les réformes que je veux introduire et que j'introduirai dans le

domaine du travail. Faites tout votre possible pour expliquer à tous les peuples, à tous les ouvriers, et notamment aux Allemands, que la Commune de Paris n'a rien de commun avec les communes petites-bourgeoises d'antan. C'est, d'ailleurs, ce qui ressort déjà des quelques lignes de votre dernière lettre. Avec cela, vous rendrez en tout cas un grand service à notre cause. ≫

Lénine, lui-même, poursuivit la polémique sur ce point contre Bernstein et accusa Plékhanov et Kautsky de se taire sur ce point. En effet, Bernstein prétendait que la Commune de Paris était une sorte de fédération de municipalités, l'État s'éteignant au fur et à mesure de l'accroissement du pouvoir de celles-ci. Et Lénine de s'indigner: Voilà qui est tout simplement monstrueux: confondre les vues de Marx sur la destruction du pouvoir d'*État* parasite avec le fédéralisme de Proudhon ≫, et Lénine de citer les passages de l'Adresse de Marx sur l'organisation et la centralisation de la nation, cf. l'*État* et la Révolution, in Oeuvres choisies, op. cit., tome II, pp. 376-377.

[155] Le traité du 10 mai aggrava les conditions de paix: augmentation des indemnités de guerre à payer par la France, prolongation de l'occupation du territoire français. En fait, c'était le prix pour le soutien fourni par Bismarck au gouvernement de Versailles pour écraser la Commune.

[156] Selon des informations de presse, Thiers et d'autres membres du gouvernement auraient prévu de déduire une ≪ provision ≫ de plus de 300 millions de francs sur l'emprunt national. Thiers reconnut plus tard que les milieux financiers avec lesquels il avait négocié cet emprunt, avaient posé comme condition la liquidation la plus rapide possible de la révolution. De fait, le décret sur l'emprunt fut ratifié le 20 juin, après la défaite de la Commune.

[157] Le 17 avril, le Times fit allusion à la résolution du Conseil fédéral de Paris.

Tolain avait refusé de quitter l'Assemblée de Versailles, comme l'exigeait la Commune. La trahison de Tolain marqua le glissement de la droite proudhonienne vers la contre-révolution.

[158] Il s'agit des élections à la Commune du 26 mars, qu'il faut distinguer de l'élection des délégués du Comité central de la Garde nationale. Marx critiqua l'organisation des élections du 26 mars qui fit perdre du temps aux Communards, affaiblit leur capacité de décision, mieux représentée par le Comité Central, et enfin installa au pouvoir des éléments encore moins énergiques et homogènes.

[159] Le 13 juin 1849, la Montagne petite-bourgeoise organisa une manifestation pacifique à Paris pour protester contre l'envoi de troupes françaises à. Rome: l'article IV de la Constitution française n'interdisait-il Pas d'envoyer des soldats français lutter contre la liberté d'autres peuples? L'échec de cette manifestation, dispersée par la troupe, rendit évident la banqueroute de la démocratie petite-bourgeoise.

[160] Dans sa lettre du 15 avril 1871 à Marx, Kugelmann affirmait: ≪ La défaite privera de nouveau les ouvriers pour longtemps de ses chefs, ce qui est un malheur qu'il ne faut pas sous-estimer. Il me semble que, pour l'instant, le prolétariat a plus besoin de s'éduquer que de lutter les armes à la main. Attribuer l'échec à tel ou tel fait du hasard, n'est-ce pas tomber dans l'erreur reprochée avec tant de vigueur aux petits-bourgeois dans les premières pages du Dix-huit Brumaire ? ≫

[161] Des monarchistes tentèrent, le 22 mars 1871, un putsch contre-révolutionnaire à Paris, lors d'une manifestation ≪ pacifique ≫, sous la direction de Henri de Pène, du baron de Heeckeren, etc. Les con - jurés ouvrirent le feu sur la Garde nationale, place Vendôme; ils furent mis en fuite, mais ne subirent ni pertes ni

dommages.

[162] Si Marx déconseille aux ouvriers français de prendre l'initiative d'une révolution sociale, ce n'est pas qu'il était pacifiste, ni qu'il pensait ajourner la révolution sine die. Comme le montrent le passage de la lettre à Liebknecht, p. 131 et la note n° 39, Marx s'attendait à de graves conflits entre les grandes puissances (notamment entre l'Allemagne, désormais pratiquement unifiée, et la Russie, avec l'enjeu polonais, conflit qui eût mis à l'ordre du jour la question nationale dans l'Est et le Sud-Est européen et eût affaibli la position des classes dominantes en général. La Commune, provoquée par Thiers et Bismarck, a scellé pour un temps l'alliance de l'Europe officielle et retardé le conflit, qui éclata cependant dans les Balkans en 1876, avec le soulèvement de Bosnie et de Herzégovine et se prolongea par la Guerre russo-turque de 1877-1878, cf. *É*crits militaires, p. 605-611 et la note n° 229, p. 658.

[163] Marx (dans une lettre adressée à Charles Dana du journal américain Sun) et Jenny Marx (dans un article à l'hebdomadaire Woodhull 6 Clafflin's Weekly) racontent l'arrestation des filles de Marx, Jenny et Eléanore à Luchon par la police française et leur expulsion de France. Paul Lafargue fut arrêté en Espagne le 11 août 1871, à la demande de Thiers, puis relâché peu de temps après.

[164] Marx fait allusion aux articles de Beesly sur la Commune de Paris, des 25 mars, 1er, 15 et 22 avril, 20 et 27 mai et 3 et 10 juin 1871. Marx porta des commentaires en marge de certains de ces articles.

[165] Lors de la signature du traité de paix à Francfort le 10 mai 1871, Bismarck et jules Favre conclurent un accord secret prévoyant une collaboration franco-prussienne contre la Commune. Les négociations avaient commencé dès le 6 mai. L'accord établissait que les troupes de Versailles seraient autorisées à traverser les

lignes allemandes en vue ≪ de rétablir l'ordre à Paris ≫, à restreindre l'approvisionnement de Paris en vivres et à imposer, par le truchement du commandement allemand, à la Commune le désarmement des fortifications qu'elle tenait autour de Paris.

[166] Il s'agit de Johannes Miquel, ancien membre de la Ligue des communistes.

[167] A son retour de Paris, le journaliste Reid prit contact avec Marx et le Conseil général pour exprimer son indignation sur certaines attitudes prises contre la Commune. Le Comité central new-yorkais fit publier l'Adresse contre Washburne dans le journal Sun, très lu dans les couches populaires de New York. Sorge, ami de Marx, y fit précéder l'Adresse d'une note où il expliquait la véritable nature de la Commune et mettait les ouvriers américains en garde contre les mensonges publiés par la presse bourgeoise des États-Unis sur la Commune.

Le gouvernement Thiers prit des mesures pour empêcher la publication de l'Adresse contre Washburne dans la presse française.

[168] Washburne avait, en fait, refusé d'intervenir auprès du gouvernement Thiers pour lui soumettre la proposition de la Commune, à savoir échanger le seul Blanqui contre l'archevêque Darboy et d'autres personnes prises en otage après que des Communards aient été fusillés. Après l'exécution de l'archevêque, Washburne utilisa hypocritement, dans ses articles et ses conférences, cette mesure prise par la Commune pour répondre au terrorisme des Versaillais, afin de salir les Communards. Marx traite de la question des otages dans son Adresse sur la Guerre civile en France, cf. p. 61 (Éd. Soc.).

[169] Marianne, nom d'une société secrète républicaine, fondée en 1850 pour combattre Napoléon III.

[170] Le 6 juin 1871, jules Favre adressa à tous les gouvernements européens une circulaire leur demandant de participer à l'action contre l'Internationale. Le sous-comité du Conseil général évoqua ce problème dans sa séance du 11 juin. Marx et Engels furent chargés de répondre à Favre, et, après ratification du Conseil général, la déclaration fut publiée en Angleterre et dans la presse ouvrière du continent.

[171] Netchaïev entra en liaison avec Bakounine en 1869 et obtint de celui-ci un certificat de pleins pouvoirs pour représenter une prétendue ≪ Alliance révolutionnaire européenne ≫ qui cherchait à s'identifier avec l'Internationale, provoquant des malentendus et une grave confusion.

Lorsque l'organisation de Netchaïev fut détruite en Russie, ses membres passèrent en jugement à St. Pétersbourg, en été 1871. Les méthodes de l'organisation (chantage, provocation, escroquerie) y furent évoquées, mais la presse bourgeoise falsifia sciemment les documents du procès pour compromettre l'Internationale, avec laquelle Netchaïev n'avait rien de commun.

[172] Le Congrès de Bâle de septembre 1869 ratifia la décision de supprimer le poste de président du Conseil général. En effet, Marx avait soumis cette proposition au Conseil général dès le 24 septembre 1867.

* A la Conférence de Londres, Marx ajoute: ≪ Le travail du Conseil est devenu immense. Il est obligé de faire face aux questions générales et aux questions nationales. Il s'est opposé jusqu'ici à l'organisation nationale, parce qu'il faut obliger les Anglais à venir s'inspirer de l'esprit socialiste international. Au Conseil général, actuellement, cette éducation est faite. Le Conseil général craint, en outre, que la bourgeoisie s'empare du mouvement; aujourd'hui, il y a un soi-disant mouvement en faveur de la République à la tête duquel il y a Odger et

Bradlaugh qui sont payés par des membres du Parlement et qui veulent devenir présidents de la République. La République sera bleue. Nous sommes contents de ce mouvement, mais ne le serions pas s'il s'emparait du pouvoir ≫. Séance du 22 septembre 1871.

[174] Le Daily News du 20 juin 1871 publia une lettre de Holyoake, ex-chartiste et représentant du mouvement coopératif, qui attaquait l'Adresse sur la guerre civile en France, afin de discréditer la Commune aux yeux des ouvriers anglais. Holyoake dit le plus grand bien des chefs trade-unionistes, en faisant notamment allusion à Odger et Lucraft, qui finirent par prendre position contre l'Adresse de l'Internationale.

[175] Afin de gagner des voix pour assurer sa réélection, le président américain Grant promit qu'en cas de succès, il prendrait des mesures radicales pour améliorer le sort des ouvriers. Le 13 décembre 1871, il déposa un projet de loi sur la création d'une Commission statistique du travail auprès de la Chambre des représentants, en affirmant que l'Internationale avait expressément demandé cette mesure. La Chambre des représentants adopta le projet, mais le Sénat le rejeta.

[176] La rédaction du Volksstaat fit précéder cette nouvelle du commentaire suivant: ≪ Les camarades qui nous ont reproché de ne pas mentionner les articles de Vogt contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et qui n'étaient pas convaincus par la brochure de Marx, Herr Vogt, seront maintenant satisfaits. Nous prions nos camarades parisiens de nous envoyer toute la liste, car nous sommes persuadés que nous y trouverons quelques connaissances, qui se firent les comparses de Vogt au service du bonapartisme et qui, aujourd'hui, pour les mêmes motivations et avec un même enthousiasme, jouent les patriotes aux côtés de Bismarck. ≫

* Dans sa lettre du 3 août 1870, Marx avait confié à Engels que c'est d'abord dans l'Internationale qu'on avait commencé à le faire passer pour un agent prussien: ≪ Lopatine a quitté Brighton où il mourait d'ennui pour aller s'installer à Londres. C'est l'unique Russe ≪ solide ≫ que j'aie connu jusqu'ici, et j'aurai tôt fait de lui enlever ce qui lui reste de préjugé national. J'ai appris de lui que Bakounine répand la rumeur selon laquelle je suis un agent de Bismarck: chose étonnante à dire! C'est vraiment drôle, le même soir (mardi dernier), Serraillier me communiquait que Chatelain, membre de la Branche française et ami particulier de Pyat, avait informé la Branche française, réunie en assemblée générale, du montant que Bismarck m'avait payé, rien moins que 250 000 francs! Si l'on considère, d'une part, l'idée que l'on se fait en France d'une telle somme et, d'autre part, le radinisme prussien, c'est pour le moins une estimation de qualité! ≫ (1)

1 Engels affirme à diverses reprises que l'organisation politique ouvrière n'est pas imperméable aux influences bourgeoises (cf. pp. 217, 220): elle peut même dégénérer tout entière et passer aux côtés de la bourgeoisie. C'est au sein même de l'Internationale, dès 1870, que Marx fut accusé d'être au service de Bismarck, et les journaux bourgeois répandirent la nouvelle en 1871. Marx mit toujours les ouvriers en garde contre les renégats et les chefs corrompus et vendus à la bourgeoisie.

Dans sa lettre du 5 octobre 1872 à Serge, Engels écrivit: ≪ Hales a entrepris ici une vaste campagne de diffamation, qui se retourne contre lui, sans que nous ayons à lever le petit doigt. Le prétexte en est que Marx a dénoncé la corruption des chefs ouvriers anglais.

≪ Ici toute la masse des dirigeants ouvriers achetés par la bourgeoisie,

notamment par Samuel Morley, veulent à toute force être choisis par les bourgeois pour se faire élire au parlement comme candidats des ouvriers. Mais, ils n'y arriveront probablement pas, encore que je souhaiterais vivement que toute la bande y entre... car ils s'y discréditeraient ≫ (Engels à W. Liebknecht, le 27 janvier 1874).

[178] Des milliers de Communards furent jetés en prison ou entassés dans les pontons après la chute de la Commune. Après que le gouvernement Thiers eût retardé le plus possible le moment où ils seraient jugés, le premier procès commença le 7 août 1871 devant la 3e cour militaire de Versailles et s'acheva le 2 septembre. Il y eut en tout 26 tribunaux d'exception en France. Marx s'efforça de défendre ces Communards par tous les moyens.

L'acte d'accusation grotesque, dont parle Marx, fut rédigé par le procureur Gaveau qui fut interné dans un asile d'aliénés peu après le procès. Parmi les accusés, il y avait des dirigeants de la Commune tels que Th. Ferré, A. Assi, Fr. Cournet, Francis Jourde. Deux accusés, dont Ferré, furent condamnés à mort, treize à la déportation et au bagne à vie, deux seulement furent acquittés.

[179] Le 9 septembre 1870, les membres du Comité exécutif de Brunsvick du parti ouvrier social-démocrate allemand Wilhelm Bracke, L. von Bornhorst, S. Spier, A. Kühn et H. Gralle ainsi que l'imprimeur Sievers furent arrêtés et internés dans la forteresse de Boyen.

[180] Dans sa lettre du 4 décembre 1870, A. Lefaivre, au nom de la République française, remercia Bebel et Liebknecht pour leur attitude au Reichstag d'Allemagne du Nord, où ils avaient déclaré publiquement leur opposition à la guerre de Bismarck. La lettre fut publiée par la Boersenzeitung, la Norddeutsche Allgemeine Zeitung, et par le Volksstaat du 17 décembre 1870.

[181] Marx montre ici que l'accusation de trahison vis-à-vis de son pays est non seulement hypocrite, mais absurde (non parce que les prolétaires révolutionnaires respectent leur patrie, mais qu'ils n'en ont pas, selon la formule du Manifeste. Au reste cette accusation n'a pas de sens, car les bourgeois eux-mêmes ne peuvent plus avoir de patriotisme, celui-ci n'ayant plus de réalité, ni de contenu historiques, après que l'unité nationale soit faite, et que la nation soit déchirée par les classes sociales antagoniques. De fait, les bourgeois forment une Internationale capitaliste plus solide que la communauté nationale avec les autres classes du même pays, et les ouvriers de même.

Dans sa première ébauche de la Guerre civile en France Marx écrit: ≪ Alors que leurs bourgeois chauvins (Fr.) ont démembré la France et agissent sous la dictature de l'envahisseur étranger, les ouvriers parisiens ont battu l'ennemi étranger en portant leurs coups contre leur propre classe dominante; ils ont aboli leurs différenciations, conquérant une position d'avant-garde parmi les travailleurs de toutes les nations.

≪ Le patriotisme authentique de la bourgeoisie - si naturel chez les vrais propriétaires des divers biens ≪ nationaux ≫ - n'est qu'une pure comédie, par suite du caractère cosmopolite qui marque leurs entreprises financières, commerciales et industrielles. Dans des circonstances semblables, cette baudruche éclaterait dans tous les pays, tout comme elle a éclaté en France ≫ (p. 226-227).

Certes, dans le Manifeste, Marx dit: ≪ Le prolétariat doit tout d'abord s'emparer du pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en tant que nation. Par cet acte, il est, sans doute, encore national, mais nullement au sens de la bourgeoisie≫. Mais: 1º le prolétariat n'est pas patriote tant que règne la

bourgeoisie ; 2º le socialisme ne connaît pas de nations, ni donc de patriotes prolétariens. Marx veut dire simplement que le prolétariat de chaque pays est français, allemand, italien, etc., de par ses conditions historiques, de par sa langue, certaines de ses mœurs et le cadre de la société où il vit; en outre, le prolétariat lutte dans l' ≪ arène ≫ nationale contre sa propre bourgeoisie; enfin, si le prolétariat triomphe de sa bourgeoisie, sa dictature ne dépasse pas pour autant les frontières de sa ≪ nation≫. il règne d'abord dans le cadre national tracé par la bourgeoisie, mais il s'efforcera de dépasser bien vite ce stade tout formel de la nation pour appuyer la révolution dans les autres pays.

Dans la première des trois Adresses de l'Internationale, Marx montre que la naissance d'une nation est un fait progressif (après une longue lutte la bourgeoisie regroupe les petits ≪ rings ≫ féodaux en un ≪ stade ≫ unique, où elle doit désormais lutter elle-même contre le prolétariat), et dans la dernière que ≪ les guerres nationales ne sont plus qu'une mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes ≫ (op. cit., p. 62).

* Cf. la Déclaration du Conseil général relative à la circulaire de J. Favre, p. 155 sqq.

[183] Francis, Jourde, président de la commission des finances sous la Commune, fut condamné à mort (cf. note plus haut). A partir de faux fabriqués par la police, il fut accusé d'avoir donné l'ordre d'incendier le ministère des Finances, alors que le feu fut déclaré par une bombe lancée par les Versaillais.

[184] Marx et Engels, à titre personnel et comme membres du comité d'aide aux réfugiés de la Commune, déployèrent une activité inlassable pour venir, en aide, de mille manières, aux victimes et aux persécutés de la réaction versaillaise et bourgeoise en général.

* Cf. la lettre de Marx à Beesly du 12 juin 1871, plus haut.

[186] Dès 1847, Marx et Engels étaient opposés, en principe, au transfert d'éléments révolutionnaires en Amérique, soit pour y fonder des communautés imaginées par des socialistes utopiques, soit pour y être installés parce qu'indésirables pour les gouvernements européens: le mouvement révolutionnaire européen était privé ainsi de ses meilleurs éléments. Certes, ces révolutionnaires jouèrent un rôle important au cours de la guerre anti-esclavagiste (cf. Marx-Engels, la Guerre Civile aux *É*tats-Unis, pp. 267-268 et note n º 58) et dans la diffusion du socialisme en Amérique, cf. par exemple Weydemeyer et Sorge (qui dirigea l'Internationale après son transfert à New York). Quoi qu'il en soit, le Conseil général ne pouvait en aucune manière donner sa caution à une mesure punitive quelle qu'elle soit, sans se discréditer.

[187] Face à la répression, aux provocations et au système de mouchardage mis au point par les gouvernements bourgeois, le Conseil général dut renforcer sa discipline et prendre des mesures autoritaires de sauvegarde et de lutte. En ce sens aussi, les persécutions policières incitent les révolutionnai-es à durcir leurs positions et à s'organiser davantage.

[188] Il s'agit de Dupont (Eugène) qui participa à l'insurrection de juin 1848 et émigra en Angleterre. Membre de la Première International,- dont il fut le secrétaire-correspondant pour la France de 1865 à 1871, il participa à tous les Congrès et conférences où il défendit les positions de Marx et d'Engels. Il s'installa en 1870 à Manchester, y créa une section de l'A.I.T. et fut membre du Conseil fédéral britannique de 1872 à 1873; il émigra aux États-Unis en 1874.

* Fille de Marx.

[190] A la clôture de la Conférence de Londres de septembre 1871, Marx tint ce discours lors d'une manifestation organisée pour commémorer le septième anniversaire de la fondation de l'A.I.T. Marx présidait la réunion à laquelle assistaient des membres du Conseil général et des Communards. Ce discours a été reproduit dans ses grandes lignes par le journal new-yorkais The World.

[191] Marx fait allusion aux Statuts de l'Internationale publiés à Londres en 1867, ainsi qu'aux Statuts provisoires de 1864 qui précèdent l'Adresse inaugurale de l'A.I.T.

[192] Le texte original fut rédigé par Marx en anglais. Le Congrès de Genève (1866) l'approuva en lui donnant quelques ajouts et l'accompagna d'un Règlement. Lafargue et Marx traduisirent le tout en français, mais ce texte ne fut guère diffusé. La traduction de 1866, faite par le proudhonien de droite Tolain (qui passa aux Versaillais pendant la Commune: cf. p. 127 et note n° 117), tronquait l'importante résolution sur le rôle de la lutte politique dans l'émancipation de la classe ouvrière. Pour remettre de l'ordre dans tout cela, la Conférence de Londres adopta une résolution sur une édition authentique nouvelle des Statuts et des Règlements, en anglais, en allemand et en français.

[193] Marx fait allusion à l'intrusion d'éléments douteux et de traîtres dans le Comité central de la Garde nationale parisienne, qui comprenait des blanquistes, des néo-jacobins, des proudhoniens, etc. La composition disparate de ce Conseil fut à l'origine d'hésitations, de mollesse et de diverses erreurs (par exemple: ne pas attaquer Versailles, au moment où la réaction ne s'y était pas encore organisée, etc.). Marx attribue ici ces erreurs à la doctrine proudhonienne de l'abstention en matière politique: on notera que Tolain, proudhonien de droite, ne craignit pas de siéger dans l'Assemblée versaillaise. La Commune, élue le 26 mars, fut encore plus

disparate, et prit encore moins d'initiatives.

* **Le lendemain, Marx précisa encore une fois son point de vue sur l'abstention: ≪ Les gens qui propageaient dans le temps la doctrine de l'abstention étaient de bonne foi, mais ceux qui reprennent le même chemin aujourd'hui ne le sont pas. Ils rejettent la politique après qu'ait eu lieu une lutte violente (Commune de Paris), et poussent le peuple dans une opposition bourgeoise toute formelle, ce contre quoi nous devons lutter en même temps que contre les gouvernements. Nous devons démasquer Gambetta, afin que le peuple ne soit pas, une fois de plus, abusé. Nous devons mener une action non seulement contre les gouvernements, mais encore contre l'opposition bourgeoise qui n'est pas encore arrivée au gouvernement. Comme le propose Vaillant, il faut que nous jetions un défi à tous les gouvernements, partout, même en Suisse,, en réponse à leurs persécutions contre l'Internationale. La réaction existe sur tout le continent; elle est générale et permanente, même aux États-Unis et en Angleterre, sous une autre forme.**

Nous devons déclarer aux gouvernements: nous savons que vous êtes la force armée contre les prolétaires. Nous agirons contre vous pacifiquement là où cela nous sera possible, et par les armes quand cela sera nécessaire. ≫

* **Dès 1852, Marx avait prévu qu'on ne pouvait s'emparer de la machine gouvernementale toute faite, et qu'il fallait briser l'appareil politique bourgeois avant d'instaurer l'État de la dictature du prolétariat, la Commune ≪ qui n'est plus un État au sens propre ≫ puisqu'il est capable de se dissoudre lui-même, alors que le véritable État (féodal, bourgeois) ne peut se supprimer lui-même. En effet, dans sa lettre à Kugelmann, Marx écrit, le 12 avril 1871:**

≪ Si tu relis le dernier chapitre de mon 18-Brumaire, tu verras que j'affirme qu'à la prochaine tentative de révolution en France, il ne sera plus possible de faire

passer d'une main dans l'autre la machine bureaucratico-militaire, mais qu'il faudra la briser et que c'est là la condition préalable de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de parti de Paris. ≫ Cf. Lénine, l'*État* et la révolution, chap. III.

[196] Il s'agit du Rapport du Comité fédéral romand de tendance bakouniste. Marx et Engels le critiquèrent dans la circulaire privée du Conseil général: cf. p. 232 sqq.

[197] Il s'agit de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, fondée en octobre 1868 à Genève par Bakounine.

[198] Meuros est un personnage de la ballade Die B*ü*rgschaft de Schiller.

[199] Cf. Heine, Romancero, vol. 3: Mélodies hébraïques.

[200] Au cours des années 1870, Bismarck inaugura une campagne anticléricale, appelée Kulturkampf par les libéraux bourgeois. En attaquant l'Église catholique, Bismarck visait en réalité le parti du Centre qui représentait les survivances et nostalgies des petits États anti-prussiens du centre et du sud de l'Allemagne. Cette campagne anti-catholique masquait aussi la répression dans les territoires polonais occupés par la Prusse et, dans une mesure moindre, en Alsace-Lorraine. Enfin, Bismarck dévoya la lutte de classe grâce à des querelles religieuses.

[201] Un groupe de blanquistes, parmi lesquels figuraient Arnould, Vaillant et Cournet, quitta l'Internationale après le Congrès de La Haye en septembre 1872. Il publia ensuite à Londres une brochure intitulée Internationale et Révolution. A propos du* congrès de La Haye, par des réfugiés de la Commune, ex-membres du Conseil général de l'International: cf. réédition dans Cahiers de l'Institut de science appliquée, Série M, n º 7, août 1964, pp. 162-176.

[202] Washburne avait, en fait, refusé d'intervenir auprès du gouvernement Thiers pour lui soumettre la proposition de la Commune, à savoir échanger le seul Blanqui contre l'archevêque Darboy et d'autres personnes prises en otage après que des Communards aient été fusillés. Après l'exécution de l'archevêque, Washburne utilisa hypocritement, dans ses articles et ses conférences, cette mesure prise par la Commune pour répondre au terrorisme des Versaillais, afin de salir les Communards. Marx traite de la question des otages dans son Adresse sur la Guerre civile en France, cf. p. 61 (Éd. Soc.).

[203] Marx et Engels attribuaient au prolétariat anglais l'apport économique au marxisme, au prolétariat français l'apport politique, et au prolétariat allemand l'apport théorique: d'où l'expression, nullement chauvine, de socialisme allemand. En d'autres termes, le côté fort du prolétariat français du siècle dernier était son génie des luttes politiques, et son côté faible la théorie et les luttes revendicatives économiques. Avec le développement historique, ces particularités doivent normalement s'atténuer.

[204] Les ouvriers anglais commencèrent la lutte pour la journée de travail à 9 heures dans les années 1860. En Mai 1871, les ouvriers du bâtiment et de la construction mécanique de Newcastle commencèrent une importante grève, dirigée pour la première fois par la Ligue en faveur de la journée de neuf heures, créée peu avant. La grève fut particulièrement dure, car la Ligue entraîna dans la lutte des ouvriers non syndiqués. Le président de la Ligue, John Burnett, s'adressa au Conseil général, lui demandant d'intervenir pour éviter que les patrons ne fassent venir des briseurs de grève de l'étranger. Le Conseil général envoya deux de ses membres - Eccarius et Cohn - sur le continent, afin d'y expliquer aux ouvriers le sens de la grève de Newcastle. Les patrons durent cesser l'importation

de travailleurs étrangers pour briser la grève. En octobre 1871, la grève s'acheva par la victoire des ouvriers, dont la semaine de travail fut ramenée à 54 heures.

[205] Le 17 mai 1870, le Conseil général décida de tenir son prochain Congrès à Mayence, et non à Paris. Le 12 juillet 1870, Marx proposa au Conseil général le programme du Congrès de Mayence. Celui-ci ne put se réunir du fait de la guerre.

[206] Au lieu de tenir son Congrès à Bruxelles, comme prévu, le Conseil général de l'A.I.T. décida, à la demande de Marx, de tenir une conférence à Londres du 25 au 29 septembre.

[207] Après la circulaire de Favre demandant à tous les gouvernements, par l'intermédiaire de la représentation diplomatique française, de procéder à l'extradition des réfugiés de la Commune, en mai 1871, Dufaure proposa à une commission spéciale de l'Assemblée nationale d'élaborer une loi prévoyant l'emprisonnement des personnes appartenant à l'Internationale. Cette loi fut adoptée le 14 mars 1872.

[208] Il s'agit de la résolution IX de la Conférence de Londres de septembre 1871, cf. pp. 213-215.

* Les documents policiers, publiés ces derniers temps sur l'Internationale, sans en excepter ni la circulaire de jules Favre aux puissances étrangères, ni le rapport du rural Sacaze sur le projet Dufaure, (1) fourmillent de citations empruntées aux pompeux manifestes de l'Alliance. La phraséologie de ces sectaires, dont tout le radicalisme est purement verbal, sert à merveille les desseins de la réaction (Note de Marx et d'Engels).

1 Après la circulaire de Favre demandant à tous les gouvernements, par l'intermédiaire de la représentation diplomatique française, de procéder à

l'extradition des réfugiés de la Commune, en mai 1871, Dufaure proposa à une commission spéciale de l'Assemblée nationale d'élaborer une loi prévoyant l'emprisonnement des personnes appartenant à l'Internationale. Cette loi fut adoptée le 14 mars 1872.

[210] En mars 1872, le syndicat des ouvriers agricoles, récemment fondé, prit la tête d'une grève dans le comté de Warwickshire. Le mouvement s'étendit rapidement aux comtés voisins du centre et de l'est de l'Angleterre. Les syndicats des ouvriers de l'industrie soutinrent les grévistes et leur apportèrent une aide financière. Une demande accrue de main-d'œuvre dans l'industrie à la suite de l'essor de la production contribua en outre au succès de la grève des ouvriers agricoles. Cf. l'article d'Engels sur la Grève des ouvriers agricoles anglais, in Marx-Engels, Les Syndicats, Éd. Maspero, Paris, 1971.

En mai 1872, ce fut la création de la National Agricultural Labourer's Union, présidée par l'ouvrier Joseph Arch, qui regroupa environ 100 000 ouvriers agricoles. La lutte pour la diminution de la journée de travail et l'augmentation des salaires dura jusqu'en 1874 et s'acheva, dans plusieurs comtés, par la victoire des grévistes.

[211] Le 14 août 1874, F.-A. Sorge, qui dirigeait le Conseil général de l'Internationale transféré à New York, annonça à Engels qu'il avait résilié ses fonctions de secrétaire général et quitté le Conseil général.

[212] Dans sa première ébauche de l'Adresse sur la guerre civile, Marx écrit a ce propos: ≪ Sur la base existante de son organisation militaire, Paris édifia une fédération politique, selon un plan très simple. Elle consistait en une association de toute la Garde nationale, unie en toutes ses parties par les délégués de chaque compagnie, désignant à leur tour les délégués de bataillons, qui, à leur tour,

désignaient des délégués généraux, les généraux de légion - chacun d'eux devant représenter un arrondissement et coopérer avec les délégués des 19 autres arrondissements. Ces 20 délégués, élus à la majorité par les bataillons de la Garde nationale, composaient le Comité central, qui, le 18 mars, prit l'initiative de la plus grande révolution de notre siècle... ≫ (cf. Éd. Soc., p. 209).

La forme prise dès le début par la Commune confirme ainsi les idées de Marx et d'Engels sur la dictature du prolétariat, dont l'État est une superstructure de force, violence concentrée de la classe au pouvoir: ≪ La révolution tout court - c'est-à-dire le renversement du pouvoir existant et la désagrégation des anciens rapports sociaux - est un acte politique. Le socialisme ne peut se réaliser sans cette révolution. Il lui faut cet acte politique dans la mesure où il a besoin de détruire et de dissoudre. Mais le socialisme repousse l'enveloppe politique là où commence son activité organisatrice, là où il poursuit son but à lui, là où il est lui-même. ≫ (Marx, le 10 août 1844, in Écrits militaires, p. 175-176). La Commune représentant tout cela, n'est donc plus un État au sens propre, cf. Engels à Bebel, 16-18 mars 1875.

[213] La domination économique de la bourgeoisie se complète par une domination politique, qui étend le règne de la bourgeoisie à toute la nation et à toutes les activités. Les superstructures de l'État bourgeois ont un caractère à la fois historique et économique: ≪ La violence (c'est-à-dire le pouvoir étatique) est elle aussi une puissance économique ≫, écrit Engels à Schmidt, le 27 octobre 1890.

La bourgeoisie n'est pleinement développée qu'à partir du moment où elle ne domine pas seulement la production sociale, mais a écarté du pouvoir les classes féodales ou a cessé de partager le pouvoir avec elles, autrement dit lorsqu'elle a instauré la République. Mais le mot de République prête à confusion. De nos jours,

la bourgeoisie anglaise domine parfaitement avec la monarchie constitutionnelle et gouverne sans partage. Mais tant que l'État bourgeois n'a pas atteint son plein épanouissement, Marx et Engels admettaient que le prolétariat puisse utiliser l'État faiblement développé de la bourgeoisie, ≪ le mouvement républicain ne peut se développer sans transcroître en mouvement de la classe ouvrière ≫ (cf. supra, p. 104). Autrement dit, il était possible d'aménager l'État bourgeois peu développé, en le modifiant dans le sens des intérêts ouvriers, en dictature du prolétariat. C'est dire qu'il était possible de prendre pacifiquement le pouvoir. Cette hypothèse historique ne s'est pas vérifiée, et partout, il faut maintenant commencer à briser par la violence l'appareil d'État bourgeois, comme l'a enseigné la Commune. Lénine en explique les raisons: ≪ la dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la violence exercée contre la bourgeoisie; et cette violence est nécessitée surtout, comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (notamment dans la Guerre civile en France et dans la préface de cet ouvrage), par l'existence du militarisme et de la bureaucratie. Or, ce sont justement ces institutions, justement en Angleterre et en Amérique, qui, justement dans les années 70, époque à laquelle Marx fit sa remarque, n'existaient pas. Maintenant, elles existent et en Angleterre et en Amérique. Cf. la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, in V. Lénine, la Commune de Paris, p. 100. En effet, dans un discours tenu après le Congrès de La Haye en Septembre 1872, Marx avait fait la remarque qu'il était possible de prendre le pouvoir pacifiquement en Hollande, Angleterre, etc.

La lutte contre le fascisme a été faussée, en Italie et en Allemagne, par l'idée qu'il fallait défendre la démocratie bourgeoise, en s'alliant avec les sociaux-démocrates (qui avaient pourtant assassiné Rosa Luxembourg et Liebknecht) ainsi que les démocrates et républicains bourgeois ou petits-bourgeois, qui furent en

réalité les complices - conscients ou inconscients - du fascisme: sur une base aussi erronée, la lutte des communistes fut impuissante à empêcher l'avènement des régimes fascistes. Pour la définition de la stratégie de lutte efficace contre le fascisme, cf. Communisme et fascisme, Éditions ≪ Programme communiste ≫, 1970, p. 35-158. La préface à ce choix de textes des années 20 est erronée, car elle cite pêle-mêle des déclarations et actes de la droite du centre et de la gauche du parti communiste allemand, dont elle exagère l'incohérence, tandis qu'elle présente l'attitude du parti communiste italien comme infiniment plus cohérente en ne citant que des textes de la Gauche. Cette introduction dénigre ainsi systématiquement les camarades et les ouvriers allemands, qui luttèrent les armes à la main et furent soumis a une forte pression idéologique extérieure (Zinoviev, Radek, Staline, etc.) qui changea sans arrêt la direction du parti communiste allemand, en même temps que sa politique et sa stratégie: cf. Trotsky, l'Internationale communiste après Lénine, Paris, P.U.F. 1969, 2 vol.

[214] Cf. la traduction française in la Guerre civile en France. 1871, op. cit., p. 291-302.

* Cf. plus haut à la ≪ Préface de 1872 au Manifeste Communiste ≫ où Marx et Engels affirment que l'une des leçons essentielles de la Commune a été qu'on ne peut utiliser l'appareil d'État bourgeois: il faut le briser et créer un État prolétarien pour faire des transformations socialistes. Cela exclut la participation de communistes marxistes à un gouvernement bourgeois. Engels le dit expressément, et ce dans deux hypothèses: 1º en cas de victoire de la démocratie dans la révolution: ≪ Après la victoire commune, on pourrait nous offrir quelques sièges au gouvernement - mais TOUJOURS en minorité. Cela est le plus grand danger. Après Février 1848, les démocrates socialistes français (≪ Réforme ≫, Ledru-Rollin, L. Blanc, Flocon, etc.) ont commis la faute d'accepter de pareils

sièges. Minorité au gouvernement des républicains purs (≪ National ≫, Marrast, Bastide, Marie), ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs, qui prétendaient l'y représenter. ≫ Engels, à F. Turati, le 26 janvier 1894 ;

2 º En cas de victoire électorale des seuls socialistes: ≪ Avant tout, je n'ai pas dit que ≪ le parti socialiste obtiendra la majorité et prendra ensuite le pouvoir ≫. J'ai dit expressément, au contraire, qu'il y a dix probabilités contre une que ceux qui sont au pouvoir utiliseront auparavant la force contre nous; cela nous ramènerait du terrain de la majorité sur celui de la révolution. ≫ Fr. Engels, à G. Bosio, le 6 février 1892.

[216] Marx estimait que la Commune était fort éloignée d'introduire le socialisme en France. En fait, elle inaugurait une longue phase de dictature du prolétariat et de luttes de classes farouches: telle était aussi la conception de Lénine pour lequel la révolution russe était le premier acte de la révolution mondiale, contrairement à Staline qui y vit le moyen de construire, dans un seul pays, le socialisme, au sens économique et social. Dans sa première ébauche de la Guerre civile en France, Marx écrit: ≪ La Commune ne supprime pas les luttes de classes, par lesquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes et, par suite, toute domination de classe.... mais elle crée l'ambiance rationnelle dans laquelle cette lutte de classe peut passer par ses différentes phases de la façon la plus rationnelle et la plus humaine. Elle peut être -le point de départ de réactions violentes et, de révolutions tout aussi violentes ≫ (op. cit., pp. 215-216).

[217] Marx fait allusion à l'intrusion d'éléments douteux et de traîtres dans le Comité

central de la Garde nationale parisienne, qui comprenait des blanquistes, des néo-jacobins, des proudhoniens, etc. La composition disparate de ce Conseil fut à l'origine d'hésitations, de mollesse et de diverses erreurs (par exemple: ne pas attaquer Versailles, au moment où la réaction ne s'y était pas encore organisée, etc.). Marx attribue ici ces erreurs à la doctrine proudhonienne de l'abstention en matière politique: on notera que Tolain, proudhonien de droite, ne craignit pas de siéger dans l'Assemblée versaillaise. La Commune, élue le 26 mars, fut encore plus disparate, et prit encore moins d'initiatives, cf. notes nos 104 et 105.

[218] Dans une lettre du 8 mars 1881 à Véra Zassoulitch, Marx expliquait que le passage par le capitalisme n'était une fatalité que pour les pays d' Europe occidentale. Les autres pays - et notamment la Russie - eussent pu, en théorie, sauter la phase capitaliste pour arriver directement au socialisme, si la révolution socialiste s'était réalisée en Europe occidentale, de sorte qu'elle aurait apporté son aide technique, fraternelle aux pays non encore développés, Cf. l'article Marx et la Russie et Lettres de Marx à Véra Zassoulitch, in l'Homme et la Société, n° 5, pp. 149-180.

L'échec de la Commune aura donc eu pour conséquence de forcer la Russie à passer par l'enfer capitaliste; les communautés rurales, au lieu de pouvoir se transformer en unités de production socialistes, étant condamnées à prendre des formes plus ou moins capitalistes d'oppression de la masse paysanne russe.

[219] Vers la fin de 1893, les députés marxistes de la Chambre française se trouvèrent subitement débordés par l'arrivée du groupe Millerand-Jaurès, transfuges du groupe radical. Les millerandistes (qui furent pour la participation au gouvernement bourgeois et furent durement fustigés par Engels et Lénine) eurent la majorité absolue dans le groupe socialiste et prirent la tête du seul

quotidien ≪ socialiste ≫. Outre les 12 marxistes, le groupe socialiste comptait aussi 3 ou 4 allemanistes, 2 broussistes et 4 ou 6 blanquistes contre environ 30 millerandistes. Cf. la lettre de Fr. Engels à Sorge, 30 décembre 1893, in Correspondance Fr. EngelsK. Marx et divers, publiée par F.-A. Sorge, Éditions Costes, 2 vol., 1950, tome II, pp. 307-311. Comme on le voit, l'idée de la participation de socialistes ou de communistes à un gouvernement bourgeois est étrangère à Marx aussi bien qu'à Engels et à Lénine; elle contredit l'enseignement fondamental de la Commune: briser la machine d'État bourgeoise comme première mesure de la révolution socialiste.

* A propos de la Préface d'Engels (1895), à Luttes de classes en France.

* Engels fait allusion à sa Préface du 3 mars 1895, cf. les Luttes de classes en France, le 18-Brumaire de Louis Bonaparte, Paris, Éd. Soc., 1948, pp. 21-38.

[222] Même au temps où le prolétariat pouvait prendre le pouvoir pacifiquement, il devait utiliser la violence pour transformer l'économie capitaliste en économie socialiste (cf. les mesures despotiques du Manifeste communiste de 1848). Mais il se trouve que les violences exercées par l'État sont légales et, de ce fait, considérées comme justes. Même si le grand nombre est de cet avis, le marxisme estime que l'État est toujours violence concentrée, et la justice violence légalisée. Même la démocratie n'est pas le but du communisme, puisqu'elle signifie que la minorité s'incline devant la majorité, dont le gouvernement s'appuie sur la force: cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 127, Un parti étant un premier pas vers le gouvernement, forme concentrée de la violence, ne peut donc se taxer de parti de la paix et de la non-violence sans nier sa raison d'être. Fidèle disciple de Marx-Engels, Lénine considérait le communisme comme l'abolition des classes et de l'État, et donc la fin de la démocratie, cf Lénine, l'*État* et la révolution, chap. 6: ≪

Engels et la suppression de la démocratie ≫.